

UNIVERSITÉ DE PARIS

---

FACULTÉ DE DROIT

---

LE

# COMMISSAIRE DE POLICE

---

THÈSE pour le DOCTORAT

*présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université  
de Paris, le 2 Décembre 1922 à 14 heures*

PAR

**Edmond POIZOT**

---

*Président : M. H. BERTHÉLEMY.*

*Suffragants : { MM. JÈZE.  
HUGUENEY.*

---

PARIS

LIBRAIRIE LITTÉRAIRE ET MÉDICALE

LOUIS ARNETTE

2, RUE CASIMIR-DELAUVIGNE, 2

---

1922





UNIVERSITÉ DE PARIS

---

FACULTÉ DE DROIT

---

LE

# COMMISSAIRE DE POLICE

---

THÈSE pour le DOCTORAT

*présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université  
de Paris, le 2 Décembre 1922 à 14 heures*



PAR

**Edmond POIZOT**

---

*Président :* M. H. BERTHELEMY.

*Suffragants :* { MM. JÈZE.  
HUGUENEY.

---

PARIS

LIBRAIRIE LITTÉRAIRE ET MÉDICALE

LOUIS ARNETTE

2, RUE CASIMIR DELAVIGNE, 2

---

1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



## INTRODUCTION

---

Les attributions essentielles de l'Etat sont d'assurer la défense nationale, d'organiser la justice, de procurer la facilité des communications par l'aménagement et l'entretien du domaine; c'est enfin de faire régner sur tout le territoire national, l'ordre, la sécurité, la salubrité.

Au sens le plus large, l'expression police embrasse toute l'administration de la Cité. C'est dans ce sens que le mot est employé par Delamare qui sous le titre : *Traité de la police* a exposé à peu près toutes les matières qui relèvent de ce que nous appelons « le droit administratif ».

Dans un sens plus étroit, la police embrasse seulement la dernière fonction ci-dessus énoncée. Elle n'est qu'une partie de l'administration, la plus générale peut-être et l'une des plus minutieuses à raison de la diversité des mesures qu'elle nécessite.

Ces mesures sont de deux catégories qui se distinguent par leur objet : les unes ont pour but exclusif la recherche des infractions à la loi pénale et la poursuite des malfaiteurs ; la police apparaît ici comme auxiliaire indispensable du droit criminel et comme pourvoyeuse de la Justice : c'est la police judiciaire.

Les autres mesures tendent à prévenir tout désordre, à pourvoir par les moyens les mieux appropriés, à la paix publique, à l'hygiène, à ce qu'on peut appeler le confort général : on dit alors qu'il s'agit de police administrative.

La police judiciaire est aussi ancienne que la justice ; la police

administrative est aussi ancienne que l'organisation de l'autorité, c'est-à-dire que l'institution gouvernementale elle-même.

Sur quelque pays qu'on porte ses investigations, à quelque époque qu'on se place, on constate que les chefs, les gouvernants, les administrateurs se préoccupent de réprimer les désordres en faisant rechercher et punir ceux qui enfreignent leurs commandements, de préparer l'ordre en édictant des lois qui n'apparaissent pas seulement comme la constatation des usages acceptés par les gouvernés, mais comme des mesures de précaution : leur but essentiel est de limiter la libre activité des administrés et de faire régner dans la cité ce qu'ils envisagent comme le maximum de bien-être.

Les formes modernes de l'activité policière sont multiples. La police judiciaire comporte de nombreuses complications ; elle est répartie entre un très grand nombre de collaborateurs. Très nombreux sont aussi les fonctionnaires qui, à des titres et à des degrés divers, collaborent à la police administrative. Nombreux enfin sont ceux qui prêtent leur activité et exercent leur autorité pour les deux catégories de police.

Dans l'ancienne monarchie, la confusion était habituelle entre les fonctions comme entre les pouvoirs. Les parlements, cours judiciaires avaient des droits généraux de police, les baillages aussi, et après eux les Intendants dits « de justice, de police et de finances ».

Pour l'exercice pratique de la police, sous son double aspect, il y eut de bonne heure des agents spécialement dénommés commissaires de police. Cela se fit par l'extension aux commissaires du roi, qui dans les tribunaux de police exerçaient le rôle de ministère public, de fonctions essentiellement administratives. Une ordonnance célèbre du roi Henri III, rendue en 1586, étend à toutes les villes de parlement, de présidial ou de bailliage l'institution des « commissaires examineurs ». « Ces commissaires, dit l'ordonnance, seront tenus de faire une ou deux visites par chacune semaine par les villes et lieux de leurs chargés, voir et connoître des contraventions à nos ordonnances, soit par les boulangers, hôteliers, cabaretiers, charretiers, marchands de bois, foin et feurre, visiter les poids, mesures, aunages ; faire ouvrir les magasins à blé en temps de cherté et de stérilité, suivant la nécessité publique ; faire paver et nettoyer les rues, prendre les vagabonds et les emprisonner ».



A Paris les commissaires au Châtelet, au nombre de 32, étaient répartis dans les seize quartiers de la ville et un règlement du 22 décembre 1541 fixait leurs attributions en même temps que leur affectation. « Les 32 commissaires du Châtelet de Paris », disait l'article 1<sup>er</sup>, « garderont et observeront estroitement le département et distribution de seize quartiers de cette dicte ville et faux-bourgs à eux assignez et distribuez en la forme et selon l'augmentation des retranchements qui s'ensuit, à sçavoir : le quartier de la Cité à maistre Raoul le faire seul ; le quartier de la Porte-de-Paris à maistres Germain Jauveaud et J. Janotin... etc ».

Le règlement, en outre, imposait aux commissaires de ne sortir de la ville « de quartiers ès quels il y en a quatre plus de deux à la fois et ceux ès quels il y en a deux plus d'un à la fois et en quartiers à es quels il n'y en a qu'un commissaire, il ne partira de cette dicte ville pour aller aux champs, sans commettre sa charge, au prochain commissaire de son dit quartier ».

Un édit de 1572 prescrivit aux commissaires de faire rapport de tout ce qui se passait dans la ville à un bureau de police composé : de l'un des présidents et d'un conseiller au Parlement, du lieutenant civil, du prévôt des marchands, d'un échevin, du procureur du roi au Châtelet et de « quatre bourgeois du nombre de ceux qui ne faisaient pas commerce ».

Ce bureau ayant été supprimé quelques années plus tard, c'est au conseil de police que les commissaires viennent faire leur rapport : un arrêt enregistré au Parlement le 2 décembre 1577 prescrit qu'« il y aura dans chaque quartier de Paris, des notables habitants qui seront élus et qui auront la charge de police. Ils pourront condamner jusqu'à un écu. On pourra se pourvoir par appel contre leur jugement, mais seulement par voie de plainte à l'Assemblée générale de police. Cette assemblée se tiendra une fois par semaine devant le prévôt de Paris, le prévôt des marchands et échevins obligés de s'y trouver ».

Aucun changement important ne fut apporté à l'institution des commissaires pendant de nombreuses années.

En mars 1740, un édit vint placer sous leurs ordres, des inspecteurs, dont les attributions correspondaient à celles des officiers de paix actuels : Les vingt inspecteurs seront chargés, sous les commissaires au Châtelet, dit l'édit, de l'inspection sur le nettoyage des rues, lanternes, lumières publiques, périls imminents et de tout ce qui concerne l'observation des règlements de police. Ils seront te-

nus de donner avis dans le jour et à l'instant même au commissaire près duquel ils seront distribués, de toutes les contraventions qu'ils découvriront. Ils assisteront les commissaires dans les visites, quand ils seront requis par eux... ».

Outre les inspecteurs, les commissaires commandaient dix sergents qui leur prêtaient assistance pour leur tâche. C'est devant eux que le guet amenait les individus arrêtés.

« Tout délinquant, dit le lieutenant général de police Lenoir dans ses *Notes et Mémoires*, tout prévenu arrêté, devait soudain comparaître devant un commissaire de justice et de police, lequel suivant l'exigence des cas, prononçait son emprisonnement ou sa mise en liberté ; s'il y avait difficulté, gravité ou importance de fait, le commissaire en référait, soit au magistrat de police, soit au lieutenant criminel : il arrivait peu souvent qu'il y eut lieu à référer...

« Dans les deux heures qui suivaient les audiences du Lieutenant de police, les placets étaient extraits à la marge et renvoyés dans le jour au commissaire de police du quartier. Là, par voie de conciliation se terminaient des contestations qui seraient devenues des procès, des animosités sans fin et même des causes de désordre. Sous ces rapports, les commissaires de police parvenaient à gagner la confiance des habitants de leur quartier, avantage médiocrement obtenu maintenant par les juges de paix... »

Les fonctions de commissaires devinrent bientôt une charge héréditaire dont la valeur se montait de 60 à 80 mille livres et même davantage.

Leurs honoraires étaient peu élevés, mais ils recevaient de larges indemnités et le droit exclusif d'apposition et de levée des scellés était pour eux d'un produit très rémunérateur.

Ils jouissaient au surplus de beaucoup de considération et de privilèges importants : ils portaient longue robe et avaient le droit de parler couverts aux audiences ; ils étaient du nombre des privilégiés qui bénéficiaient du « franc salé » (distribution de sel faite gratuitement par le roi à certains favoris).

Dans les « *Notes et Mémoires* de M. Lenoir sur la police de son temps », le dernier des lieutenants de police de l'ancien régime expose ainsi la situation des commissaires de police avant la Révolution :

« Depuis l'administration de M. Berryer, la compagnie des 48 commissaires de police s'était composée d'hommes habiles et instruits ; presque tous avaient fait leur droit et travaillé dans de



bonnes études ; la finance de leur charge s'était élevée jusqu'à 100.000 livres.

« Dans le nombre des 48 commissaires, il n'y en avait que 24 qui fussent spécialement chargés de faire exécuter les ordres du Roi, les lettres de cachet ; ils étaient en outre commis à certains départements, tels que ceux des halles et marchés publics, des spectacles, des jeux, des étrangers, de la Bourse, du Mont de pitié des prêteurs sur gages, des nourrices mercenaires... etc. « On avait distribué la Ville de Paris en seize quartiers : il y avait trois commissaires dans chacun de ces quartiers.

« Le droit d'ancienneté restait à l'un de ces trois commissaires. Les seize anciens étaient des hommes d'élite, propres à servir d'exemple.

« Les charges d'inspecteurs de police, ainsi que celles des commissaires, furent très recherchées pendant les années antérieures à la Révolution...

« On renvoyait à chaque commissaire et à chaque inspecteur ce que l'on appelait les affaires de quartier ; elles consistaient en querelles, en contestations de peu d'importance, mais par cela même plus répétées, que l'inspecteur conciliait, ou qui, faute de conciliation, passaient au commissaire ancien...

« On se fera une idée de leur influence en songeant que, dans chacun des arrondissements, il existe une différence bien remarquable entre les professions et l'on pourrait dire les nations qui les habitent. Chaque province a sa représentation spéciale d'états et son foyer de résidence particulière dans la capitale. Ceci ne varie dans aucun temps ; les hommes passent mais les statistiques restent ; l'équilibre se maintient. C'était en quelques sorte le royaume lui-même, réduit sur une petite échelle et rassemblé par échantillons dans un périmètre d'une huitaine de lieues.

« Les seize étaient par là des gouverneurs de province au petit pied, d'où résultait pour l'expédition des travaux une sorte de nécessité de les garder en place, car ils étaient au fait des habitudes caractéristiques de leurs administrés... ».

Supprimés dans la fameuse séance de la nuit du 4 août, les commissaires de police furent rétablis par les lois du 27 juin et du 12 septembre 1790. Ils étaient nommés par élection.

La loi du 24 ventôse an III chargea de leur nomination, le Comité de sûreté générale, puis celle du 19 vendémiaire an IV, à la Municipalité à qui elle fut bientôt enlevée par la loi du 24 floréal

an IV qui la confia au Bureau central de police. Enfin la loi du 19 nivôse an VIII l'attribua au pouvoir central.

Un décret du 19-29 juillet 1791 leur avait attribué, comme signe distinctif de leurs fonctions « un chaperon tricolore sur l'épaule gauche », l'arrêté du 17 floréal an VIII, confirmé par l'arrêté du 12 messidor de la même année, leur prescrivit de porter : l'habit noir complet à la française, avec chapeau français uni et une ceinture tricolore à franges noires.

---



## ORGANISATION GÉNÉRALE

---

La loi du 28 pluviôse an VIII qui établit les règles de l'organisation municipale et départementale régit l'organisation générale de la police et notamment celle des commissaires de police.

Aux termes de l'article 12 de cette loi, il y a un commissaire de police dans les villes de 5.000 à 10.000 habitants et dans les villes qui comptent plus de 10.000 habitants, un commissaire de police par 10.000 habitants d'excédent. Toutefois, dans les villes comptant moins de 5.000 habitants, il peut y avoir un commissaire de police, soit à la demande de la commune et à sa charge, soit sur l'initiative du Gouvernement, s'il en a reconnu la nécessité, et à la charge de l'Etat.

Un décret du 28 mars 1852 autorisait les préfets à établir un commissaire de police, lorsque le besoin s'en faisait sentir, dans les cantons où il n'en existait pas ; ces commissaires avaient juridiction sur toutes les communes du canton. Mais l'arrêté du Ministre de l'intérieur du 10 septembre 1870 a abrogé ces dispositions, « considérant que l'institution des commissaires de police, dits commissaires cantonaux, porte une atteinte grave aux droits de la commune ». De même l'institution des commissaires départementaux, ayant juridiction sur tout le département, sous l'autorité du préfet, établie par un décret du 5 mars 1853, a été abolie par décret du 22 mars 1854.

Dans les villes où il y a plusieurs commissaires de police ceux-ci, conformément au décret du 27 mars 1855, art. 1<sup>er</sup> et à la circulaire ministérielle du 11 avril 1871, ont à leur tête un commissaire central, ayant autorité sur eux et faisant fonctions d'intermédiaire entre eux et les autorités, préfectorale, judiciaire et municipale.

*Commissaires Spéciaux.* — Les commissaires de police dont nous venons de parler, sont des commissaires municipaux, rétribués sur le budget communal, mais il existe une autre catégorie de commissaires de police appelés commissaires spéciaux, rétribués sur les fonds d'Etat

et placés par le Gouvernement dans certains endroits qu'il est d'un intérêt particulier de surveiller plus spécialement, tels les ports, les villes frontières, les grandes gares et leurs dépendances. Ces commissaires n'ont le plus souvent que des pouvoirs restreints ; chargés surtout de renseigner le gouvernement et d'exercer des fonctions de police administrative générale, certains d'entre eux ne sont pas auxiliaires du Parquet et n'ont pas compétence pour instrumenter en cas de flagrant délit, comme nous le verrons plus tard.

*Brigades de police mobile.* — Enfin, un décret du 30 décembre 1907, a créé pour la province, douze brigades de police mobile qui ont été portées au nombre de quinze par décret du 31 août 1911.

Elles ont pour mission de seconder l'autorité judiciaire dans la recherche et la répression des crimes et délits de droit commun ; elles ont aussi des attributions de police administrative générale.

Chacune de ces brigades est placée sous les ordres d'un commissaire divisionnaire, ayant juridiction sur toute la circonscription. Entre les quinze brigades, sont répartis 54 commissaires de police et 189 agents portant le titre d'inspecteurs de police mobile. Leurs résidences et leurs circonscriptions sont fixées par l'art. 4 du décret du 31 août 1911, modifié par le décret du 3 juillet 1913.

Les circulaires de la Chancellerie du 4 avril 1908 et du 21 septembre 1911 et la circulaire du Ministre de l'intérieur du 4 avril 1908 précisent leurs attributions : Les commissaires des brigades mobiles doivent se rendre inopinément dans les localités où doivent se produire de grands rassemblements de population ; ils sont chargés d'exercer une surveillance active sur les vagabonds et les romanichels circulant isolément ou en groupes. Lorsque l'auteur d'un crime ou d'un délit a fui, les commissaires divisionnaires préviennent, en donnant son signalement s'il est connu, leurs collègues de la région où il est présumé s'être rendu, ainsi que la police du lieu où il aurait des chances d'être arrêté. Les commissaires centraux, commissaires de police isolés et les commissaires spéciaux signalent au commissaire divisionnaire de leur région tous les crimes et délits dont ils n'ont pas réussi à atteindre les auteurs et lui fournissent toutes les indications en leur possession, susceptibles d'en amener la découverte. Ils lui signalent les vols à la tire, à l'esbrouffe, les vols de valises et de bagages, les escroqueries au bonneteau dont on se plaint dans les gares ou sur les voies ferrées, en ayant le soin de donner les numéros des trains pris par les malfaiteurs. Ils signalent dans les mêmes conditions, les vols importants commis par les rats d'hôtel, entôleuses, cambrieurs et autres professionnels du vol.



D'autre part la Chancellerie a spécialement invité les chefs de Parquet et les juges d'instruction à faire appel aux brigades de police mobile, dès le début de leurs recherches et avant que les éléments d'information aient pu disparaître.

*Organisation à Paris.* — A Paris, l'importance de la population, sa densité et, d'autre part, l'intérêt d'avoir des fonctionnaires plus spécialisés dans telle ou telle branche de police a amené une organisation toute spéciale.

Les commissaires de police, placés sous l'autorité directe du Préfet de police en vertu de l'arrêté des Consuls du 12 messidor an VIII, sont ainsi répartis :

Soixante-dix huit, administrent les quatre-vingts quartiers de Paris (1), communément appelés « commissaires de quartier », ils ont une compétence entière et normale et sont à la fois, agents de police administrative et agents de police judiciaire.

D'autre part, dans chacun des vingt arrondissements se trouve un commissaire de police, longtemps appelé officier de paix et dénommé, depuis le 15 mars 1921, commissaire d'arrondissement. Chef des gardiens de la paix, il est chargé de leur administration, de leur instruction et de leur direction dans la surveillance de la voie publique. Sauf en matière de contraventions, ces commissaires n'ont que des fonctions de police administrative municipale.

Enfin, à la tête de chaque district, comprenant deux arrondissements et un certain nombre de communes suburbaines, est placé un commissaire divisionnaire, chef des commissaires d'arrondissement, des commissaires de quartier et des communes de banlieue et ayant également sous sa direction une brigade d'inspecteurs de police, que, selon les besoins, il met à la disposition des commissaires de police ou utilise personnellement pour la police administrative générale.

Ajoutons, pour être complet, que les commissaires de police ressortissent de deux Directions : Direction de la police judiciaire en tant qu'ils exercent des fonctions de police judiciaire et Direction de la police municipale en tant qu'ils exercent des fonctions de police administrative municipale. Enfin ils ressortissent également de la Direction du Cabinet pour les affaires de police administrative générale et certaines affaires réservées.

Outre les commissaires que nous venons d'énumérer, il existe également à Paris et sous la direction du Préfet de police trente neuf commissaires spéciaux :

---

(1) Le quartier de la Salpêtrière et celui de Croulebarbe sont administrés par un seul commissaire ainsi que les quartiers de la Santé et du Petit Montrouge.

Trois sont attachés à la Direction de la police judiciaire et chargés des recherches judiciaires ou des affaires de longue haleine que les commissaires des quartiers, en raison des affaires quotidiennes qui les absorbent, ne pourraient suivre que difficilement.

Quatre sont affectés au service des délégations judiciaires que nous étudierons plus loin.

Deux font partie du Service des renseignements généraux et s'occupent de la police administrative générale.

Quatre sont chargés de la circulation, sous la direction d'un commissaire divisionnaire et commandent en même temps les forces de réserve de gardiens de la paix.

Vingt-trois sont affectés au Service de la répression des fraudes et de l'inspection des poids et mesures.

Enfin, le Service des halles centrales, de la Bourse et le Parquet du tribunal de simple police ont chacun, à leur tête, un commissaire spécial.

*Nomination.* — Les commissaires de police sont tous nommés par décret du Président de la République sur présentation du Ministre de l'intérieur ; les décrets du 25 mars et 28 mars 1852 qui attribuaient aux préfets la nomination des commissaires de police des villes de 6.000 âmes et au-dessous ont en effet été abrogés par le décret du 10 mars 1906. De même qu'ils sont nommés par décret, les commissaires ne peuvent être révoqués que par décret, depuis 1906.

En province, ils sont recrutés par voie de concours, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 20 novembre 1908, ou parmi les licenciés en droit et les secrétaires près les Commissariats de police de la Ville de Paris comptant au moins deux ans de services et dispensés de concours.

A Paris, ils sont recrutés au concours parmi les secrétaires comptant au moins six années de services et munis du brevet d'études du signallement descriptif. (Arrêtés du Préfet de police du 1<sup>er</sup> février 1902 et du 7 février 1919).

*Serment.* — Dès leur nomination, et avant de prendre leurs fonctions, les commissaires de police devraient, conformément à l'article 18 de la loi du 28 pluviôse an VIII et aux décrets du 21 juin 1790 et 22 juin 1811, prêter un serment purement professionnel, dans les termes ci-après, prescrits par la circulaire du Ministre de l'intérieur du 14 décembre 1854 : « Je jure de remplir les fonctions qui me sont confiées, en bon et loyal magistrat ». En fait, la prestation de serment est tombée en désuétude, depuis que la Cour de cassation a jugé que, jusqu'à preuve contraire, un fonctionnaire est présumé avoir prêté serment.



*Incompatibilités.* — Les fonctions de commissaire de police sont incompatibles avec celles de maire, adjoint, conseiller municipal (Loi du 5 avril 1884), de notaire et d'avoué (Loi du 1<sup>er</sup> juin 1792), de percepteur et de greffier (Loi du 27 mars 1791).

Les commissaires ne peuvent être élus députés (Loi de 1875) ni conseillers généraux ou d'arrondissement (Loi du 10 août 1871, article 8). Ils ne peuvent être jurés (Loi du 21 novembre 1872) ni secrétaires de mairie (Circulaire du 17 mai 1854).

Outre ces incompatibilités légales ou réglementaires, les commissaires de police sont frappés d'autres incapacités en vertu de circulaires administratives leur interdisant d'exercer aucun commerce ou profession en dehors de leurs fonctions.

*Préséances.* — Aux termes du décret du 24 messidor an XII article 8, les commissaires de police ont un rang de préséance dans les cérémonies publiques et marchent immédiatement après les juges de paix, avec à leur tête, le commissaire central ayant à sa droite et à sa gauche, les deux plus anciens commissaires.

*Costume.* — Le décret du 21 avril 1852 attribue aux commissaires de police un costume spécial :

Pour les commissaires de Paris et les commissaires centraux des départements : l'habit bleu avec broderies à trois rangs en argent, aux collet, parements et écussons.

Pour les commissaires des chefs-lieux de départements et de la banlieue de Paris : le même habit avec broderies à deux rangs aux collet, parements et écussons.

Pour les commissaires des chefs-lieux d'arrondissements et des cantons au-dessus de 6.000 âmes, même habit, avec broderies à deux rangs aux collet et parements seulement.

Pour tous, gilet en piqué blanc, pantalon bleu uni, épée à poignée noire et garde argentée, chapeau à la française avec ganse brodée pour les commissaires de première classe, plumes noires pour les commissaires de Paris, torsade en argent pour les autres ; écharpe tricolore avec franges, en argent à petites torsades pour les commissaires de première classe et les commissaires de Paris, et en soie blanche pour les autres.

Ce costume n'est plus guère porté et même à Paris, les commissaires chargés de services d'ordre sur la voie publique, portent un uniforme tout à fait différent et qui d'ailleurs a changé assez souvent depuis quelques années.

Au demeurant, il a été jugé que le port du costume n'était pas nécessaire dans les actes du ministère du commissaire de police, mais

que le port de l'écharpe seul était obligatoire lorsque le commissaire pénétrait dans un domicile ou agissait au nom de la loi.

L'article 3 de la loi du 7 juin 1848 prescrit le port de l'écharpe en cas de sommations destinés à dissiper un attroupement. Une circulaire du Préfet de police du 17 juillet 1844 l'exige également en cas d'intervention dans un lieu public.

L'article 209 et suivants du code pénal ne peuvent être appliqués que si le commissaire de police était revêtu de ses insignes ou était connu. Il peut donc suffire qu'il ait été accompagné d'agents en uniforme et qu'il ait décliné sa qualité.

*Discipline.* — Les commissaires de police sont sous les ordres de tout le monde. C'est qu'en effet, comme nous le verrons, ils sont à la fois agent de police judiciaire et agent de police administrative, générale et municipale. En ces différentes qualités ils sont sous les ordres et du Procureur de la République, et du préfet et du maire. Ces derniers peuvent prononcer ou provoquer contre eux, en cas de faute, des sanctions disciplinaires administratives, tels le blâme, le changement de résidence, la suspension plus ou moins prolongée et la révocation. Quant au Procureur de la République, il peut saisir le Procureur Général chargé par l'art. 279 du code d'instruction criminelle de la surveillance des officiers de police judiciaire. Celui-ci pourra prononcer un avertissement avec inscription au registre spécial tenu par lui. (Art. 280 C. I. C.) et en cas de récidive « avant l'expiration d'une année à compter du jour de l'avertissement consigné sur le registre » (art. 282), saisir la Cour qui pourra autoriser à les faire citer en Chambre du conseil. « La Cour leur enjoindra d'être plus exacts à l'avenir et les condamnera aux frais, tant de la citation que de l'expédition et de la signification de l'arrêt ».

Mais il ne s'agit ici que de fautes professionnelles plus ou moins graves. Le cas peut se produire d'un commissaire ayant commis un crime ou un délit. La loi a tracé pour ce cas des règles spéciales de procédure.

« Lorsqu'un.... officier de police judiciaire » dit l'art. 483 du code d'instruction criminelle « sera prévenu d'avoir commis, *dans l'exercice de ses fonctions*, un délit comportant une peine correctionnelle, le Procureur Général près la Cour d'appel le fera citer devant cette Cour qui prononcera sans qu'il puisse y avoir appel » (art. 479 même code).

Lorsqu'un officier de la police judiciaire sera prévenu d'avoir commis un crime emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, les fonctions ordinairement dévolues au juge d'instruction et au Procureur de la République, dit l'article 484, seront immédiatement remplies par le Premier Président et le Procureur Général près la Cour d'appel,



chacun en ce qui les concerne, ou par tels autres officiers qu'ils auront respectivement et spécialement désignés à cet effet ».

D'autre part le commissaire de police pent, du fait de sa qualité, subir une aggravation de peine, en cas de crime ou délit qu'il est de ses fonctions de surveiller ou réprimer.

L'art. 198 du code pénal stipule :

« Hors les cas où la loi règle spécialement les peines encourues pour crimes ou délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui auront participé à d'autres crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer, seront punis comme il suit :

« S'il s'agit de délit de police correctionnelle ils subiront toujours le maximum de la peine attachée à l'espèce de délit ;

« Et s'il s'agit de crime, ils seront condamnés, savoir : à la réclusion si le crime emporte contre tout autre coupable la peine du bannissement ou de la dégradation civique.

« Aux travaux forcés à temps si le crime emporte, contre tout autre coupable la peine de la réclusion ou de la détention.

« Et aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le crime emportera contre tout autre coupable la peine de la déportation ou celle des travaux forcés à temps.

« Au delà des cas qui viennent d'être exprimés, la peine commune sera appliquée sans aggravation. ».

Enfin, pour certains délits particuliers, visés par les art. 379 à 458 du code pénal, composant le chapitre II du titre III intitulé : « crimes et délits contre les propriétés » la peine d'emprisonnement sera, pour le commissaire de police d'un mois au moins et d'un tiers au plus, en sus de la peine la plus forte qui serait appliquée à un autre coupable du même délit (art. 459).

*Protections spéciales.* — Mais la loi n'a pas que des rigueurs pour ce fidèle serviteur qu'est le commissaire de police. Elle a aussi édicté en sa faveur, des protections spéciales pour l'aider dans sa tâche si souvent ingrate et difficile :

La loi du 22 frimaire an VIII dans son article 75 stipulait : Les agents du Gouvernement autres que les ministres ne peuvent être poursuivis, pour des faits relatifs à leurs fonctions, qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Etat. Mais cet article après des attaques aussi véhémentes que répétées, a été supprimé, avec juste raison d'ailleurs, par l'article premier du décret du 19 septembre 1870 qui abroge toute disposition des lois générales ou spéciales ayant pour objet d'entraver les poursuites dirigées contre des fonctionnaires publics de tout ordre.

Actuellement, l'art. 31 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 pro-

tège le commissaire de police contre les offenses ou diffamations dirigées contre lui à raison de ses fonctions ou de sa qualité par les moyens énumérés en l'art. 27 : discours, écrits, imprimés, vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, placards ou affiches placés au regard du public. Toutefois, il a été jugé que les propos injurieux ou diffamatoires adressés à un commissaire de police dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions tombent, même lorsque la publicité vient les aggraver, sous le coup des art. 222 et suivants du code pénal et peuvent en conséquence être frappés d'un emprisonnement de 15 jours à 2 ans au lieu de la peine de 8 jours à un 1 an ou de 100 à 3.000 fr. d'amende prévue par la loi de 1881.

D'autre part l'art. 509 du code d'instruction criminelle protège le commissaire de police, lorsqu'il exerce publiquement quelque acte de son ministère contre les perturbateurs qui entraveraient son action soit en donnant des signes publics d'approbation ou d'improbation, soit en excitant du tumulte de quelque manière que ce soit. Cet article prescrit que les perturbateurs seront saisis, que procès-verbal sera dressé contre eux pour être envoyé, ainsi que les prévenus, devant les juges compétents.

Bien que cet article soit bien rarement appliqué, il est n'en pas moins précieux pour le commissaire de police dans les cas très nombreux où il est appelé à instrumenter sur la voie publique au milieu d'éléments quelquefois peu recommandables et parfois hostiles. Cette disposition législative permet tout au moins un avertissement comminatoire, la plupart du temps suffisant.

Le commissaire de police est aussi protégé contre les conséquences des avis qu'il est tenu de donner par la loi, comme nous le verrons plus tard, concernant les délits dont il a cru acquérir la connaissance dans l'exercice de ses fonctions. A moins que l'avis qu'il a donné constitue une dénonciation calomnieuse punie par l'art. 373 du code pénal d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 3.000 fr., le commissaire de police ne peut être poursuivi en dommages-intérêts, aux termes de l'art. 358 du code d'instruction criminelle que par la voie de la prise à partie, conformément aux règles du code de procédure civile, art. 505 et suivants, qui exigent les conditions de dol, fraude ou concussion, en sorte que la faute, même grossière, est à elle seule insuffisante pour rendre possible la prise à partie. Bien que ces dispositions aient été très vivement attaquées et notamment en 1904 par M. Clemenceau, il est évident qu'elles constituent pour le commissaire une indispensable protection dont on ne pourrait admettre la suppression que pour le seul cas de faute grossière.

Enfin l'art. 209 du code pénal protège le commissaire de police



« agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements » contre toute attaque, toute résistance avec violences ou voies de fait et en punit les auteurs selon que ceux-ci étaient plus ou moins nombreux (art. 210, 211, 212, 213 du code pénal).

Si les violences ont été la cause de : effusion de sang, blessure ou maladie les auteurs en tombent sous le coup des articles du code qui prévoient les coups et blessures à magistrats :

En effet, l'article 228 modifié par la loi du 13 mai 1863 stipule :

« Tout individu qui, même sans armes et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice, ou commis toute autre violence ou voie de fait envers lui dans les mêmes circonstances, sera puni d'un emprisonnement de 2 à 5 ans » et l'art. 231 ajoute :

« Si les violences exercées contre les fonctionnaires et agents désignés aux art. 228 et 230 ont été la cause d'effusion de sang, blessure ou maladie, la peine sera la réclusion. Si la mort s'en est suivie dans les 40 jours le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité ».

La qualité de magistrat ayant été contestée au commissaire de police, la Cour de cassation a été appelée à examiner si les articles ci-dessus lui étaient applicables. Elle a tranché la question par l'affirmative et a reconnu au commissaire de police la qualité de magistrat (A. du 2 mars 1838). Ainsi que l'a dit M. le Procureur Général Dupin, la vraie définition du magistrat, ce qui le constitue véritablement tel « c'est quand il est dépositaire de l'autorité publique par la délégation de la loi, avec le droit d'ordonner en son nom ». Dans ces conditions le commissaire de police est magistrat et à un double titre : magistrat de l'ordre administratif comme les préfets et les maires et magistrat de l'ordre judiciaire comme officier de police judiciaire et auxiliaire du Procureur de la République.

Le commissaire de police trouve dans les différentes protections que lui donne la loi et que nous venons d'examiner une aide puissante pour l'accomplissement de ses fonctions, mais il importait aussi de mettre à sa disposition le cas échéant la force effective en cas notamment d'insuffisance des forces de police directement placées sous ses ordres. La loi n'y a pas manqué : non seulement l'art. 3 du décret du 28 mars 1852 lui permet de requérir les gardes-champêtres et forestiers, mais l'art. 25 du code d'instruction criminelle lui donne, comme à tous les officiers de police judiciaire le droit de requérir directement la force armée. En vertu de l'art. 22 de la loi du 26 juillet-3 août 1791, la réquisition

doit être écrite et ne contenir aucun terme impératif (Décret du 20 mai 1903).

« Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique  
« qui, après en avoir été légalement requis par l'autorité civile, aura re-  
« fusé de faire agir la force à ses ordres, sera puni d'un emprisonne-  
« ment d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles  
« qui pourraient être dues aux termes de l'art. 10 du code pénal »  
(art. 231 du code pénal).

D'autre part en vertu de l'art. 106 du code d'instruction criminelle  
rappelé dans l'instruction du 20 août 1907 sur le Service de la gen-  
darmérie et de l'art. 168 du décret du 4 octobre 1891 : « tout mili-  
taire en uniforme doit prêter spontanément main-forte, même au péril  
de sa vie aux agents de l'autorité » et par conséquent au commissaire  
de police.

Enfin le commissaire de police peut requérir l'aide et le secours des  
simples citoyens, en cas de calamité, conformément à l'art. 475 n° 12  
du code pénal ainsi conçu : « Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou  
négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils  
auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, nau-  
frage, inondation, incendie ou autres calamités ainsi que dans les cas  
de brigandage, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécu-  
tion judiciaire... seront punis d'amende, depuis 6 francs jusqu'à 10 francs  
inclusivement ».

---

## DES ATTRIBUTIONS DU COMMISSAIRE DE POLICE

---

Nous avons vu que le commissaire de police est à la fois magistrat de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif. Il exerce en cette double qualité des fonctions de police judiciaire et des fonctions de police administrative. Il a en outre des attributions purement judiciaires et des attributions purement administratives, qui n'ont que des rapports très éloignés, avec la police.

### Attributions de police

La police, dit le code de brumaire an IV, article 16, est instituée pour maintenir l'ordre public, la liberté, la propriété, la sûreté individuelles. Elle se divise en police administrative et police judiciaire.

La police administrative a pour objet le maintien habituel de l'ordre public dans chaque lieu et dans chaque partie de l'administration générale. Elle tend principalement à prévenir les délits.

La police judiciaire recherche les délits que la police administrative n'a pu empêcher de commettre, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés par la loi de les punir.

L'article 8 du code d'instruction criminelle reprend les mêmes termes pour définir la police judiciaire et dans le commentaire qu'il en fait, Faustin-Hélie explique : la police judiciaire est en général une sorte d'instruction préparatoire qui précède l'instruction faite par le juge. Elle commence au moment où le délit se manifeste, elle finit au moment où le juge est saisi, où la Justice procède elle-même. Sa mission consiste à signaler les crimes et les délits aussitôt qu'ils sont commis ou qu'ils se révèlent, à recevoir les dénonciations, à saisir sommairement au cas où ils sont flagrants, les indices et les preuves de leur



perpétration et à transmettre immédiatement à l'autorité judiciaire les actes de cette enquête préliminaire.

Le but de la police administrative est différent. Celle-ci, en effet, prend des mesures générales plutôt que des mesures particulières ; elle procède soit par des arrêtés, soit par des dispositions préventives ; elle exerce une mission de prévoyance qui consiste à écarter les causes de trouble, à modifier ou supprimer les faits qui peuvent exciter le désordre et augmenter les délits ; à surveiller pour les contenir les agents les plus dangereux ; à maintenir en un mot, la paix de la cité en réfrénant les provocations des mauvaises passions, les excès du vice, l'audace des malfaiteurs.

Le commissaire concourt à ces deux polices. Il est à la fois agent de police préventive et agent de police répressive. Il est en effet placé sous les ordres du préfet et sous ceux du maire chargés, le premier de la police administrative générale comme délégué du gouvernement, le second de la police administrative municipale que peut également exercer dans certains cas le préfet.

Il tient d'autre part du code d'instruction criminelle lui-même et de certaines lois spéciales, des pouvoirs de police judiciaire, soit en qualité d'officier de police judiciaire, soit en qualité d'auxiliaire du Procureur de la République.

### **Attributions judiciaires et administratives**

Le commissaire de police n'exerce des fonctions purement judiciaires que dans un seul cas : lorsqu'il est chargé du ministère public près le tribunal de simple police, conformément aux dispositions du code d'instruction criminelle.

Quant à ses attributions purement administratives il les exerce en tant que fonctionnaire et en vertu des ordres de ses chefs hiérarchiques.

Nous allons étudier ces différentes catégories d'attributions dans l'ordre suivant :

I. — Attributions de police judiciaire.

II. — Attributions de police administrative : 1° générale ; 2° municipale.

III. — Attributions judiciaires.

IV. — Attributions administratives.

## I. — ATTRIBUTIONS DE POLICE JUDICIAIRE

Ce sont des attributions propres que le commissaire de police tient du Code d'instruction criminelle ou de lois spéciales ou des attributions qu'il exerce par délégation de différentes autorités, soit en vertu de la loi, soit même en vertu de la coutume.

Elles peuvent se diviser ainsi qu'il suit :

1° Attributions du commissaire de police, en tant que simple officier de police judiciaire.

a) en matière de contraventions ;

b) en matière de crimes ou de délits.

2° Attributions du commissaire de police, en tant qu'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur de la République.

3° Attributions spéciales et rôle particulier d'assistance à certains agents, exercés dans certains cas, par le commissaire de police, officier de police judiciaire.

4° Attributions exercées par le commissaire de police par délégation d'autorités supérieures, en vertu de la loi ou de la coutume.

### *1° Attributions du commissaire en tant que simple officier de police judiciaire*

L'article 9 du Code d'Instruction criminelle énumère les officiers de police judiciaire.

La police judiciaire, dit cet article, sera exercée sous l'autorité des cours d'appel et suivant les distinctions qui vont être établies, par les gardes-champêtres et les gardes forestiers, par les commissaires de police, par les maires et les adjoints de maire, par les procureurs de la République et leurs substituts, par les juges de paix, par les officiers de gendarmerie et par les juges d'instruction.

#### **a) En matière de contraventions**

Le chapitre II, livre I du code d'instruction criminelle intitulé : « Des maires, des adjoints de maires et des commissaires de police » détermine les attributions du commissaire de police en tant qu'officier de police judiciaire et établit les règles qui fixent sa compétence en matière de contraventions.

Bien que ce ne soit pas le rôle principal du commissaire de police que de rechercher et poursuivre les contraventions, ce rôle a cependant son importance. Ainsi que le dit Boitard : « les règlements de police sont des lois pénales locales qui ont pour objet d'assurer l'ordre

et le long aménagement de la Cité. Si leurs prescriptions ne sont pas, comme les lois pénales générales, les bases mêmes de la vie sociale, elle sont les conditions nécessaires de la commodité et de la tranquillité de cette vie ; elles touchent en même temps par mille points différents aux intérêts de la propriété et de la liberté civile ». C'est dire assez toute l'importance que peut avoir leur stricte observation et l'intérêt que peut présenter la recherche et la sanction des manquements à ces règlements.

*Compétence.* — L'article 11 du code d'instruction criminelle qui détermine le rôle du commissaire de police en la matière stipule :

« Les commissaires de police, et, dans les communes où il n'y en a point, les maires, au défaut de ceux-ci les adjoints de maire, rechercheront les contraventions de police, même celles qui sont sous la surveillance spéciale des gardes-forestiers et champêtres, à l'égard desquels ils auront concurrence et même prévention. Ils recevront les rapports, dénonciations et plaintes qui seront relatifs aux contraventions de police. — Ils consigneront dans les procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances des contraventions, le temps et le lieu où elles auront été commises, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables ».

Il paraît résulter de cet article que le commissaire de police est compétent pour rechercher toutes les contraventions de police. Cependant, certaines lois spéciales, instituant pour la recherche et la constatation des contraventions qu'elles prévoient, des fonctionnaires spéciaux, ont donné à ceux-ci une compétence plus ou moins exclusive. C'est ainsi que depuis la loi du 7 décembre 1874, créant les inspecteurs du travail, le commissaire de police n'a à relever les contraventions aux lois sur le travail des femmes et des enfants que lorsqu'elles lui ont été dénoncées ou ont été portées à sa connaissance, ou encore en cas de flagrant délit ou de mandat d'un juge d'instruction. De même le commissaire de police n'a pas qualité pour constater les contraventions en matière de garantie des objets d'or et d'argent, à l'exception de celles commises par des marchands ambulants.

*Définition et caractères des contraventions.* — Nous avons maintenant à nous demander qu'est-ce qu'une contravention ?

L'article 1<sup>er</sup> du code pénal répond : « l'infraction que les lois punissent d'une peine de police est une contravention » et l'article 464 énumère ces peines de police : l'emprisonnement (un à cinq jours, art. 465). — l'amende (un à quinze francs, art. 466) — et la confiscation de certains objets saisis.

Cependant, la définition du code pénal n'en est pas une.



Il est, il est vrai, assez difficile de fixer la nature juridique de la contravention. La plupart des législations considèrent comme contraventions les infractions pénales de peu de gravité et les infractions aux règlements de police, mais un tel critérium manquerait de précision, certaines infractions de police étant quelquefois qualifiées délits.

Il semble préférable d'admettre que, de façon générale, les contraventions sont les infractions commises sans intention de dol ou de fraude et qu'elles se constituent par le seul fait d'omission ou de commission d'actes prévus par la loi. Alors qu'en matière de crimes ou de délits, l'intention coupable est un des éléments nécessaires de l'infraction punissable, en matière de contravention le fait seul suffit, indépendamment de tous autres éléments.

Quoi qu'il en soit, la définition donnée par l'article 1<sup>er</sup> du code pénal a tout au moins un avantage pratique qu'il convient de reconnaître.

*Sources des contraventions.* — Les infractions punies des peines de simples polices sont prévues, soit par le code pénal, soit par des lois spéciales, soit par des règlements administratifs postérieurs ou antérieurs au code pénal.

1<sup>o</sup> Le code prévoit les contraventions dont la répression est d'intérêt général. Il distingue, selon leur degré de gravité, trois classes de contraventions. Les articles 471 à 474 énumèrent celles de la première classe qui sont sanctionnées par une amende de un à cinq francs ; les articles 475 à 478, celles de la seconde classe punies d'une amende de six à dix francs et les articles 479 à 482, celles de la troisième classe frappées d'une amende de onze à quinze francs et pour certaines d'entre elles (art. 480) ou pour le cas de récidive (art. 482) de un à cinq jours d'emprisonnement.

2<sup>o</sup> Le nombre des lois spéciales qui émettent des prescriptions et punissent des peines de police les infractions à leurs dispositions est assez élevé et s'augmente chaque jour davantage. Il n'est pas dans le cadre de ce travail ni de les énumérer, ni de les examiner.

3<sup>o</sup> Quant aux règlements administratifs sanctionnés des peines de police, ils émanent de différentes autorités : décrets du Chef de l'Etat ; arrêtés des ministres ; arrêtés ou ordonnances du Préfet de police ; arrêtés des préfets ; arrêtés des maires.

Ces divers administrateurs ont en effet le droit de réglementation ; c'est que, d'une part, ils sont chargés d'assurer l'exécution des lois et qu'ils ne sauraient le faire qu'au moyen de règlements sanctionnés pénalement et que, d'autre part, ils sont plus qualifiés et mieux placés que le pouvoir législatif pour réglementer certains rapports sociaux n'ayant pas un caractère général, mais spécial et particulier à certaines circonscriptions.

Ces règlements, à moins qu'une autre sanction spéciale n'en ait été fixée par le législateur, tombent sous le coup de l'article 471 § 15 qui en assimile les infractions à des contraventions de première classe.

« Seront punis d'une amende, depuis un franc jusqu'à cinq francs, inclusivement :...

15° Ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des articles 3 et 4, titre II de la loi des 16-24 août 1790 et de l'article 46, titre I de la loi du 19-22 juillet 1791 » (ces articles ont été abrogés par la loi du 5 avril 1884, article 168 et remplacés par les articles 97 et 98 de la même loi).

En vertu de cet article, le juge de simple police pourra examiner la légalité du règlement, sans avoir toutefois à s'occuper de son opportunité, de sa justice ou de son efficacité. Il pourra seulement d'ailleurs en refuser l'application sans pouvoir l'annuler. De son côté, le contrevenant pourra, en dehors de son recours en illégalité devant le juge, en poursuivre l'annulation par voie de recours administratif. Quant au commissaire de police, il n'a pas plus à examiner la question de légalité que celle d'abus de pouvoir éventuel de l'autorité administrative qui a pris le règlement. C'est un agent d'exécution qui n'a qu'à faire appliquer un texte et ses dispositions, sans avoir à se faire juge de sa valeur.

4° Enfin les infractions à certains règlements antérieurs à notre législation pénale moderne peuvent constituer des contraventions punies des peines de simple police.

L'article 484 du code pénal déclare en effet : « Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent code et qui sont régies par des lois et règlements particuliers, les cours et les tribunaux continueront de les observer ».

L'explication de ces dispositions se trouve dans l'exposé des motifs du code pénal. On y lit :

« Cette disposition était d'absolue nécessité. Elle maintient des dispositions pénales sans lesquelles quelques lois, des codes entiers, des règlements généraux d'utilité reconnue resteraient sans exécution. Ainsi elle maintient les lois et règlements actuellement en vigueur relatifs aux dispositions du code rural qui ne sont point retracées dans ce code ; aux taxes, contributions directes ou indirectes... ; aux tarifs pour le prix de certaines denrées ; aux calamités publiques comme épidémies, épizooties, contagions, disettes, inondations... ; à la formation, entretien et conservation des rues, chemins, voies publiques »... ; etc..., etc...

Ainsi le commissaire de police doit relever les contraventions aux règlements anciens lorsque les matières qu'ils régissent n'ont pas été réglées par le code pénal ou les lois postérieures et lorsque ces lois et règlements anciens n'ont pas été formellement abrogés.

Que faut-il entendre par matières non réglées par le code ?

Un avis du Conseil d'Etat du 8 février 1912, interprétant l'article 484 du code pénal prétend que « l'article 484 en ne chargeant les cours et tribunaux de continuer à observer les lois et règlements particuliers non renouvelés par le code, que dans les matières qui n'ont pas été réglées par le code même, fait clairement entendre que l'on doit tenir pour abrogés toutes les anciennes lois, tous les anciens règlements qui portent sur des matières que le code a réglées, quand même ces lois et règlements porteraient sur des cas qui se rattachent à ces matières, mais sur lesquels le code est resté muet ; qu'à la vérité on ne peut pas regarder comme réglées par le code pénal, dans le sens attaché à ce mot réglées par l'article 484, les matières relativement auxquelles ce code ne renferme que quelques dispositions éparses, détachées et ne formant pas un système complet de législation et que c'est par cette raison que subsistent encore, quoique non renouvelées par le code pénal, toutes celles des dispositions des lois et règlements antérieurs à ce code qui sont relatives à la police rurale forestière, à l'état civil, aux maisons de jeux, aux loteries non autorisées par la loi et autres objets semblables que ce code ne traite que dans quelques-unes de leurs branches ».

*Recherche des contraventions.* — L'article 18 du code d'instruction criminelle ne donne aucune indication quant à la façon dont le commissaire de police doit rechercher les contraventions.

Il est bien évident que le commissaire, au cours de la surveillance qu'il exerce, personnellement ou par ses agents, sur la voie publique, est à même d'y faire toutes constatations utiles. Mais peut-il, par exemple, pénétrer dans le domicile d'un citoyen pour y rechercher les contraventions ?

Il a été jugé (Cass. 17 décembre 1847) que l'article 11 donne implicitement au commissaire de police, le droit de s'introduire partout où il a à faire des constatations pour l'exercice de ses attributions. Son introduction est régulière quand elle a lieu pour un objet spécial déterminé par la loi ou par un ordre de l'autorité (1). Ainsi le commissaire peut entrer au domicile d'un citoyen pour le recensement de la population, ou pour y vérifier le livre de police du logeur en meublé... etc.

---

(1) Article 76 de la Constitution du 22 frimaire an VIII. §



Dans les établissements publics, le commissaire de police peut y pénétrer dans les conditions fixées par les articles 9 et 10 de la loi du 19 juillet 1791 :

Art. 9 : « A l'égard des lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que cafés, cabarets, boutiques et autres, les officiers de police pourront toujours y pénétrer, soit pour prendre connaissance des désordres et contraventions aux règlements, soit pour vérifier les poids et mesures, le titre des matières d'or et d'argent, la salubrité des comestibles et médicaments ».

Article 10 : « Ils pourront aussi entrer, en tous temps, dans les maisons où l'on donne habituellement à jouer des jeux de hasard, mais seulement sur la désignation qui leur en aurait été donnée par deux citoyens domiciliés. Ils pourront également entrer en tous temps dans les lieux livrés notoirement à la débauche ».

Le commissaire de police peut-il, en matière de contraventions, faire des arrestations ?

En principe, l'arrestation et la détention provisoire sont interdites en la matière. Cependant la Cour d'Amiens a jugé justifiée, le 30 mars 1860, l'arrestation en flagrant délit de tapage nocturne. D'autre part, une circulaire du Préfet de police du 10 décembre 1867 prescrit l'arrestation des individus troublant l'ordre et la paix publique. Enfin l'art. 15 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1917 déclare : « Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, pourra être, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison ».

Il n'est pas inutile de préciser quelles personnes doit rechercher le commissaire de police pour les poursuivre :

Ce sont d'abord évidemment les auteurs des contraventions, c'est-à-dire ceux qui ont commis les actes punissables. Il ne saurait être question de poursuivre ceux qui n'auraient fait que tenter de commettre une contravention. En effet, en la matière, la tentative n'est pas punissable. Le code qui a déterminé la tentative punissable, en matière de crimes et délits (art. 2 et 3), n'a pas prévu la tentative de contravention. C'est qu'en effet celle-ci n'existe que lorsque l'acte a été consommé, l'exécution complète qui n'est pas toujours nécessaire en matière de crimes ou de délits est ici indispensable.

Le commissaire de police n'a pas davantage à rechercher les complices des contrevenants. Les règles de la complicité, prévues par les art. 59 et suivants du code pénal ne s'appliquent qu'aux cas de crimes et délits et non au cas de contravention. Cependant, le code pénal art. 479

n° 8 qui prévoit les contraventions de 3<sup>e</sup> classe, punit d'une amende de 11 à 15 francs, les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes. C'est ainsi qu'un débitant de vin qui laisse faire du tapage la nuit dans son débit peut être condamné comme complice (Cass. 25 juin 1858).

En revanche, il importe que le commissaire de police recherche les personnes civilement responsables des faits contraventionnels. Ce sont celles qui ont autorité sur les auteurs ou qui en ont la direction ou la surveillance. Elles sont ainsi punies de leur négligence et de leur défaut de surveillance. Ce sont : les père, mère ou tuteurs pour les enfants mineurs et les patrons ou employeurs pour leurs domestiques, employés ou ouvriers. A remarquer qu'ils sont inculpés comme co-auteurs dans le cas où la contravention aurait été commise par leur ordre. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un maître occupant sa voiture est responsable pénalement, et non pas seulement civilement, de la contravention d'excès de vitesse commise par son chauffeur sur son ordre.

*Compétence ratione loci* : Nous avons examiné l'étendue de la compétence du commissaire de police ratione materie fixée par l'art. 11. Nous avons à étudier sa compétence ratione loci. Les règles en sont établies par l'art. 12 du code d'instruction criminelle :

« Dans les communes divisées en plusieurs arrondissements, les commissaires de police exerceront ces fonctions dans toute l'étendue de la commune où ils sont établis, sans pouvoir alléguer que les contraventions ont été commises hors de l'arrondissement particulier auxquels ils sont préposés. Ces arrondissements ne limitent ni ne circonscrivent leurs pouvoirs respectifs, mais indiquent seulement les termes dans lesquels chacun d'eux est plus spécialement astreint à un exercice constant et régulier de ses fonctions. »

L'art. 13 ajoute : « Lorsque l'un des commissaires de police d'une même commune se trouvera légitimement empêché, celui de l'arrondissement voisin est tenu de le suppléer, sans qu'il puisse retarder le service pour lequel il sera requis, sous prétexte qu'il n'est pas le plus voisin du commissaire empêché, ou que l'empêchement n'est pas légitime ou n'est pas prouvé ».

Enfin l'art. 14 : « Dans les communes où il n'y a qu'un commissaire de police s'il se trouve légitimement empêché, le maire, ou, au défaut de celui-ci, l'adjoint de maire, le remplacera tant que durera l'empêchement. »

Ces règles sont suffisamment précises pour qu'elles n'aient pas besoin d'être commentées et il nous suffira d'ajouter en ce qui concerne les commissaires spéciaux et les commissaires de brigades mobiles

qu'ils ont compétence dans toute l'étendue de leur juridiction : département, (Décret 23 décembre 1893) ou région (Décret 30 décembre 1907 et circulaires ministérielles du 4 avril 1908).

*Rédaction des procès-verbaux.* — L'article 11 du code d'instruction criminelle ne donne que des indications quant à la rédaction des procès-verbaux sans imposer aux rédacteurs des règles de forme précises. Il a même été jugé que l'omission des indications prescrites par l'article 11 n'entraînait pas la nullité du procès-verbal.

Aucune loi ne détermine une forme obligatoire pour ces actes ; cependant certaines circulaires administratives prescrivent aux commissaires de police d'y faire figurer certaines indications dont l'omission ne pourrait avoir d'autres conséquences d'ailleurs, qu'une peine disciplinaire plus ou moins grave pour le fonctionnaire : Une circulaire du Préfet de police du 22 décembre 1894 prescrit d'indiquer au procès-verbal que la personne civilement responsable a été informée ; une autre du 23 décembre 1920 prescrit de mentionner la durée de détention au poste de police du contrevenant à la loi sur l'ivresse ; de préciser si le mineur en contravention est ou n'est pas domicilié chez ses parents... etc.

Au surplus, l'usage et l'expérience ont abouti à une forme répondant à toutes les exigences et que les commissaires de police emploient habituellement, non pas parce qu'elle est de règle, mais parce qu'elle a une valeur pratique démontrée.

Mais si aucune forme n'est légalement obligatoire pour les rédacteurs, ceux-ci sont cependant soumis à certains délais de rédaction ou d'enregistrement de leurs procès-verbaux. Ces derniers doivent être visés pour timbre et enregistrés en débet, dans les quatre jours de leur date, à peine de nullité pour certains d'entre eux : en matière de pêche (loi du 15 avril 1829, art. 47), de douanes (loi du 9 floréal an VIII, article 9) en matière forestière, etc...

Quant au délai de rédaction, fixé pour les maires et adjoints de maire à trois jours, par l'article 15 du code d'instruction criminelle qui leur prescrit de remettre dans ce délai, leurs procès-verbaux, au Ministère public du tribunal de police, il n'est pas opposable aux commissaires de police.

Cependant la loi du 19 brumaire an VI, en matière de garantie et la loi du 9 floréal an VII, en matière de douanes, prescrivent que les procès-verbaux doivent être rédigés immédiatement et sur place, d'autre part un délai de rédaction de vingt-quatre heures, à peine de nullité, est fixé en matière de poids et mesures par l'ordonnance du 17 avril



1839, de contributions indirectes par la loi du 1<sup>er</sup> germinal an XIII, art. 2, de chasse, par la loi du 3 mai 1844, art. 24.

Ajoutons que les procès-verbaux des commissaires de police, comme tous ceux des officiers de police judiciaire, ne sont pas soumis à la formalité de l'affirmation.

*Valeur des procès-verbaux.* — Quelle est la valeur juridique des procès-verbaux de contraventions, dressés par le commissaire de police?

Ils font foi jusqu'à preuve contraire comme tous ceux « des agents, préposés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le droit d'être crus jusqu'à inscription de faux. » (Art. 154 C. I. C.). Encore faut-il que le commissaire de police ait fait personnellement les constatations par lui indiquées en son procès-verbal, faute de quoi, pour donner valeur juridique à son acte, il doit y faire entrer les déclarations des témoins et si possible les aveux du contrevenant (1).

**b) Attributions du commissaire de police, en tant que simple officier de police judiciaire, en matière de crimes ou de délits**

Le code de brumaire an IV prévoyait la dénonciation civique et la dénonciation officielle (art. 83 et 87). Le code d'instruction criminelle, sans en reproduire les termes, en a adopté les dispositions dans ses articles 29 et 30.

*Art. 29.* — « Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur le champ au Procureur de la République près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit aura été commis ou dans lequel le prévenu pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. »

*Art. 30.* — « Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en donner avis au Procureur de la République, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé ».

Ainsi, alors qu'un simple citoyen n'est tenu de dénoncer que les faits, crimes ou délits, qu'il aura personnellement constatés, dont il aura été personnellement témoin, et rentrant dans les catégories, d'ailleurs mal déterminées, des attentats contre la sûreté publique ou

---

(1) Voir « Attributions judiciaires du commissaire de police ».

contre la vie ou la propriété d'un individu, le commissaire de police pleinement qualifié par l'art. 29 est tenu de dénoncer tous les crimes et délits de quelque catégorie qu'ils soient dont il aurait eu connaissance, de quelque façon que ce soit ainsi que le rappelle une circulaire du Parquet de la Seine du 1<sup>er</sup> juillet 1897. Mais si l'obligation de l'art. 30 n'est sanctionnée d'aucune peine, l'obligation que le commissaire de police partage avec les personnes dont la qualité est indiquée en l'art. 29 est sanctionnée par les peines que peut lui infliger son supérieur le Procureur Général dans les conditions des art. 279 et suivants du code d'instruction criminelle que nous avons déjà examinées.

Quelles peuvent être pour le commissaire de police les conséquences de sa dénonciation ? Nous avons vu déjà, en étudiant les protections accordées au commissaire de police par la loi, que la procédure de prise à partie seule peut-être employée contre lui et dans quels cas elle est possible, nous n'y reviendrons pas et constaterons seulement que cette protection lui était bien due et que la différence entre les mesures qui peuvent être prises contre lui et celles qui peuvent être prises contre les dénonciateurs ordinaires s'explique assez par ce fait que le commissaire de police est tenu de dénoncer, non seulement les faits dont il a été le témoin, mais tous ceux dont il aurait eu connaissance, qu'il doit le faire sur le champ et d'autre part que des sanctions très sérieuses pour lui, en sa qualité de fonctionnaire, peuvent être prises contre lui en cas d'inobservation de la règle que lui impose l'art. 29.

## ***2° Attributions du commissaire de police en tant qu'officier de police judiciaire, auxiliaire du Procureur de la République***

Les officiers de police, auxiliaires du Procureur de la République, sont énumérés dans les articles 48 et 50 du code d'instruction criminelle. Parmi eux, figurent les commissaires de police. .

De la combinaison de ces articles 48 et 50 et de l'article 49, il résulte que les commissaires de police ont compétence :

1° pour recevoir les dénonciations de crimes ou délits commis dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles (art. 48).

2° pour, dans le cas de flagrant délit, ou dans le cas de réquisition d'un chef de maison, dresser les procès-verbaux, recevoir les déclarations des témoins et faire les visites et les autres actes qui sont, aux dits cas, de la compétence des Procureurs de la République, le tout dans les formes et suivant les règles établies au chapitre « Des Procureurs de la République » (art. 49).

Quelles sont les raisons qui ont déterminé le législateur à créer des officiers de police auxiliaires du Procureur, à comprendre parmi eux les commissaires de police et à leur attribuer des fonctions qu'en principe, il avait données au Procureur de la République seul, à titre exceptionnel d'ailleurs et pourrions-nous dire irrégulier, puisqu'en vertu d'une règle fondamentale de notre ancien droit criminel, le magistrat chargé de rechercher et de poursuivre ne peut être qualifié pour faire des actes d'instruction : c'est que le Procureur résidant au chef-lieu d'arrondissement est souvent trop loin, non seulement pour que les dénonciateurs puissent commodément lui faire leurs déclarations, mais aussi pour avoir facilement connaissance des crimes et des délits que sa mission est de rechercher ; de là, la nécessité d'attribuer à des fonctionnaires locaux une compétence égale à la sienne. De tous les fonctionnaires susceptibles d'en être pourvus, les commissaires de police, répartis sur tous les points du territoire, disposant d'un certain nombre d'agents et de moyens d'information particuliers, n'étaient-ils pas les plus qualifiés ?

A Paris notamment : nombreux, bien renseignés, faciles à trouver et en tous temps, ils étaient tout désignés pour exercer de telles fonctions. En fait, eux seuls les exercent, et loin d'être pour eux des fonctions accessoires ou accidentelles, elles sont devenues normales, habituelles et les principales peut-on dire, de toutes celles qui leur sont confiées. Ainsi est atteint le vœu du législateur, tendant à ce que, en tout endroit, le délit flagrant soit constaté d'urgence, avant que les preuves en aient pu être dispersées ou effacées.

Examinons donc ces importantes attributions du commissaire de police :

Le commissaire de police compétent, aux termes de l'article 48 du code d'instruction criminelle, serait celui du lieu où le crime ou le délit aurait été commis et ainsi il n'y aurait pas complète analogie avec la règle de compétence de l'article 23 qui concerne le Procureur de la République et aux termes duquel est compétent celui du lieu où le crime a été commis, ou celui du domicile du prévenu, ou celui du lieu où celui-ci pourrait être trouvé. Cependant l'article 49 qui attribue au commissaire de police la même compétence qu'au Procureur de la République dans le cas de flagrant délit ou dans le cas de réquisition d'un chef de maison, précise qu'il doit agir « dans les formes et suivant les règles établies au chapitre : « Des Procureurs de la République » dans lequel est compris l'art. 23.

Comment et dans quelles formes le commissaire de police reçoit-il les dénonciations et les plaintes ?



L'article 31 l'indique pour les dénonciations et l'article 65 rend ses dispositions communes aux plaintes :

« Les dénonciations seront rédigées par les dénonciateurs, ou par leurs fondés de procuration spéciale ou par le Procureur de la République s'il en est requis ; elles seront toujours signées par le Procureur de la République à chaque feuillet, et par les dénonciateurs.

« Si les dénonciateurs ou leurs fondés de pouvoir ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention... »

Ainsi le commissaire de police requis est tenu de rédiger la dénonciation, de la signer à chaque feuillet et de la faire signer par le dénonciateur ou son fondé de procuration spéciale ; en cas de refus il en porte mention au procès-verbal qui ne perd rien de sa valeur, alors que le code de brumaire an IV faisait un cas de nullité du refus de signature. Si le dénonciateur ou son représentant qualifié le demande, le commissaire peut lui délivrer, à ses frais, copie de la dénonciation.

Ainsi saisi, le commissaire de police donne avis sur le champ au Procureur de la République en exécution de l'article 29 du code d'instruction criminelle de la dénonciation qu'il vient de recevoir.

Deux cas peuvent se présenter :

1° Il y a flagrant délit de crime ou réquisition de la part d'un chef de maison : le commissaire procède immédiatement à l'information en vertu des articles 50 et 49 tout comme le Procureur l'aurait fait lui-même en vertu des articles 32 et 46.

2° Les circonstances de flagrant délit ou de réquisition de la part d'un chef de maison n'existent pas : le commissaire devrait transmettre la dénonciation, sans délai, au Procureur, pour que celui-ci la remette au juge d'instruction avec son réquisitoire, ainsi que le prescrit l'article 54 et que par analogie il résulte de l'art. 47.

Nous allons étudier le rôle du commissaire de police dans ces deux cas différents :

#### **A) Cas de crime flagrant ou de réquisition de la part d'un chef de maison**

L'article 32 déclare : « Dans tous les cas de flagrant délit, lorsque le fait sera de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, le Procureur de la République se transportera sur le lieu... »

Il faut donc pour que le commissaire, tout comme le Procureur, puisse agir, qu'il soit saisi d'un fait de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, que ce fait constitue par conséquent un crime.

« Les peines en matière criminelle, dit l'art. 6 du code pénal sont

ou afflictives et infamantes ou seulement infamantes » et les articles 7 et 8 les énumèrent ainsi : article 7 : « les peines afflictives et infamantes sont : 1° la mort ; 2° les travaux forcés à perpétuité ; 3° la déportation ; 4° les travaux forcés à temps ; 5° la détention ; 6° la réclusion ». — Article 8 : « Les peines infamantes sont : 1° le bannissement ; 2° la dégradation civique.

Pour que le commissaire puisse agir, il faut que le fait dont il est saisi, réponde non seulement à la condition de gravité que nous venons de voir, mais encore à une condition d'actualité rendant nécessaire une prompte constatation et que, suivant les termes de l'article 32, il y ait flagrant délit.

L'article 41 définit le flagrant délit celui « qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre » et il y assimile « le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique, et celui où le prévenu est trouvé saisi d'effets, armes, instruments ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit ».

A ce cas de crime flagrant, ainsi déterminé, dans lequel peut agir immédiatement le commissaire de police, l'article 49 ajoute le cas de réquisition de la part d'un chef de maison. Reportons-nous à l'article 46 qui concerne le procureur (et par conséquent le commissaire, son auxiliaire) ; il dit :

« Les attributions faites ci-dessus au Procureur de la République pour les cas de flagrant délit auront lieu aussi toutes les fois que, s'agissant d'un crime ou délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison requerra le Procureur de la République de le constater ».

Tels sont les deux cas : flagrant crime et réquisition d'un chef de maison, dans lesquels le commissaire doit agir sans aucun retard et procéder aux opérations que nous allons étudier.

Mais on a prétendu que le commissaire de police devait, avant d'instrumenter, être saisi d'une plainte. Aucune disposition légale générale n'impose cette obligation et le commissaire est valablement saisi et doit opérer, quel que soit la façon ou le moyen par lequel il a été renseigné, même si par exemple il a été mis au courant par une lettre anonyme.

Cependant, à ce principe il existe quelques exceptions résultant de certaines dispositions de la loi. C'est ainsi que les articles 336 et 339 du code pénal exigent pour la poursuite en adultère d'une femme, la plainte de son mari et pour la poursuite en entretien de concubine au domicile conjugal, la plainte de la conjointe ; de même l'article 357 dis-

pose « dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille qu'il a enlevée il ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui, d'après le code civil ont le droit de demander la nullité du mariage... » ; de même encore l'article 433, dans les cas de délits de fournisseurs prévus aux articles 430 et suivants, stipule que la poursuite ne pourra être faite que sur la dénonciation du Gouvernement », etc...

Etudions maintenant les opérations auxquelles le commissaire de police doit procéder, lorsqu'il est saisi dans les conditions que nous avons déterminées et dès qu'il en a informé le Procureur de la République, afin que celui-ci puisse aviser le juge d'instruction et le mettre à même d'exercer ses fonctions normales qui ne sont attribuées, nous le savons, au commissaire de police que momentanément et provisoirement.

L'article 49 énumère rapidement ces opérations : dresser les procès-verbaux — recevoir les déclarations des témoins — faire les visites et les autres actes qui sont de la compétence des Procureurs de la République, le tout dans les formes et suivant les règles établies au chapitre : « Des Procureurs de la République ».

Ce chapitre prévoit 5 catégories d'opérations :

- 1° Transport sur la place et constatations ;
- 2° Audition des témoins ;
- 3° Visites domiciliaires et perquisitions ;
- 4° Arrestations ;
- 5° Interrogatoires.

1° TRANSPORT ET CONSTATATIONS. — Les articles 32 et 35 du code d'instruction criminelle tracent les règles suivant lesquelles le commissaire de police doit y procéder :

« Il se transportera sur le lieu sans aucun retard pour y dresser les procès-verbaux nécessaires à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux » aux termes de l'article 32 et, suivant l'article 35 : « il se servira des armes et de tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que tout ce qui paraîtra en avoir été le produit, enfin de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité... »

Donc, le commissaire de police se transporte « sans aucun retard » et sans être tenu d'attendre qui que ce soit sur les lieux du crime ou du délit.

De la rapidité de ce transport, dépendra souvent la manifestation de la vérité. C'est cette considération qui a déterminé le législateur à confier d'abord au Procureur, ensuite à ses auxiliaires les attributions exceptionnelles que nous examinons et qui n'auraient dû normalement re-



venir qu'au seul juge d'instruction ; c'est encore cette considération qui a motivé l'attribution de compétence, par préférence, à l'officier du lieu où le crime ou le délit a été commis (art. 23 et 48).

Mais y a-t-il obligation, en tous cas, pour le commissaire de police, de se transporter sur les lieux ? Faustin-Hélie le prétend. En fait, il ne s'y transporte que s'il y a nécessité, ainsi que le recommandent les circulaires de la Chancellerie des 16 août 1842 et 23 février 1887, afin d'éviter des pertes de temps et des frais inutiles. Cependant il est évident que s'il y a le plus petit intérêt, le commissaire se rend sur place immédiatement, ainsi que le lui prescrit au surplus une circulaire du Parquet de la Seine : « ... les recherches les plus promptes sont les plus fructueuses : le moindre retard peut faire disparaître les indices souvent fugitifs. Lorsque l'officier de police auxiliaire a négligé de constater le fait, ou qu'en le constatant il a omis de recueillir des indices essentiels, cette omission est presque toujours sans remède. Aussi ces premières recherches exigent-elles tout votre zèle, toute votre activité, toute votre attention... ».

L'importance des constatations est capitale, les termes de la circulaire ci-dessus l'indiquent assez. Leur intérêt a été souvent rappelé aux commissaires de police et notamment par une circulaire de la Chancellerie du 23 février 1887 qui insiste sur la précision et la minutie avec lesquelles elles doivent être opérées.

Cependant, malgré l'expérience qu'il finit par acquérir, le commissaire n'a pas toujours la compétence technique nécessaire pour procéder à des constatations scientifiques. Il peut alors se faire assister, aux termes de l'article 43, « d'une ou deux personnes présumées par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou du délit », et « s'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue et suspecte, il peut se faire accompagner » aux termes de l'article 44, « d'un ou de deux officiers de santé qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre ». Ces experts prêtent serment devant le commissaire de police « de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience » (article 45). Ils ne pourraient refuser de prêter leur concours et de déférer à la réquisition du commissaire, sous peine d'une amende de six francs à dix francs prévue par l'article 475 § 12 contre ceux qui refusent un service légalement dû.

Afin d'éviter des frais, différentes circulaires du Parquet de la Seine ont invité les commissaires à s'abstenir de commettre des experts dans certains cas : une circulaire du 12 décembre 1856 interdit de faire appel à des chimistes, de faire établir des plans par des ingénieurs ou

des architectes, de faire opérer la vidange des fosses d'aisances, etc... Une circulaire du 28 mars 1862 réserve au Parquet le soin de faire examiner les femmes en matière d'avortements et les enfants en matière d'attentats à la pudeur. Enfin une circulaire du 1<sup>er</sup> juillet 1897 prescrit de ne pas commettre de médecin aux fins d'examen d'un cadavre lorsqu'il y a lieu d'envoyer ce cadavre à la Morgue.

D'autre part, le commissaire de police peut appeler à ses constatations les services d'identité judiciaire qui fixeront par des photographies précises et nettes l'état des lieux, relèveront les empreintes digitales laissées sur les meubles et les différents objets et qui constitueront comme des preuves écrites de culpabilité et pourront, à tout le moins, servir de point de départ à l'enquête de police. Une circulaire du Préfet de police du 13 janvier 1916 rappelle aux commissaires l'importance et l'utilité du rôle du service de l'identité judiciaire et prescrit d'y recourir « chaque fois que des empreintes semblent pouvoir être relevées sur les objets touchés par des malfaiteurs non encore identifiés, chaque fois que des analyses de taches — de liquides — de substances diverses pourraient aider à la manifestation de la vérité ».

Enfin s'il n'y a pas lieu à photographie le commissaire dresse dans un plan des lieux, ainsi que le recommande dans le ressort du Parquet de la Seine, une circulaire du 14 janvier 1892, puis il procède à un examen méthodique des objets, et conformément aux indications de l'article 35 « il se saisit des armes et de tout ce qui paraît avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que tout ce qui paraît en avoir été le produit et de tout ce qui peut servir à la manifestation de la vérité ».

Si le prévenu est arrêté, le commissaire le fait évidemment fouiller aussitôt et examine tous les objets trouvés en sa possession, pour, au besoin, les saisir.

Tous ces objets saisis sont, aux termes de l'article 38, « clos et cachetés si faire se peut ; ou s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel le commissaire de police attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau ».

Si le prévenu est arrêté, le commissaire lui représente les choses saisies et l'invite à fournir des explications dont il dresse procès-verbal qu'il lui fait signer et auquel, le cas échéant, il porte mention du refus ; (article 35).

Mais le commissaire peut, à son arrivée sur place, se trouver en présence d'un cadavre, il doit, nous le savons, le soumettre à une expertise médico-légale suivant les prescriptions de l'article 44 puis il

doit identifier le corps et s'il y a lieu prévenir ainsi qu'il convient la famille du défunt. Enfin, il lui incombe de fournir à l'officier de l'état-civil, toutes indications nécessaires à la rédaction de l'acte de décès puis, le cas échéant, de faire transporter le cadavre dans un lieu convenable aux opérations d'autopsie.

Nous étudierons ces différentes opérations ultérieurement à propos des morts suspectes et accidentelles et des suicides.

2° AUDITION DES TÉMOINS. — Sur place, ses constatations et ses saisies ayant été faites comme nous l'avons dit, le commissaire de police procède à l'audition des témoins et des personnes susceptibles de l'éclairer et de le renseigner (article 32) et même, dit l'article 33 : « il pourra appeler à son procès-verbal, les parents, voisins ou domestiques, présumés en état de donner des éclaircissements sur le fait ; il recevra leurs déclarations qu'ils signeront ou portera mention de leur refus de signer ». L'article 34 ajoute que le commissaire « pourra défendre que qui que ce soit sorte de la maison ou s'éloigne du lieu jusqu'après la clôture de son procès-verbal. Tout contrevenant à cette défense sera, s'il peut être saisi, déposé dans la maison d'arrêt et pourra être condamné par le juge d'instruction, sur réquisition du Procureur de la République, sans opposition ni appel, à une peine qui ne pourra excéder dix jours d'emprisonnement et cent francs d'amende ».

La circulaire du Parquet de la Seine aux commissaires de police du ressort, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1817 dont nous avons déjà parlé, leur trace comme suit la ligne de conduite qu'ils doivent tenir :

« Un crime ou un délit vous est-il déféré, vous devez vous transporter sans retard sur les lieux... entendre les personnes lésées si elles n'ont pas encore porté plainte ou si elles ont de nouvelles explications à fournir ; recevoir les déclarations des personnes présentes qui auraient des renseignements à donner ; appeler au procès-verbal les parents, voisins, amis, domestiques ou tous autres présumés en état de donner des éclaircissements ; rechercher et entendre surtout en leurs déclarations les personnes qui, dans des instants rapprochés du délit, auraient rencontré ou vu rôder le prévenu dans les lieux ou aux environs des lieux....., défendre si cela est nécessaire, à qui que ce soit, de sortir de la maison ou de s'éloigner des lieux, de peur que l'indiscrétion ou la connivence ne trahissent le secret de vos opérations...

Vous n'oubliez pas que c'est dans le premier moment du délit que la vérité tout entière se manifeste, les témoins dans l'indignation dont le fait les pénètre s'expliquent avec franchise et véracité. La justice n'est pas encore entravée par les conseils d'une pitié mal entendue..... Le temps effaçant bientôt les premières impressions produites par le



délit... il serait à craindre qu'on ne cherchât par la suite ou à le déguiser ou au moins à l'atténuer, en dissimulant ou dénaturant les circonstances... L'expérience prouve qu'une fois éloignés les témoins, soit indifférence, soit répugnance, soit encore crainte d'être détournés de leurs occupations, loin de venir offrir leur témoignage à la Justice, s'efforcent de rester inconnus ».

*Procès-verbaux.* — Pour la rédaction de ses procès-verbaux, le commissaire de police ne peut que s'inspirer des indications données par le code d'instruction criminelle au chapitre VI, livre I<sup>er</sup> intitulé « Des juges d'instructions § 3 : de l'audition des témoins ».

Les témoins, dit l'article 73, « seront entendus séparément, et hors la présence du prévenu ». Ils signeront leurs dépositions, ainsi que le commissaire de police, après en avoir reçu lecture et déclaré y persister ; s'ils s'y refusent, mention en sera faite au procès-verbal (art. 76). « Aucune interligne ne pourra être faite : les ratures et les renvois seront approuvés et signés » par le témoin et par le commissaire de police, faute de quoi ils seront réputés nonavenus (art. 78).

Cependant, le commissaire de police ne peut ni exiger que les témoins prêtent serment de dire la vérité, ni prendre aucune sanction contre les témoins défaillants, ni taxer les témoins qui demanderaient une indemnité.

D'autre part, le commissaire devrait, en vertu de l'article 42, rédiger ses procès-verbaux devant le maire ou deux citoyens domiciliés dans la commune et les leur faire signer, mais dans la pratique, le commissaire ne fait pas appel à ces témoins, l'article 42 dispensant de leur présence « lorsqu'il n'y aura pas possibilité de s'en procurer tout de suite ».

Ces procès-verbaux valent jusqu'à preuve contraire ; ils peuvent faire partie de l'instruction, toutefois le juge peut refaire ces actes ou ceux de ces actes qui ne lui paraîtraient pas complets (article 60).

*ENQUÊTE DE POLICE.* — Après avoir fait ses constatations et saisies et entendu tous témoins susceptibles de le renseigner, le commissaire de police procède alors à ce qu'on appelle l'enquête de police. Il vérifie ou fait vérifier les allégations des témoins, s'éclaire sur la valeur des indications recueillies, les rapproche de ses constatations et de celles du service d'identité judiciaire et des experts. Il fait procéder à des surveillances, à des recherches, à des vérifications dont le résultat infirme ou confirme ses soupçons et l'amène à une conviction touchant l'identité du coupable basée sur des éléments formels et des commencements de preuves.

Pour l'aider dans cette tâche délicate, le commissaire fait appel aux

inspecteurs de police placés sous ses ordres ou aux brigades de police mobile, dont nous avons vu le rôle. A Paris il est assisté des inspecteurs de sûreté placés au siège de chaque district et il peut demander le concours des différentes brigades de la direction de la police judiciaire, ayant chacune leur spécialité et leurs moyens de renseignements particuliers. Celles-ci ont à leur disposition une riche documentation soigneusement entretenue, concernant les spécialistes des différents crimes ou délits, dont la consultation fournit de précieux éléments et dont la judicieuse utilisation combinée avec les premiers renseignements et le résultat des constatations anthropométriques et autres fournit les plus utiles éléments d'enquête.

3° VISITES DOMICILIAIRES ET PERQUISITIONS. — Si l'enquête de police aboutit à la découverte du coupable, le commissaire de police procède ou fait procéder à son arrestation, mais il arrive que la preuve certaine n'est pas faite et qu'elle ne peut l'être qu'au moyen d'une perquisition : le commissaire l'exécute en vertu de l'article 36 ainsi conçu :

« Si la nature du crime ou du délit est telle que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession du prévenu, le Procureur de la République se transportera de suite dans le domicile du prévenu, pour y faire les perquisitions des objets qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité ».

L'article 37 ajoute : « S'il existe dans le domicile du prévenu, des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou à décharge, le Procureur de la République en dressera procès-verbal et se saisira des dits effets ou papiers ».

L'art. 38 : « Les objets saisis seront clos et cachetés si faire se peut ; ou s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel le Procureur de la République attachera une bande de papier, qu'il scellera de son sceau ».

Et l'article 39 : « Les opérations prescrites en l'article précédent seront faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté ; et s'il ne veut ou ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer.

Les objets lui seront présentés à l'effet de les reconnaître et de les parapher s'il y a lieu ; et au cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal ».

Ces articles sont suffisamment explicites pour n'avoir pas à être commentés. Nous ajouterons seulement, en ce qui concerne les procès-verbaux, que le commissaire de police doit les établir dans les condi-

tions fixées en l'article 42 que nous avons vu ; en ce qui concerne les formalités énumérées aux articles ci-dessus, qu'elles ne sont pas prescrites à peine de nullité, ainsi qu'il résulte de nombreux arrêts de la Cour de cassation (16 juin 1854, 29 juin 1865, 24 février 1883, etc.) ; en ce qui concerne enfin la mise sous scellés des objets saisis, qu'elle est administrativement réglementée dans le ressort de la Préfecture de police par différentes circulaires : 10 février 1839, 28 février 1841, 1<sup>er</sup> février 1861, etc.....

*Réglementation du droit de perquisition.* — Il importe d'examiner la réglementation de ce droit de perquisition accordé au commissaire de police et d'étudier dans quelles conditions et dans quelles limites il peut l'exercer :

L'article 359 de la Constitution du 5 fructidor an II déclarait : « la maison de chaque citoyen est un asile inviolable ».

L'article 76 de la Constitution du 22 frimaire an VIII proclamait : « La maison de toute personne habitant le territoire français est un asile inviolable. Pendant la nuit, nul n'a le droit d'y entrer que dans le cas d'incendie, d'inondation ou de réclamation faite de l'intérieur de la maison. Pendant le jour, on peut y entrer pour un objet spécial, déterminé ou par une loi ou par un ordre émané d'une autorité publique ».

Il est évident que le commissaire de police pénétrant chez le prévenu pour y pratiquer une perquisition pendant le jour, se trouve dans les conditions de l'article ci-dessus, puisqu'il entre chez le prévenu « pour un objet spécial déterminé par une loi ». Mais pendant la nuit, que doit faire le commissaire s'il n'y a ni incendie, ni inondation, ni réclamation faite de l'intérieur de la maison ? L'article 36 du code d'instruction Criminelle ne donne à ce sujet aucune indication et en son silence il y a évidemment lieu, pour le commissaire, de se conformer aux prescriptions de l'article 76 de la Constitution de l'an VIII qui ont d'ailleurs été confirmées successivement par l'ordonnance du 29 octobre 1820, le décret du 1<sup>er</sup> mars 1854, le décret du 20 mai 1903 portant règlement sur l'organisation et le Service de la gendarmerie. L'article 169 de ce dernier décret déclare :

« La maison de chaque citoyen est un asile où la gendarmerie ne peut pénétrer sans se rendre coupable d'abus de pouvoir, sauf les cas déterminés ci-après :

1<sup>o</sup> Pendant le jour, elle peut y entrer pour un motif formellement exprimé par une loi, ou en vertu d'un mandat spécial de perquisition décerné par l'autorité compétente ;

2<sup>o</sup> Pendant la nuit, elle ne peut y pénétrer que dans les cas d'incen-



die, d'inondation ou de réclamations venant de l'intérieur de la maison.

« Dans les autres cas, elle doit prendre seulement, jusqu'à ce que le jour ait paru, les mesures indiquées à l'article 171 »... c'est-à-dire garder la maison à vue ou l'investir.

Mais qu'appelle-t-on temps de nuit ?

Le code de procédure civile, article 781 § 1, appelle temps de nuit, le temps qui s'écoule entre le coucher et le lever du soleil et interdit toute exécution de contrainte par corps pendant ce temps. Dans son article 1037, le même code fixe le temps de nuit, du 1<sup>er</sup> octobre jusqu'au 31 mars, avant six heures du matin et après six heures du soir et, du 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 30 septembre, avant quatre heures du matin et après neuf heures du soir et il défend toute signification ou exécution pendant le temps de nuit ainsi déterminé.

Les règlements sur l'organisation et le Service de la gendarmerie ont adopté ces dispositions et le décret du 20 mai 1903, article 169, fixe le temps de nuit dans les mêmes conditions que l'article 1037 du code de procédure civile.

Le commissaire de police qui ne respecterait pas les prescriptions de l'article 76 de la Constitution de l'an VIII tomberait sous le coup de l'article 184 du code pénal qui dispose :

« Tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de justice ou de police... qui, agissant en sa dite qualité, se sera introduit dans le domicile d'un citoyen, contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi,... sera puni d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de seize à cinq cents francs ».

Cependant, le commissaire de police peut, en vertu des articles 9 et 10 de la loi du 19 juillet 1791, entrer à toute heure dans les lieux notoirement livrés à la débauche ou, sur la désignation de deux citoyens domiciliés, dans toute maison où l'on donne habituellement à jouer des jeux de hasard ou encore, pendant les heures d'ouverture au public, dans les lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que cafés, cabarets, boutiques et autres. Il peut, d'autre part, continuer pendant les heures de nuit, la perquisition commencée pendant les heures de jour, par analogie avec les dispositions du code de procédure civile.

Outre la limitation quant au temps, le pouvoir de perquisition du commissaire de police subit-il une restriction quant au lieu par exemple ? Le commissaire peut-il perquisitionner partout où il peut supposer que sont cachés les instruments ou les produits du crime, partout où il peut espérer trouver les preuves qu'il recherche ?

L'article 37 du code d'instruction criminelle ne vise que le domicile du prévenu. Il semblerait que le législateur ait voulu limiter à ce seul endroit le pouvoir de perquisition exceptionnellement attribué au Procureur et à ses auxiliaires, puisqu'il ne dit pas, comme il le fait pour le juge d'instruction en l'article 88, qu'ils pourront « se transporter pareillement dans les autres lieux où ils présument qu'on aurait caché les objets dont il est parlé dans l'article 87 : papiers, effets et généralement tous objets qui pourraient être utiles à la manifestation de la vérité ».

Le commissaire de police ne pourrait donc, en vertu du code d'instruction criminelle, procéder à perquisition qu'au seul domicile du prévenu. Mais dans une circulaire du Parquet de la Seine aux officiers de police auxiliaires, en date du 1<sup>er</sup> janvier 1817, dont les termes ont été, depuis, confirmés par une circulaire du Ministre de l'intérieur du 21 juillet 1858, le Procureur de la République prescrit aux commissaires de police : « Vous devez faire sans délai perquisition dans les divers domiciles du prévenu et dans ceux de ses concubines ou de ses affidés, dans les lieux où il aurait une retraite ou un dépôt d'armes ».

Ces instructions peuvent, à première vue, paraître contraires aux intentions du législateur, mais en y regardant de plus près, « les concubines et les affidés » ne sont-ils pas tout naturellement de présumés complices, donc des présumés co-prévenus ? Au demeurant, pourrait-on blâmer des dispositions que les événements, les circonstances ont rendu nécessaires et que l'expérience a jugées indispensables ? On ne peut que les approuver quand on fait passer avant toute autre considération, celle de l'intérêt supérieur de la justice.

Les motifs qui ont inspiré au législateur une exception à un principe, en attribuant au Procureur et à ses auxiliaires des pouvoirs de la compétence normale des juges d'instruction, ces motifs de nécessité de prompt constatation, de prompt saisie des preuves du crime avant qu'elles aient pu disparaître, n'existent-ils pas tout autant en faveur du droit de perquisition aux domiciles des complices qu'au domicile du prévenu ?

Cependant le décret du 26 mai 1903 sur le Service de la gendarmerie n'a pas adopté l'interprétation qui a inspiré la circulaire du Procureur de la Seine. Son article 132 déclare : « Il est expressément défendu aux officiers de gendarmerie et aux commandants de brigades lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, de s'introduire dans une maison autre que celle où le prévenu a son domicile, à moins que ce ne soit une auberge, un cabaret ou tout autre lieu ouvert au public où ils sont autorisés à se transporter, même pendant la nuit, jusqu'à l'heure

où ces lieux doivent être fermés d'après les règlements de police. » L'article 133 ajoute : « Dans les cas où ils soupçonnent qu'on puisse trouver dans une maison autre que celle du domicile du prévenu, les pièces ou effets de nature à servir à conviction ou à décharge, ils doivent aussitôt en instruire le Procureur de la République de l'arrondissement ».

D'autre part, le commissaire de police trouve d'autres restrictions, quant au lieu, à son pouvoir de perquisition, dans différentes dispositions légales ou réglementaires.

C'est ainsi qu'il ne peut pénétrer dans le Sénat, la Chambre des députés ou leurs dépendances sans une réquisition écrite des questeurs ; de même il ne peut entrer sans réquisition dans un établissement universitaire ou scolaire, sauf les cas d'inondation ou d'incendie.

Enfin, « en vertu du droit des gens et d'après les usages reçus chez toutes les nations policées », dit une circulaire du Préfet de police du 15 octobre 1823, « les ambassadeurs, ministres et chargés d'affaires des puissances étrangères, jouissent en France de droits et de privilèges parmi lesquels on doit mettre au premier rang l'inviolabilité de leurs personnes et de leurs domiciles » et la circulaire d'interdire aux commissaires de police de pénétrer dans les hôtels par eux occupés. Elle ajoute que, quant aux délits commis hors la demeure des ambassadeurs ou ministres étrangers et par des individus appartenant à leurs maisons, « bien qu'alors, il ne puisse y avoir d'exception dans la soumission aux lois, il n'est pas moins dans les convenances et dans les formes établies, qu'aucune poursuite ne soit dirigée contre eux, sans que les ambassadeurs ou ministres dont ils dépendent, en aient été préalablement informés par le Gouvernement ».

Quant aux cabinets des avocats, avoués, notaires... etc, ils ne peuvent être visités que lorsque la prévention est dirigée contre eux personnellement ou quand elle a pour objet des faits étrangers à l'exercice de leur profession. En aucun cas, le commissaire de police ne pourrait saisir dans le cabinet d'un avocat ou d'un avoué, des pièces déposées par un prévenu pour sa défense. Au demeurant, dans la pratique, le commissaire de police qui jugerait nécessaire de perquisitionner au domicile d'un avocat, même dans les cas où il peut le faire, ne manquerait pas d'en référer au préalable au Parquet qui, ou bien le dessaisirait ou bien le ferait assister de deux avocats inscrits, désignés par le Bâtonnier de l'Ordre.

*Examen des critiques du droit de perquisition.* — Le pouvoir de perquisition a, de tous temps, fait l'objet de critiques nombreuses et, dans ces dernières années, le Parlement a été saisi de propositions ayant



pour but de le modifier et même de le retirer plus ou moins complètement à certains officiers de police judiciaire, aux commissaires de police notamment.

Il semblerait que les malfaiteurs aient paru plus intéressants que la société dont ils sont les ennemis et que ses défenseurs dont on a paru plus soucieux de diminuer les moyens d'action que de les renforcer dans l'intérêt commun.

Dans une proposition de loi déposée au Sénat le 16 décembre 1904, M. Clemenceau citait Faustin-Hélie et il écrivait : « De toutes les attributions du juge, il n'en est guère de plus grave, de plus exorbitante que celle qui lui est conférée par nos codes de s'introduire et d'opérer des recherches dans tous les lieux où il présume trouver des preuves...

« L'usage a prévalu de faire procéder à ces perquisitions par des agents qui ne relèvent que pour moitié de l'autorité judiciaire, dépendant pour l'autre moitié du pouvoir administratif, auquel il ne manqueront pas de rendre compte de leur mission, moyennant quoi il arrive que les pièces ainsi saisies au hasard, sans contrôle, sont parfois employées à de toutes autres fins qu'à la manifestation judiciaire de la vérité...

« Substituer à la personne du juge, celle du commissaire de police, c'est substituer à la forme judiciaire la forme administrative et imprimer à une mesure de justice, le caractère d'une mesure de police ».

Et M. Clemenceau de conclure en proposant que seul le juge d'instruction puisse opérer des perquisitions au domicile du prévenu — qu'il ne le puisse faire qu'après un premier interrogatoire — et qu'en présence du défenseur de l'inculpé ou de deux témoins désignés par ce dernier.

Le 18 janvier 1907, M. Clemenceau, devenu président du Conseil, reprenait sa proposition de 1904, sous forme de projet de loi, sur un ton toutefois plus... gouvernemental :

« De toutes les mesures d'instruction, la perquisition se présente souvent comme la plus utile pour la manifestation de la vérité ; mais elle est en même temps celle qui porte le plus atteinte à la liberté de la personne, au principe de l'inviolabilité du domicile en donnant, au magistrat instructeur dans tous les cas et sans réserve, au Procureur de la République même et aux officiers de police judiciaire en flagrant délit, le droit d'entrer chez le prévenu, d'examiner ses lettres, papiers et objets les plus personnels et de se saisir ainsi de tout ce qu'ils peuvent rencontrer.

Le juge d'instruction, de quelque nature que soit l'affaire, peut pé-

nétrer dans tous domiciles où il présume cachés des papiers, effets et généralement tous objets pouvant servir à conviction ou à décharge. Son droit est donc indéfini : la garantie du citoyen ne repose que sur la prudence du juge, dans la juste conception de son devoir qui lui commande de ne pas exercer inutilement des actes rigoureux sous peine de faire dégénérer la faculté d'investigation que la loi lui accorde en une inquisition qui équivaut bien vite en fait à une violation de domicile.

C'est là une lacune de la loi, qui doit, elle-même, prémunir les citoyens contre la fausse conception de son devoir par un juge d'instruction ».

Mais M. Clemenceau, président du Conseil, ne conclue pas tout à fait de la même façon que M. Clemenceau, sénateur. Il ne propose plus que le juge d'instruction puisse, seul, pratiquer des perquisitions ; il n'exige plus la présence du défenseur de l'inculpé, mais seulement celle de deux témoins ; enfin il admet la perquisition avant tout interrogatoire, dans les cas ou de fuite de l'inculpé ou de flagrant délit.

Le rapport déposé au Sénat le 6 avril 1908, par M. Monis, au nom de la commission chargée d'examiner différents projets ou propositions de lois, parmi lesquels ceux de M. Clemenceau, fait justice avec un sens plus exact des réalités et des nécessités de la pratique, des prétentions et des allégations que nous avons rapportées.

« A notre sens, dit-il, on entraverait d'une manière presque absolue la marche de l'instruction, surtout dans les grandes villes, si on n'admettait d'autres délégations que celles qui sont autorisées par des textes formels... » (1)

Examinant la proposition de ne permettre la perquisition qu'après un premier interrogatoire, M. Monis déclare : « En se plaçant, tant au point de vue social qu'au point de vue individuel, une pareille disposition semble inadmissible. Il est certaines affaires, telles que celles d'espionnage ou de faux monnayage, dans lesquelles il faut agir avec la dernière célérité et où il suffit de donner l'éveil pour que l'inculpé, ses complices, les parents ou les amis, puissent faire immédiatement disparaître toute trace du crime.

Au surplus, la garantie du projet est illusoire puisque le premier interrogatoire est de pure forme et n'éclaire nullement le juge sur le fond de l'affaire..... Ce serait compromettre souvent le succès de la poursuite sans garantie sérieuse pour l'individu ».

Et M. Monis de conclure en demandant seulement la présence de té-

---

(1) Il s'agit des commissions rogatoires confiées aux commissaires par les juges d'instruction et qui, on le verra dans la suite de ce travail, ne sont pas autorisées par des textes formels.

moins aux perquisitions et l'interdiction de communiquer les pièces saisies à ceux qui ne sont pas qualifiés pour en avoir connaissance.

Votées par le Sénat le 2 mars 1909, ces conclusions soumises à la Chambre des députés ne furent pas examinées par cette assemblée avant sa séparation.

Reprises et modifiées par une proposition de M. Paul Meunier, député, du 13 novembre 1918, votées par la Chambre des députés le 16 juillet 1919, ces dispositions ont fait l'objet, au nom de la commission du Sénat, d'un rapport déposé le 14 avril 1921 par M. le sénateur Busson-Billault et ont été adoptées par la haute assemblée dans sa séance du 22 juin 1922.

Si elles sont votées prochainement par la Chambre comme on peut le prévoir, il en résultera les modifications suivantes aux errements actuels :

Le commissaire de police conserverait son droit de perquisition, en cas de flagrant délit, mais ne pourrait plus être commis rogatoirement par un juge d'instruction pour procéder à une visite domiciliaire.

On se demande quel avantage il en résultera dans l'intérêt de la Justice et on ne peut que déplorer une mesure qui privera les juges de précieux collaborateurs, les surchargera de besogne et n'aura en fin de compte d'autre résultat que l'augmentation du nombre des magistrats.

D'autre part, le commissaire ne pourra plus recevoir commission rogatoire pour interroger un inculpé. Où sera l'avantage de cette disposition ?

A l'heure actuelle un inculpé ne répond à l'interrogatoire d'un commissaire, rogatoirement commis par un juge, qu'après avoir été avisé qu'il est libre de s'abstenir de toute réponse, hors la présence de son conseil. L'inculpé a donc la faculté de refuser de s'expliquer devant le commissaire, mais s'il y consent, c'est, pour le juge surchargé de travail, d'un certain intérêt. La nouvelle disposition n'aura guère d'autre résultat que de faire perdre au juge une collaboration utile !...

Enfin, aucune perquisition ne pourrait être opérée que devant l'inculpé ou son fondé de pouvoirs ou deux témoins par lui désignés et, à défaut, devant deux membres de la famille ou subsidiairement devant deux témoins requis.

Toute communication d'un document provenant d'une perquisition, à une personne non qualifiée par la loi pour en prendre connaissance, et sans l'autorisation de l'inculpé ou de ses ayants droit ou du signataire ou du destinataire, serait punie, ainsi que tout usage fait de cette communication, d'une amende de 5.000 francs et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.



En résumé, toutes ces nouvelles dispositions — sauf la dernière, qui, si elle ne présente qu'un intérêt illusoire, n'offre toutefois pas d'inconvénients pour la Justice — ne nous paraissent pas très heureuses. Nous ne voyons pas du tout l'intérêt qu'elles présentent ni pour la société, ni même pour les inculpés. Par contre elles sont de nature à ralentir le cours des instructions et à surcharger les magistrats instructeurs déjà encombrés en les privant d'une collaboration facile.

Du moins félicitons-nous que des propositions qui témoignaient d'une méconnaissance absolue des nécessités de la pratique n'aient pas été retenues ; elles auraient pu avoir les plus fâcheuses conséquences que M. Monis a prévues et indiquées dans son rapport, comme nous l'avons vu.

4° ARRESTATIONS. — La Constitution des 3-14 septembre 1791, titre 1<sup>er</sup>, a garanti « la liberté à tout homme d'aller, de rester, de partir, sans pouvoir être arrêté ni détenu que sous les formes déterminées par la Constitution ».

Ce principe a été confirmé par les Constitutions successives et, l'article 4 de la Charte de 1814, dont les termes ont été repris dans la Charte de 1830, a proclamé :

« Nul ne peut être arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi ».

Ainsi donc le commissaire de police ne peut mettre un citoyen en état d'arrestation que dans les conditions fixées par la loi.

C'est l'article 40 du code d'instruction criminelle qui les précise. Il dispose :

« Le Procureur de la République, au dit cas de flagrant délit et lorsque le fait sera de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, fera saisir les prévenus présents contre lesquels il existerait des indices graves. — Si le prévenu n'est pas présent, le Procureur de la République rendra une ordonnance à l'effet de le faire comparaître ; cette ordonnance s'appelle mandat d'amener. — La dénonciation seule ne constitue pas une présomption suffisante pour décerner cette ordonnance contre un individu ayant domicile. — Le Procureur de la République interrogera sur-le-champ le prévenu amené devant lui ».

Le commissaire de police, qualifié, nous le savons, par les articles 49 et 50, peut donc procéder comme il est dit en cet article 40, lorsqu'il y a crime flagrant ou réquisition de la part d'un chef de maison et lorsque d'autre part, il existe des présomptions suffisantes, autres que la seule dénonciation, résultant des témoignages ou de l'enquête de police.

Si le prévenu est présent, le commissaire le fait saisir ; dans le cas

contraire il décerne contre lui un mandat d'amener qu'il charge les inspecteurs ou agents placés sous ses ordres, de mettre à exécution.

Quelle est la forme des mandats délivrés par le commissaire de police ?

Leur forme générale n'est prescrite par aucun texte. Cependant l'article 95 ordonne : « Les mandats d'amener seront signés par celui qui les aura décernés et munis de son sceau. Le prévenu y sera nommé ou désigné le plus clairement qu'il sera possible », et l'article 112 : « l'inobservation des formalités prescrites pour les mandats, sera toujours punie de 50 francs au moins contre le greffier, et, s'il y a lieu, d'injonctions au juge d'instruction et au Procureur de la République, même de prise à partie s'il y échet. » La Cour de cassation, d'autre part, a jugé que les indications prescrites devaient figurer au mandat, à peine de nullité.

Le commissaire de police y doit porter aussi la date, la mention de réquisition à la force armée prévue en l'article 99, l'indication du fait délictueux et la disposition de la loi qui le frappe.

Le mandat d'amener est exécutoire dans toute la France (art. 98), même par la contrainte et au besoin l'emploi de la force publique (art. 99), mais seulement pendant les heures de jour, au domicile du prévenu, pendant les heures d'ouverture dans un lieu public et, à toute heure sur la voie publique. Aux termes de l'article 97, dès que le prévenu est trouvé, le mandat lui est exhibé et notifié et copie lui en est délivrée par celui qui l'exécute ; s'il n'est pas trouvé, le mandat est exhibé au maire ou à l'adjoint, ou au commissaire de police de la commune de sa résidence qui vise l'original de l'acte de notification, le tout conformément aux dispositions de l'article 105.

Si le prévenu est trouvé hors de l'arrondissement, à plus de cinq myriamètres du siège de l'officier qui a délivré le mandat, dit l'article 100, et après plus de deux jours depuis la date de ce mandat, il ne peut être contraint ; mais alors le Procureur de l'arrondissement où il a été trouvé et devant lequel il est conduit, décerne un mandat de dépôt en vertu duquel il est retenu dans la maison d'arrêt.

Le mandat d'amener doit cependant être pleinement exécuté, si le prévenu est trouvé muni d'effets, de papiers ou d'instruments qui font présumer qu'il est auteur ou complice du délit pour raison duquel il est recherché, quels que soient le délai et la distance dans lesquels il a été trouvé.

L'article 100 parle de « l'arrondissement de l'officier qui a délivré le mandat », c'est qu'il ne considère que les mandats décernés par les juges d'instruction. Quant à ceux des commissaires de police, il n'y a

pas à envisager pratiquement leur exécution hors de leur circonscription, après un délai plus ou moins prolongé, puisque, ne l'oublions pas, le commissaire n'agit qu'en attendant l'intervention du juge d'instruction, magistrat, répétons-le, seul normalement qualifié par les principes, pour instrumenter dans les circonstances que nous examinons.

*Limitation du droit d'arrestation du commissaire.* — Le pouvoir d'arrestation du commissaire de police est-il limité par la loi, alors même que sont réunies les conditions nécessaires que nous avons étudiées ?

L'immunité parlementaire ne pourrait trouver ici son application. En effet, l'article 14 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 déclare : « Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté, en matière criminelle (ou correctionnelle), qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, *sauf le cas de flagrant délit* ». Or, c'est précisément dans ce cas de flagrant délit que nous nous plaçons.

Quant à l'immunité diplomatique, elle couvre la personne des ambassadeurs et ministres étrangers ainsi que le rappelle la circulaire du Préfet de police du 15 octobre 1823 que nous avons citée en parlant des perquisitions.

Enfin le commissaire de police ne peut s'introduire dans un domicile privé pour y opérer une arrestation que dans les mêmes conditions qu'il y peut entrer pour procéder à perquisition, conditions que nous avons étudiées.

*Droit d'arrestation accordé aux agents.* — Il convient de signaler ici le droit d'arrestation accordé à tous citoyens et à tous agents par l'article 106 du code d'instruction criminelle dans certains cas :

« Tout dépositaire de la force publique, et même toute personne, sera tenu de saisir le prévenu surpris en flagrant délit, ou poursuivi, soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au flagrant délit et de le conduire devant le Procureur de la République, sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, *si le crime ou délit emporte une peine afflictive ou infamante* ». Ces dispositions sont suffisamment claires pour n'avoir pas besoin d'être commentées ; nous dirons seulement, et nous y reviendrons plus loin, que la loi du 20 mai 1863 donne implicitement aux agents, en cas de simple délit, puni de peines correctionnelles, un droit analogue.

5° INTERROGATOIRES. — Toutes les lois françaises manifestent le souci des législateurs de faire procéder sans délai à l'interrogatoire des prévenus. Déjà un édit de 1564 prescrivait, art. 9, « les accusés seront interrogés par le prévôt dans les 24 heures de la capture, à peine de deux cents livres d'amende ». La loi du 8 décembre 1897 impose au juge



d'interroger de suite dans le cas de mandat de comparution et, dans le cas de mandat d'amener, dans les 24 heures au plus tard de l'entrée de l'inculpé dans la maison de dépôt ou d'arrêt. La loi du 20 mai 1863 pour les inculpés d'un délit correctionnel, l'article 40 du code d'instruction criminelle pour les prévenus d'un crime flagrant ou d'un délit constaté sur réquisition d'un chef de maison, prescrivent l'interrogatoire immédiat des individus arrêtés. Différentes circulaires rappellent aux commissaires de police cette obligation.

Une circulaire du Parquet de la Seine du 1<sup>er</sup> janvier 1817 leur disait : « Vous devez faire comparaître devant vous le prévenu, l'interroger sur l'emploi de son temps avant, pendant ou après le délit, sur le délit même et ses circonstances... Interrogé sur le-champ dans le trouble inséparable de son arrestation, il n'a ni la faculté, ni le temps de résister à l'ascendant de la Justice, de préparer une défense artificieuse...

*Procès-verbaux d'interrogatoire.* — Nous avons déjà dit quelques mots des procès-verbaux à propos des auditions de témoins et des perquisitions. En ce qui concerne les procès-verbaux d'interrogatoire, l'usage et les instructions exigent qu'ils portent certaines mentions :

C'est ainsi que les circulaires du Préfet de police des 30 avril 1881 et 7 novembre 1913 et celles du Parquet de la Seine des 26 avril 1882 et 1<sup>er</sup> mars 1915, par exemple, prescrivent d'indiquer l'état-civil complet de l'inculpé c'est-à-dire : ses nom, prénoms, date et lieu de naissance, nom et prénoms de son conjoint, date et lieu de son mariage, nombre de ses enfants, sa profession et son domicile.

Doivent également figurer au procès-verbal : le degré d'instruction du prévenu (Circulaire du 21 août 1902), ses antécédents judiciaires, sa nationalité (C. 15 avril 1908), sa situation au point de vue militaire (C. 10 juin 1891), ses moyens d'existence.

Ces différentes mentions inscrites au procès-verbal, le commissaire donne connaissance au prévenu des faits qui lui sont reprochés, lui présente les pièces et objets saisis au cours des perquisitions, les lui fait reconnaître et parapher et enregistre sur le tout ses explications et réponses. Le commissaire relit ensuite le procès-verbal, y mentionne si le prévenu persiste dans ses déclarations, puis il le lui fait signer ou indique qu'il s'y est refusé, et il signe lui-même.

Le prévenu peut refuser toutes explications, mais il ne peut exiger, devant le commissaire de police, l'assistance d'un avocat, ainsi qu'il résulte de la loi du 8 décembre 1897 et d'une décision du conseil de discipline de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris du 18 décembre 1900.

L'interrogatoire terminé, le commissaire de police peut procéder à des confrontations, ainsi qu'il est dit en la circulaire du Parquet de la Seine, dont les recommandations pour tout ce qui concerne l'information sont des plus intéressantes :

« Vous devez le confronter (le prévenu), s'il est utile, aux plaignants, aux témoins ou aux autres prévenus... le faire expliquer sur toutes les choses saisies, sur la possession qu'il en aurait eue ou l'usage qu'il en aurait fait ; appeler et entendre en leurs déclarations, les personnes qui pourraient déposer de cette possession ou de cet usage, celles de qui le prévenu tiendrait ces choses ou qui les auraient seulement aperçues dans ses mains peu d'instantants avant le délit ; recueillir des hommes de la force publique qui ont été appelés sur les lieux ou qui ont concouru à l'arrestation, ou de toutes autres personnes, les aveux ou discours suspects qui seraient échappés au prévenu sur les lieux du délit, lors de son arrestation, au corps de garde ou pendant sa conduite devant l'officier public ; vérifier sans délai les relations qui pourraient exister entre lui et les personnes avec qui il aurait prié de le laisser communiquer ; vérifier surtout, en cas de vol, la légitimité de la possession des reconnaissances du Mont-de-piété saisies sur le prévenu ou sur sa personne ; constater avec les mêmes détails les autres crimes ou délits connexes ou non connexes que les recherches feraient découvrir ; veiller à ce que le prévenu ne jette ou ne détruise des pièces à conviction ou des objets suspects et ne communique avec personne... »

*Conclusions et transmission de l'enquête.* — Toutes ces opérations terminées, le commissaire de police peut, si le prévenu y consent et s'il ne s'agit pas d'un crime, restituer les objets saisis à leurs légitimes propriétaires. (Circulaire du Parquet de la Seine du 12 décembre 1856).

Enfin il établit un procès-verbal de conclusions dans lequel il résume les résultats de son enquête et indique comment il est amené à conclure au maintien de l'inculpation ou à son abandon.

Le commissaire de police transmet ensuite son enquête au Procureur de la République, avec les différents objets saisis et placés sous scellés, « cependant le prévenu reste sous la main de la justice en état de mandat d'amener » (article 45).

A Paris, en raison du nombre des prévenus, un service spécial a dû être organisé, tant pour leur conduite, que pour la réception des enquêtes et des scellés.

Les enquêtes sont transmises au Parquet par l'intermédiaire de la Préfecture de police (2<sup>e</sup> bureau de la 1<sup>re</sup> division) qui en prend note

pour la constitution d'archives dont nous avons vu l'utilité à propos des enquêtes de police, y ajoute des renseignements sur les antécédents judiciaires des prévenus, tirés des « sommiers judiciaires » et soumet les détenus aux formalités de vérification d'identité et de mensurations anthropométriques, avant de les interner à la maison d'arrêt dite « Dépôt près la Préfecture de police » ou de les conduire devant le juge d'instruction requis par le Procureur ou devant le Procureur lui-même.

Les scellés sont déposés au greffe du tribunal où, « s'ils sont d'un trop gros volume pour être à l'instant déplacés », ils sont mis sous la surveillance d'un gardien, après serment, conformément à l'article 131 du décret du 20 mai 1903, pour être ensuite transportés à la fourrière municipale, ou dans tout autre lieu plus convenable : les vins et spiritueux sont déposés à la fourrière de la Halle aux vins ; les cuirs à la Halle aux cuirs ; les tabacs à l'Entrepôt des tabacs ; les légumes ou autres denrées périssables, aux Halles centrales pour y être vendus, à moins que leur valeur ne justifiant pas des frais de transport, ils soient remis à un établissement hospitalier, au bureau de bienfaisance ou à une œuvre charitable.

Quant aux détenus, ils sont conduits au Dépôt près la Préfecture de police par le service des voitures cellulaires. Un arrêté du Préfet du 30 janvier 1857 a créé ce service : « Afin d'éviter un mode de conduite qui offre souvent un pénible spectacle à la population : tantôt la pitié publique s'égare sur des individus peu dignes d'intérêt, mais habiles à exciter l'émotion, tantôt des hommes arrêtés pour des faits peu graves se trouvent exposés, en traversant Paris sous la garde de la force armée, à une sorte de flétrissure beaucoup trop rigoureuse. »

Toutefois, les mineurs de moins de seize ans ne sont pas transportés dans les voitures cellulaires à moins qu'ils n'aient commis un fait d'une gravité particulière, qu'ils soient dangereux ou vicieux. (Circulaires du 28 février 1892 et 18 avril 1898).

Quant aux militaires ou marins, ils sont conduits en vertu de la circulaire du Préfet du 4 octobre 1879, à l'Etat-major de la Place, par des agents en civil munis d'un ordre d'envoi du commissaire de police, mentionnant que la procédure dont ils font l'objet est adressée au Préfet de police.

*Dessaisissement du commissaire.* — Nous avons étudié l'action du commissaire de police comme si, laissé à ses propres moyens, ses chefs le laissaient procéder à son information. Or, il peut se produire que le Procureur, qu'il a prévenu dès le début, se présente au cours de l'enquête. Conformément aux indications de l'article 51, le Procureur



pourra la continuer, mais il pourra aussi inviter le commissaire à la poursuivre.

De même, dans le cas où le Procureur aurait été saisi le premier, il peut, aux termes de l'article 52, s'il le juge utile et nécessaire, charger le commissaire de partie des actes de sa compétence.

Enfin en cours d'enquête peut se présenter le juge d'instruction saisi et requis par le Procureur, le commissaire se trouve alors dessaisi, à moins que le juge l'invite à poursuivre son information ou le commette rogatoirement pour la continuer en tout ou en partie.

*Morts violentes et morts suspectes.* — Les morts violentes et les morts suspectes peuvent, à prime abord, être considérées comme le résultat d'un crime. Aussi le commissaire de police est-il fondé, en pareils cas, à procéder ainsi que nous venons de l'étudier, la découverte d'un cadavre constituant une sorte de flagrant délit, ainsi que le déclarait une loi du 16 septembre 1794 et que l'a jugé la Cour de cassation dans son arrêt du 15 mars 1890.

Le commissaire exécutera donc les actes prescrits aux articles 32 et suivants du code d'instruction criminelle, chaque fois qu'il se trouvera en présence d'un cas de mort violente ou d'un cas de mort suspecte porté à sa connaissance, par exemple par l'officier de l'état-civil agissant pour l'application de l'article 81 du code civil ainsi conçu : « Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de la soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie, aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre, et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée ».

Nous ne reprendrons pas le détail des opérations de transport sur les lieux, constatations, audition des témoins, etc...

Cependant, nous insisterons sur l'intérêt que présentent la promptitude du transport sur place et la précision des constatations. Combien de morts présentées comme étant des suicides, combien de décès qu'on essayait de faire croire accidentels, n'ont-ils pas été reconnus comme étant le résultat de crimes, grâce à une intervention rapide du commissaire de police, à des constatations minutieuses, méthodiques et précises.

Une mise en scène peut être parfaitement réglée, il faut que des criminels soient bien forts, pour ne pas commettre une négligence, oublier un détail : c'est au commissaire de police de savoir trouver ce détail. Si petit soit-il, si peu précis, si peu important qu'il paraisse au

premier abord, il ressortira, s'affirmera, prendra toute sa valeur, à la lumière de l'enquête bien conduite, méthodiquement menée.

On a dit qu'un commissaire ne devait avoir aucune opinion, aucune idée préconçue en abordant une enquête, afin de ne pas se laisser égarer par elle, qu'il ne devait voir que les faits, pour, seulement après, en tirer une conclusion rigoureusement logique.

Nous pensons qu'il est peut-être préférable pour le commissaire de police d'avoir au contraire, avant tout examen et toute enquête, cette idée que : peut-être un crime a été commis. C'est le meilleur moyen pour lui de ne pas subir l'influence de ceux qui auraient intérêt à l'égarer et à tenter de faire considérer comme suicide ou accident, un véritable crime. Qu'il ait ce soupçon présent à l'esprit et il en sera incité à plus de minutie dans ses constatations, à plus de précision dans ses remarques, à plus de détail dans ses recherches. Ce soupçon l'empêchera de se fier trop facilement à de simples apparences, et le poussera à élargir le champ de ses investigations.

Sans doute pense-t-on, qu'en raison d'une sorte de déformation professionnelle, le commissaire a une tendance naturelle à conclure trop facilement au crime, à voir partout des criminels ? Il n'en est rien. Le commissaire de police n'a pas pour seule attribution de constater des crimes ou délits ; sa compétence si étendue l'amène à considérer tous les éléments de la vie courante et à examiner tous les phénomènes et toutes les circonstances de la vie normale et il échappe ainsi à cette déformation professionnelle qu'on serait tenté de lui attribuer trop légèrement. La diversité de ses attributions suffirait à la lui éviter, s'il n'avait, au surplus, l'habitude de juger les faits à leur valeur, que lui donne l'obligation où il se trouve d'examiner avec précision tous ceux qui lui sont soumis pour y rechercher les éléments délictueux ou constater leur absence.

Au demeurant, la pratique des misères humaines lui donne, en général, une philosophie bienveillante qui l'éloigne de toute propension spontanée à ne voir partout que des coupables.

Aussi bien, les conclusions de l'enquête du commissaire doivent-elles être basées, non sur une conviction intime plus ou moins explicable et justifiée, mais sur des faits constatés, des renseignements précis sur lesquels ne saurait avoir d'influence sa légitime préoccupation.

Aussi maintenons-nous ce que nous disions en commençant cette trop longue digression et croyons-nous qu'une telle préoccupation, loin de nuire à un jugement sain, ne peut qu'incliner le commissaire à des constatations à la fois plus larges et plus précises qui feront éclater la vérité.

Mais revenons aux opérations du commissaire de police : Transport et constatations, audition de témoins, avons-nous dit. Il faut y ajouter, conformément aux prescriptions de l'article 44 du code d'instruction criminelle et de l'article 81 du code civil, la désignation d'un expert-médecin pour procéder à l'examen du cadavre, rechercher les causes de la mort et en faire un rapport après avoir prêté serment de donner son avis en son honneur et conscience.

Si les conclusions du rapport médical sont conformes à celles de l'enquête du commissaire de police etsi elles aboutissent à la certitude que la mort est due : soit à des causes naturelles, soit à un suicide, soit à des causes accidentelles n'entraînant, pour des tiers, aucune responsabilité, il fait transporter le corps à son domicile, après avoir évidemment fait informer la famille du défunt avec tous les ménagements qui conviennent. Puis, il transmet son enquête au Procureur de la République en établissant les raisons de ses convictions et les bases de ses conclusions. Si le Procureur partage son avis, il signe un permis d'inhumer destiné au maire du lieu où repose le corps. Cette formalité n'est prescrite par aucune disposition législative et le commissaire pourrait fort bien signer le permis d'inhumer, mais l'usage de le soumettre à la signature du Procureur s'est constitué autant par raison de correction que, pour en cas de diversité d'appréciation, éviter des exhumations.

Si le commissaire de police conclut à l'impossibilité de déterminer les causes de la mort, si celle-ci, après son enquête, demeure suspecte à ses yeux, ou bien s'il conclut à un crime, si en un mot une autopsie lui paraît nécessaire il prévient le Procureur, s'abstient de commettre un médecin (circulaire du Parquet de la Seine du 1<sup>er</sup> juillet 1897), puis il fait transporter le cadavre dans un lieu convenable aux opérations d'autopsie, à la Morgue pour le département de la Seine, à moins que la famille du défunt ne s'y oppose : le Parquet, qui peut imposer l'autopsie, expertise judiciaire, ne pouvant imposer qu'elle aura lieu dans un endroit déterminé.

Là s'arrête, en pratique, l'action du commissaire de police (à moins évidemment qu'il y ait crime, auquel cas il procède de la façon que nous savons), le Parquet de la Seine s'étant réservé le droit de prescrire lui-même l'autopsie par tel expert de son choix (circulaire du 28 mars 1862) ; mais nous devons dire que rien dans la loi n'empêcherait le commissaire d'y faire procéder lui-même, s'il n'était pas dessaisi.

Mais le cas peut se présenter d'un cadavre dont l'identité n'est pas connue : le commissaire la fait rechercher, puis procède comme nous l'avons dit, mais s'il ne peut y parvenir il envoie le corps à la Morgue



même s'il n'y a pas lieu à une autopsie et aux seules fins d'identification.

*Obligations du commissaire vis-à-vis de l'état-civil.* — Le commissaire a encore, dans les cas de mort que nous examinons, des obligations résultant de dispositions législatives autres que celles du code d'instruction criminelle.

C'est ainsi que l'article 82 du code civil lui fait l'obligation de « transmettre de suite à l'officier de l'état-civil du lieu du décès, tous les renseignements énoncés en son procès-verbal (procès-verbal exigé par l'article 81) d'après lesquels l'acte de décès sera rédigé ».

Pratiquement à Paris, si le lieu du décès n'est pas celui où repose le corps, le commissaire de police envoie au maire du lieu du décès une copie du permis d'inhumer sur laquelle il indique qu'elle est établie aux fins de rédaction de l'acte de décès. (Loi du 13 brumaire an VII art. 16).

On a soutenu que dans les cas où le commissaire intervient, la loi le substitue au maire, tenu par l'article 79 du code civil de se transporter auprès de la personne décédée pour s'assurer du décès, et que, d'autre part, pour la rédaction de l'acte de décès, le maire peut se contenter des renseignements fournis par le commissaire sans avoir à appeler deux témoins, comme il est dit en l'article 78, et à mentionner en l'acte toutes les indications qu'exige l'article 79 du code civil.

Cependant, une circulaire du Préfet du 28 mars 1882 estime, d'accord avec le Procureur, que dans les cas de mort violente, les prescriptions de l'article 77 du code civil doivent être exécutées, comme dans les cas de décès ordinaire et que la constatation faite par l'officier de police judiciaire ne saurait tenir lieu de celle qui doit être effectuée par l'officier de l'état-civil ou par le médecin qui le représente.

Mais, quand le corps n'ayant pas été identifié est transporté à la Morgue, les prescriptions de l'article 82 ne peuvent être exécutées par le commissaire de police du lieu de décès ; elles le sont alors, au cas de reconnaissance ultérieure, par les soins du greffier de la Morgue et à la mairie de l'arrondissement sur lequel elle est établie.

D'autre part, le commissaire de police, dans les cas de mort prévus par les articles 44 du code d'instruction criminelle et 81 du code civil, doit donner avis au juge de paix quand le défunt laisse des héritiers, mineurs, absents ou inconnus, aux fins d'apposition de scellés, tout comme le doit faire le maire en vertu du 22 prairial an V. Il en est de même quand le défunt est un dépositaire public (art. 911 du code de procédure civile et loi du 25 ventôse an XI, article 61).

## **B) Cas de crime non flagrant, de délit flagrant ou non flagrant**

Nous avons examiné le rôle du commissaire de police, tel qu'il l'exerce en vertu des articles 50 et 49 du code d'instruction criminelle, dans le cas de crime flagrant (art. 32), de présomption de crime flagrant (art. 44 et art. 81 du code civil), de délit commis dans l'intérieur d'une maison si le chef de cette maison requiert le commissaire (article 46. C. I. C.).

Quel est le rôle du commissaire de police dans les autres cas, c'est-à-dire lorsqu'il n'y a pas crime flagrant et lorsqu'il se trouve en présence d'un délit, flagrant ou non flagrant, commis ailleurs que dans l'intérieur d'une maison dont le chef pourrait le requérir ?

La réponse à cette question est indiquée en l'article 54 qui confirme les dispositions de l'art. 47.

Il dispose : « Dans le cas de dénonciation de crimes ou délits, autres que ceux qu'ils sont directement chargés de constater, les officiers de police judiciaire transmettront, sans délai, au Procureur de la République les dénonciations qui leur auront été faites ; et le Procureur de la République les remettra au juge d'instruction, avec son réquisitoire ».

Ainsi, aux termes de cet article, le rôle du commissaire, après avoir reçu ces dénonciations, se bornerait à les transmettre au Procureur de la République.

Et cependant, l'article 8 ne dit-il pas : « la police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir » et l'article 9 ne cite-t-il pas les commissaires de police au nombre des agents chargés d'exercer la police judiciaire ?

Est-il besoin de dire combien seraient déplorables, préjudiciables et contraires aux intérêts d'une bonne justice, une interprétation aussi stricte et aussi étroite des articles 54 et 47 que celle que nous avons tout d'abord indiquée ?

On s'expliquerait mal que les raisons qui ont motivé la compétence du commissaire en cas de crime flagrant, n'aient aucune valeur pour lui permettre d'agir en cas de crime non flagrant !

On s'expliquerait bien moins encore que le commissaire ne puisse constater un délit même flagrant, parce qu'il ne s'est pas produit à l'intérieur d'une maison et qu'il ne puisse en saisir les preuves avant qu'elles aient pu être effacées !

Certes, il y a une différence de gravité entre les crimes et les délits, mais ceux-ci sont plus nombreux et plus fréquents que ceux-là et quelle impression de sécurité et de justice pourrait avoir le public s'il voyait

le commissaire rester indifférent et inerte devant la dénonciation d'un délit, souvent plus frappant que certains crimes et se contenter d'en faire saisir le juge d'instruction par l'intermédiaire du Procureur.

Qui pourrait comprendre cette attitude ?

Qui aurait compris l'attitude des agents, avant la loi de 1863 dont nous avons déjà dit un mot, qui spectateurs d'un délit, en auraient laissé échapper les auteurs parce que, respectueux d'un texte étroit, ils se seraient considérés comme sans droit et sans pouvoir d'intervention : l'acte commis n'étant pas susceptible d'entraîner pour ses auteurs une peine afflictive ou infamante !

Qui aurait compris enfin l'attitude d'un commissaire de police, qui, ayant été prévenu d'un fait paraissant pouvoir être qualifié crime, se serait transporté sur place, et qui constatant alors qu'il ne se trouve en présence que d'un délit, se serait retiré sans faire appréhender le prévenu et lui aurait laissé le temps de se soustraire, par la fuite, aux conséquences de son acte coupable.

L'interprétation que nous avons dite, du code d'instruction criminelle, aurait cependant justifié de telles façons de faire.

Elle n'était pas admissible. Aussi les autorités administrative et judiciaire avaient-elles proclamé une interprétation plus large, répondant mieux aux besoins de la Justice, notamment par une circulaire du parquet de la Seine du 11 janvier 1836 et une circulaire du Préfet de police du 10 décembre 1867, toutes deux adressées aux commissaires de police du ressort. Cette dernière disait notamment :

« Dans ces derniers temps, à l'occasion d'incidents dont on s'est attaché à dénaturer le caractère, mais auxquels la Justice a restitué, en les réprimant, leur véritable signification, il s'est élevé dans une partie de la presse, une sorte de clameur prenant prétexte de la défense de la liberté individuelle qui n'a jamais été, sous aucun régime, plus respectée qu'aujourd'hui. Ces attaques s'appuient sur une théorie qui va jusqu'à dénier à la police entière, le droit de procéder spontanément à une arrestation quelconque, même en cas de flagrant délit, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime justiciable de la Cour d'assises.

D'après cette théorie, dont les auteurs n'oseraient avouer les conséquences pratiques, la loi qui a institué les fonctionnaires chargés de maintenir l'ordre public, les aurait elle-même frappés d'impuissance. A moins de tomber sous le coup du code pénal et de se rendre coupables d'arrestation arbitraire, ils ne pourraient saisir par exemple, ni les auteurs de cris séditieux ou d'attroupements troublant la paix publique, ni l'inconnu surpris en flagrant délit de vol ordinaire, d'actes de violences envers les personnes, d'outrages aux mœurs, d'insultes ou de



menaces envers une mère de famille ou une jeune fille... etc., en un mot d'un attentat qui ne relèverait pas du jury. C'est-à-dire que la police devrait sous peine de forfaiture demeurer inactive et impassible en face de la perpétration flagrante d'une série de méfaits qui menacent incessamment, dans toute grande capitale, la sûreté des personnes et des choses. Dans quelle société policée trouverait-on l'exemple d'une législation qui consacrerait de telles énormités ? C'est profaner le principe sacré de la liberté individuelle que de le faire servir ainsi de prétexte à des excès de polémique qui renversent les notions les plus élémentaires sur lesquelles repose la vie sociale. Le simple bon sens fera justice de pareilles théories, mais les conclusions auxquelles elles conduisent fatalement pourraient troubler l'opinion, pousser à la rébellion les gens trop crédules et inquiéter les bons citoyens en leur laissant l'impression qu'ils sont exposés à rester sans protection efficace, en présence d'actes coupables et délictueux. Il est donc nécessaire de les repousser publiquement au nom de la sécurité publique.

Elles pourraient aussi troubler quelques uns des auxiliaires de la justice et de la police, vis-à-vis desquels elles constituent de véritables tentatives d'intimidations. Il est du devoir de l'administration d'affirmer nettement son droit et de prémunir ces agents contre toute hésitation et toute défaillance.

Tel est le but de cette circulaire.

Vous avez plus que le droit, vous avez le devoir impérieux, en votre double qualité d'officiers de police judiciaire et de fonctionnaires de la police administrative, de saisir ou de faire saisir pour être conduits devant les magistrats de l'ordre judiciaire tous délinquants surpris en flagrant délit ou tous individus troublant l'ordre ou la paix publique ».

Cette circulaire ne paraît avoir eu pour but que de confirmer le droit d'arrestation du commissaire et des agents, en matière de flagrant délit correctionnel. Elle ne se base que sur des raisons pratiques et d'ordre public.

La loi du 20 mai 1863 donne à ce droit d'arrestation, une base juridique :

Son article 1<sup>er</sup> déclare : « Tout inculpé arrêté en état de flagrant délit pour un fait puni de peines correctionnelles est immédiatement conduit devant le Procureur qui l'interroge, et, s'il y a lieu, le traduit sur-le-champ à l'audience du tribunal.

Voilà donc fondé le droit d'arrestation du commissaire et de ses agents en cas de délit correctionnel flagrant.

Mais le rôle du commissaire est-il limité à la seule arrestation ? L'in-

interprétation du code d'instruction criminelle est de nature à le faire penser.

Une telle restriction, nous l'avons montré, n'était pas admissible. Aussi la circulaire du Parquet de la Seine du 1<sup>er</sup> janvier 1817, confirmée par une circulaire du Ministre de l'intérieur du 21 juillet 1858, s'exprimait-elle ainsi : « Quoique la loi ne semble vous charger de dresser des procès-verbaux qu'en cas de crime et de flagrant délit, cependant l'usage introduit par la nécessité, veut que vous en dressiez aussi hors le cas de flagrant délit, et même quand il s'agit seulement d'un fait correctionnel... Un crime ou un délit vous sont-ils déférés, vous devez vous transporter sans retard sur les lieux, en décrire scrupuleusement l'état... faire comparaître devant vous le prévenu, l'interroger, le confronter s'il est utile aux plaignants, aux témoins, ou aux autres prévenus... faire sans délai perquisition... ».

On a essayé de justifier ces instructions et de donner une base juridique à l'intervention du commissaire de police en cas de flagrant délit correctionnel.

On a prétendu que l'article 8 du code d'instruction criminelle déterminant l'objet de la police judiciaire donnait au commissaire de police une compétence certaine en matière de délit, comme en matière de crime.

Cet argument n'a aucune valeur quand on considère les différentes dispositions du code qui bornent la compétence du commissaire au cas de flagrant crime.

Non seulement l'article 32 l'exprime très nettement, mais encore l'article 46 qui établit une exception au principe de l'article 32, le fait en des termes très précis qui traduisent la formelle intention des rédacteurs du code de poser des limites très nettes au pouvoir d'intervention du Procureur et de ses auxiliaires.

L'article 40 répète les conditions dans lesquelles ils sont admis à procéder : « le Procureur de la République au dit cas de flagrant délit et lorsque le fait sera de nature à entraîner peine afflictive ou infamante... ».

L'article 47 n'est pas moins précis : « Hors les cas énoncés dans les articles 32 et 46, le Procureur instruit, soit par une dénonciation, soit par une toute autre voie, qu'il a été commis dans son arrondissement un crime ou délit... sera tenu de requérir le juge d'instruction... etc. ».

Et même l'article 106 qui attribue aux citoyens et aux agents de la force publique le droit de saisir un prévenu surpris en flagrant délit, n'ajoute-t-il pas : « Si le crime ou délit emporte quelque peine afflictive ou infamante ».

Sans doute on s'explique mal les raisons qui ont inspiré les rédacteurs du code en limitant au crime flagrant ou au délit commis dans l'intérieur d'une maison les cas d'intervention du Procureur et de ses auxiliaires ; d'autant par exemple qu'ils ont permis aux gardes-champêtres ou forestiers (article 16) d'arrêter tout individu surpris en flagrant délit ou dénoncé par la clameur publique, si le fait qu'il a commis emporte la peine d'emprisonnement, d'autant encore qu'ils ont permis à ces mêmes gardes, de procéder à des visites domiciliaires en matière de délits et de contraventions de police qui auront porté atteinte aux propriétés rurales et forestières, à la condition qu'ils soient accompagnés du commissaire de police.

D'autres commentateurs, tout en reconnaissant que, d'après le code d'instruction criminelle, le commissaire de police, les autres officiers auxiliaires et le Procureur lui même, sont sans droit pour constater les délits flagrants, ont soutenu que la loi du 20 mai 1863 avait créé à leur profit à tous une compétence certaine. Par cela même que cette loi a consacré le droit d'arrestation en cas de délit flagrant et a donné le pouvoir au Procureur de la République de placer les inculpés sous mandat de dépôt, ils ont conclu qu'elle a étendu les attributions exceptionnelles du Procureur et de ses auxiliaires, au cas de délit flagrant.

Mais il est bien certain que la loi de 1863 n'a en rien innové en ce qui concerne les actes d'instruction qui peuvent être accomplis en matière de flagrants délits correctionnels et qu'elle laisse subsister dans toute leur force les dispositions du code à cet égard, ainsi que l'estime la grande majorité des auteurs : Faustin-Hélie, Mangin, Dalloz... etc.

Il est curieux de constater que la compétence en matière de flagrants délits correctionnels attribuée au commissaire de police par l'usage et les instructions de ses chefs, n'a pas été étendue aux officiers de gendarmerie cependant auxiliaires du Procureur, ainsi qu'il résulte des dispositions des règlements successifs sur le service de la gendarmerie : ordonnance de 1820, décret du 1<sup>er</sup> mars 1854 et décret du 20 mai 1903 dont l'article 127 déclare : « Les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, ne sont pas autorisés à faire, en cas de flagrant délit, des instructions préliminaires pour la recherche des infractions qui ne sont punissables que des peines correctionnelles. Ils ne doivent procéder, comme officiers de police judiciaire, que lorsqu'il s'agit d'une infraction contre laquelle une peine afflictive ou infamante est prononcée, c'est-à-dire d'un crime ».

Quoi qu'il en soit, dans la pratique, le commissaire de police exerce,



dans les cas de délits flagrants, les mêmes actes qu'en matière de crimes flagrants que nous avons étudiés, bien que, répétons-le, aucun texte législatif ne lui attribue compétence pour ce faire.

Mais qui serait fondé à s'en plaindre ?

Ce ne pourrait être croyons-nous la société, qui ne saurait se plaindre d'être trop bien protégée. Quant au délinquant qui s'est mis hors la loi, pourrait-il se plaindre, lui qui ne l'a pas respectée dans une intention coupable, qu'un officier de police n'ait pas respecté la forme, dans une intention louable, pour le plus grand bien de la Justice et de la société lésée ?

*Crimes et délits non flagrants.* — Après avoir étudié le rôle du commissaire de police en cas correctionnel de flagrant délit, nous en arrivons à examiner ses attributions en cas de crimes et de délits non flagrants.

Elles sont ce que nous avons dit au commencement de ce chapitre, aux termes du code d'instruction criminelle. Mais la question ici a beaucoup moins d'importance.

Ce qui rend souhaitable l'intervention du commissaire de police, sa compétence en matière d'instruction, c'est la nécessité de constater avant que les preuves de l'infraction aient pu disparaître, avant que le prévenu ait pu s'enfuir.

Si l'infraction n'est plus flagrante, les preuves ont pu être effacées, le prévenu a pu prendre la fuite et d'autre part les règles normales d'instruction ont pu être appliquées.

Aussi en pratique, et sauf cas d'urgence exceptionnelle, le commissaire de police n'instrumente-t-il pas en cas d'infraction non flagrante et se contente-t-il de saisir le Parquet suivant les règles établies par le code d'instruction criminelle.

### **3° Attributions spéciales et rôle particulier d'aide et d'assistance, à certains agents pour l'exécution de leurs fonctions**

Nous avons étudié la compétence générale du commissaire de police, telle qu'elle est établie et réglée par le code d'instruction criminelle, pour la recherche et la constatation, aux fins de poursuites, des crimes et délits prévus et punis tant par le code pénal que par des lois spéciales.

Mais le commissaire de police, en tant qu'officier de police judiciaire,

tient encore de la loi d'autres fonctions que celles de rechercher les crimes, les délits et même les contraventions.

Si, pour des raisons de nécessité de compétence technique, la loi a créé des agents spéciaux pour la recherche et la constatation de certains délits, du moins a-t-elle exigé, dans quelques cas, et dans d'autres autorisé, l'assistance et la présence du commissaire de police à leurs opérations, notamment lorsqu'elles doivent avoir lieu dans des domiciles privés.

La loi a voulu faire ici du commissaire de police, le protecteur des citoyens et l'a chargé de veiller à ce que la liberté et l'inviolabilité du domicile de ces derniers soient respectées et ne subissent d'atteintes que dans les cas et selon les formes par elle déterminés.

Mais la loi n'a pas seulement chargé le commissaire de police d'assister aux recherches et aux constatations des agents spéciaux chargés de la répression de certains délits et de leur prêter son concours, elle lui a aussi confié la mission d'aider et de protéger les officiers ministériels agissant dans certains cas pour l'exécution de décisions judiciaires, d'assister à leurs opérations et de veiller à ce qu'elles soient exécutées en conformité des lois. Les officiers ministériels, en vue de s'assurer le concours du prestige et de l'autorité du commissaire de police, ont pris l'habitude de requérir son assistance, même dans les cas où la loi n'en fait pas une obligation et les autorités judiciaires ont maintenant coutume d'insérer dans leurs décisions une clause permettant aux officiers ministériels de s'assurer, pour l'exécution de ces décisions, le concours du commissaire de police.

#### **a) Assistance obligatoire du commissaire de police**

*Visites domiciliaires des gardes.* — L'article 16 du code d'instruction criminelle détermine la compétence des gardes-champêtres et forestiers et ne leur permet d'exécuter certains actes de leurs fonctions qu'en présence d'un des magistrats qu'il énumère et au nombre desquels figure le commissaire de police.

Le paragraphe 3 de cet article 16 stipule :

« Ils suivront les choses enlevées, dans les lieux où elles auront été transportées et les mettront en séquestre. Ils ne pourront néanmoins s'introduire dans les maisons, ateliers, bâtiments, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence, soit du juge de paix, soit de son suppléant, soit du commissaire de police, soit du maire du lieu, soit de son adjoint et le procès-verbal qui devra en être dressé, sera signé par celui en présence duquel il aura été fait ».

Si un garde, non accompagné de l'un des magistrats ci-dessus désignés, s'introduisait dans le domicile d'un citoyen contre son gré, il pourrait être poursuivi pour violation de domicile, conformément à l'article 184 du code pénal.

*Officiers de police militaire* : Aux termes de l'article 91 du code de justice militaire, les officiers de police militaire ne peuvent s'introduire dans un domicile particulier qu'avec l'assistance du commissaire de police, tenu par conséquent de déférer à leurs réquisitions.

*Huissiers et autres officiers ministériels*. — C'est l'huissier qui, de tous les officiers ministériels, fait le plus fréquemment appel à l'assistance du commissaire de police.

L'article 781 du code de procédure civile lui fait obligation d'être accompagné du juge de paix, ou du commissaire de police délégué par ce dernier, pour pénétrer dans un domicile privé où il doit procéder à une arrestation.

L'article 587 du même code lui fait pareille obligation, dans le cas où, se présentant pour opérer une saisie, il se trouve en présence de portes fermées ou d'un refus de les lui ouvrir :

« Si les portes sont fermées ou si l'ouverture en est refusée, l'huissier pourra établir gardien aux portes pour empêcher le divertissement ; il se retirera sur-le-champ, sans assignation, devant le juge de paix, ou, à son défaut, devant le commissaire de police et, dans les communes où il n'y en a pas, devant le maire, et à son défaut, devant l'adjoint, en présence desquels l'ouverture des portes, même celle des meubles fermants, sera faite au fur et à mesure de la saisie. L'officier qui se transportera ne dressera point de procès-verbal, mais il signera celui de l'huissier, lequel ne pourra dresser du tout qu'un seul et même procès-verbal » ; d'autre part l'article 591 prévoit que si le saisi est absent, le commissaire appelé pour l'ouverture des portes, pourra être requis d'apposer les scellés sur les papiers qui seraient trouvés.

Mais en dehors de ces cas où la présence du commissaire est exigée par la loi, elle peut, nous le savons, être rendue obligatoire par la décision de justice dont l'huissier assure l'exécution.

C'est ainsi qu'en matière d'expulsion, le juge ne manque jamais dans la pratique, d'en faire mention dans sa décision.

Quelles sont les obligations du commissaire requis d'assister à l'une des opérations que nous venons d'indiquer ?

En matière de saisie, le titre du requérant étant régulier, le commissaire de police doit accompagner celui-ci sur les lieux, conformément à la loi, assister à l'ouverture des portes selon l'article 587, et demeurer



présent jusqu'à la fin de l'opération, pour en signer le procès-verbal dressé par l'huissier.

Au cours de l'opération, si le saisi est absent, le commissaire doit le représenter et protéger ses intérêts (1) ; c'est d'ailleurs au commissaire que l'huissier remet la copie de son procès-verbal destiné au saisi.

Si celui-ci assiste à l'opération, le commissaire n'a pas à se faire juge de ses protestations que seul l'huissier peut apprécier et il n'aurait à refuser son concours que si, manifestement, il se produisait une erreur sur la personne du saisi.

En matière d'expulsion, les devoirs du commissaire de police sont les mêmes. Cependant il lui appartient d'intervenir auprès de l'huissier, dans certains cas, pour obtenir de lui des mesures de modération compatibles avec la décision de justice.

*Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent.* — L'article 101 de la loi du 19 brumaire an VI exige la présence du commissaire de police aux visites des contrôleurs. Il est ainsi conçu :

« Lorsque les employés d'un bureau de garantie auront connaissance d'une fabrication illicite de poinçons, le receveur et le contrôleur, accompagnés d'un officier municipal, se transporteront dans l'endroit ou chez le particulier qui leur aura été indiqué et y saisiront les faux poinçons, les ouvrages et lingots qui en seraient marqués, ou enfin les ouvrages achevés et dépourvus de marque qui s'y trouveraient ».

L'article 102 ajoute : « Il sera dressé à l'instant procès-verbal de la saisie et de ses causes ».

Et l'article 103 : « Les poinçons, ouvrages ou objets saisis seront mis sous les cachets, de l'officier municipal, des employés du bureau de garantie présents et de celui chez lequel la saisie aura été faite ».

Ces attributions, confiées à l'officier municipal, sont en vertu des articles 9 et 12 de la loi du 28 pluviôse an VIII, exercées par le commissaire de police.

Il est intéressant de rapporter ici, ce que dit M. Fontaine dans son « Code des bijoutiers » au sujet du rôle du commissaire en la circonstance :

« Il est indispensable que l'officier municipal ou le commissaire de police, dont l'assistance est requise par la loi, soit présent depuis le commencement jusqu'à la fin de la visite, qu'il surveille toutes les opérations et ne se retire qu'après la rédaction du procès-verbal. La raison en est, que l'obligation imposée aux employés de se faire assister, dans leurs visites, par un officier municipal, est une mesure d'ordre et de

---

(1) MANGIN.

police, prise principalement dans l'intérêt des assujettis, et qui a pour objet la sûreté et la conservation des ouvrages précieux sujets à la recherche des employés de l'administration (Cassation 12 juillet 1834)...

« La présence de ce fonctionnaire public, loin d'être requise uniquement pour protéger les employés en cas de refus ou de violence, l'est aussi pour rappeler les employés, si besoin est, aux dispositions de la loi, pour certifier l'exactitude des faits et des dires du redevable, pour rétablir les faits ou dires omis, pour donner une certitude légale aux énonciations contenues dans le procès-verbal, lors de la rédaction duquel le saisi est privé de toute assistance extérieure, enfin pour assurer au domicile du citoyen le respect qui lui est dû ».

Voilà qui confirme ce que nous disions au début de ce chapitre, lorsque nous prétendions que les fonctions spéciales du commissaire de police que nous étudions, font de lui le protecteur des citoyens. C'est d'ailleurs l'avis émis par le Préfet de police dans une circulaire du 3 prairial an VIII.

La compétence attribuée au commissaire de police par la loi du 19 brumaire an VI, lui a été confirmée par la loi du 28 avril 1816, articles 231, 236, 237 que rappelle une circulaire du Préfet de police du 22 avril 1837. Elle a été étendue par l'article 36 de la loi du 8 avril 1910 aux visites chez les personnes fabriquant ou vendant des objets en métaux divers, doublés, plaqués, dorés et argentés.

Cependant l'article 26 de la loi du 25 février 1901 a dispensé les employés du service de la garantie de se faire assister du commissaire de police dans leurs visites chez les marchands ou fabricants et l'article 20 de la loi du 30 mars 1902 leur a accordé la même dispense, pour leurs visites chez les fondeurs ou apprêteurs de matières d'argent.

*Contributions indirectes et octrois.* — La loi du 28 avril 1816 prévoit dans son article 237 :

« En cas de soupçon de fraude à l'égard des particuliers non sujets à l'exercice, les employés pourront faire des visites à l'intérieur de leurs habitations, en se faisant assister du juge de paix, du maire, de son adjoint ou du commissaire de police, lesquels seront tenus de déférer à la réquisition qui leur en sera faite et qui sera transcrite en tête du procès-verbal. Ces visites ne pourront avoir lieu que d'après l'ordre d'un employé supérieur, du grade de contrôleur au moins.... »

Cependant, deux lois postérieures ont précisé les conditions de compétence du commissaire, selon d'ailleurs les principes généraux établis par le code en même temps qu'elles ont réglementé les conditions dans

lesquelles doivent être effectuées les visites domiciliaires en matière de contributions indirectes.

Ces lois, du 22 avril 1905, art. 19 et 6 août 1905, article 15, ont complété ainsi qu'il suit l'article 237 de la loi du 28 avril 1816 :

«... L'ordre de visite prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> est obligatoire pour tous les employés ; il devra, à peine de nullité, indiquer sommairement les motifs sur lesquels la Régie base son soupçon de fraude ; une dénonciation anonyme ne saurait servir de base à un soupçon de fraude. L'ordre de visite devra être, avant toute visite, visé par l'officier de police judiciaire qui accompagnera les agents ; il devra en outre, avant toute perquisition, être lu à l'intéressé, ou à son représentant, qui sera invité à le viser. En cas de refus par l'intéressé ou son représentant de viser l'ordre de visite, il sera passé outre, mais mention du refus sera faite au procès-verbal. Sur la demande de l'intéressé ou de son représentant, copie de l'ordre de visite lui sera remise dans les trois jours. Les commissaires spéciaux de police ne pourront, en aucun cas, assister les employés dans les visites prévues au présent article. Les commissaires de police ordinaires ne pourront exercer leurs fonctions que dans leur canton ou dans les cantons de leur arrondissement où il n'existe pas d'autres commissaires de police ».

Enfin, l'article 16 de la loi du 6 août 1905 décide, § 2 : « L'officier de police judiciaire consignera les protestations qui viendraient à se produire, dans un acte motivé, dont copie sera remise à l'intéressé ».

Ajoutons que le défaut d'ordre de visite ou l'absence du magistrat dont la présence est exigée par l'article 237 de la loi de 1816, entraîneraient, pour les employés qui auraient pratiqué la visite contre le gré de l'occupant des lieux, application de l'article 184 du code pénal.

Cependant, aux termes de l'article 237, in fine, dans le cas où les marchandises en fraude seraient, au moment d'être saisies, transportées dans une habitation pour les soustraire aux employés, ceux-ci pourraient les suivre, sans être tenus de faire appel au préalable au commissaire de police.

*Contrefaçons littéraires ou artistiques.* — Il ne s'agit plus dans ce cas, pour le commissaire de police, d'assister un des fonctionnaires chargés de la recherche de certains délits. Il s'agit d'une attribution toute spéciale, qu'il exerce à titre exceptionnel et qui est habituellement dévolue à un officier ministériel.

L'article 3 du décret des 19-24 juillet 1893, complété par la loi du 11 mars 1902, charge les « officiers de paix » de confisquer sur la réquisition et au profit des auteurs, compositeurs, peintres, dessinateurs, architectes, statuaires et autres, leurs héritiers ou cessionnaires, tous



les exemplaires des éditions, imprimées, gravées ou reproduites, sans la permission formelle et par écrit des auteurs...

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 prairial an III a décidé que les fonctions attribuées par le texte ci-dessus aux officiers de paix, seraient à l'avenir exercées par les commissaires de police et, par les juges de paix dans les lieux où il n'y a pas de commissaire de police. Et la Cour de cassation a en conséquence reconnu, le 4 décembre 1875, qu'aucun officier public ne pouvait opérer des saisies de cette nature.

Le commissaire de police, ainsi qualifié, doit donc déférer à toute réquisition valable et, avant d'agir, examiner si le cas comporte toutes les conditions exigées par la loi :

La loi des 19-24 juillet 1793 s'applique aux écrits en tous genres, quelle que soit leur valeur, constituant des productions intellectuelles et personnelles de leurs auteurs, soit par leur conception, soit par leur forme, aux œuvres dramatiques et musicales susceptibles d'être représentées ou exécutées, aux œuvres artistiques, dessins, gravures, peintures, sculptures, architectures. La jurisprudence y a ajouté les photographies et les reproductions cinématographiques.

La loi protège en premier lieu, les auteurs pendant toute leur vie, puis leurs ayants-droit pendant une période qui, fixée à dix ans par la loi de 1793, a été portée à cinquante ans par la loi du 14 juillet 1866 qui a, en même temps, énuméré les ayants-droit : héritiers, successeurs irréguliers, donataires ou légataires et établi le droit pour le conjoint survivant non séparé de corps au décès, ni remarié depuis, à la jouissance des droits dont l'auteur prédécédé n'a pas disposé par acte entre-vifs ou par testament, quel que soit le régime matrimonial des époux et indépendamment des droits qui peuvent résulter, en faveur du survivant, du régime de la communauté. Ce droit s'éteint en cas de remariage ou à expiration du délai de cinquante ans.

Il faut ajouter à la liste des ayants-droit, le cessionnaire, mais seulement dans le cas où il aurait acquis, non seulement l'œuvre originale mais aussi le droit de reproduction, la loi du 9 avril 1910 ayant décidé que « l'aliénation d'une œuvre d'art, n'entraîne pas, à moins de convention contraire, l'aliénation du droit de reproduction. »

Le commissaire de police, requis de saisir, examine donc, d'abord si l'ouvrage rentre dans la catégorie de ceux qui sont protégés par la loi, puis si le requérant a qualité d'ayant-droit et si le délai de protection n'est pas écoulé ; enfin il se fait remettre une réquisition écrite sur timbre et procède à la saisie.

La saisie peut être effective, c'est-à-dire que le commissaire peut emporter tous les exemplaires prétendus contrefaits ; elle peut être faite

aussi par description. Les exemplaires saisis effectivement sont placés sous scellés et transmis au Parquet avec un procès-verbal de l'opération ; les exemplaires saisis par description sont laissés entre les mains du détenteur qui en est constitué gardien.

Suivant la circulaire du Préfet de police du 20 avril 1906, la loi n'impose au commissaire de police que la saisie à la réquisition des parties lésées, mais laisse à celles-ci le soin de poursuivre, par voie de citation directe, les contrefacteurs ou débitants d'objets contrefaits ; c'est dans ces conditions que le commissaire doit délivrer à la partie requérante qui le lui demande une copie sur timbre de son procès-verbal de saisie.

#### **b) Assistance facultative du commissaire de police**

*Visite des pharmacies.* — La déclaration portant règlement sur les professions de la pharmacie et de l'épicerie à Paris, du 25 avril 1777 disait dans son article 7 :

« Pourront les prévôts de la pharmacie, se transporter dans les lieux où ils auront avis qu'il se fabrique ou débite, sans permission ou autorisation, des drogues ou compositions chimiques, galéniques, pharmaceutiques ou médicinales, en se faisant toutefois assister d'un commissaire qui dressera procès-verbal de la dite visite, pour, en cas de contravention, y être pourvu ainsi qu'il appartiendra ».

La loi du 21 germinal an XI, reprenant l'obligation de la présence du commissaire de police aux visites chez les pharmaciens, prescrivait dans son article 29 : « A Paris et dans les villes où seront placées les nouvelles écoles de pharmacie, deux docteurs et professeurs des écoles de médecine, accompagnés des membres des écoles de pharmacie et assistés d'un commissaire de police, visiteront au moins une fois l'an, les officines et magasins des pharmaciens et droguistes... Les drogues mal préparées ou détériorées seront saisies à l'instant par le commissaire de police. »

D'autre part, l'art. 42 de l'arrêté du 25 thermidor an XI ordonnait « il sera fait, au moins une fois par an, conformément à la loi, des visites chez les pharmaciens, les droguistes et les épiciers. A cet effet le directeur de l'Ecole de pharmacie s'entendra avec celui de l'Ecole de médecine, pour demander aux préfets des départements, et à Paris au Préfet de police, d'indiquer le jour où les visites pourront être faites, et de désigner le commissaire qui devra y assister. »

Et l'art. 46 : « Il sera fait annuellement des visites chez les herboristes par le directeur et le professeur de botanique et l'un des profes-

seurs de l'Ecole de médecine, dans les formes voulues par l'art. 29 de la loi. »

Le décret du 23 mars 1859 attribua au Conseil d'hygiène et de salubrité ces visites chez les pharmaciens et droguistes, sauf à Paris, Strasbourg et Montpellier où elles continuèrent à être faites conformément à l'art. 29 de la loi de l'an XI.

La présence du commissaire de police en vertu de ces différents textes était donc nécessaire aux visites qu'ils prescrivaient et, faute de sa présence, ces visites étaient illégales et les procès-verbaux frappés de nullité; mais la loi du 25 juin 1908 a modifié ces textes et laissé à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les formes des visites. Le décret du 5 août 1908 pris en exécution de cette loi a rendu facultative la présence du commissaire de police à ces inspections. Son art. 4 stipule : « Les inspecteurs peuvent se faire assister dans leurs visites par les commissaires de police ou à leur défaut par les maires ou adjoints. Ils peuvent en outre requérir ces mêmes officiers de police judiciaire d'effectuer certains prélèvements dans les officines de pharmaciens et dans les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires.

*Opérations des officiers ministériels.* — Nous avons vu que la présence du commissaire de police aux opérations des officiers ministériels pouvait être obligatoire, du fait de la loi ou de la décision du juge.

Même dans les cas où la loi ne l'a pas exigée et où la décision judiciaire ne l'a pas prescrite, les officiers ministériels peuvent s'adresser au commissaire de police pour lui demander son assistance. Sa présence est souvent de nature à aplanir bien des difficultés, à éviter des conflits, des discussions ou des violences.

Les huissiers ne font pas seuls appel au commissaire dans ces conditions : le juge de paix lui demande son intervention pour les appositions de scellés, soit après décès, soit au cours d'un procès — le notaire pour certains inventaires contradictoires — le commissaire-priseur pour les ventes — les experts pour certaines opérations... etc.

#### ***4<sup>e</sup> Attributions exercées par le commissaire de police par délégations d'autorités supérieures***

Les fonctions du commissaire de police que nous avons étudiées jusqu'ici lui sont attribuées par la loi, que ce soit par le code d'instruction criminelle ou par des textes spéciaux.

Nous allons maintenant examiner les fonctions que le commissaire



de police est arrivé à exercer, normalement, un peu à la fois et sans qu'aucun texte les lui attribue. C'est la nécessité qui ici a créé la fonction et l'usage qui l'a pour ainsi dire régularisée.

La progression constante des affaires a rendu insuffisante l'organisation fixée par le code d'instruction criminelle. Le rôle attribué à chacun des officiers a pris, pour quelques-uns d'entre eux, des proportions que ce code n'avait pu prévoir ; la nécessité d'assurer malgré tout la marche de la machine judiciaire, a amené l'obligation de recourir à l'aide d'auxiliaires et créé la pratique des délégations. C'est ainsi que le commissaire de police est devenu peu à peu, un délégué du Procureur, pour l'étude et l'examen des affaires hors le cas de flagrant délit et que s'est créée la pratique de la procédure dite « officieuse », qui constitue aujourd'hui la principale peut-être, des occupations du commissaire de police, par le nombre des affaires de cette nature qui lui sont confiées. C'est ainsi également que s'est créée la pratique des commissions rogatoires décernées aux commissaires de police par les juges d'instruction.

Ajoutons-y les délégations spéciales du préfet conformément à l'art. 10 du code d'instruction criminelle.

Telles sont les attributions exercées par le commissaire de police par délégation d'autorités supérieures,

Nous allons les étudier successivement :

- 1° Délégations du Procureur de la République ;
- 2° Commissions rogatoires ;
- 3° Délégations du Préfet.

1° DÉLÉGATIONS DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE. — Nous savons qu'il appartient au Procureur de la République saisi d'une affaire hors le cas de flagrant délit, de commettre un juge d'instruction ; mais il est évidemment nécessaire qu'au préalable il se renseigne et n'adresse de réquisition au juge d'instruction qu'à bon escient. Le Procureur de la République doit d'abord s'assurer que le fait qui lui est soumis constitue bien, aux termes de la loi, un crime ou un délit et que les éléments constitutifs de l'infraction sont bien réunis. En effet, la pratique des Parquets démontre que quotidiennement, le Procureur de la République est saisi de faits qui sont justiciables des juridictions civile ou commerciale, mais ne constituent aucunement des infractions à la loi pénale pouvant relever de la juridiction répressive. D'autre part le Procureur de la République doit s'assurer que l'intérêt de la société a été lésé ; on sait qu'en effet, le Parquet n'est tenu de poursuivre directement que si l'intérêt général l'exige, aussi laisse-t-il habituellement aux plaignants le soin de se pourvoir directement dans certains

cas, tels que la diffamation par exemple. Enfin et en troisième lieu le Procureur de la République doit examiner si la preuve a été faite par la partie plaignante. En possession de ces trois éléments d'appréciation, le Procureur peut utilement décider s'il y a lieu de requérir l'ouverture d'une instruction ou s'il convient de laisser au plaignant le soin de poursuivre par voie de citation directe.

Mais pour obtenir ces éléments d'appréciation, une enquête est évidemment nécessaire.

L'usage s'est créé notamment à Paris, de la confier au commissaire de police plus particulièrement. Celui-ci convoque les parties et les témoins mais sans pouvoir les obliger à déférer à sa convocation. Il les entend, les confronte, examine leurs moyens de preuve et les interpelle à leur sujet, reçoit les pièces qui lui sont produites, procède même à des perquisitions, si toutefois le défendeur y consent et transmet au Procureur de la République une enquête qui permet à celui-ci de prendre une décision.

Ce n'est pas là le seul avantage de cette procédure officieuse. Celle-ci en provoquant une entrevue entre les parties, jusque là peut-être refusée par l'une d'elles, en permettant entre elles une explication forcément précise, maintenue sur le terrain des faits sans qu'elle puisse, en raison de la présence du commissaire de police tourner en scène d'injures ou de violences, aboutit souvent à une entente, à un arrangement, bref à un désistement de la partie plaignante.

La forme de cette procédure est réglée par le Parquet qui donne la délégation et qui peut prescrire telle ou telle forme d'information, la limiter à tel ou tel acte.

Sa pratique a été consacrée par la Cour suprême par de nombreux arrêts : 4 août 1855, 20 juin 1855, 9 mars 1857, etc... et souvent recommandée par la Chancellerie.

A Paris elle a pris des proportions telles, qu'il a été créé quatre commissaires de police spécialement chargés des « Délégations judiciaires ».

Ajoutons que le défendeur n'a pas à exiger la présence d'un avocat, aux interrogatoires ou confrontations auxquelles il pourrait se refuser d'ailleurs, qu'il aurait à subir devant le commissaire de police ainsi qu'il l'a été reconnu le 18 décembre 1900 par le conseil de discipline de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris.

Ce n'est pas là un des moindres arguments apportés contre la pratique de la procédure officieuse par certains criminalistes.

M. Clemenceau dans une proposition de loi sur les « garanties de la liberté individuelle », déposée au Sénat le 26 décembre 1904, préten-

daît que cette pratique avait « faussé l'esprit et émoussé l'efficacité » de la loi du 8 décembre 1897. Après l'enquête du commissaire de police le juge dit-il « entre en scène. Il est armé. Il peut maintenant convoquer l'avocat. Il n'a plus à redouter son intervention. L'enquête officieuse l'a d'avance paralysée ».

De même M. Laya, avocat à la Cour d'appel de Paris, assure : « l'inculpé paraît seul, sans son conseil, rien ne lui est communiqué, ni de la plainte, ni des dépositions de témoins ; il va dans l'inconnu, comme par le passé et se trouve exposé aux sollicitations, aux menaces peut-être de l'officier de police judiciaire, désireux de lui extorquer un aveu ». Assurément, pour parler ainsi, M. Laya n'a jamais lu d'enquêtes officieuses, jamais il n'en a entendu un récit de bonne foi ! On se demande dans quel but le commissaire de police procéderait ainsi qu'il le dit et pour quel intérêt il « menacerait » un inculpé dans son désir de lui « extorquer un aveu » ? Pourquoi un commissaire de police aurait-il un autre intérêt que celui de la justice ? Et au demeurant si par des moyens corrects il provoquait un aveu sincère pour le plus grand intérêt de la justice et du détenteur du bon droit, on ne voit pas bien où serait le mal !..

Au surplus, l'inculpé est toujours libre de refuser de s'expliquer devant le commissaire de police et de réclamer l'ouverture d'une instruction.

Voilà qui suffît, croyons-nous, à lui garantir tous ses droits ! Bien mieux, ainsi que le dit M. Le Poittevin : « Si l'on supprime les enquêtes officieuses... sous prétexte de protéger les citoyens et de respecter les garanties que leur assure la loi, on les traîne inutilement dans les cabinets d'instruction ou sur les bancs de la police correctionnelle ».

Aussi, comme nous l'avons dit, la Chancellerie a-t-elle recommandé l'usage de la procédure officieuse dans différentes circulaires (1). L'une d'elle en date du 16 août 1842 s'exprime ainsi : « C'est en prenant à l'avance des renseignements précis auprès des officiers de police judiciaire sur les personnes qui peuvent avoir eu connaissance directe ou indirecte des faits incriminés, ainsi que des circonstances qui les ont accompagnés, qu'on parviendra presque toujours à n'appeler que des témoins véritablement utiles ».

D'autre part, un rapport du Garde des sceaux au Président de la République constate, que le nombre des affaires ayant motivé l'ouverture d'une instruction a diminué en même temps qu'a augmenté le nombre des affaires classées et ajoute : « Ces résultats sont très favo-

---

(1) Le Poittevin. — Dictionnaire formulaire des Parquets et de la police judiciaire.



rables : l'un, en ce qu'il montre le soin que met le ministère public à n'envoyer à l'instruction que les affaires réellement graves ou obscures l'autre en ce qu'il atteste une grande circonspection dans l'exercice de l'action publique. Ils confirment tous deux les excellents effets des enquêtes officieuses demandées aux juges de paix, à la gendarmerie ou aux commissaires de police ».

2° DES COMMISSIONS ROGATOIRES. — La commission rogatoire est la délégation, faite par un tribunal ou un magistrat, de ses pouvoirs d'instruction, à un tribunal ou à un magistrat, mieux placé que le commettant pour les exercer utilement.

Ce sont plus particulièrement les juges d'instruction qui ont à recourir à l'emploi des commissions rogatoires. La compétence du juge étant limitée au point de vue territorial, il était nécessaire d'instituer un moyen de faire procéder aux actes d'instruction nécessaires, hors des limites de l'arrondissement.

De là, en ce qui concerne les témoignages, les art. 83 et 84 du code qui n'ont fait d'ailleurs que reprendre les dispositions de la législation de brumaire an IV et de l'ancien droit.

L'art 83 prévoit le cas où un témoin cité ne pourra comparaître pour raison de santé et il prescrit au juge d'instruction, au vu d'un certificat médical, de se transporter au domicile du témoin si celui-ci habite « dans le canton de la justice de paix du domicile du juge d'instruction. Et dans le cas où le témoin habiterait hors ce canton, il autorise le juge à commettre, pour l'entendre, le juge de paix de l'habitation du témoin.

L'art. 84 dit : « si les témoins résident hors de l'arrondissement du juge d'instruction, celui-ci requerra le juge d'instruction de l'arrondissement dans lequel les témoins sont résidant de se transporter auprès d'eux pour recevoir leurs dépositions. Dans le cas où les témoins n'habiteraient pas le canton du juge d'instruction ainsi requis, il pourra commettre le juge de paix de leur habitation, à l'effet de recevoir leurs dépositions.. ».

D'autre part l'article 514 prévoit la délégation de pouvoirs, pour l'audition d'un agent du gouvernement résidant à l'étranger et les art. 510 et 514 pour l'audition du Chef de l'Etat, des ministres et des hauts fonctionnaires désignés en ces articles, enfin, la loi du 18 prairial an II pour le témoignage d'un militaire aux armées.

Voilà en ce qui concerne les témoignages. Pour les perquisitions hors de son arrondissement le juge d'instruction peut également commettre son collègue, en vertu de l'art. 90 : « Si les papiers ou les effets dont il y aura lieu de faire la perquisition sont hors de l'arrondisse-

ment du juge d'instruction, il requerra le juge d'instruction du lieu où on peut les trouver, de procéder aux opérations ».

Quant à l'interrogatoire, il est reconnu par la pratique, que le juge d'instruction peut y faire procéder par commission rogatoire, bien que la doctrine soit opposée à cette façon de faire.

Mais ces articles, sauf les art. 510 et suiv. qui concernent l'audition, ne permettent au juge d'instruction de déléguer ses pouvoirs que lorsqu'il y a lieu de procéder hors du canton dans lequel il habite.

Cependant le nombre des affaires soumises à l'instruction ayant augmenté dans des proportions considérables, la nécessité s'est fait sentir pour le juge d'instruction de se faire aider et de confier telle ou telle partie de son instruction à des délégués, même pour des actes à exécuter dans son propre arrondissement.

Cette pratique a été admise, tant par la Chancellerie (Cir. du 16 août 1842, 21 mars 1898, etc...) que par la Cour de cassation (A. du 6 mars 1841, 15 janvier 1869, 8 juin 1872, etc...).

Mais la délégation ne pouvait être d'abord attribuée qu'à un juge d'instruction ou au juge de paix. En raison des occupations multiples et d'ordre assez différent de ces magistrats, cette pratique offrait des inconvénients, l'usage de déléguer les commissaires de police s'introduisit et la Cour suprême l'admit, estimant que l'art. 84 n'est ni limitatif ni restrictif (Cass. 14 juin 1866, 21 nov. 1879, 12 nov. 1896, 8 juin 1872, 13 juin 1872, etc...).

L'usage des commissions rogatoires s'est étendu dans de très larges proportions ; à Paris les commissaires aux Délégations judiciaires en sont plus spécialement chargés, mais non pas exclusivement et les commissaires de police des quartiers ont aussi à assurer l'exécution d'un assez grand nombre de ces délégations.

*Autorités qui peuvent commettre :* Le juge d'instruction n'est pas le seul magistrat qui puisse commettre rogatoirement. Le peuvent faire également, de façon générale, tous les magistrats qui peuvent procéder à une instruction, c'est-à-dire, outre le juge d'instruction, le Premier Président de la Cour de cassation et les présidents des Cours d'appel (art. 283 et 488), les présidents de chambre de la Cour de cassation (art. 494 à 497), le président de la Cour d'assises, le conseiller chargé par la chambre d'accusation de procéder à un complément d'information ou de faire l'instruction (art. 236 et 237), — le juge du tribunal correctionnel, le conseiller de la Cour d'appel, chargés de procéder à un complément d'information — les rapporteurs près les conseils de guerre (art. 102).

*Forme des commissions rogatoires :* Elles doivent être établies par

écrit, porter les noms, qualité et résidence de l'autorité qui les décerne, indiquer le nom de l'inculpé et l'inculpation, mentionner la qualité de l'autorité déléguée, préciser la mission qui lui est confiée.

Il est à remarquer que si un juge d'instruction peut commettre un officier de police judiciaire, un commissaire de police de son arrondissement, il ne peut commettre que le juge d'instruction d'un autre arrondissement et celui-ci subdélèguera à son tour tel officier de police judiciaire qu'il croira devoir choisir.

*Exécution* : Le commissaire de police commis, doit exécuter la commission rogatoire, suivant les indications précises qu'elle contient et se conformer aux prescriptions de la loi du 8 décembre 1897 et du code d'instruction criminelle.

C'est ainsi qu'il fait par exemple, en ce qui concerne les témoignages, prêter serment aux témoins, tout comme le ferait le juge d'instruction (art. 75). Cependant l'omission du serment n'est pas une cause de nullité, pas plus que la prestation de serment par un enfant au-dessous de l'âge de 15 ans (art. 79).

Il entend les témoins séparément (art. 73), leur demande leur nom, prénoms, âge, état, profession, demeure, s'ils sont domestiques, parents ou alliés des parties et à quel degré (art. 75).

Il se transporte au domicile du témoin qui ne pourrait se déranger en raison de son état de santé constaté par un médecin.

Mais le commissaire de police ne peut ni taxer un témoin qui demande une indemnité selon l'art. 82, ni, comme le juge d'instruction peut le faire, en vertu de l'art. 80, prononcer une amende et ordonner la contrainte par corps contre le témoin défaillant.

En matière d'interrogatoire, il doit constater l'identité du prévenu, lui donner connaissance des faits qui lui sont reprochés et lui faire connaître qu'il est libre de ne faire aucune déclaration sur le fond, hors la présence de son avocat et faire mention de cet avis à son procès-verbal.

Si l'inculpé réclame la présence de son conseil, le commissaire de police se borne à transcrire au procès-verbal cette réclamation, puis retourne la commission rogatoire au juge commettant, l'assistance des avocats n'étant pas admise en pratique devant les commissaires de police. S'il consent à s'expliquer, le commissaire enregistre ses déclarations.

En matière de perquisition, le commissaire de police peut être commis, tant pour opérer au domicile de l'inculpé qu'à celui des tiers, et même avec l'assistance d'un expert. La saisie de lettres à la poste lui est aussi fréquemment demandée ; dans ce cas il est d'usage de la part



du commissaire de remettre une réquisition au receveur du bureau des postes.

Enfin, le commissaire de police doit observer les règles que nous avons déjà examinées, pour procéder aux perquisitions pour lesquelles il est commis.

Telles sont les règles générales en matière de commissions rogatoires.

Nous venons d'examiner leur emploi par des juges d'instruction, mais nous avons vu plus haut qu'il n'est pas la seule autorité judiciaire admise à déléguer ses pouvoirs et nous avons énuméré les autorités autorisées à user des délégations. Quel que soit le commettant, les règles sont les mêmes et doivent être appliquées comme nous l'avons indiqué.

Nous ajouterons seulement que les commissions rogatoires émanant de l'étranger sont exécutoires, mais seulement après examen du Ministre de la justice (Circulaire 5 avril 1841). Si donc le commissaire de police recevait directement une commission rogatoire d'un magistrat étranger, il devrait la transmettre sans exécution au Procureur de la République afin qu'elle soit soumise au Garde des sceaux.

Nous avons dit à propos des critiques émises contre le pouvoir de perquisition des commissaires de police, les attaques qui se sont produites contre les commissions rogatoires et les projets de réforme actuellement soumis au Parlement, nous avons dit aussi les résultats que produirait le vote de ces projets. Nous n'y reviendrons pas.

3° DÉLÉGATIONS DU PRÉFET. — Enfin le commissaire de police peut encore agir en tant qu'officier de police judiciaire par délégation du préfet, en vertu de l'art. 10 du code d'instruction criminelle ainsi conçu :

« Les préfets des départements, et le Préfet de police à Paris, pourront faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir... »

Examinons donc cet article, « fameux par les attaques dont il est l'objet depuis de longues années », ainsi que le disait M. Raoul Péret dans son rapport du 9 juillet 1909 et qui ne tardera certainement pas à disparaître de notre code.

Cette disposition fut, dit M. Faustin-Hélie « une pensée de Napoléon. Soit qu'il craignit l'indépendance d'une magistrature, mutilée cependant, et presque détruite par l'Assemblée constituante en expiation de la puissance des parlements, soit qu'il pensât plutôt que les corps

judiciaires, faibles et disséminés à cette époque, n'avaient pas une énergie suffisante pour maintenir l'empire de la loi, il voulut sans s'inquiéter de la règle qui divise les pouvoirs, que la police administrative concourût activement à des actes qui n'appartiennent qu'à la Justice ».

M. le Professeur Garçon dans un article de la *Revue pénitentiaire* de 1901 relate comme suit comment fut édicté l'art. 108.

« Dès les premières délibérations sur le code d'instruction criminelle, en l'an XIII, Napoléon proposait de mettre les magistrats de sûreté entre les mains du préfet. Il y eut alors quelques protestations : Subordonner le ministère public au préfet paraissait tout de même une violation trop manifeste des principes. Mais, dès la séance du lendemain, Cambacérès se déclarait prêt à l'obéissance : S. M. ayant ordonné de présenter un projet sur ce point, on devait exécuter ses ordres. En effet, lorsque plus tard, on reprit l'examen du code, on y inséra un article qui rangeait le préfet parmi les officiers de police judiciaire pour les crimes qui intéresseraient la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat. Lorsque cet article vint en discussion, Berlier fit observer qu'on avait organisé les Cours d'appel, hiérarchisé le ministère public et qu'on n'avait plus à craindre qu'il ne remplît pas ses fonctions et la question fut renvoyée à la commission. Napoléon vint alors présider le Conseil d'Etat et exposer de nouveau sa volonté. Ce qu'il dit au juste, nous l'ignorons. On sait que les procès-verbaux des séances du Conseil ont été habilement revus avant d'être livrés à l'impression. Mais la pensée de l'Empereur apparaît clairement. Il ne voulait pas que le préfet fût officier de police judiciaire, ce qui l'eût subordonné aux cours d'appel et l'eût placé sous la surveillance du Procureur général. Il voulait que le préfet ait une compétence générale et absolue, et non point restreinte à quelques crimes ou délits politiques. Il exigeait que son préfet, son intendant, son proconsul, son représentant personnel dans le département, l'exécuteur de ses volontés impériales, eut tous les pouvoirs, en dehors et au-dessus de la magistrature. Ce n'est pas que Napoléon n'entendit pas faire respecter la séparation des pouvoirs. Mais ce principe avait surtout pour but d'interdire aux tribunaux de connaître des actes de l'administration. Il comprenait évidemment beaucoup moins bien la nécessité de ce principe, lorsqu'il s'agissait de garantir le pouvoir judiciaire contre les emprises de l'administration. Il ne la comprenait plus du tout contre le gouvernement. Telle est l'origine de l'art. 10... ».

D'après les procès-verbaux du Conseil d'Etat, séance du 26 août 1808, l'action personnelle de Napoléon se fit en effet sentir pour que l'article 10 ne fut pas seulement réservé contre les crimes politiques.

« Le préfet, dit-il, comme chargé de la police administrative veille sur les malfaiteurs, éventa leurs projets, fait saisir les pièces de conviction et s'empare des coupables. Il semblerait donc utile qu'il pût aussi interroger sur-le-champ et constater les traces de tout crime quelconque. La section lui donne la police judiciaire pour les cas qui intéressent la sûreté publique parce qu'elle sait qu'il a une correspondance, des bureaux, la disposition de la force armée, en un mot tous les moyens de la bien exercer : pourquoi l'empêcher de diriger ces mêmes moyens contre les autres crimes ? ».

Treillard dans l'exposé des motifs des chapitres 1 à 9 du Livre 1<sup>er</sup> du code d'instruction criminelle justifiait ainsi l'art. 10 :

« Le premier vœu de la loi est que toute infraction soit connue, soit poursuivie, soit jugée ; c'est par ce motif que l'exercice de la police judiciaire est confié à un grand nombre de personnes et c'est aussi dans la même intention qu'on a voulu que des magistrats supérieurs de l'ordre administratif, qu'on ne doit aucunement confondre avec les officiers de police judiciaire, puissent quelquefois requérir l'action des officiers de police et même faire personnellement quelques actes tendant à constater les crimes. J'ai déjà observé que la police administrative prévenait beaucoup de maux, en pénétrant les intentions secrètes des méchants ; il n'est pas difficile de se convaincre qu'il peut être infiniment urgent de saisir le coupable et les instruments du crime et qu'un instant perdu serait souvent irréparable ; il a donc paru très utile de donner ce droit aux préfets qui, par des voies administratives obtiennent quelquefois des lumières dont le fruit pourrait s'évanouir par le retard d'un recours à l'officier de police judiciaire. C'est ainsi qu'on légalise des actes de leur part qui, jusqu'à ce jour, n'étant considérés que comme de simples renseignements ne faisaient réellement pas une partie essentielle de la procédure », et ailleurs : « Le préfet n'agit que dans des conditions qui sont très rares. Son action ne contrarie pas celle de la justice, lorsqu'ayant par exemple surpris des conjurés, il dresse procès-verbal, interroge, entend les témoins et livre les prévenus aux tribunaux. Si on le réduit à provoquer l'action de la justice, les traces du crime seront effacées avant que la justice se soit mise en mouvement ».

Quoi qu'il en soit l'art. 10 ainsi voté, fit l'objet de critiques et de discussions passionnées.

« En théorie, dit M. Raoul Péret, on a pu discuter la véritable portée de l'art. 10, soutenir qu'il ne permettait pas aux préfets de procéder à des mesures d'instruction ; en fait, la jurisprudence a décidé que cette restriction n'était pas fondée et que, véritables juges d'instruction, les préfets peuvent faire ou requérir les perquisitions ou les sai-



sies qu'ils jugent nécessaires pour la découverte des crimes et des délits, notamment faire la recherche des pièces pouvant servir à conviction au domicile des tiers, saisir à la poste une lettre dans laquelle ils peuvent rencontrer la preuve d'une infraction. La Cour de cassation s'est prononcée de la façon la plus nette : elle considère que le droit pour le Préfet de police et par suite pour les préfets, de rechercher les crimes, délits et contraventions et d'en rassembler les preuves embrasse le cercle de la police judiciaire et qu'il a pour conséquence nécessaire le droit de faire les perquisitions et les saisies indispensables à la manifestation de la vérité, qu'en effet, d'une part, l'art. 10 portant que les préfets pourront faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire de faire, chacun en ce qui le concerne, les actes nécessaires à la constatation des crimes et délits et, de l'autre, l'art. 9 plaçant le juge d'instruction au nombre des officiers de police judiciaire, il en résulte forcément que le Préfet de police est investi de toutes les attributions de ce dernier magistrat quant à l'exercice de la police judiciaire et en particulier de celle de faire personnellement ou de faire faire, même chez des tiers, et hors le cas de flagrant délit, les perquisitions auxquelles le juge d'instruction est autorisé à procéder, aux termes des art. 87 et 88 ».

En effet, la Cour suprême l'a formellement reconnu à différentes reprises et notamment dans son arrêt du 21 novembre 1853 :

« Attendu, dit cet arrêt, que l'art. 10 du code d'instruction criminelle a expressément chargé les préfets des départements, le Préfet de police à Paris, de faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions et d'en livrer les auteurs aux tribunaux ; qu'aux termes de l'art. 8, auquel se réfère l'art. 10, le Préfet de police doit rechercher ces crimes, délits et contraventions et en rassembler les preuves ; que ce droit embrasse le cercle de la police judiciaire tel qu'il est tracé par l'art. 8 et qu'il a pour conséquence nécessaire le droit de faire, tant au domicile du prévenu que partout ailleurs, les perquisitions et saisies indispensables pour la manifestation de la vérité ;

Qu'on objecte vainement que la recherche des pièces pouvant servir à conviction ne saurait être pratiquée au domicile des tiers ou dans un dépôt public que par le juge d'instruction qui en trouve la mission dans l'art. 88 du code d'instruction criminelle, que si cette recherche, qui est évidemment un moyen de constater les crimes, délits et contraventions a été mise dans les attributions du juge d'instruction par l'art. 88, elle appartient également aux préfets et au Préfet de police en vertu des art. 8 et 10 combinés ; qu'il résulte de ces der-

niers textes que tout acte d'instruction tendant à constater les crimes, délits et contraventions est du domaine du Préfet de police ;

Que c'est vainement encore qu'on prétend établir une séparation entre la police judiciaire qu'on convient appartenir au Préfet de police et l'instruction qu'on soutient n'appartenir qu'au seul juge d'instruction ;

Que cette distinction n'est pas fondée ; qu'il n'est pas possible de concevoir que la police judiciaire s'exerce sans instruction, de même qu'il n'est pas possible de concevoir que tout fonctionnaire ou magistrat qui prend part à l'instruction ne soit pas officier de police judiciaire ; que c'est ce qui est démontré : 1° par la définition de la police judiciaire que donne l'art. 8 ; 2° par l'art. 9 du code d'instruction criminelle qui classe les juges d'instruction parmi les officiers de police judiciaire ; 3° par la division du livre 1<sup>er</sup> du code d'instruction criminelle qui place le chapitre de l'instruction sous la rubrique de la police judiciaire ».

Bien qu'au point de vue théorique la controverse n'ait pas pris fin, il y a cependant quelques points sur lesquels l'accord s'est fait entre la doctrine et la jurisprudence :

Il est unanimement reconnu d'abord que les préfets sont tenus de se conformer pour l'exercice de leur droit aux règles édictées par le code d'instruction criminelle, que d'autre part ils ne pourraient renvoyer eux-mêmes les prévenus devant la juridiction répressive ; qu'enfin les préfets n'ont pas le droit d'instruire concurremment avec le Procureur et le juge d'instruction et sont dessaisis dès que ceux-ci se saisissent de l'affaire. C'est ce qui résulte des travaux préparatoires du code, desquels il résulte que le préfet n'a été investi des pouvoirs de police judiciaire qu'en attendant l'arrivée du Procureur ou du juge d'instruction sur le lieu du crime.

Quoi qu'il en soit, les préfets et ceci est assez démontré, peuvent agir, comme les juges d'instruction et peuvent requérir les officiers de police judiciaire, notamment le Procureur de la République et le juge d'instruction.

Pratiquement ils n'usent guère de leur droit propre et se contentent de déléguer leurs pouvoirs, assez rarement d'ailleurs. C'est à peine si on peut citer quelques rares exemples d'intervention personnelle notamment du Préfet de police et encore remontent-ils à un temps assez éloigné. Dans la pratique tous les commissaires de police savent que le Préfet de police n'utilise guère ses pouvoirs de délégation qu'en matière de perquisitions dans les agences clandestines de paris aux courses. Lors de la déclaration de guerre, en août 1914, l'emploi de

l'art. 10 a permis d'effectuer rapidement des perquisitions chez les Austro-Allemands. M. Olivier Bascou, ancien préfet, dans son livre « L'anarchie et la guerre » raconte comment il a pu procéder, grâce aux pouvoirs qu'il tenait de l'article 10 « qui constituait à l'arrière l'armature des pouvoirs publics ».

Quoi qu'il en soit, que le préfet ait agi personnellement ou qu'il ait délégué un commissaire de police il ne peut que saisir le Parquet, s'il estime qu'une suite judiciaire doit être donnée à l'affaire. Saisi, le Parquet demeure entièrement maître de son action et peut, ou classer l'affaire ou ordonner l'ouverture d'une instruction. De même le juge d'instruction requis d'instruire n'a plus aucune relation avec le préfet.

Cependant les critiques contre l'art. 10 n'ont jamais désarmé.

En 1866, M. Faustin-Hélie en réclamait l'abrogation :

« Notre justice criminelle est assez fortement organisée pour que ses propres agents suffisent à son action. Dans tous les lieux où réside un préfet la loi a placé un Procureur qui peut agir aussi promptement que l'exigent les circonstances. Averti par le préfet, ce magistrat peut faire aussitôt et avec plus d'autorité, parce qu'il est le représentant de la justice, tous les actes que peut commander l'intérêt public. Mais en supposant même que l'intervention administrative pût, dans quelques cas très rares, avoir quelque utilité, cette considération serait tout à fait secondaire, en face des inconvénients qui peuvent en surgir. Que devient l'indépendance de la justice, que deviennent les garanties que la loi a voulu accorder à la liberté individuelle, à l'inviolabilité du domicile, lorsqu'un préfet peut faire personnellement des actes de police judiciaire, dresser des procès-verbaux, décerner des ordres d'arrestation, procéder à des visites domiciliaires ?

« En principe le juge seul a le droit de faire ces actes, car seul il réunit les conditions d'impartialité qui rassurent tous les intérêts. La loi, à la vérité, et par une exception trop étendue peut-être, a confié une portion de ces pouvoirs au Procureur et à ses auxiliaires dans les cas de flagrant délit. Mais le Procureur est un magistrat de l'ordre judiciaire, il agit au nom de la justice, il en connaît les règles, les termes, les traditions ; il doit avoir comme tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, le culte de la loi qui les rend inaccessibles aux entraînements de la politique ; et quant à ses auxiliaires, ils ne sont que les agents de la justice, ils agissent par ses ordres et sous sa surveillance, ils ne procèdent qu'à son défaut et pour le suppléer. Le préfet, agent révocable du pouvoir exécutif, ne se rattache par aucun lien à la justice ; il n'est point soumis à son autorité, il est complètement étranger à ses règles ; et cependant il exerce des fonctions



judiciaires ; il dispose, au moins temporairement, de la liberté et de l'honneur des citoyens et n'encourt, à raison de ses actes purement judiciaires, aucune responsabilité. N'est-il pas à craindre que ce pouvoir exorbitant, surtout dans les temps d'agitation politique, ne devienne entre les mains des préfets, comme le dit M. Mangin, — un moyen d'oppression contre les personnes dont il soupçonne les opinions, les liaisons, les démarches. — Et même dans les temps les plus calmes n'est-il pas déplorable, n'est-il pas contraire aux principes qui régissent les institutions judiciaires, que la justice reçoive son impulsion de l'administration, que celle-ci se mêle à ses actes, qu'elle usurpe une partie de ses attributions, qu'elle se substitue à sa place ? N'est-ce pas là la plus étrange confusion des pouvoirs ? Et cette confusion devrait-elle exister quand il s'agit de l'exercice des droits les plus graves de l'action judiciaire ? Le préfet est naturellement rangé dans la classe des fonctionnaires « qui, aux termes de l'art. 29 du code d'instruction doivent communiquer sur le champ au Procureur les renseignements qu'ils recueillent dans l'exercice de leurs fonctions sur les crimes et les délits ; mais leur intervention doit se borner à ces avis et à ces communications ; toute extension n'est qu'une déviation des principes essentiels de la justice ».

En 1878 une commission (1) instituée en vue d'étudier la réforme du code d'instruction criminelle émit le vœu, par 9 voix contre 2 que l'art. 10 fût abrogé.

M. Le Royer Garde des sceaux, prenant ce vœu en considération, proposa à la Chambre l'abrogation de l'art. 10 pour les préfets des départements seulement, sa suppression pour Paris étant de nature à « affaiblir considérablement l'action publique dans un milieu où il importe au contraire d'en fortifier tous les ressorts. » Il déclara :

« En conférant à un fonctionnaire de l'ordre administratif qui ne relève que du Ministre de l'intérieur et ne répond de ses actes que devant lui, la faculté d'opérer des perquisitions et des saisies chez les citoyens, de confisquer temporairement au moins, leur fortune et leur liberté sans mandat d'aucune autorité judiciaire et d'agir hors le cas de flagrant délit, sans s'entourer d'aucune des formalités protectrices dont le ministère public lui-même ne saurait légalement se départir, le code de 1808 avait introduit dans notre organisation judiciaire, une anomalie que les circonstances pouvaient justifier à cette époque, mais qui, sous un régime particulier, où la légalité ne comporte aucune exception, ne peut être considérée que comme un anachronisme dangereux. En fait,

---

(1) Cette commission comprenait notamment M. Faustin-Hélie et M. Ribot.

**l'art. 10 n'a donné lieu, en province qu'à des abus. Les préfets ne s'en sont jamais servi que pour substituer arbitrairement leur action à celle de la magistrature. Ce danger ne serait même pas écarté si, suivant une proposition qui s'est produite dans la discussion préparatoire, la disposition de l'art. 10 était restreinte au cas de flagrant délit ».**

La Chambre vota, en 1884, l'abrogation de l'article 10, non seulement pour la province, mais aussi pour Paris.

Le Sénat ne suivit pas.

Cependant les attaques contre l'art. 10 continuèrent de toutes parts.

En 1901, dans un article de la Revue pénitentiaire, M. Ribot, ancien président du Conseil, déclarait l'article 10 « un texte non défendable, inutile quand il n'est pas dangereux, dangereux quand il n'est pas inutile ». M. le juge d'instruction Jolly, à la même époque, écrivait dans la même revue, que « vouloir garder l'article 10, c'est vouloir garder une place pour l'arbitraire » et M. le Professeur Larnaude : « que l'article 10 c'est de l'ancien régime tout pur ».

Enfin en 1904, M. Clemenceau, alors sénateur, déposa le 16 décembre, une proposition de loi sur les « garanties de la liberté individuelle » comprenant la suppression de ce qu'il appelle « la menace de l'art. 10. « Menace particulièrement grave, dit-il citant M. Larnaude, puis M. Garçon, l'objet de cet article étant d'armer les préfets, des attributions les plus redoutables du pouvoir judiciaire, comme par exemple, du droit de « se saisir eux-mêmes, en tous les cas, pour les crimes ou délits flagrants ou non flagrants, pour les délits politiques, comme pour les délits de droit commun », de délivrer des mandats, de faire arrêter et détenir, d'opérer des perquisitions et des saisies, de procéder à des interrogatoires, de faire en un mot tout ce que peuvent les juges « sauf prononcer eux-mêmes la condamnation » (M. Garçon)... Puis, reprenant les principales critiques émises contre ce texte, notamment le discours de M. Le Royer en 1878 et le rapport de M. Lerebours-Pigeonnière paru en 1901 dans la Revue pénitentiaire il écrivit dans son exposé des motifs : ... « l'anachronisme vit encore avec tous ses dangers dont le moindre est que, sous notre régime républicain qui devrait être de responsabilité et d'égalité, il appartient néanmoins à un fonctionnaire révocable à volonté et sans autre contrôle que celui du Ministre qui l'a choisi, de classer l'affaire qui lui plaît, au lieu d'en soumettre l'appréciation à la justice, de faire de véritables instructions, de saisir avant le juge toutes les pièces et éléments de conviction et de contrecarrer ainsi, s'il lui convient, et d'annihiler l'instruction du juge. Mieux encore, le préfet, soit pour classer spontanément une affaire, soit gêner l'œuvre du juge d'instruction... il peut détenir arbitraire-

ment un individu, le maintenir sans motifs suffisants, cinq ou six jours en prison ».

Et M. Clemenceau examine ensuite les arguments apportés contre la suppression de l'art. 10 notamment par la Préfecture de police « dont il sert les habitudes d'omnipotence », dit-il.

« Le jour où l'art. 10 serait rayé de nos codes, la Préfecture de police n'aurait plus qu'à déménager » avait déclaré M. Puibaraud, alors directeur général des recherches, à la Préfecture de police en 1901, dans la Revue pénitentiaire et il ajoutait : « C'est le support de la Préfecture et en même temps le procédé par où elle seconde la justice, dans des circonstances où la justice serait, par son caractère, tout à fait impuissante ».

M. Clemenceau conteste ces allégations. Il affirme que la Justice n'a nullement besoin d'être secondée et que cet argument n'est apporté que pour en dissimuler d'autres, « inavouables ».

En 1907, M. Clemenceau devenu président du Conseil, Ministre de l'intérieur, reprenant sa proposition, la transformait en « projet de loi sur les garanties de la liberté individuelle » qu'il déposait au Sénat le 18 janvier 1907.

M. Monis dans son rapport du 6 avril 1908, au nom de la commission sénatoriale chargée d'examiner le projet, reprenait les critiques émises par M. Clemenceau en 1904 et concluait à l'abrogation de cet art. 10 qui « confère à un fonctionnaire d'ordre essentiellement politique, non préparé pour la besogne judiciaire, révocable à volonté par son ministre et uniquement responsable vis-à-vis de lui, les mêmes prérogatives qu'au Procureur de la République et au juge d'instruction en dehors de tout contrôle du Procureur Général et de la Cour d'appel ».

Le projet fut voté au Sénat à l'unanimité le 12 mars 1909, mais la Chambre le laissa périmer, malgré le rapport de M. Raoul Péret du 9 juillet 1909.

Le 13 novembre 1918, M. Paul Meunier, député, le reprenait sous forme de proposition de loi déposée à la Chambre des députés et rédigeait, au nom de la commission de la législation civile et criminelle chargée de l'examiner, un rapport qu'il déposait le 27 novembre 1918 et dont les conclusions étaient votées par la Chambre le 27 juillet suivant, sans débats.

Le Sénat, à nouveau saisi, chargeait sa commission d'étudier la proposition et le 14 avril 1921 M. le sénateur Busson-Billault déposait son rapport résumant toutes les critiques portées contre l'art. 10 :

« On peut s'étonner de trouver encore cet article dans nos codes.



Son abrogation a toujours été l'un des dogmes du programme républicain et tous les partis doivent être d'accord pour sa disparition immédiate. Il constitue la négation absolue du principe de la séparation des pouvoirs ; il peut être en pratique l'instrument le plus despotique, le plus dangereux. Il détruit toutes les garanties instituées par les lois pénales ; il permet à l'autorité administrative l'arrestation, le maintien en prison durant quelques jours de tout individu suspect au pouvoir, les perquisitions, les saisies, même les interrogatoires. Son abrogation ne désarmera pas l'action publique, comme le faisait justement remarquer M. Monis : « En cas de flagrant délit les détenteurs de la puissance publique n'ont aucun besoin pour agir du renfort de l'article 10 ; en cas de délit non flagrant, le Service de sûreté établira un rapport et sur le vu de ce rapport, le Parquet saisira le juge d'instruction qui ouvrira immédiatement une information et remettra au chef de la Sûreté une délégation avec mandat de perquisition, de saisie, d'amener. On ne peut trouver que des avantages à engager ainsi l'action judiciaire ».

L'ensemble de ces critiques et de ces arguments en faveur de la suppression des dispositions de l'article 10 a été récemment repris devant le Sénat, au cours de la séance du 22 juin 1922, par M. Guillaume Poulle, rapporteur et M. Savary, président de la commission, appuyés par le Gouvernement, et la Haute-assemblée, malgré les avertissements de différents sénateurs, a voté l'abrogation de l'article 10.

En attendant que la Chambre des députés la vote à son tour, examinons la valeur des critiques que nous avons énumérées.

On a dit que l'article 10 constituait une infraction au principe de la séparation des pouvoirs. C'est qu'on a confondu le principe de la séparation des pouvoirs avec celui de la séparation des autorités administrative et judiciaire. Le pouvoir judiciaire, le pouvoir de juger, de rendre la justice ne subit aucune atteinte du fait de l'article 10. Ce texte permet au préfet de pourvoir la justice tout comme le font le Parquet et le juge d'instruction, qui ne font après tout qu'exercer le pouvoir administratif et non le pouvoir judiciaire.

Mais même si l'on admet, avec certains auteurs qu'il résulte de l'article 10 une confusion de pouvoirs, pourquoi lui donner une importance qu'elle n'a pas. Le principe de la séparation des pouvoirs n'en est plus à être sauvegardé contre les exceptions. Ne voyons nous pas à chaque instant le pouvoir exécutif légiférer et à tous moments, le pouvoir législatif n'empiète-t-il pas sur le pouvoir exécutif et même sur le pouvoir judiciaire ?

Quant aux préventions contre l'autorité préfectorale, elles ne sauraient se justifier de bonne foi. Il est à retenir qu'à la séance du 22

juin dernier aucune réponse n'a pu être apportée au sénateur Duplantier qui insistait pour qu'il fût porté à la tribune un seul exemple d'abus de pouvoir commis par un préfet à l'aide de l'article 10 ! On a dit que le préfet était dans la main de son gouvernement, qu'il était révocable à merci. En est-il autrement du Procureur et le juge d'instruction lui-même ne peut-il pas se voir retirer ses fonctions d'instruction par le ministre ? Ce qui donne à ce magistrat son indépendance, ce n'est pas l'inamovibilité dont il jouit, c'est l'élévation de son caractère. Pourquoi un préfet ne l'aurait-il pas à un même degré. Ce qui frappe dans toutes les critiques que nous avons vues c'est la défiance contre le préfet. Comme si ce fonctionnaire avait un intérêt particulier et personnel à détenir le droit de faire respecter la loi !

De deux choses l'une : ou il y a infraction à la loi pénale et on ne saurait lui reprocher de la poursuivre ou il n'y en a pas et le préfet n'a agi que dans l'intérêt du gouvernement et d'un parti. Si l'on admet cette bassesse d'attitude chez un fonctionnaire, pourquoi ne l'admettrait-on pas chez un autre, même inamovible mais désireux d'avancement ? Sans doute le préfet n'est pas placé sous le contrôle du Procureur Général mais il est placé sous le contrôle de l'opinion !

N'aurait-il pas pour lui toute la presse d'opposition et tous les représentants au Parlement de tous les partis d'opposition, le préfet qui se refuserait à exécuter quelque mission contraire à sa conscience et serait révoqué !

N'aurait-elle pas pour elle toute l'opposition avec tous ses organes, tous ses moyens, la personne qui serait victime d'une mesure d'arbitraire, favorisée par l'article 10, et le préfet qui l'aurait exécutée et le Gouvernement qui l'aurait prescrite, n'auraient-ils pas à en répondre, devant l'opinion, devant le Parlement et à la payer de leur situation ?

Toutes les craintes émises sont chimériques, plus ou moins justifiables en théorie, nullement en pratique.

Au demeurant, nous l'avons dit, l'emploi de l'art. 10 par les préfets est assez rare.

A Paris il n'est guère employé couramment que pour les opérations de recherche de jeux ou paris clandestins.

Il a cependant rendu de grands services dans certaines circonstances, à titre d'exemple citons l'emploi qu'en a fait M. Lépine, alors Préfet de police, en 1909, au cours de la grève d'un grand service public. Les employés de ce service s'étant barricadés dans les bureaux où ils endommageaient le matériel, le Préfet de police qui se trouvait sur place

à la tête des gardiens de la paix, put à la première réquisition, faire enfoncer les portes, en vertu des pouvoirs qu'il tenait de l'art. 10, procéder à l'évacuation et sauver un matériel précieux et de grand prix.

Si cette situation se représente après l'abrogation de l'article 10, le Préfet de police n'aura qu'à laisser tout briser en attendant un officier de police judiciaire.

En cas de troubles politiques, ce texte aurait pu être utilisé. S'il est abrogé les mesures nécessaires n'en seront pas moins prises, si ce n'est plus par une autorité ce sera par une autre, différence de signatures voilà tout ! Le seul résultat c'est que la Justice couvrira la Police, et sera prise à partie par les partis d'opposition ; elle en a moins l'habitude, elle en souffrira davantage. Elle y perdra un peu de son prestige. C'est peut-être regrettable !...

En matière de délits flagrants, l'abrogation n'amènera pas un bien grand changement ! Si la jurisprudence n'avait pas reconnu au commissaire de police la compétence en matière de délits flagrants, la suppression de l'art. 10 eût pu avoir de grosses conséquences. Si la réforme administrative n'avait donné aux chefs des troupes de police la qualité de commissaire de police, la disparition de l'art. 10 aurait pu produire des résultats désastreux. Mais actuellement le chef des forces de police est commissaire de police, il peut se saisir en cas de crime, de délit flagrant. Point n'est besoin de l'article 10. Reste le cas où il n'y a pas flagrant délit : « le Service de la sûreté établira un rapport, disent M. le juge d'instruction Jolly et M. le sénateur Monis. Sur le vu de ce rapport le Parquet commettra un juge d'instruction qui ouvrira immédiatement une information, remettra une délégation au chef de la Sûreté avec mandat de perquisition, de saisie, mandat d'amener.

C'est bien ce que nous disions : simple changement de signatures ! Au seul vu du rapport toute la machine s'ébranle. Encore est-il qu'au lieu de saisir un préfet, il faudra saisir un Procureur qui à son tour saisira un juge ! Oui, simple changement de signatures, et perte de temps aussi !...

Car le juge d'instruction qui ne connaîtra pas comme le préfet les rédacteurs du rapport, ne leur fera pas l'aveugle confiance dont parlent M. Jolly et M. Monis. Il voudra, avant de délivrer la délégation, se renseigner, vérifier, contrôler et alors... perte de temps, échec, pour le plus grand bien des ennemis de l'ordre ! C'est ce qu'a parfaitement compris M. le sénateur Louis David et nous ne saurions mieux faire que de citer ses paroles : « Vous ne trouverez pas un chef de Parquet en



France qui, sur le dire d'un préfet au vu d'un rapport administratif, sans enquête préalable, sans instruction, prenne sur lui de mettre en mouvement l'action pénale pour saisir immédiatement l'objet que l'intérêt public commande de mettre sous main de justice. Vous paralysez par l'abandon de cet article 10, les mesures de protection sociale qui s'imposent peut-être actuellement plus que jamais... »

---

## II. — ATTRIBUTIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE DU COMMISSAIRE DE POLICE

---

Le code du 3 brumaire an IV distinguait, comme nous l'avons vu, la police judiciaire et la police administrative. Il donnait de cette dernière la définition suivante : « La police administrative a pour objet le maintien habituel de l'ordre public dans chaque lieu et dans chaque partie de l'administration générale. Elle tend principalement à prévenir les délits ».

Cette définition est devenue insuffisante, le domaine de la police administrative s'est considérablement étendu depuis l'an IV.

A l'heure actuelle, non seulement la police administrative a pour objet le maintien de l'ordre public et de la sécurité générale, mais elle réglemente l'exercice des grandes libertés publiques autrefois inconnues ; elle réglemente encore l'activité sociale des citoyens, non seulement dans un but de protection sociale, mais aussi dans un but de protection individuelle.

Certes on trouvait autrefois toute une réglementation destinée à garantir la sécurité publique, que ce soit au point de vue de l'ordre ou au point de vue de l'hygiène, encore que sur ce point la réglementation ancienne n'était guère qu'embryonnaire ; mais ce n'est qu'à une époque peu éloignée encore qu'on a protégé le citoyen contre lui-même, qu'on a protégé certains groupements, en raison de leur peu de moyens de défense particuliers ; la réglementation du travail et la protection des enfants, par exemple, sont d'origine assez récente.

Ce qui différencie particulièrement la police judiciaire de la police administrative, c'est que la première sanctionne les infractions au droit naturel pourrions-nous dire, tandis que la seconde réglemente de façon toute conventionnelle, différentes manifestations de l'activité sociale. La première punit surtout, la seconde dit ce qu'il faut faire en telle

occasion, ce qu'il ne faut pas faire en telle autre. La police judiciaire décide que l'assassinat sera puni de telle peine, que le vol dans telles conditions sera puni de telle façon et de telle autre dans telles autres conditions, que le vol réunissant certains éléments déterminés sera dénommé escroquerie et sanctionné de telle peine. La police administrative réglemente l'exercice des différentes libertés ; elle dit qu'une voiture devra être munie de tel dispositif, aller à telle vitesse, que le commerce de tel objet sera réglementé de telle façon ; elle prescrit que l'on pourra se réunir librement mais sous telles conditions. Son but est bien plutôt de réglementer, que de punir. Certes il fallait une sanction à une réglementation mais, sauf les cas où la mesure de police administrative est édictée par la loi qui prévoit une peine plus ou moins grave, les sanctions aux mesures de police administrative ne sont autres que les peines de simple police.

Sous l'ancien régime la police administrative avait un pouvoir pour ainsi dire illimité. Qu'un fait ait été ou non, prévu par un texte, peu importait : il déplaisait, il était sanctionné et la sanction était celle du bon plaisir.

Ainsi que le disait Lamoignon de Malesherbes, le 14 août 1770, au nom de la Cour des aides, dans les remontrances au roi : « Aucun citoyen dans votre royaume n'est assuré de ne pas voir sa liberté sacrifiée à une vengeance : car personne n'est assez grand pour être à l'abri de la haine d'un ministre, ni assez petit pour n'être pas digne de celle d'un commis de ferme ».

La Constitution des 3-14 septembre 1791 garantit, « la liberté à tout homme d'aller, de rester, de partir, sans pouvoir être arrêté, ni détenu que sous les formes déterminées par la Constitution ».

Mais l'art. 46 de la Constitution de frimaire an VIII vint autoriser l'arrestation des auteurs ou complices de conspiration contre l'Etat et, « Considérant qu'il est un certain nombre de nos sujets détenus dans les prisons de l'Etat, sans qu'il soit convenable ni de les faire traduire devant les tribunaux, ni de les faire mettre en liberté ; que plusieurs ont à différentes époques attenté à la sûreté de l'Etat ; qu'ils seraient condamnés à des peines capitales, mais que des considérations supérieures s'opposent à ce qu'ils soient mis en jugement », le décret du 3 mars 1810 permit d'emprisonner un citoyen pour un an « après un examen impartial de sa cause » c'est-à-dire sur une simple décision du Conseil privé rendu sur le rapport du Grand Juge ou du Ministre de la police. Cet emprisonnement pouvait se continuer d'année en année et indéfiniment avec le seul assentiment du Conseil privé (Aulard « La liberté individuelle sous Napoléon I<sup>er</sup> »).



Ce régime de détention et d'arrestation administrative prit fin avec la Charte de 1814, dont l'art. 4 proclama « Nul ne peut être arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites ».

Le principe actuel, c'est donc qu'aucune arrestation ne peut être opérée par mesure administrative. Cependant ce principe comporte quelques exceptions qui concernent les étrangers, les mendiants, les aliénés et les filles publiques ainsi que nous le verrons plus loin.

La police administrative est exercée par le commissaire de police sous l'autorité des préfets et sous-préfets pour la police générale, sous celle des maires pour la police municipale, sous celle du Préfet de police, à Paris.

La police administrative se divise en effet en police générale et police municipale, selon qu'elle a pour objet la protection des intérêts généraux communs à l'ensemble du pays où la protection d'intérêts purement locaux, particuliers à une commune. C'est ainsi que la police des aliénés est générale, car il n'y a aucune raison pour que la protection du public contre les aliénés soit différente à Paris qu'à Bordeaux, à Lyon qu'à Dunkerque. Par contre la police de la circulation des véhicules ne saurait être la même dans un village de 3.000 habitants que dans une ville qui en compte trois millions.

Nous allons étudier successivement le rôle du commissaire de police en matière de police générale et en matière de police municipale.

### A) Police générale

La police générale, avons-nous dit, a pour objet le maintien de l'ordre public sur l'ensemble du territoire et la protection des intérêts communs de tous les citoyens.

Les mesures de police générale peuvent être édictées par la loi, par le Chef de l'Etat, par le ministre, par les préfets.

En vertu de l'art. 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, le Président de la République peut prendre des décrets « en forme de règlements d'administration publique » que sanctionne l'art. 471 § 15. Il peut aussi, par délégation spéciale du législateur, prendre des décrets « portant règlements d'administration publique » dont la sanction, si elle n'a pas été prévue par le pouvoir déléguant, ne peut être que celle de l'art. 471.

Quant aux ministres ils n'ont pas de pouvoir réglementaire propre.

Mais une loi peut leur attribuer, dans un but déterminé, le pouvoir de prendre des arrêtés.

Enfin, les préfets tiennent de la loi du 22 décembre 1789 en matière de police générale, un pouvoir propre que leur a confirmé l'art. 99 de la loi du 5 avril 1884.

Le Préfet de police à Paris jouit d'un pouvoir de réglementation en matière de police générale que lui assurent l'art. 16 de la loi du 28 pluviose an VIII et l'arrêté du 12 messidor de la même année.

Ce sont ces différentes dispositions que les commissaires de police sont chargés de faire respecter, nous allons voir comment, sous l'autorité, nous l'avons dit, en province des préfets et sous-préfets, à Paris du Préfet de police.

Nous avons cru pouvoir les répartir en trois groupes selon leur objet :

a) Maintien de l'ordre public et de la sécurité générale, comprenant d'une part, la protection de la chose publique, d'autre part la protection des citoyens et de leurs biens, enfin l'hygiène et la salubrité générales.

b) La réglementation de l'exercice des libertés publiques.

c) La protection de l'enfance et du travail.

#### **a) Maintien de l'ordre public et de la sécurité générale**

1° *Protection de la chose publique.* — Il n'est pas question ici, pour le commissaire de police, de rechercher les crimes et délits contre la chose publique prévus au titre I<sup>er</sup> du livre III du code pénal ainsi intitulé. Ce sont là fonctions de police judiciaire qu'il exerce dans les conditions que nous avons étudiées.

Ce que nous allons examiner c'est 1° le rôle du commissaire de police, en tant qu'il est chargé de prévenir ces crimes et ces délits, de surveiller ceux qui voudraient attaquer directement l'État et « mettre en péril son existence, ses institutions, son indépendance, son crédit, la paix publique » ou porter atteinte à l'ordre public extérieur ou à l'ordre public intérieur ; 2° les fonctions exercées par le commissaire pour assurer l'application de la réglementation tendant à protéger le domaine public.

A) Au point de vue du maintien de l'ordre public extérieur les attributions d'un commissaire de police ordinaire sont évidemment peu importantes. Pendant la guerre, le commissaire de police a eu pour premier devoir de surveiller les organisations, établies ou tentées par l'ennemi pour recueillir des renseignements d'ordre militaire ou porter at-

teinte au moral de la population. Les renseignements recueillis par les commissaires de police municipaux ou de quartiers ont été souvent d'une grande utilité pour les organismes spéciaux chargés de la recherche de l'espionnage et des agents de l'ennemi.

Mais les attributions du commissaire de police en vue du maintien de l'ordre public intérieur sont aussi nombreuses qu'importantes. Aucun texte ne les précise. C'est un devoir général pour le commissaire de police de se tenir au courant de toutes les manœuvres qui auraient pour but de porter atteinte à la Constitution de l'Etat, du Gouvernement ou à la paix publique. C'est à lui qu'il incombe de découvrir, pour en prévenir le gouvernement, toutes les menées révolutionnaires, avant même qu'elles aient pu connaître un commencement de succès.

Surveiller les groupements, quel que soit le principe dont ils se recommandent, dont le but serait le renversement de l'état de choses actuel. Connaître leurs moyens de propagande et d'action, leurs forces, leur tactique, leurs manœuvres, c'est permettre de paralyser leurs efforts, de déjouer leurs projets, d'éclairer l'opinion, de prendre toutes les mesures de défense sociale pour parer à tout événement. Et la surveillance ne doit pas seulement s'exercer sur les groupements dont l'objectif est avéré et même proclamé par eux, mais sur tous ceux qui dissimulent sous une étiquette littéraire, artistique, religieuse ou même sportive des tendances et des buts subversifs.

Mais le Gouvernement n'a pas seulement à penser à se mettre en mesure de se défendre le cas échéant. Il lui est également utile de connaître l'état des esprits en général, les fluctuations de l'opinion publique, l'état de satisfaction ou de mécontentement de la population, ses aspirations, ses désirs, ses craintes. Comment pourrait-il être mieux renseigné que par les commissaires de police, observateurs par profession, vivant au milieu du public, à même de se rendre compte de ses besoins et de sa façon de penser et d'apprécier ?

De là pour le commissaire de police le devoir de se renseigner sur l'état d'esprit exact de la population et ses modifications. Mais ses observations ne doivent pas seulement porter sur la situation politique et morale du pays, l'examen de la situation matérielle demande aussi tous ses soins. Qui ne comprend l'importance que peut avoir pour le moral du pays, la cherté de la vie par exemple ? C'est un point sur lequel les dirigeants ont besoin d'être scrupuleusement tenus au courant ; il en est de même de la hausse ou de la baisse des salaires, du chômage, de l'état des relations entre patrons et ouvriers, des menaces plus ou moins latentes de grèves, etc...

L'importance et le nombre de telles attributions ont amené à la Pré-



fecture de police la création du Service spécial des renseignements généraux. Il ne s'ensuit pas d'ailleurs que les commissaires des quartiers soient dispensés de faire part au Préfet de police des renseignements qu'ils pourraient recueillir.

Mais la principale de leurs occupations, au point de vue qui nous intéresse, consiste à surveiller l'application des règlements qui régissent le séjour des étrangers en France, ainsi que la conduite et l'attitude de ces étrangers.

Le décret du 2 avril 1917 oblige tout étranger âgé de plus de quinze ans, devant résider en France plus de quinze jours, à demander à l'autorité administrative une carte d'identité spéciale. Pour l'obtenir, il doit remplir deux questionnaires portant, conformément à l'art. 5 du dit décret, les indications suivantes : Les nom, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, profession, situation de famille, prénoms et âge des enfants au-dessous de quinze ans résidant avec lui, nom, âge et nationalité de son conjoint d'une part, et d'autre part : deux références à l'étranger, deux références en France, l'indication de son dernier domicile à l'étranger, de ses précédents séjours en France, époque et durée. L'étranger doit en outre fournir toutes justifications de son identité. Ce n'est qu'après enquête du commissaire spécial dans les départements que la carte d'identité lui est délivrée.

A Paris, l'étranger s'adresse d'abord au commissaire de police de son quartier à qui il justifie de son domicile et qui lui fait remplir un des deux questionnaires prévus par l'art. 5 du décret du 2 avril 1917, puis il s'adresse au Service spécial des étrangers de la Préfecture de police dirigé par un commissaire de police qui lui délivre récépissé de sa demande, procède à enquête et enfin établit la carte d'identité, s'il y a lieu.

Le commissaire de police doit donc, chaque fois que ses fonctions le mettent en présence d'un étranger, vérifier si celui-ci a satisfait aux obligations du décret de 1917, s'il est muni de sa carte obligatoire et si celle-ci, qui n'est valable que pour trois ans, n'est pas périmée. Il est d'ailleurs aidé dans sa tâche par l'obligation faite par l'art. 7 du décret, aux propriétaires, hôteliers, logeurs, restaurateurs, de signaler au commissaire de police ou au maire, dans les 24 heures, la présence des étrangers qu'ils logent ou qu'ils hébergent.

Le commissaire de police est aussi chargé de surveiller les déplacements des étrangers, de viser leur carte d'identité au départ comme à l'arrivée dans une commune et d'en tenir au courant l'autorité préfectorale.

Mais les obligations que nous venons de voir et qui ne sont sanc-

tionnées que par les peines de l'art. 471 § 15 ne sont imposées qu'aux étrangers qui n'exercent aucun commerce, aucune profession, aucune industrie. Quant aux autres ils sont tenus par la loi du 8 août 1893, de se faire inscrire dans les huit jours sur un registre d'immatriculation spécial et d'être porteurs d'un extrait de ce registre. Le commissaire de police veille aussi à l'exécution de cette prescription, que sanctionne une amende de 50 à 200 francs. Mais son rôle de surveillance des étrangers n'est pas terminé, lorsqu'il s'est assuré que ceux-ci se sont conformés aux prescriptions administratives qui leur sont imposées.

L'étranger qui reçoit en France l'hospitalité, a pour premier devoir de ne pas en abuser, en troublant l'ordre ou la sécurité. Malheureusement la France exerce un pouvoir d'attraction sur tous ceux que rien ne retient dans leur pays d'origine ou que tout détermine à le quitter ; une tradition de libéralisme exagéré, lui fait accueillir avec trop de facilité et sans qu'elle exige d'eux de suffisantes garanties, un trop grand nombre d'étrangers plus ou moins suspects déjà dans leur patrie, et qui à la faveur de la liberté qu'ils trouvent en France, donnent libre cours à leurs penchants au désordre et au trouble, avec d'autant plus d'ardeur, qu'ils n'ont pour les retenir, ni le sentiment de la patrie, ni le respect de nos traditions et de nos mœurs. Ce sont ces éléments que le commissaire de police doit surtout surveiller, afin que le Gouvernement, mis au courant de leurs agissements dangereux, puisse employer contre eux l'arme que lui donne l'art. 7 de la loi du 3 décembre 1849 qui dispose : « Le Ministre de l'intérieur pourra, par mesure de police, enjoindre à tout étranger, voyageant ou résidant en France, de sortir immédiatement du territoire français et le faire conduire à la frontière...

« Dans les départements frontières, le préfet aura le même droit à l'égard de l'étranger, non résidant, à la charge d'en référer immédiatement au Ministre de l'intérieur ».

Si un arrêté prononçant l'expulsion d'un étranger est pris par le Ministre, c'est encore au commissaire de police qu'il appartiendra de le notifier à l'intéressé, dont il aura à surveiller le départ dans le délai prescrit, si toutefois l'expulsé est admis à partir librement.

Nous devons remarquer ici que les lois du 28 mars 1792 et du 10 vendémiaire an IV, faisaient obligation aux étrangers voyageant en France d'être munis d'un passeport, faute de quoi, ils pouvaient être mis en état d'arrestation, par mesure administrative pendant vingt jours, au bout desquels, à défaut de justification de leur inscription sur le registre d'une commune, ils étaient réputés vagabonds

et traduits en justice comme tels. Bien que ces dispositions, tout au moins en ce qu'elles concernent la conduite devant le maire de l'étranger trouvé sans passeport, aient été reproduites par les décrets de 1820, de 1854 et du 20 mai 1903 sur le service de la gendarmerie, elles ne sont plus respectées et paraissent tombées en désuétude ; d'ailleurs des conventions diplomatiques ont restreint largement l'obligation du passeport.

Une proposition de loi déposée au Sénat le 16 décembre 1907 par M. Clemenceau, demandait la formelle abrogation de cette arrestation administrative.

**PROTECTION DU DOMAINE PUBLIC.** — Font partie du domaine public, les portions de territoire affectées à l'usage de tous et non susceptibles de propriété privée (1) ; ce sont notamment : la voirie, les routes, rues, places, ponts, quais, chemins, voies ferrées et leurs accessoires, les fleuves, les rivières navigables et flottables, les canaux, les ports, rades, bassins et les rivages de la mer.

Le commissaire de police a dans ses attributions l'application de toutes les mesures et dispositions, destinées à protéger le domaine public.

**Grande voirie.** — La grande voirie comprend les routes et les rues qui y font suite. La police de la grande voirie a pour objet, d'une part, la conservation des routes, et d'autre part, la sécurité de la circulation.

**1° CONSERVATION DES ROUTES.** — Les infractions aux règlements destinés à assurer la protection de la conservation des routes, bien que passibles de peines souvent plus élevées que les peines de simple police, sont appelées contraventions de voirie. De la compétence des Conseils de préfecture, elles sont prévues par la loi du 30 mai 1851, le décret du 27 mai 1921, applicable à toutes les voies ouvertes à la circulation publique et par d'anciens règlements toujours en vigueur, ainsi qu'il résulte de l'art. 29 § 2 du titre I<sup>er</sup> de la loi des 19-22 juillet 1791, l'art. 484 du code pénal, l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 23 mars 1842 et de la circulaire du Ministre des travaux publics du 30 mai 1921 relative au décret du 27 mai 1921.

Le commissaire de police est compétent pour assurer l'exécution de ces différents textes, en vertu de la loi du 29 floréal an X et de la loi du 30 mai 1851, art. 15.

---

(1) M. BERTHÉLÉMY, *Traité élémentaire de droit administratif*.



Les principales contraventions de grande voirie qu'il peut avoir à relever sont les suivantes :

Les infractions aux dispositions de l'art. 2 du décret du 27 mai 1921 concernant : la largeur des bandages, l'obligation pour les véhicules automobiles d'être munis de bandages en caoutchouc ou élastiques, la surface, la forme et la saillie des rivets anti-dérapants. Toutefois ces contraventions ne pourront être relevées qu'après le 31 mai 1926, conformément à l'art. 60 du décret.

Les infractions aux dispositions de l'art. 3 du dit décret et après la même date, concernant la largeur du véhicule qui ne doit pas excéder 2 m. 50.

L'emploi de plus de cinq chevaux ou bêtes de trait, pour les véhicules à deux roues et, de plus de six bœufs ou de huit chevaux, pour les véhicules à quatre roues servant au transport des marchandises ; l'emploi de plus de trois chevaux pour les voitures à deux roues servant au transport des personnes et de six chevaux pour les voitures à quatre roues servant au même usage. (Art. 18 du décret) ; sauf autorisation des préfets et exécution des conditions mises à ces autorisations (art. 14).

La circulation pendant le dégel et établissement de barrières de dégel par les préfets ou les maires (art. 15).

Le passage de ponts avec des chargements d'un poids supérieur à celui autorisé par les préfets ou les maires (art. 16).

Les *anticipations ou usurpations* sur les routes prévues par l'arrêt du Conseil du 17 juin 1721, l'ordonnance royale du 4 août 1731, l'ordonnance du 2 août 1774 et l'ordonnance du Bureau des finances de Paris du 17 juillet 1781.

*L'embarras de la voie publique* par des dépôts de graviers, fumiers, immondices ou par tous autres empêchements au passage public, tant sur les chaussées, les pavés et les chemins de terre que sur les ponts et dans les rues des bourgs et villages. (Ordonnance du 4 août 1731).

*La dégradation des routes* prévue et punie par l'arrêt du Conseil du 17 juin 1721 et l'ordonnance du 4 août 1731 et, pour Paris, par l'ordonnance du Bureau des finances du 2 août 1774 et celle du 17 juillet 1781 et, s'il y a faute, négligence ou imprudence par l'art. 9 de la loi de 1851.

*Les fouilles, enlèvements de gazon, terres ou pierres*, interdits par l'arrêt du Conseil du 17 juin 1721, l'ordonnance royale au 7 août 1731, les ordonnances du 2 août 1774 et du 7 juillet 1781.

*L'abatage des berges et talus*, puni par les mêmes textes.

*L'enlèvement des poteaux indicateurs placés aux angles des routes*

forestières, (O. août 1669) des bornes destinées à empêcher le passage des voitures ou à défendre les murs de soutènement et les parapets des ponts.

*Les transports ou dépôts* sur la voie publique de charognes ou de cadavres d'animaux (O. du 17 juillet 1881).

*Le comblement des fossés* dans quelque but et par quelque moyen que ce soit (A. 4 août 1731).

Il faut y ajouter l'établissement d'éviers, plus haut que les rez-de-chaussée, les obstacles apportés à l'écoulement des eaux, l'ouverture de carrières à une distance insuffisante des routes... etc.

2° POLICE DE LA CIRCULATION. — Elle a pour but, ainsi que le rappelle la circulaire ministérielle du 30 mai 1921 « d'assurer la sauvegarde des droits respectifs de ceux qui utilisent la route ».

Les mesures en sont prises par la loi du 30 mai 1851 et le décret du 27 mai 1921 dont nous avons déjà parlé et qui abroge les décrets du 10 août 1852, 24 février 1858, 10 mars 1899, 10 septembre 1901 et 4 septembre 1919.

Le décret du 27 mai 1921 qu'on appelle communément le « Code de la route » est divisé en six chapitres que nous allons examiner rapidement, pour indiquer les mesures dont le commissaire de police doit assurer l'application.

Le chapitre I<sup>er</sup> contient les dispositions applicables à tous les véhicules, aux bêtes de trait, de charge, et aux animaux montés.

Il prévoit : l'éclairage des véhicules après la tombée du jour par un ou deux feux blancs à l'avant et un feu rouge vers l'arrière, l'apposition d'une plaque métallique, conformément à l'art. 3 de la loi de 1851, portant les nom, prénoms et domicile du propriétaire, sur tous les véhicules autres que ceux qui en sont dispensés par la loi et le décret ; l'accompagnement des bêtes de trait ou de charge et des bestiaux, la conduite des véhicules sur le milieu ou la partie droite de la chaussée ; l'obligation pour les conducteurs d'avertir de leur approche les autres conducteurs et les piétons ; les conditions de croisement en prenant la droite, de dépassement en prenant la gauche, de priorité de passage à un carrefour pour le conducteur qui suit une voie nationale ou, si les voies sont de même importance, pour celui qui vient à la droite de l'autre. Enfin l'interdiction de stationner sans nécessité ou sans avoir pris les précautions nécessaires pour ne pas gêner la circulation.

Le chapitre II contient les dispositions spéciales aux véhicules à traction animale, telle l'obligation de les munir d'un frein, si le préfet, en raison de la topographie, l'a exigé.

Le chapitre III comprend les obligations imposées aux automobiles :

Tout véhicule automobile ne peut être mis en circulation qu'après avoir été réceptionné par le Service des mines et pourvu d'un numéro. Il doit être muni d'une trompe dont l'usage est seul permis dans les agglomérations et d'un appareil sonore susceptible d'être entendu à cent mètres au moins en rase campagne ; il doit être éclairé, dès la tombée du jour, par deux feux blancs à l'avant, un feu rouge à l'arrière et à gauche et, s'il fait plus de vingt kilomètres à l'heure, en rase campagne, d'un appareil éclairant au moins à cent mètres en avant et dont le faisceau de rayons aveuglants ne s'élève pas à plus d'un mètre du sol.

Toute voiture automobile doit aussi être pourvue non seulement de la plaque indiquant les nom et adresse du propriétaire, indispensable à tout véhicule, mais encore d'une plaque indiquant le nom du constructeur, l'indication du type et du numéro de série et enfin de deux plaques, l'une à l'avant, l'autre à l'arrière, portant le numéro d'ordre de la voiture.

Quant au conducteur, il doit être muni d'un certificat de capacité pour la conduite des automobiles, délivré après examen, par le préfet du département de sa résidence, certificat susceptible de lui être retiré après deux contraventions dans l'année.

Enfin le décret réglemente la vitesse des automobiles. Il ne fixe une vitesse maxima que pour les voitures, dont le poids total en charge est supérieur à 3.000 kilos. Mais, tout en rappelant les responsabilités que le conducteur peut encourir à raison des dommages causés aux personnes, aux animaux, aux choses ou à la route, l'article 31 du décret lui prescrit de rester constamment maître de sa vitesse, de ralentir ou d'arrêter toutes les fois que son véhicule pourrait être une cause d'accident, de désordre ou de gêne pour la circulation, notamment dans les agglomérations, dans les courbes, les fortes descentes, les sections de routes bordées d'habitations, les passages étroits et encombrés, les carrefours, ou encore lorsque les bêtes de trait, de charge ou de selle ou les bestiaux manifestent, à son approche, des signes de frayeur.

Le chapitre IV du décret contient les dispositions spéciales aux véhicules, attelés ou automobiles, affectés aux services publics de transport en commun.

Il oblige les entrepreneurs de services publics de transport en commun à faire une déclaration au préfet du département de leur siège principal, indiquant le nombre de leurs voitures, celui des places qu'elles contiennent, le lieu de la destination, les jours et heures de départ et d'arrivée.



Aucun véhicule servant aux transports en commun ne peut circuler sans autorisation du préfet, après réception par une commission composée du commissaire de police, du représentant du directeur des Contributions indirectes et des experts désignés par le préfet.

Ces véhicules doivent être munis d'au moins un frein, l'intérieur doit être disposé de manière à assurer la sécurité et la commodité des voyageurs, le nombre des places et le prix doivent y être affichés, l'extérieur doit porter les nom et domicile de l'entrepreneur, les indications relatives à l'itinéraire, l'estampille des Contributions indirectes.

Leur éclairage doit être assuré par deux feux blancs à l'avant et un feu rouge à l'arrière et à gauche et, s'ils font plus de douze kilomètres à l'heure en rase campagne, par un feu supplémentaire éclairant à cent mètres au moins en avant et dont la hauteur du faisceau des rayons aveuglants ne dépasse pas un mètre au-dessus du sol.

Les conducteurs de ces véhicules servant aux transports en commun, doivent être âgés de seize ans au moins pour les voitures attelées et de vingt ans au moins pour les automobiles. Ils doivent être munis d'un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par le maire de la commune de leur domicile.

Enfin le chapitre IV organise les relais et prévoit un registre destiné aux réclamations du public.

Le chapitre V comprend les dispositions relatives aux cycles, à qui il impose dès la chute du jour, d'être pourvus d'un feu visible de l'avant et de l'arrière ou, d'un feu à l'avant et d'un appareil à surface réfléchissante rouge à l'arrière. Tout cycle doit en outre être muni : d'un appareil avertisseur, timbre à note aiguë ou grelot, dont le son puisse être entendu à cinquante mètres au moins ; d'une plaque métallique portant les nom et domicile du propriétaire et, si celui-ci est un loueur, l'indication d'un numéro d'ordre. Enfin l'art. 52 prescrit aux cyclistes de prendre une allure modérée, lorsque les circonstances l'exigent et l'art 53 confirme à leur égard les règles générales concernant le croisement ou le dépassement de véhicules quelconques.

Le chapitre VI du décret du 27 mai 1921 prévoit les dispositions applicables aux piétons et aux animaux non attelés ni montés.

Les piétons dûment avertis de l'approche d'un véhicule, d'un cycle, de bêtes de trait, de charge ou de selle, doivent se ranger pour leur laisser le passage.

Les troupeaux doivent être dirigés par un nombre suffisant de conducteurs, ne pas stationner sur la route et n'occuper que la moitié de sa largeur.

Enfin, l'art. 57 interdit de laisser vaguer sur les voies publiques un

animal quelconque, d'y laisser à l'abandon des bêtes de trait, de charge ou de selle et de faire ou laisser paître sur les voies publiques les animaux de toute espèce.

D'autre part, la loi du 30 mai 1851 énumère quelques obligations pour les conducteurs de véhicules et en prévoit les sanctions.

C'est ainsi que l'art. 7 prévoit une amende de 6 à 15 francs pour le propriétaire et de 1 à 5 francs pour le conducteur d'une voiture circulant sans plaque d'identité ; l'art. 8 porte la peine, contre ce conducteur, à une amende de 50 à 200 fr. et à un emprisonnement de six jours au moins et de 6 mois au plus s'il déclare un nom ou domicile autre que le sien ou que celui du propriétaire pour le compte duquel la voiture est conduite ; la même peine est applicable à tout propriétaire ou conducteur de voiture qui aura fait usage d'une plaque portant un nom ou domicile faux ou supposé. L'art. 21 prévoit que dans ces différents cas la voiture est provisoirement retenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le procès-verbal, à moins qu'il n'ait été fourni une caution solvable, ou fait dépôt d'une somme arbitrée par le maire.

Enfin, l'art. 10 punit d'une amende de 16 à 100 francs le refus de s'arrêter ou de se soumettre aux vérifications, malgré la sommation du commissaire de police ou de l'un des autres agents également qualifiés pour procéder aux constatations des infractions à la police du roulage.

Ajoutons que le décret du 27 mai 1921 mentionne expressément que ces dispositions ne font pas obstacle à celles qui pourraient être prises par les maires ou les préfets si les circonstances l'exigent. Ainsi le commissaire de police peut encore avoir à faire appliquer, même en matière de police générale, d'autres mesures que celles que nous avons énumérées et que le préfet aurait prescrites par voie d'arrêté.

*Police des voies ferrées.* — Le commissaire de police tient sa compétence, en matière de police des chemins de fer et voies ferrées, d'une part de l'art. 11 de la loi du 15 juillet 1845 qui prévoit que les contraventions aux mesures relatives à la conservation des chemins de fer seront constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de grande voirie, d'autre part de l'art. 23 de la même loi, en ce qui concerne les mesures relatives à la sûreté de la circulation sur les chemins de fer, enfin de l'art. 97 du décret du 11 novembre 1917 sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt local et d'intérêt général.

*Contraventions de grande voirie.* — La loi du 15 juillet 1845 relative aux chemins de fer et que la loi du 31 juillet 1913 a rendu applicable aux voies ferrées d'intérêt local, déclare dans son article 1<sup>er</sup> que les

chemins de fer construits ou concédés par l'Etat font partie de la grande voirie et l'art. 2 rend applicables aux chemins de fer les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, levées et ouvrages d'art dépendant des routes, et d'interdire sur toute leur étendue le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques. L'art. 3 rend applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie, en ce qui concerne : l'alignement, l'écoulement des eaux, l'occupation temporaire des terrains en cas de réparation, la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés, le mode d'exploitation des mines, minières, tourbières, etc...

En outre la loi de 1845 établit dans un but de sécurité publique des servitudes spéciales aux chemins de fer :

Interdiction de bâtir à une distance de moins de deux mètres d'un chemin de fer (art. 5), de pratiquer, sans autorisation, des excavations, quand le chemin de fer se trouve en remblai de plus de trois mètres, dans une zone d'une largeur égale à la hauteur du remblai (art. 9) ; défense d'établir à une distance de moins de vingt mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, des couvertures en chaume, des meules de paille, de foin et aucun autre dépôt de matières inflammables (art. 7) ; interdiction de déposer à moins de cinq mètres, sans autorisation, des amas de pierres ou objets non inflammables.

Ces contraventions — nous le savons — sont de la compétence des Conseils de préfecture

*Police et sûreté de la circulation.* — Les crimes et délits spéciaux en la matière, prévus par la loi de 1845 sont les suivants :

1° le fait d'avoir volontairement détruit ou dérangé la voie de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation, employé un moyen quelconqué pour entraver la marche des convois ou les faire sortir des rails, prévu et puni par l'art. 16, de la réclusion et, s'il y a eu blessures, des travaux forcés à temps et de la mort s'il y a eu homicide.

2° la menace de commettre un des crimes ci-dessus, punie de peines différentes par l'art. 18, selon qu'elle aura été faite avec ordre ou sans condition, par écrit ou verbalement.

3° les accidents causés par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements (art. 19).

4° l'abandon de son poste, au cours de la marche d'un convoi par un mécanicien ou un conducteur garde-frein (art. 20).

Enfin l'art. 21 punit d'une amende de 16 à 3.000 francs et, en cas de récidive, d'une amende double et d'un emprisonnement de 3 jours à un

mois les contraventions aux règlements d'administration publique et aux arrêtés préfectoraux approuvés par le Ministre des travaux publics.

Le plus important de ces règlements est le décret du 11 novembre 1917 portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt local ou d'intérêt général. Nous allons examiner les mesures qu'il prévoit et dont le commissaire de police doit assurer l'exécution, **concurrentement avec les autres agents compétents** :

Le décret laisse le soin aux préfets de prendre, avec l'approbation du Ministre des travaux publics, les mesures de police destinées à assurer le bon ordre dans les parties des gares et de leurs dépendances accessibles au public, notamment ce qui concerne l'entrée, le stationnement, la circulation des voitures publiques ou particulières, destinées soit au transport des personnes, soit au transport des marchandises dans les cours dépendant des gares.

D'autre part le décret défend à toute personne, art. 77 :

1° de modifier ou déplacer sans autorisation et de dégrader, déranger ou altérer, pour quelque cause que ce soit, la voie ferrée, les talus, clôtures... ainsi que les appareils et le matériel de toute nature servant à l'exploitation ;

2° de rien jeter ou déposer sur les lignes de transport ou de distribution d'énergie ;

3° d'empêcher le fonctionnement des signaux ou appareils quelconques et de manœuvrer, sans en avoir mission, ceux qui ne sont pas mis à la disposition du public ;

4° de troubler par des signaux, la mise en marche ou la circulation des trains ;

5° de pénétrer, circuler ou stationner sans autorisation régulière dans les parties de l'enceinte ou des dépendances de la voie ferrée qui ne sont pas affectées à la circulation publique, d'y introduire aucuns animaux, d'y faire circuler ou stationner aucuns véhicules étrangers au service, d'y jeter ou déposer aucuns matériaux ou objets quelconques ;

6° de laisser stationner sur les parties d'une voie publique occupée par une voie ferrée, des voitures ou des animaux non gardés, d'y jeter ou déposer aucuns matériaux ou objets quelconques, de faire suivre les rails de la voie par des véhicules étrangers au service.

Enfin l'art. 78 interdit aux voyageurs :

1° d'entrer dans une voiture sans billet, de prendre place dans un wagon d'une classe supérieure, de faire un parcours plus long que celui auquel donne droit le ticket ;



2° de prendre une place déjà retenue ou d'accaparer les places et les filets ;

3° de se placer dans les endroits interdits ou réservés et d'encombrer les couloirs ou les accès ;

4° de monter en surnombre ;

5° de monter ou descendre en cours de route ou avant l'arrêt complet du convoi, ou autrement que par les accès réservés à cet effet ;

6° de passer d'une voiture dans une autre, autrement que par les passages spéciaux, de se tenir debout sur les impériales pendant la marche et de se pencher au dehors ;

7° de fumer dans les salles d'attente ou les compartiments fermés, exception faite pour ceux réservés aux fumeurs ;

8° de cracher ailleurs que dans les crachoirs ;

9° de se servir sans motif plausible du signal d'alarme ;

10° d'enlever ou de détériorer les étiquettes, pancartes ou inscriptions intéressant le service de la voie ferrée.

Le décret prévoit encore l'interdiction d'admettre plus de voyageurs dans une voiture que ne le comporte le nombre des places affichées, l'interdiction aux individus en état d'ivresse d'entrer dans le chemin de fer ou ses dépendances, l'obligation pour les piétons et véhicules de dégager la voie ferrée à l'approche d'un convoi..., etc ..

**Protection du domaine fluvial.** — L'art. 538 du code civil et l'art. 34 de la loi du 8 avril 1898 comprennent dans le domaine public, les fleuves et les rivières navigables ou flottables considérées comme faisant partie de la grande voirie ; elles sont soumises à un régime spécial de protection que l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 29 floréal an X étend aux canaux, qui cependant peuvent appartenir à des particuliers et à des communes, et aux chemins de halage qui sont la propriété des riverains. Il faut y ajouter la rivière de Bièvre bien qu'elle ne soit ni navigable, ni flottable, mais qui traverse Paris. Nous distinguerons, avec M. Berthélemy, la police de la conservation, la police de la navigation et la police de la pêche.

**1° POLICE DE LA CONSERVATION.** — L'art. 2 de la loi du 29 floréal an X donne compétence au commissaire de police pour assurer, concurremment avec d'autres agents, l'exécution de la réglementation relative à la grande voirie fluviale.

Ainsi le commissaire de police doit réprimer, non seulement le crime de destruction des édifices, ports, digues ou autres constructions, prévu par l'art 437 du code pénal, et les délits de transmission nuisible des eaux d'un fonds sur un autre et d'inondation des propriétés voisi-

sines par suite de la trop grande élévation du déversoir des usines, prévus par l'art. 457 du code pénal et la loi du 28 septembre 1791, mais il doit aussi réprimer les infractions aux dispositions édictées en vue de la conservation de la grande voirie fluviale et de son utilisation.

Ces dispositions sont prises par la loi du 8 avril 1898 et surtout par d'anciens règlements, pour la plupart antérieurs à la Révolution, notamment l'ordonnance de 1669 et les arrêts du Conseil du roi du 8 mars 1746 et du 24 juin 1777.

Elles défendent, en ce qui concerne :

*Les rivières navigables.* — 1° d'exécuter sans autorisation un ouvrage quelconque « sur ou au long des rivières navigables » ;

2° d'encombrer le lit ou les bords des voies navigables » ;

3° d'extraire des matériaux dans le lit, et jusqu'à 1 m. 70 de la rive.

Enfin l'arrêt de 1777 réprime encore tous les empiètements et tous les dégâts commis sur les dépendances des cours d'eau navigables ou flottables : ouvrages d'art, digues, chaussées, quais, ports..., etc.

*Chemins de halage.* — L'art. 2 de l'arrêt de 1777 enjoint à tous propriétaires riverains de livrer 7 m. 80 de largeur, pour le halage des bateaux, « sans pouvoir planter arbres, ni haies, tirer fossés, ni clôtures plus près desdits bords que de trente pieds » (9 m. 75).

Quant à l'art. 11, il déclare tous ouvrages publics, construits pour la sûreté et la facilité de la navigation et du halage, « faire partie des ouvrages royaux » et ordonne qu'ils ne soient ni dégradés, ni détruits, ni enlevés.

*Cours d'eau non navigables.* — Les rivières non navigables ni flottables ne font pas partie de la grande voirie, aussi les infractions aux dispositions réglementaires qui les régissent ne sont plus de la compétence des Conseils de préfecture comme celles que nous venons d'énumérer. Elles sont sanctionnées par l'art. 471 § 15 du code pénal qui les punit d'une amende de 1 à 5 francs, et en cas de récidive d'un emprisonnement de 1 à 3 jours.

2° POLICE DE LA NAVIGATION. — Elle est régie aussi par d'anciens règlements et par le décret du 8 octobre 1901.

L'art. 8 de l'arrêt du 24 juin 1877 interdit de troubler ou de retarder la navigation.

D'autres règlements déterminent les conditions à observer pour la circulation des bateaux. Leur application incombe plus particulièrement à des agents spéciaux, aussi n'entrerons-nous pas dans le détail des mesures qu'ils prescrivent.

**3<sup>e</sup> POLICE DE LA PÊCHE.** — Le droit de pêche dans les rivières navigables ou flottables s'exerce au profit de l'Etat et dans les rivières non navigables ou flottables, au profit des riverains.

L'art. 5 de la loi du 15 avril 1829 interdit sous peine d'une amende de 20 à 100 francs, de se livrer à la pêche sans l'autorisation de celui à qui ce droit appartient.

Cependant le paragraphe 3 du même article, permet à tout individu de pêcher à la ligne flottante tenue à la main, sauf en temps de frai, dans les cours d'eau appartenant à l'Etat et faisant partie du domaine public.

Sont interdits : l'établissement de barrages ayant pour objet d'empêcher le passage du poisson (art. 24) ; l'emploi de drogues ou appâts de nature à enivrer le poisson ou à le détruire (art. 25).

Enfin le décret du 5 septembre 1897 prévoit différentes mesures en vue de la conservation du poisson :

1<sup>o</sup> Temps pendant lequel la pêche est interdite : du 30 septembre au 10 janvier pour le saumon, du 20 octobre au 31 janvier pour la truite ; du 15 novembre au 31 décembre pour le lavaret, et du lundi qui suit le 15 avril, au dimanche qui suit le 15 juin, pour tous les autres poissons et pour l'écrevisse. Les préfets peuvent d'ailleurs aggraver ces mesures, sur l'avis des Conseils généraux,

D'autre part il est interdit de pêcher entre le coucher et le lever du soleil dans quelque cours d'eau que ce soit.

En outre le colportage, la vente et la mise en vente des diverses espèces de poissons est interdite pendant le temps où la pêche est prohibée, sauf pour les poissons frais provenant des réservoirs ou étangs.

2<sup>o</sup> Le décret de 1897 défend encore l'emploi d'appareils ou pièges, de dynamite, d'explosif, d'armes à feu, il défend de pêcher à la main, de troubler l'eau, de fouiller avec des perches sous les racines, d'employer des filets dont les mailles n'ont pas les dimensions suffisantes, etc., etc.

**2<sup>e</sup> Protection des citoyens et de leurs biens.** — Le commissaire de police protège les citoyens et leurs biens :

1<sup>o</sup> en tenant en observation constante les individus qui, soit en raison du genre d'existence particulière qu'ils ont adoptée, soit en raison de leur mentalité, de leurs défauts, de leurs habitudes, soit en raison de leurs antécédents, se révèlent comme plus particulièrement capables d'attenter aux personnes ou aux biens de leurs concitoyens ;

2<sup>o</sup> en surveillant les endroits où ces individus suspects peuvent se

rencontrer ou se réunir, et en veillant à l'application des prescriptions imposées aux lieux publics soumis à la réglementation administrative :

*a) Surveillance des suspects*

*Mendiants* : De tout temps les mendiants ont fait l'objet d'une surveillance spéciale de l'autorité. Il s'agit ici, bien entendu, de faire la différence entre les malades, les invalides, les gens sans travail, mendiants d'occasion pourrait-on dire, et les mendiants d'habitude, qui se font de la mendicité une sorte de profession. Vicieux et paresseux, ceux-ci sont tout prêts à tirer leurs moyens d'existence, non seulement de la charité publique, mais encore du vol, du cambriolage, de l'escroquerie. « C'est parmi les mendiants et les vagabonds, dit Garraud, dans la tourbe des gens qui vivent au jour le jour, sans espoirs et sans but, en proie à la paresse et à la misère, que se recrutent surtout les criminels ».

Toute la réglementation de police de l'ancien régime est encombrée de mesures contre les mendiants.

Sauval, dans les *Antiquités de Paris*, nous décrit leur vie dans la « Cour des Miracles », quartier qu'ils occupaient exclusivement :

« Là, dit-il, nul n'avait ni foi, ni loi ; on n'y connaissait ni baptême, ni mariage, ni sacrement. Les filles et les femmes les moins laides se prostituaient pour deux liards, les autres pour un double (deux deniers), la plupart pour rien. Ils avaient une sorte de police entre eux, dont ils suivaient les ordres. Ils allaient mendier dans les rues, dans les églises ; et afin d'exciter la pitié, ils contrefaisaient les soldats estropiés... »

En 1656, le roi, en même temps qu'il crée sous le nom d'« Hôpital général » un dépôt de mendicité pour les y enfermer et pouvant en contenir 6.000, rappelle un règlement de 1541 qui interdit de loger les mendiants, à toutes personnes « tant propriétaires que locatifs, qui ont coutume de retirer, loger et recevoir de nuit et pour un liard et au jour la journée, les caymans (mendiants) valides et autres gens oisifs... ».

Mais bien que ces dispositions aient été renouvelées, les mendiants continuent à former une classe nombreuse, « troublant la tranquillité de la ville par leur astuce, leur audace, leurs dérèglements et leurs voleries » et, lit-on dans une déclaration du roi du 18 juillet 1724, ils n'hésitent pas à se révolter et à opposer une résistance opiniâtre aux mesures de police.

À la fin de l'ancien régime, leur nombre n'avait guère diminué et leur attitude ne s'était pas de beaucoup améliorée, à en croire les



Mémoires du lieutenant général de police Lenoir, « sur la police de son temps ».

Il est incontestable qu'une grande amélioration s'est produite depuis cette époque, et cependant il existe encore de nos jours de nombreux mendiants, capables de travailler et s'y refusant nettement, et dont le genre de vie est une menace pour l'ordre public.

La surveillance que le commissaire de police doit exercer sur eux semble devoir être d'autant plus étroite que les mesures législatives ou réglementaires prises contre eux paraissent avoir manqué d'efficacité.

Pendant la période révolutionnaire, c'est l'autorité administrative seule qui était chargée de la répression de la mendicité.

Le mendiant, en vertu des décrets des 30 mai et 12 août 1790, devait être renvoyé dans la commune de son domicile. La loi du 7 frimaire an V ajouta à cette mesure, une détention de 3 mois ; puis le décret du 5 juillet 1808 « sur l'extirpation de la mendicité », prescrivit l'arrestation et l'envoi immédiat des mendiants dans les dépôts de mendicité, dont il décida la création dans chaque département. Enfin le code pénal fit de la mendicité un délit, prévu par les art. 274 à 282 :

Art. 274 : « Toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existera un établissement public, organisé afin d'obvier à la mendicité, sera punie de trois à six mois d'emprisonnement et, sera, après l'expiration de sa peine, conduite au dépôt de mendicité ».

Art. 275 : « Dans les lieux où il n'existe point encore de tels établissements, les mendiants d'habitude, valides, seront punis d'un mois à trois mois d'emprisonnement. S'ils ont été arrêtés hors du canton de leur résidence ils seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans ».

Ainsi, dans les endroits où il n'existe pas d'établissement spécial, les mendiants invalides ne tombent pas sous le coup de la loi, sauf (art. 276) s'ils usent de menaces ou si, sans la permission du propriétaire ou des personnes de sa maison, ils sont entrés, soit dans une habitation, soit dans un enclos en dépendant, ou encore s'ils mendient en réunion ou s'ils feignent des plaies ou des infirmités.

La surveillance du commissaire de police est rendue d'autant plus nécessaire, que les mendiants, quel que soit le nombre de leurs condamnations ne sauraient être relégués s'ils n'ont été condamnés que pour mendicité simple, sans les circonstances aggravantes de port d'armes, travestissement, etc.

*Vagabonds.* — Plus dangereux encore peut-être pour la société que

les mendiants, sont les vagabonds. La surveillance que le commissaire de police doit exercer sur eux n'en doit être que plus étroite.

Capable de travailler, mais ne le faisant que dans la mesure strictement nécessaire à sa subsistance, le vagabond erre par les routes, en quête des coups faciles, volant ici un lapin ou une volaille, là des récoltes ou des instruments, menaçant ceux qui le gênent, se vengeant de ceux qui mettent obstacle à ses projets.

Dans tous les temps, ont existé des individus rebelles à toute discipline, à tout travail suivi, n'ayant d'autre désir et d'autre but que de changer continuellement de pays et d'échapper à toute occupation.

Dès 1534 ils constituaient un danger tel, qu'un édit les condamna au supplice de la roue.

Le roi Charles V se préoccupa de les obliger au travail par une ordonnance du 9 septembre 1376 : « A été cryé de par le roy notre sire, que toutes les manières de gens oyseulx qui ont puissance d'ouvrer ès fossés de sa bonne ville de Paris, ou ailleurs où on les vouldra embesogner pour sallaire compétent, qui ne veulent ou ne voudront ès ouvrer en dits lieux et par la manière que dit est, soient prinz et menez au Châtelet par les sergents à ce ordonnez, pour iceuls oysenlx battre ou chanter, ainsy qu'il appartiendra ».

Plus tard et sans plus de succès, on exécuta des rafles et les vagabonds furent envoyés aux colonies. Le vagabondage n'en subsista pas moins.

Le code pénal en fit un délit aux termes de l'art. 269 et l'art. 270 précisa : « les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession ».

Si donc, au cours de sa surveillance des vagabonds, le commissaire de police constate la réunion des trois éléments qui constituent le délit, il interviendra en qualité d'officier de police judiciaire et procédera à l'arrestation. Mais ce n'est pas là uniquement le but de sa surveillance, ce qui la rend plus difficile, plus délicate, et peut être en même temps plus utile, c'est qu'elle doit porter surtout sur les individus qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale, parce que leur situation ne réunit pas les trois éléments qu'exige l'art. 270. Or, ceux-là ne sont pas moins dangereux, d'autant que souvent, c'est par l'habileté et par l'expérience acquises en prison, qu'ils réussissent à se maintenir en marge de la loi !

*Nomades.* — Du fait que les nomades ont habituellement une roulotte ils échappent aux articles qui prévoient le vagabondage ; la plupart du temps d'ailleurs, il exercent ou paraissent exercer une pro-

fession. Et cependant, ils sont bien les plus dangereux de tous les suspects que nous avons énumérés, et doivent donner lieu, plus que tous autres, à une surveillance presque ininterrompue du commissaire de police.

C'est en 1427 que les nomades de race étrangère apparurent pour la première fois à la fête du Landit, à St-Denis. Ils faisaient profession de diseurs de bonne aventure, mais n'étaient en réalité que des coupeurs de bourse.

Les vols et les déprédations que commirent par la suite en France les nomades furent tels, que les Etats généraux de Blois en 1560 demandèrent leur expulsion.

Un édit royal de juillet 1682 leur ordonna de quitter le royaume, une ordonnance du 11 juillet 1684 prescrivit d'arrêter les Bohêmes ou Egyptiens, de faire attacher les hommes à la chaîne des forçats pour être conduits dans les galères et d'enfermer les femmes, filles et enfants dans les hôpitaux, « le tout sans forme ni figure de procès ».

La législation moderne particulière aux nomades est toute récente. Avant la loi du 16 juillet 1912, le droit commun seul pouvait leur être appliqué, mais aucune autre mesure préventive que l'expulsion, lorsqu'ils étaient étrangers, ne pouvait être prise à leur égard. A l'heure actuelle le commissaire de police doit donc veiller non seulement sur leurs allées et venues et leurs faits et gestes, mais encore sur l'application de la réglementation spéciale qui les concerne.

Tout nomade, âgé de plus de 13 ans, doit être en possession d'un carnet anthropométrique d'identité délivré par le préfet ou le sous-préfet, indiquant ses nom, prénoms, surnoms, son pays d'origine, la date et le lieu de sa naissance, sa nationalité, les pièces d'identité qu'il a produites, le genre de commerce, de métier ou d'industrie qu'il exerce et enfin son signalement anthropométrique, établi conformément à la circulaire du Ministre de l'intérieur du 3 octobre 1913, par les commissaires et inspecteurs des brigades mobiles, à défaut d'agents spéciaux des services anthropométriques.

Indépendamment de ce carnet individuel, le chef de famille ou de groupe, doit être muni d'un carnet collectif, comprenant l'énumération de toutes les personnes de la famille ou du groupe voyageant ensemble et contenant :

1° l'état-civil du chef de famille ou du groupe et les indications de son carnet individuel ;

2° l'état-civil et le signalement de chacun des membres du groupe, l'indication des liens de parenté, de droit ou autres, les rattachant au chef, et mention des indications de leurs livrets individuels ;

3° les modifications survenues dans la famille ou le groupe, par suite de mariages, naissances, divorces ou décès, de départ de membres du groupe ou adjonction de nouveaux membres ;

4° le numéro des plaques spéciales placées sur les voitures ;

5° les empreintes digitales des enfants âgés de deux ans au moins et de moins de treize ans ;

6° la description des voitures du groupe ;

Enfin les voitures doivent être munies à l'arrière, d'une plaque spéciale, délivrée par les préfets et les sous préfets, mesurant 18 cent. de hauteur et 36 de largeur, portant un numéro d'ordre de 10 cent. de haut, l'estampille du Ministère de l'intérieur et la mention « loi du 16 juillet 1912 ».

Le décret du 16 février 1912 prescrit à tous agents de la force ou de l'autorité publique, de se faire représenter et de viser les carnets individuels et collectifs des nomades qu'ils rencontrent.

Le même décret oblige ceux-ci à se présenter à leur arrivée dans une commune où ils doivent stationner, ainsi qu'à leur départ, devant le commissaire de police pour lui représenter leurs carnets aux fins de visa, et s'il n'y a pas de commissaire dans la commune, devant le commandant de la brigade de gendarmerie et à défaut enfin, devant le maire.

Telles sont les mesures spéciales prises à l'égard des nomades au point de vue de la police générale et dont le commissaire de police doit surveiller l'exécution.

*Prostituées.* — Les prostituées sont soumises à des règlements de l'autorité municipale que le commissaire de police est chargé, comme nous le verrons, de faire appliquer, mais au point de vue qui nous occupe de la sécurité générale, leur genre de vie, leur mentalité sont de nature à appeler sur elles l'attention du commissaire de police. Un grand nombre d'entre elles sont des spécialistes d'un genre de vols connu sous le nom de « vols à l'entôlage » ou bien du trafic de stupéfiants, ou bien encore de l'excitation à la débauche des mineurs des deux sexes. Enfin toutes, ou presque toutes, font bénéficier de leur prostitution un souteneur.

*Proxénètes.* — Le proxénétisme, la traite des blanches, l'excitation à la débauche sont prévus par l'article 334 du code pénal, modifié par la loi du 3 avril 1903. Il punit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 50 à 5.000 francs :

1° Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans ;



2° Quiconque pour satisfaire les passions d'autrui aura embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure, en vue de la débauche ;

3° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude, ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou une fille majeure en vue de la débauche.

1° Quiconque aura, par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne même majeure, dans une maison de débauche, ou l'aura contrainte à se livrer à la prostitution...

Le commissaire de police doit tenir en surveillance les proxénètes, tenanciers de maisons de débauche et les individus suspects de se livrer à la traite des blanches. Au cours de ses visites dans les maisons de tolérance que l'art. 10 de la loi du 9 juillet 1791 lui permet d'effectuer à toute heure, il interroge les femmes, en particulier si possible, et relève toutes les infractions ci-dessus énumérées, ou à Paris, signale à la brigade spéciale créée en 1914 à la Préfecture de police (Circulaire du 11 février) tous éléments d'information ou d'enquête pouvant amener la découverte et l'établissement de faits punis par l'art. 334.

*Souteneurs.* — La loi du 27 décembre 1916 déclare souteneurs, « ceux qui aident, assistent ou protègent habituellement le racolage public en vue de la prostitution d'autrui, pour en partager les profits », et elle les frappe d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, d'une amende de 100 à 1000 francs, avec interdiction de séjour de cinq à dix ans.

Le commissaire de police, officier de police judiciaire, doit donc surveiller les souteneurs, en vue de la répression du délit qu'ils commettent. Mais les exigences de la loi sont telles qu'il est facile aux souteneurs de se soustraire à ses rigueurs : il leur suffit de ne pas paraître habituellement sur la voie publique à proximité de celles dont ils exploitent la prostitution. Ils n'en seront pas moins dangereux. En effet « il est rare, dit Courcelles, que le souteneur ne joigne pas à son abjecte condition, quelque métier plus inavouable encore. On le trouve dans toutes les bandes de malfaiteurs, dans toutes les attaques nocturnes, dans toutes les séditions... ».

On voit l'importance que peut avoir pour la sécurité publique la surveillance diligente de tels individus !

*Alcooliques et ivrognes.* — Cette catégorie d'individus ne présente pas les mêmes caractères de danger pour la société que celles que nous avons énumérées ; cependant les ivrognes d'habitude, les alcooliques,

méritent d'être tenus en observation par le commissaire de police, non seulement en vue de l'application de la loi sur l'ivresse du 1<sup>er</sup> octobre 1917, lorsqu'ils sont trouvés en état d'ivresse manifeste et publique, mais aussi parce que, même lorsqu'ils ne sont pas ivres, ils ont tendance à provoquer le scandale, à chercher des querelles, à se livrer à des violences ou à des voies de fait.

Remarquons ici que la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1917 sanctionne les faits d'ivresse manifeste et publique d'une peine de simple police et, en cas de récidive, de peines correctionnelles, mais qu'elle édicte de plus une sanction administrative : art. 15 « Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, devra être, par mesure de police, conduite, à ses frais, au poste le plus voisin ou dans une chambre de sûreté, pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison ».

*Aliénés.* — Les attributions confiées au commissaire de police, en ce qui concerne la surveillance et le traitement des aliénés, sont à la fois de police générale et de police municipale.

Police générale en effet, puisque la matière est régie par une loi du 30 juin 1838 applicable sur toute l'étendue du territoire, mais police municipale aussi puisque la loi du 5 avril 1884, dont l'art. 97 énumère les matières ressortissant de la police municipale, indique, art. 97 § 8 : « le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés, dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ». D'ailleurs la loi de 1838 elle-même confie, aux maires en province, (aux commissaires de police à Paris) le soin de prendre les premières mesures en cas de danger imminent.

L'art. 19 de la loi du 30 juin 1838 déclare : « en cas de danger imminent, attesté par le certificat d'un médecin ou par la notoriété publique, les commissaires de police à Paris, et les maires dans les autres communes, ordonneront à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale, toutes les mesures provisoires nécessaires, à la charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet qui statuera sans délai ».

Quoi qu'il en soit de savoir très exactement, si l'objet qui nous occupe est de police générale ou de police municipale, examinons les attributions du commissaire de police à l'égard des aliénés.

Le commissaire de police peut être saisi de trois façons différentes :

1° par le Préfet de police à Paris, par le préfet du département en province, compétents, en vertu de l'art. 18 de la loi du 30 juin 1838, pour « ordonner d'office le placement, dans un établissement d'aliénés,

de toute personne interdite, ou non interdite, dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sûreté des personnes » ;

2° dans les conditions de l'art. 19 de la loi du 30 juin 1838 que nous avons cité ;

3° lorsque le malade est arrêté sur la voie publique en état manifeste de démence, troublant l'ordre et menaçant la sécurité des personnes.

Dans ces deux derniers cas, le commissaire de police doit procéder à une enquête ayant pour but d'établir d'une manière certaine, son état-civil, les causes et les manifestations de sa maladie, les dangers que peut présenter le malade, tant pour sa sécurité personnelle que pour celle des personnes qui l'entourent.

Le commissaire de police doit ensuite prendre toutes mesures utiles pour la conservation des biens de l'aliéné, pendant son internement, soit en faisant procéder à la mise sous scellés par le juge de paix lorsque l'actif est important, soit en apposant lui-même des scellés administratifs et en procédant à un inventaire, si les meubles sont de peu de valeur.

Mais le rôle du commissaire de police ne se borne pas seulement à l'internement des aliénés et aux enquêtes qui l'accompagnent. Il doit aussi exercer une surveillance constante sur les aliénés, non encore internés, et dont l'état pourrait devenir dangereux pour eux-mêmes ou pour autrui, de même que sur les aliénés libérés, susceptibles de subir de nouveaux troubles mentaux. Dans ce but l'art. 15 de la loi impose l'obligation aux chefs, préposés ou aux directeurs des asiles de donner avis dans les 24 heures de la sortie des malades, au Préfet de police, aux préfets, sous-préfets ou maires intéressés, en leur faisant connaître le nom et la résidence des personnes qui auront retiré le malade, son état mental au moment de sa sortie, et, autant que possible, l'indication des lieux où il aura été conduit.

*Condamnés libérés.* — Mais si une catégorie d'individus mérite de la part du commissaire de police une attention particulière, c'est bien celle des gens qui ont été déjà traduits en justice, puis rendus à la liberté.

Il ne saurait être question de ceux qui ont bénéficié d'un non-lieu du juge d'instruction, ou d'un acquittement d'un tribunal, bien qu'à la vérité c'est bien plus souvent le manque de preuves à leur opposer, que leur seule innocence, qui leur a permis d'échapper à la justice, et qu'ainsi est tout indiquée la nécessité d'une surveillance, discrète sans doute, mais sérieuse cependant.

Mais nous voulons surtout parler des condamnés, ayant bénéficié de la loi de sursis, de ceux qui ont purgé leur peine, de ceux qui ont été

libérés conditionnellement, des interdits de séjour dans les lieux où ils sont autorisés et enfin, ainsi que l'expérience en a démontré la nécessité, des amnisties.

Le condamné primaire à l'emprisonnement ou à l'amende, qui a bénéficié de l'art 1<sup>er</sup> de la loi du 26 mars 1891, est dispensé de l'exécution de la peine à laquelle il a été condamné, si dans les cinq ans, il n'encourt pas une autre condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende. Sans doute ce condamné peut, tenant compte de ce premier avertissement solennel, se conduire en parfait honnête homme, mais le fait qu'il a commis une première faute le désigne, plus que toute autre personne, à l'attention du commissaire de police qui doit le surveiller avec beaucoup de discrétion, afin de ne pas lui nuire et ne pas empêcher son relèvement, tout en examinant pourtant si ce condamné tient compte de la leçon qui lui a été donnée et ne continue pas dans la voie où il avait fait un premier pas. Il en est de même pour le prévenu d'un fait amnistié ou pour le condamné pour un fait du même genre : il est tout naturel que le commissaire de police le tienne en observation, discrète mais attentive. De même encore, pour le condamné qui a purgé sa peine et qui malheureusement, au contact de co-détenus plus pervers, a pu acquérir des sentiments et des idées dangereuses pour la sécurité publique.

Les libérés conditionnels appellent davantage encore l'attention du commissaire de police. En vertu de la loi du 14 août 1885, ces condamnés, en raison de leur bonne conduite, de leur bonne attitude en prison, n'ont purgé qu'une partie de leur peine et bénéficié d'une libération anticipée par arrêté du Ministre de l'intérieur, rendu après avis du préfet, du directeur de l'établissement pénitentiaire, de la commission de surveillance de la prison et du parquet près le tribunal ou la cour qui a prononcé la condamnation. Cette mesure de faveur et de bienveillance est révocable en cas d'inconduite, ou de preuve que le condamné ne s'est pas amendé. On voit donc combien est importante la surveillance que le commissaire de police exerce sur lui.

Enfin, ce sont surtout les condamnés à l'interdiction de séjour que le commissaire de police ne doit pas perdre de vue dans les endroits où ils sont admis à résider.

Cette peine de l'interdiction de séjour a été établie pour remplacer celle de la surveillance de la haute police, par la loi du 27 mai 1885 cherchant à concilier le droit de la société à se protéger contre les libérés, en les soumettant à une surveillance spéciale et l'intérêt du relèvement des libérés, qui exige que leur situation reste ignorée du public.



Elle consiste en une défense faite au condamné de résider dans certaines localités, dont la liste établie par arrêté du Ministre de l'intérieur, lui est notifiée au moment de sa mise en liberté.

Mais l'interdit de séjour n'est soumis à aucune formalité, aucune déclaration, ni quant à sa résidence, ni quant à ses déplacements. Il faut le regretter. Une telle formalité pourrait être remplie avec discrétion, sans qu'elle soit connue du public et ainsi n'apporter aucun trouble au relèvement du libéré. Elle faciliterait la surveillance du commissaire de police, la rendrait plus efficace et donnerait à la peine une valeur qu'en réalité elle n'a pas !

#### *b) Surveillance des établissements publics.*

Les établissements publics doivent être surveillés par le commissaire de police parce qu'ils peuvent servir de lieux de réunion aux individus suspects que nous avons énumérés.

En 1524 déjà, le Parlement mettait le prévôt de Paris en demeure de commettre un lieutenant lai de robe courte pour, accompagné de vingt archers, visiter chaque jour les rues, carrefours, tavernes, cabarets et maisons de débauche « où avaient coutume de se retirer les vagabonds, gens oisifs et sans aveu, mal vivants, joueurs de cartes et de dés, blasphémateurs, ruffians, mendiants valides et gens qui seraient trouvés en flagrant délit, pour les prendre et les mener dans les prisons du Châtelet, afin que leur procès fut fait par le prévôt de Paris et son lieutenant criminel »

D'autre part les établissements publics sont soumis dans l'intérêt de l'ordre public et de la sécurité générale, à des règlements administratifs dont le commissaire de police doit surveiller l'exécution. Certains de ces établissements, les débits de boissons et les garnis par exemple, sont tenus en observation par le commissaire de police pour cette double raison ; d'autres, les salles de spectacle par exemple, ne sont tenues en surveillance que parce que l'ordre doit y régner d'une part, et que d'autre part, il importe qu'y soit rigoureusement appliquée toute une réglementation prise dans l'intérêt de la sécurité des spectateurs.

*Débits de boissons.* — Ces établissements sont soumis à une double réglementation de police générale et de police municipale. Nous verrons à quels objets cette dernière s'applique particulièrement et de quelle façon elle est notamment établie à Paris. Examinons, maintenant, la réglementation de police générale qui, ajoutée aux devoirs généraux du commissaire de police, nous permettra de déterminer ses attributions en la matière.

*Ouverture de débits de boissons.* — La loi du 9 novembre 1915 pres-

crit à toute personne qui veut ouvrir un café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place, de faire quinze jours au moins à l'avance, et par écrit, une déclaration au maire et, à Paris, au Préfet de police. Le déclarant s'engage, en même temps, à ne pas vendre des spiritueux, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs, autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés. Il justifie qu'il est Français ou réside en France depuis cinq ans au moins.

Le commissaire de police doit donc s'assurer qu'aucun débit n'est ouvert sans que la déclaration ait été faite, et il peut exiger la représentation du récépissé de déclaration.

L'infraction à ces dispositions constitue un délit puni d'une amende de 16 à 100 francs.

Le commissaire de police doit aussi s'assurer que les débitants ne rentrent pas dans les cas d'incapacité prévus par les articles 3, 4 et 5 de la loi de 1915, savoir : mineurs non émancipés, interdits, condamnés pour crime de droit commun, condamnés depuis moins de cinq ans à un mois de prison ou plus, pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées ou nuisibles à la santé, récidive de coups et blessures et d'ivresse publique.

D'autre part le commissaire de police doit veiller à ce que n'ouvre aucun café, cabaret ou débit de boissons pour y vendre à consommer sur place des spiritueux, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23 degrés.

Cependant le commissaire de police ne doit pas considérer comme nouveau débit, la translation d'un débit déjà existant, si elle est effectuée par le propriétaire du fonds ou ses ayants droit dans un rayon de 150 mètres, à condition que cette translation ne soit pas opérée dans une zone interdite par le maire en vertu de l'art. 9 de la loi de 1880.

N'est pas considéré non plus comme débit nouveau, celui qui fait sa réouverture après clôture des opérations de faillite ou de liquidation judiciaire et celui qui ouvre dans les six mois de la réédification de l'immeuble détruit par les événements de guerre (Loi du 14 novembre 1921).

*Visite et surveillance.* — Nous savons que l'article 9 de la loi des 19-22 juillet 1791 donne aux officiers de police le droit de « toujours pénétrer dans les lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que cafés, cabarets... pour prendre connaissance des désordres et contraventions aux règlements... »

Cette facilité permet au commissaire de police une surveillance plus

commode et plus efficace de l'application des règlements particuliers aux débits de boissons. Elle doit porter d'abord sur la clientèle :

L'art. 267 du code pénal punit de la réclusion, quiconque aura sciemment et volontairement favorisé une association de malfaiteurs en leur fournissant logement ou lieu de réunion. Le débitant qui recevrait chez lui sciemment des malfaiteurs, qui s'y réuniraient pour y préparer des crimes contre les personnes ou les propriétés, tomberait sous le coup de cet article.

La loi du 1<sup>er</sup> octobre 1917, art. 4 interdit aux débitants de recevoir dans leurs établissements des gens manifestement ivres et de leur donner à boire. Elle leur défend de servir des spiritueux et des liqueurs alcooliques aux mineurs âgés de moins de dix-huit ans accomplis ou à des malades hospitalisés dans un asile d'aliénés ou dans une colonie familiale.

Enfin la même loi, art. 10, punit de 6 jours à 6 mois d'emprisonnement, de 50 à 500 fr. d'amende, les débitants qui, en employant ou en recevant habituellement des femmes de débauche, ou des individus de mœurs spéciales, pour se livrer à la prostitution dans leurs établissements ou dans les locaux y attenants, auront excité ou favorisé la débauche.

L'attention du commissaire de police doit ensuite se porter sur la façon dont le débitant exerce son commerce. Nous avons vu que celui-ci est tenu de faire une déclaration à l'autorité municipale et d'en posséder un récépissé, mais il a d'autres obligations et doit se conformer à certaines prescriptions. Il ne peut notamment employer des femmes de moins de dix-huit ans, à moins qu'elles n'appartiennent à sa famille.

La vente au détail, à crédit, soit au verre, soit en bouteille, de spiritueux ou de liqueurs alcooliques à consommer sur place ou à emporter, lui est interdite, de même la vente de boissons de cette nature, même au comptant et pour emporter, à des mineurs âgés de moins de dix-huit ans. Enfin la loi du 16 mars 1915 lui défend la vente de l'absinthe ou de liqueurs similaires.

Le débitant ne peut, d'autre part, sans tomber sous le coup du code pénal art. 475 § 5, 477 et 478 tenir de loteries ou jeux de hasard.

Enfin il est tenu d'afficher dans son établissement un exemplaire officiel (Loi 29 mars 1918) du texte de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et la police des débits de boissons.

*Garnis.* — Comme les débits de boissons, les garnis peuvent être visités en tous temps par les officiers de police, conformément à l'art. 9 de la loi des 19-22 juillet 1791.

Les logeurs sont astreints à certaines obligations qui leur sont im-

posées dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité générales et dont le commissaire de police doit surveiller l'exécution.

De tout temps, ils ont été tenus de faire connaître à la police les noms des personnes logées chez eux : une ordonnance rendue par Charles VI en 1407 leur imposait déjà de faire connaître chaque jour au prévôt les noms de leurs locataires.

L'art. 475 § 2 du code pénal punit d'une amende de 6 à 19 francs inclusivement « les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, qui auront négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons ; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre aux époques déterminées par les règlements ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux maires, adjoints, officiers ou commissaires de police, ou aux citoyens commis à cet effet ; le tout sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'art. 73... »

Cet art. 73 dit : « Les aubergistes et hôteliers convaincus d'avoir logé plus de vingt-quatre heures, quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable... »

Enfin les aubergistes, hôteliers, logeurs, propriétaires de pensions de famille sont tenus, en vertu de l'art. 7 du décret du 2 avril 1917, de faire connaître dans les vingt-quatre heures, au commissaire de police, l'arrivée de locataires ou pensionnaires de nationalité étrangère, dans leur établissement.

Le commissaire de police doit donc se faire représenter le livre de police de chaque garni, examiner la façon dont il est tenu et se rendre compte du degré d'exactitude des mentions qui y sont portées.

Grâce au pouvoir qu'il tient de la loi de 1922 juillet 1791, il peut procéder dans les hôtels mal famés ou suspects à des « descentes de police » au cours desquelles il examine la situation individuelle des locataires. Ce procédé largement utilisé à Paris pendant la guerre et même depuis, a permis la découverte de nombreux individus recherchés par la justice ou frappés d'interdiction de séjour et d'étrangers dont la situation n'était pas régulière.

*Théâtres et salles de spectacles.* — Sous l'ancien régime, on ne pouvait établir un théâtre et donner des représentations sans une autorisation et un privilège accordés par le roi. Le décret du 16 août 1790, titre XI, art. 4, supprima la nécessité du privilège, mais maintint l'autori-



sation qui devait être accordée par les officiers municipaux. Le décret des 13-19 janvier 1791 supprima l'obligation de l'autorisation et n'exigea plus qu'une déclaration.

C'est à ce régime qu'est revenu le décret du 6 janvier 1864, après toute une période de sévère réglementation, sous le 1<sup>er</sup> Empire et la Monarchie.

Actuellement, « tout individu peut construire et exploiter un théâtre, à la charge de faire une déclaration au Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts et au préfet du département, au Préfet de police de Paris ».

L'article 2 du décret ajoute : « les entrepreneurs de théâtres devront se conformer aux ordonnances, décrets et règlements, pour tout ce qui concerne l'ordre, la sécurité et la salubrité publiques.

Or, ces matières sont de celles qui font l'objet de la police municipale en vertu de la loi du 5 avril 1884. C'est donc à propos des attributions du commissaire de police en matière de police municipale que nous étudierons son rôle dans les théâtres et autres salles de spectacle, que le décret de 1864, article 6, a laissés soumis au régime de l'autorisation.

Cependant, même au point de vue auquel nous nous plaçons actuellement, le commissaire de police doit surveiller les établissements de spectacle qui sont soumis à des prescriptions de police générale.

S'il n'a plus à exiger qu'aucune œuvre ne soit jouée, sans avoir été examinée par la censure, depuis que le Parlement ayant, en 1906, refusé de voter les crédits affectés à son fonctionnement, a, du fait même, supprimé cette institution, du moins doit-il encore empêcher les théâtres d'acteurs-enfants défendus par le décret de 1864.

En outre il doit veiller, en ce qui concerne les enfants, aux prescriptions du livre II du code de travail.

*Enfants.* — Aux termes des articles 58 et 59 de ce livre, les enfants des deux sexes âgés de moins de 13 ans ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc..., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. Toutefois le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts à Paris, et les préfets, dans les départements, peuvent exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou plusieurs enfants dans les théâtres, pour la représentation de pièces déterminées.

L'art. 60 dispose que tout individu qui fait exécuter, par des enfants de moins de 16 ans, des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation ; tout individu autre que les père et mère, pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux,

ou directeur de cirque qui emploie dans ses représentations des enfants âgés de moins de 16 ans, est puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 16 à 200 francs.

La même peine est applicable aux père et mère exerçant les professions ci-dessus désignées, qui emploient dans leurs représentations, leurs enfants âgés de moins de 12 ans.

L'art. 61 prévoit que les père, mère, tuteurs ou patrons et généralement toute personne ayant autorité sur un enfant ou en ayant la garde, qui ont livré soit gratuitement, soit à prix d'argent leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de 16 ans aux individus exerçant les professions ci-dessus spécifiées, sont punis de la même peine, de même que les intermédiaires ou agents qui ont livré ou fait livrer ces enfants.

*Personnel.* — Le commissaire de police doit veiller aussi aux prescriptions imposées par le titre II du livre II du code du travail, parmi d'autres établissements, aux théâtres, cirques et autres établissements de spectacle (loi du 31 décembre 1912) :

Leur aménagement doit être fait de manière à garantir la sécurité du personnel. Ils doivent être tenus en constant état de propreté..., etc., etc.

*Droits d'auteur.* — L'art. 428 du code pénal punit de 50 francs à 500 francs d'amende et de la confiscation des recettes, « tout directeur, tout entrepreneur de spectacles, toute association d'artistes, qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs ».

*Droits des pauvres.* — Ils sont perçus par les contrôleurs de l'Assistance publique à qui les commissaires de police sont tenus de prêter leur concours.

A Paris, une circulaire du Préfet de Police du 17 avril 1834 prescrivait au commissaire de police de dresser procès-verbal à la requête de ces contrôleurs, en cas de refus des entrepreneurs de spectacles de payer le droit des pauvres. Aujourd'hui les contrôleurs ont qualité pour dresser eux-mêmes procès-verbal, le commissaire de police n'en doit pas moins mettre son autorité et son influence à leur disposition, et notamment, comme le prescrit une autre circulaire préfectorale du 20 décembre 1904, constater sur leur demande par exemple, le caractère de réunion payante que présenterait une fête ou un divertissement, et en établir un procès-verbal pour être transmis au Préfet de police.

*Cafés-concerts.* — Le commissaire de police doit y assurer l'exécution des prescriptions de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1917 et de la réglementation des débits de boissons que nous avons étudiées.

*Trafic des billets de théâtre.* — La loi du 27 juin 1919 interdit de vendre ou céder, de tenter de vendre ou de céder, à un prix supérieur à celui fixé, ou moyennant primes des billets pris au bureau de location d'un théâtre ou d'un établissement subventionné ou avantagé par l'Etat, le département ou la commune, sous peine d'une amende de 16 à 500 francs d'amende.

*Maisons de jeux.* — De tous temps, les gouvernements se sont préoccupés de protéger les hommes contre leurs propres passions, et notamment contre celle du jeu. Déjà la loi romaine interdisait le jeu de hasard, et la constitution de Justinien prononçait la confiscation des sommes gagnées au jeu, et des maisons qui avaient reçu les joueurs. Dans l'ancienne France, St-Louis interdit les jeux de hasard dès 1254, et Charles V, par une ordonnance du 3 avril 1369, défend « tous jeux de dez, de tables, de palmes, de quilles, de palets, de boules, de billes et tous autres telz jeux qui ne chéent point à exercer ne habiliter nos subjez à fait et usaïne d'armes, sur paines de quarante sols parisis, a appliquer à chacun et pour chacune foisqu'il en y cherra ». Louis XIII dans son ordonnance du 15 janvier 1629 déclare : « Défendons à tous nos sujets de recevoir en leurs maisons les assemblées pour le jeu que l'on nomme académies ou brelans, ni prêter ou louer leurs maisons à cet effet ; déclarant dès à présent tous ceux qui y contreviendront et qui se prostitueront à un si pernicieux exercice, infâmes, intestables et incapables de tenir jamais offices royaux. Enjoignons à tous nos juges de les bannir pour jamais des villes où ils seront convaincus d'avoir contrevenu au présent article. Voulons, en outre, que les dites maisons soient confisquées sur le propriétaire, s'il est prouvé que le dit exercice y ait été fait six mois durant »...

Ces prescriptions furent plusieurs fois renouvelées sous l'ancien régime, mais sans beaucoup de succès si l'on en croit les « Mémoires de Peuchet, tirés des archives de la Police :

« Les lois et règlements de police qui prohibent les jeux de hasard, écrit-il, ne peuvent jamais être exécutés à Paris ; deux causes en furent toujours sensibles : on parvenait aisément à en éluder les dispositions sévères, et la passion du jeu qui s'exagère avec l'âge, ne cède ni aux menaces, ni aux représentations ; elle domine ceux qui en sont attaqués et qui lui trouvent des issues, d'autant plus ingénieuses, que les faiseurs de loi, qui ne tiennent pas compte de la force irréductible des penchans, n'ont pas l'instinct d'imaginer les répressions suffisantes ou les distractions nécessaires... »

La législation actuelle est contenue dans le code pénal dont l'article 410 stipule :

« Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus et d'une amende de 100 à 6.000 francs..... Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés ».

D'autre part, l'art. 475 du code pénal § 5, punit d'une amende de 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement « ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loteries ou d'autres jeux de hasard ».

L'art. 410 n'est appliqué qu'aux maisons où le public n'est pas indistinctement admis sans formalités ; l'art. 475 au contraire, aux lieux publics ouverts à tous venants.

Le commissaire de police doit s'occuper de la recherche des lieux publics où l'on joue des jeux de hasard, et particulièrement des maisons clandestines visées par l'art. 410.

Sa mission est facilitée, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le voir par la loi du 19 juillet 1791 dont les articles 9 et 10 stipulent.

« A l'égard des lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que cafés, cabarets, boutiques et autres, les officiers de police pourront toujours y entrer soit pour prendre connaissance des désordres et contraventions aux règlements.. ..

Ils pourront aussi entrer en tous temps dans les maisons où l'on donne habituellement à jouer des jeux de hasard, mais seulement sur la désignation qui leur en aurait été faite par deux citoyens domiciliés ».

Le commissaire de police, aux termes de l'art. 410 poursuivra : ceux qui auront tenu la maison de jeu de hasard, les banquiers de la maison, les administrateurs, les préposés, les agents, en qualité d'auteurs principaux, et conformément à l'article 60, tous les complices, notamment celui qui aura établi la maison, le propriétaire de l'immeuble etc... Aux termes de l'art. 475 § 5, il poursuivra ceux qui auront établi ou tenu le jeu de hasard. Enfin, par application des articles 410 et 419 du code pénal, il ne manquera pas de saisir les fonds, les meubles et tous les objets désignés en cet article.

Mais le commissaire de police déférera, non au tribunal de police,



mais au tribunal correctionnel, les individus qui ne tireraient habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites. Ces individus sont considérés comme gens sans aven et punis comme vagabonds, par application de la loi du 27 mai 1885 art. 4, modifié par loi du 3 avril 1903 et confirmé par la loi du 27 décembre 1916.

Dans les stations balnéaires, thermales ou climatériques, les cercles et casinos peuvent en vertu de la loi du 5 juin 1907 être autorisés à ouvrir des locaux spéciaux où seront pratiqués des jeux de hasard. Les commissaires de police, dans ces villes, n'auront donc qu'à veiller à l'exécution des conditions fixées par les arrêtés d'autorisation. Au demeurant un service spécial, tant à la direction de la Sûreté générale, pour les départements, qu'à la Préfecture de police pour le département de la Seine, est plus particulièrement chargé de la recherche et de la répression des maisons de jeux et de la surveillance des cercles et casinos autorisés à donner à jouer des jeux de hasard.

*Loteries.* — Nous avons vu que l'article 410 frappe les loteries non autorisées. Les loteries de toute espèce sont en principe prohibées par la loi du 21 mai 1836 qui y assimile les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunies des primes ou autres bénéfices dus au hasard, et généralement toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort.

Cependant, les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinés à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, peuvent être autorisées à Paris par le Préfet de police et dans les départements par les préfets, sur la proposition des maires (1), si le montant des billets ne dépasse pas cinq mille francs et par le Ministre de l'intérieur dans le cas contraire (2).

Le commissaire de police doit donc rechercher et réprimer dans les conditions prévues par l'art. 4 de la loi de 1836, les loteries non autorisées. Il poursuivra donc les auteurs, entrepreneurs ou agents, ainsi que leurs complices aux termes de l'art. 60 du code pénal, ceux qui auront colporté ou distribué les billets, ceux qui par des avis, annonces, affiches ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence de ces loteries ou facilité l'émission des billets. Enfin, il saisira conformément à l'art. 410 les fonds, et objets énumérés en cet article.

---

(1) Ordonnance royale du 29 mai 1814.

(2) Circulaire du Ministre de la police du 15 novembre 1852.

A l'égard des loteries autorisées, le commissaire de police est le plus souvent chargé par le maire, à qui en incombe la surveillance, de veiller à l'exécution des conditions auxquelles elles auront été autorisées, dans l'intérêt du bon ordre et dans celui des bénéficiaires. Il assistera également aux tirages.

D'autre part, l'art. 475 § 5 du code pénal punit, « ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie »...

Le commissaire de police les recherchera, tant sur la voie publique que, grâce aux facilités que lui donne la loi de 1791, dans les lieux publics, et les déférera au tribunal de simple police, ou en cas de récidive au tribunal correctionnel (art. 478) en même temps qu'il saisira conformément à l'art. 479 les tables et le matériel servant aux loteries, les fonds, les lots.

*Paris aux courses* — La loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 4 juin 1909 punit des peines portées à l'article 410 du code pénal « quiconque aura habituellement, en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, offert, donné ou reçu des paris sur les courses de chevaux, soit directement, soit par intermédiaire.

L'art. 4 répute complices de ce délit : 1° quiconque aura servi d'intermédiaire pour les paris ou aura reçu le dépôt préalable des enjeux ; 2° quiconque aura, en vue des paris à faire, vendu des renseignements sur les chances de succès des chevaux engagés, ou qui, par des avis, circulaires, prospectus, cartes, annonces ou par tout autre moyen de publication, aura fait connaître l'existence, soit en France, soit à l'étranger, d'établissements, d'agences ou de personnes, vendant ces renseignements ; 3° tout propriétaire ou gérant d'établissement public qui aura laissé exploiter le pari dans son établissement.

Le commissaire de police doit rechercher avec activité les agences clandestines de paris aux courses. Les parieurs sont en général des gens des classes peu aisées, possédés de la passion du jeu et qu'il importe de protéger contre leur vice. Ceux qui reçoivent les paris sont aussi peu intéressants que leurs victimes sont dignes de pitié ; ce sont en général des paresseux, vivant largement des bénéfices importants et faciles que leur procure leur commerce. Ils privent, de plus, les établissements d'assistance du prélèvement opéré sur les enjeux au pari mutuel.

**3° Hygiène et salubrité générales.** — *Mesures préventives à la propagation des maladies contagieuses.* — La loi du 15 février 1902 fait obligation aux maires des communes, de prendre des règlements sanitaires municipaux fixant les mesures destinées à prévenir les ma-

ladies contagieuses ou enrayer leur propagation et d'autre part, pour assurer la salubrité des immeubles. Ce sont donc là objets de police municipale et pour le commissaire de police chargé d'assurer l'application des dispositions prises, attributions de police municipale que nous verrons plus loin.

Mais cette loi prévoit aussi des mesures de police générale, dont le commissaire de police est compétent, pour veiller à l'exécution.

C'est ainsi qu'elle prescrit la vaccination antivariolique obligatoire au cours de la première, de la onzième et de la vingt-et-unième année de tout individu. Le règlement d'administration publique du 27 juillet 1903 prévoit l'application de cette obligation qu'il sanctionne des peines de simple police.

C'est ainsi encore, que cette loi de 1902 oblige les médecins à la déclaration de certaines maladies transmissibles, énumérées par le décret du 10 février 1903, qui prévoit neuf maladies, dont la déclaration est facultative, et treize, dont la déclaration est obligatoire et doivent, obligatoirement, être suivies de désinfection.

Enfin, le commissaire de police peut avoir à faire appliquer les mesures spéciales qui, en cas de dangereuse épidémie, pourraient être ordonnées par décret du Président de la République, ainsi que le prévoit l'art. 8 de la loi de 1902.

*Mesures de salubrité. — Eaux.* — Le commissaire de police doit veiller à la protection des eaux potables, dont la pureté a, pour la salubrité générale, l'importance que l'on conçoit.

L'art. 28 de la loi de 1902 punit des peines de simple police toute personne qui, par négligence ou par incurie, dégraderait les ouvrages destinés à recevoir ou à conduire les eaux d'alimentation et, des peines prévues par l'art 257 du code pénal, toute personne qui commettrait volontairement ces dégradations.

*Etablissements insalubres ou incommodes.* — Les établissements de cette nature sont soumis à des obligations spéciales que justifie suffisamment l'intérêt de la santé et de la sécurité des citoyens.

La loi du 19 décembre 1917 dispose que les manufactures, ateliers, usines, magasins, chantiers et tous établissements industriels ou commerciaux qui présentent des causes de danger ou des inconvénients, soit pour la sécurité ou la salubrité ou la commodité du voisinage, soit pour la santé publique, soit encore pour l'agriculture, sont soumis à la surveillance de l'autorité administrative.

Elle divise ces établissements en trois classes : 1° Ceux qui doivent être nécessairement éloignés des habitations ; 2° Ceux dont l'éloigne-

ment n'est pas absolument indispensable à la condition que soient prises certaines mesures ; 3° Ceux qui, sans présenter de dangers ou d'inconvénients graves pour le voisinage, doivent cependant être astreints à certaines obligations d'intérêt général.

Un décret du 24 décembre 1919 établit la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le premier devoir du commissaire de police en la matière, est de rechercher si les établissements compris dans cette énumération, existants dans la circonscription, se sont conformés aux obligations auxquelles la loi les soumet, c'est-à-dire, si ceux qui peuvent rentrer dans les deux premières catégories ont été autorisés, si ceux de la troisième ont été déclarés. Le commissaire de police doit, en outre, veiller à ce que tout nouvel établissement se conforme à la loi. Enfin, c'est lui qui procède à l'enquête de *commodo et incommodo*, prescrite par le préfet saisi d'une demande en autorisation de construction ou d'exploitation, d'un établissement de première ou de seconde catégorie.

*Opérations consécutives aux décès.* — Nous avons vu au chapitre des fonctions du commissaire de police, en cas de morts violentes, que tout décès doit être déclaré à la mairie et constaté par le maire, conformément aux prescriptions de l'art. 77 du code civil, et qu'il ne peut être procédé à l'inhumation, qu'avec autorisation de l'officier de l'état-civil et vingt-quatre heures au moins après le décès, sauf si l'officier de l'état-civil en cas d'urgence, et notamment en cas de maladie contagieuse, en décide autrement, ainsi que l'y autorise l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 27 avril 1889.

Le commissaire de police est chargé de veiller à l'exécution de ces prescriptions, dont la violation est punie par l'art. 358 du code pénal de six jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de 16 francs à 50 francs.

Le commissaire de police est aussi compétent, en vertu de l'art. 7 du décret du 27 avril 1889, pour requérir l'admission à la chambre funéraire, des corps de personnes étrangères à la commune qui décèdent sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public.

D'autre part, la loi du 15 novembre 1887 a consacré le principe de la liberté pour tout majeur ou mineur émancipé, en état de tester, de régler à l'avance les conditions de ses funérailles et son art. 5 prévoit contre toute personne qui, au mépris de la notification qui lui aurait été faite des dernières volontés du défunt n'en aurait pas tenu compte, les peines prévues par les art. 199 et 200 du code pénal, c'est-à-dire une amende de 16 à 100 fr., et en cas de récidive, un à cinq ans d'emprisonnement. C'est encore une des attributions de police générale du



commissaire de police que de faire assurer les dispositions de la loi du 15 novembre 1887. Nous lui en trouverons d'autres lorsque nous étudierons ses attributions de police municipale, dont dépend, en effet, la police des sépultures et funérailles, en vertu des dispositions de la loi de 1884, que confirme l'art. 4 de la loi de 1887. Toutefois l'inhumation des cadavres est régie par le décret du 23 prairial an XII et celui du 27 avril 1889, qui fixent les dimensions des fosses mortuaires et la distance qui doit être laissée entre elles. Le commissaire de police doit veiller au respect de leurs dispositions.

Enfin, il doit s'assurer qu'il n'est procédé à aucune autopsie, aucun embaumement, aucun moulage, aucune incinération, avant le délai de 24 heures après le décès et sans autorisation du maire ; qu'il n'est effectué aucun transfert de corps sans autorisation du maire, du sous-préfet ou du préfet, et exécution des conditions imposées ; qu'enfin il n'est fait aucune exhumation sans autorisation du maire, à moins d'ordre de l'autorité judiciaire.

*Falsification des denrées.* — On peut définir la falsification : « toute opération tendant frauduleusement à détériorer au préjudice de l'acheteur, la substance de la chose annoncée, ou à fabriquer et à présenter sous le nom et les apparences d'un produit connu et déterminé, un autre produit ne contenant pas les éléments qui entrent dans la composition normale du premier » (Monier, Chemy et Roux).

Certaines falsifications peuvent être nuisibles à la santé de l'homme et des animaux, ou contraires à leur hygiène ; le commissaire de police, dont nous examinons les attributions qu'il exerce en vue de leur protection, est compétent pour réprimer ces falsifications. Il tient cette compétence de l'art. 2 du décret du 31 juillet 1906, portant règlement d'administration publique, pour l'application de la loi du 13 août 1905 sur la répression des fraudes et falsifications des boissons et denrées alimentaires, confirmé par l'art. 4 du décret du 22 janvier 1919.

L'art. 5 du décret de 1906 permet au commissaire de police, ainsi qu'aux autorités qualifiées par l'art. 2, d'opérer en toutes circonstances, et d'office, des prélèvements d'échantillons dans les magasins, boutiques, maisons, voitures servant au commerce, dans les ateliers, chais, étables, lieux de fabrication contenant des produits destinés à la vente, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés, et dans les gares ou ports de départ ou d'arrivée.

Les prélèvements doivent faire l'objet d'un procès-verbal. Ils sont répartis en quatre échantillons autant que possible identiques, placés

sous scellés, dans les conditions indiquées par le décret, et destinés à être analysés.

Le décret du 22 janvier 1919 ordonne au commissaire de police et aux autres agents énumérés en l'art. 4, de saisir les produits reconnus corrompus ou toxiques. Il permet cette saisie dans le cas de flagrant délit de falsification. Procès-verbal de la saisie est dressé, indiquant les circonstances de l'opération, puis transmis dans les 24 heures en original au Procureur de la République et en copie au préfet.

La loi du 1<sup>er</sup> août 1905, modifiée et complétée par la loi du 28 juillet 1912, punit d'une peine de 3 mois à un an d'emprisonnement, et d'une amende de 100 francs au moins et de 5.000 mille francs au plus :

1° Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus.

2° Ceux qui les exposeront, les mettront en vente, ou les vendront les sachant falsifiés, ou corrompus ou, (sauf en ce qui concerne les médicaments) toxiques.

Enfin ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, connaissant leur destination, des produits propres à opérer ces falsifications, ou auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

Enfin, si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, ou si elle est toxique, sauf en ce qui concerne les médicaments bien entendu, la loi exige l'application de l'emprisonnement pour une durée de 3 mois à 2 ans sans préjudice de l'amende de 500 à 10.000 francs.

Mais le commissaire de police ne doit pas se contenter de rechercher les auteurs de falsifications ou les vendeurs de produits falsifiés ou de produits servant à la falsification, il doit aussi en rechercher les détenteurs, que la loi frappe d'une amende de 50 à 3.000 fr. et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, à moins qu'il ne s'agisse de substances nuisibles à la santé de l'homme ou des animaux, auquel cas l'emprisonnement porté de 3 mois à 1 an devra être appliqué, sans préjudice de l'amende, élevée à 100 francs au moins et 5.000 francs au plus.

Là ne se borne pas, en la matière, le rôle du commissaire de police.

La loi du 1<sup>er</sup> août 1905 qui prévoit la confiscation des substances falsifiées ou servant à la falsification, pour être détruites ou répandues, à moins qu'ils puissent sans inconvénient être utilisées par des établissements d'assistance, cette loi prévoit encore que « le tribunal pourra ordonner que le jugement de condamnation sera publié intégra-

lement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné ».

C'est à cet affichage que le commissaire doit veiller.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches, il sera, dit la loi, « procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage » mais, si cette dissimulation ou cette lacération a été opérée volontairement par le condamné, ou à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre lui l'application d'une peine d'amende de 50 à 1.000 fr. et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et d'une amende de 100 à 2.000 francs.

*Epizooties.* — La loi du 21 juin 1898, formant le livre III du code rural, prévoit les mesures destinées à prévenir ou arrêter les maladies contagieuses parmi les animaux. Une loi du 12 janvier 1909 et un décret du 3 avril 1909 pris en exécution de cette loi, créent un service des épizooties. Il n'en reste pas moins obligation pour le commissaire de police de surveiller l'exécution des prescriptions légales en la matière.

C'est ainsi qu'il veillera à ce que soit faite la déclaration prescrite par l'art. 31, à toute personne possédant ou ayant le soin ou la charge d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une des maladies contagieuses énumérées par l'art. 29, ainsi qu'au vétérinaire appelé à donner ses soins à cet animal.

Il s'assurera que l'animal malade ou suspect est séquestré, et séparé ou isolé des autres animaux susceptibles de contracter la maladie ; s'il meurt, le commissaire de police veillera à ce que le cadavre ne soit ni transporté, ni enfoui avant l'examen du vétérinaire commis.

Enfin il assurera les prescriptions relatives à la désinfection des locaux, cours, enclos, herbages, où ont séjourné les animaux atteints, à l'interdiction de conduire ceux-ci aux abreuvoirs communs, à la défense d'exercer la médecine vétérinaire, à l'égard de ces animaux, faite à toute personne non pourvue du diplôme de vétérinaire.

Si le préfet prend un arrêté portant déclaration d'infection, le commissaire de police en fera exécuter les dispositions relatives à la mise en interdit du périmètre déterminé, au recensement et à la marque des animaux y séjournant, à la désinfection des locaux et des objets pouvant servir de véhicule à la contagion, et en certains cas même, à l'abatage des animaux malades ou contaminés, et à leur enfouissement sur place.

Enfin il veillera à ce que la chair des animaux morts de maladies contagieuses ne soit pas livrée à la consommation.

## b. — Surveillance de l'exercice des libertés publiques

Les citoyens des divers Etats jouissent, à des degrés différents, d'un certain nombre de libertés : de penser, d'écrire, de se réunir, de parler, de travailler, qu'on appelle libertés publiques.

Bien que faisant partie du droit naturel, ces libertés, d'abord restreintes dès la constitution des sociétés humaines, avaient cessé d'exister dès l'apparition des gouvernements absolus. Elles n'ont été consacrées par les lois écrites, qu'au fur et à mesure que les peuples ont réussi à en arracher la reconnaissance à leurs souverains, ou que proclamant leur droit à se gouverner eux-mêmes et sans l'intervention d'une autorité absolue de droit divin ; ils ont en même temps posé le principe de leur droit formel et intangible à la liberté.

C'est ce qu'a fait en France la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, en énumérant les différents droits naturels de ceux-ci et les différentes libertés dont ils devaient jouir sans atteinte, et au contraire sous la protection des gouvernements.

La Constitution de 1791, reprenant cette déclaration, en a solennellement proclamé les principes, que les constitutions postérieures ont à leur tour reproduits ou confirmés.

Cependant, il est bien certain que dans un état policé, ces libertés ne peuvent être intégrales et sans limites ; le souci de maintenir l'ordre public et la sécurité générale, autant que celui de la protection des individus, ont amené une limitation de ces grandes libertés publiques par une réglementation en régissant l'exercice, et précisant jusqu'à quel point, et dans quelle mesure, les citoyens peuvent en jouir.

La surveillance de l'exercice de ces libertés, l'application de la réglementation qui les limite, font partie des attributions du commissaires de police.

*Liberté de conscience.* — La République, dit l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat, « assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes, sous les seules restrictions édictées ci-après, dans l'intérêt de l'ordre public ».

Cette liberté n'existait pas sous l'ancien régime où le catholicisme était la religion d'Etat, obligatoire pour tous les Français. C'est l'art. 10 de la Déclaration des droits de l'homme qui a d'abord proclamé : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public ». La Constitution de 1791, titre I<sup>er</sup>, § 7, y ajouta pour chacun, la garantie de la « liberté d'exercer le culte religieux, auquel il est attaché ». La liberté de conscience n'a



guère été contestée depuis ; toutefois, la charte de 1814, tout en affirmant que « chacun professe sa religion avec une égale liberté et obtient pour son culte la même protection », déclarait en outre, que « la religion catholique, apostolique et romaine est la religion d'Etat » ; d'autre part, une loi du 18 novembre 1814 imposa l'obligation du repos le dimanche et ne fut abrogée que le 12 juillet 1880 ; une autre loi du 20 avril 1825, institua la répression du sacrilège, et ne fut abrogée que le 11 octobre 1830.

La loi du 9 décembre 1905 proclame nettement la liberté de conscience en même temps que la liberté d'exercice du culte, sous les seules restrictions qu'elle édicte, « dans l'intérêt de l'ordre public ».

Il entre dans les attributions du commissaire de police de faire respecter ces dispositions de la loi que nous allons examiner :

1° *Exercice du Culte*. — Les réunions pour la célébration d'un culte dans un édifice religieux, doivent être publiques ; elles sont dispensées d'élire un bureau et depuis la loi du 28 mars 1907, de toute déclaration (art. 25).

Les réunions politiques sont interdites dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte (art. 26).

Il est défendu d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux, sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions (art. 28).

Ces dispositions sont sanctionnées par des peines de simple police.

Enfin, il est interdit d'empêcher, de retarder ou d'interrompre l'exercice du culte par des troubles ou désordres, causés dans le local servant à sa célébration.

2° *Protection de la liberté de conscience*. — Sont punis, dit l'art. 31, d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à faire cesser de faire partie d'une association cultuelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte.

3° *Police générale*. — L'art. 34 punit d'une amende de 500 à 3.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement, le ministre du culte qui, dans un lieu servant à l'exercice du culte, aurait publiquement, par des discours, des

lectures, des appositions d'affiches, distributions d'écrits, outragé ou diffamé un citoyen chargé d'un service public, à moins qu'il ne fasse la preuve, devant le tribunal correctionnel, dans les formes prescrites par la loi sur la presse.

Enfin, l'art. 35 punit de 3 mois à 2 ans d'emprisonnement la provocation, par les mêmes moyens, et dans les mêmes circonstances, à la résistance à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique, ou au soulèvement des citoyens les uns contre les autres ; cet article prévoit en outre l'application des peines de la complicité dans le cas où la provocation aurait été suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile.

*Réunions.* — La loi du 30 juin 1881 a proclamé le principe de la liberté de réunion. « Les réunions publiques sont libres. Elles peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous les conditions prescrites par les articles suivants » disait l'art. 1<sup>er</sup>. Ces conditions qui consistaient en une déclaration préalable et un certain délai, ont été supprimées par la loi du 28 mars 1907.

Actuellement donc, les réunions publiques sont libres et ne sont assujetties, ni à l'autorisation administrative, ni à la déclaration préalable.

Cependant elles sont astreintes à une réglementation, dont le commissaire de police doit assurer l'exécution.

L'art. 9 de la loi du 30 juin 1881 prévoit : « un fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire peut être délégué : à Paris, par le Préfet de police, et dans les départements, par le préfet, le sous-préfet ou le maire, pour assister à la réunion. Il choisit sa place ».

Ce fonctionnaire pourrait donc être un préfet, un sous-préfet ou un maire, ou bien encore un Procureur de la République, ou un substitut ou un juge de paix, en fait c'est toujours le commissaire de police.

La présence de ce fonctionnaire n'est pas obligatoire, c'est une faculté laissée à l'autorité administrative supérieure, d'envoyer lorsqu'elle le juge utile, un représentant officiel. Mais pour que celui-ci ait cette qualité, pour qu'il puisse, en vertu de l'art. 9, choisir sa place et intervenir dans les conditions fixées par la loi, il faut qu'il ait une délégation, ou du Préfet de police à Paris, ou dans les départements, du préfet, du sous-préfet ou du maire.

Chaque réunion, dit l'art. 8 « doit avoir un bureau composé de trois personnes au moins ». C'est à ce bureau que le commissaire de police représente sa délégation, puis il choisit sa place à sa guise, à l'endroit où il se trouvera le mieux placé pour tout voir et tout entendre, généralement à côté ou derrière les membres du bureau.

Le commissaire de police, ainsi délégué, n'a pas la police générale de

l'assemblée. C'est le bureau, dit l'art. 8, qui « est chargé de maintenir l'ordre, d'empêcher toute infraction aux lois, d'interdire tout discours contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs ou contenant provocation à un acte qualifié crime ou délit ».

Le commissaire de police n'a donc pas à prendre part aux débats ou à les interrompre. Il ne peut qu'en prendre acte et enregistrer toutes infractions aux lois qui seraient commises. Cependant, s'il en est requis par le bureau, ou s'il se produit des collisions et voies de fait, le commissaire de police peut dissoudre la réunion et faire évacuer la salle en faisant appel à la force publique.

Enfin, l'art. 6, interdit les réunions sur la voie publique, et le commissaire de police, dans ce cas, devrait dissoudre le rassemblement, comme il est dit pour les attroupements. D'autre part, le même article défend que les réunions se prolongent au-delà de onze heures du soir, sauf cependant dans les localités où la fermeture des établissements publics a lieu plus tard, et où les réunions pourront se prolonger jusqu'à l'heure fixée pour la fermeture de ces établissements.

*Association.* — La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, art. 1<sup>er</sup>, définit l'association. C'est, dit-il « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices... »

Son article 2 proclame le principe de la liberté des associations : « les associations de personnes pourront se former librement, sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique, que si elles se sont conformées aux dispositions de l'art. 5 ».

Cependant, il est certaines associations sur lesquelles l'attention du commissaire de police devra se porter. Ce sont les associations contraires à la loi :

L'art. 3 de la loi de 1901 prévoit : « toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du Gouvernement est nulle et de nul effet ».

D'autre part, l'art. 12 dispose : « Les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, et dont les agissements seraient de nature, soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, dans les conditions prévues par les art. 75 à 101 du code pénal, pourront être dissoutes, par décret du Président de la République rendu en conseil des ministres.

Enfin, le commissaire de police doit surveiller les associations déclarées, qui sont tenues, sous peine de dissolution, de faire connaître, conformément à l'art. 5 de la loi, « tous les changements survenus dans leur administration ou direction, ainsi que toutes modifications apportées à leurs statuts ».

La dissolution une fois prononcée, soit par le tribunal civil, à la requête d'un des membres intéressés ou du ministère public dans le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> cas, soit par décret du Président de la République rendu en conseil des ministres, le commissaire de police doit veiller à ce que l'association dissoute ne se reconstitue pas. « Seront punis, dit l'art. 8 § 2, d'une amende de 16 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 1 an, les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement, après le jugement (ou le décret, art. 12) de dissolution. » — Seront, ajoute le dernier paragraphe de l'art. 8. « punis de la même peine, toutes les personnes qui auront favorisé la réunion des membres de l'association dissoute (par jugement) en consentant l'usage d'un local dont elles disposent ».

*Associations religieuses.* — Bien que la loi de 1901 ait eu surtout pour objet de liquider la situation des congrégations existant à cette époque, but actuellement atteint, elle a aussi fixé leur statut pour l'avenir, de sorte que le commissaire de police doit encore veiller à son exécution et signaler les infractions qu'il découvrirait ou dont il pourrait avoir connaissance, c'est-à-dire : la formation d'une congrégation sans l'autorisation législative, prévue par l'art. 13 déterminant les conditions de son fonctionnement ou la création d'un nouvel établissement par une congrégation autorisée sans l'autorisation par décret rendu en conseil d'Etat, prescrite par le même texte. Enfin l'ouverture par un membre d'une congrégation religieuse non autorisée, d'un établissement d'enseignement de quelque ordre qu'il soit, pour le diriger directement ou par personne interposée, ou y donner l'enseignement.

*Syndicats.* — La loi du 21 mars 1884 proclame la liberté, pour les personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des métiers connexes concourant à l'établissement des produits déterminés, de se constituer librement et sans l'autorisation du gouvernement, en syndicats ou associations professionnelles. La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 n'a en rien dérogé (art. 21) à cette loi de 1884, dont les prescriptions sont ainsi maintenues et doivent faire l'objet de la surveillance du commissaire de police.

Celui-ci doit donc signaler à l'autorité supérieure :

Les syndicats qui seraient composés de membres n'exerçant pas la



même profession, ni des métiers similaires ou des métiers connexes concourant à l'établissement de produits déterminés.

Ceux qui ne limiteraient pas leur objet à l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles (art. 3) ou qui seraient administrés ou dirigés par des membres de nationalité étrangère ou des Français ne jouissant pas de leurs droits civils (art. 4). Ceux enfin qui auraient fait des acquisitions autres que celles que leur permettent les lois de 1884 et du 12 mars 1920.

Cependant, depuis la loi de 1901 qui a proclamé la liberté générale d'association, les infractions à la loi de 1884 pourraient difficilement être sanctionnées. On a vu cependant le tribunal de la Seine prononcer cette année la dissolution de la C. G. T... Il est vrai que le jugement n'a jamais été exécuté !...

*Liberté de la presse.* — La liberté de la presse n'existait pas sous l'ancien régime. Elle fut proclamée en ces termes par la Constitution de 1791 : « Tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté ». Après avoir été suspendue pendant la période révolutionnaire et impériale, la liberté de la presse reparut sous la Restauration, mais entravée par différentes mesures fiscales et administratives, telle que l'impôt du timbre, le cautionnement, l'autorisation préalable et la censure. Plus ou moins libéral, selon les tendances des gouvernements, le régime de la presse n'est dominé par le principe de la liberté, que depuis la loi du 29 juillet 1881, dont l'art. 1<sup>er</sup> déclare : « L'imprimerie et la librairie sont libres. » Elles sont cependant soumises à certaines formalités administratives dont le commissaire de police doit surveiller l'exécution.

*Obligations générales.* — Tout imprimé rendu public par mise en vente, vente, distribution ou exposition dans les lieux publics, doit porter l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur, à peine d'une amende de 5 à 15 francs, et en cas de récidive dans les 12 mois, de l'emprisonnement s'il est jugé utile. Ne sont pas soumis à cette obligation, dit l'art. 2 de la loi, les ouvrages dits de ville ou de bilboquets, c'est-à-dire les imprimés destinés à des usages privés (1), tels que cartes de visite, lettres de faire part de mariage, de naissance, de décès, lettres d'invitation pour dîners, bals ou soirées.

D'autre part, l'imprimeur est tenu, à peine d'une amende de 16 francs à 300 francs, de déposer, au moment de la publication de tout imprimé au Ministère de l'intérieur pour Paris, à la préfecture pour les chefs-lieux de département, à la sous-préfecture pour les chef-lieux d'ar-

---

(1) Circulaire du Ministre de la justice du 9 novembre 1881.

rondissement et à la mairie pour les autres villes, deux exemplaires destinés aux collections nationales et trois, s'il s'agit d'estampes, de musique et en général de reproductions autres que des imprimés.

D'autre part, les journaux sont soumis à des obligations spéciales :

*Obligations spéciales aux journaux et périodiques.* — Il résulte des art. 7 et 8 de la loi de 1881, qu'avant toute publication, il doit être fait au Parquet du Procureur de la République, par écrit et sur timbre, par les soins du gérant, et sous sa signature, une déclaration d'existence contenant : 1° le titre du journal ou écrit périodique et son mode de publication ; 2° le nom et la demeure du gérant ; 3° l'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé. Toute mutation doit être déclarée dans les 5 jours. Cette déclaration doit être faite par le gérant dont l'existence est imposée par l'art. 6, qui dit : « Tout journal ou écrit périodique aura un gérant. Le gérant devra être français, majeur, avoir la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses droits civiques par aucune condamnation judiciaire ».

Ces deux obligations sont sanctionnées par une amende de 50 à 500 francs à la charge du propriétaire, du gérant ou, à défaut, de l'imprimeur.

De plus, s'il n'est pas satisfait aux prescriptions de la loi et si la publication irrégulière continue, le propriétaire, le gérant et l'imprimeur peuvent être condamnés solidairement, à une amende de 100 francs pour chaque numéro publié à partir du jour de la prononciation du jugement de condamnation, si ce jugement est contradictoire, et du troisième jour qui suivra sa notification, s'il a été rendu par défaut ; et ce, nonobstant opposition ou appel, si l'exécution provisoire est ordonnée.

Enfin, une troisième obligation est imposée aux journaux et périodiques. C'est celle d'un dépôt spécial exigé par l'art. 10 de la loi :

« Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis au Parquet du Procureur de la République, ou à la mairie, dans les villes où il n'y a pas de tribunal de première instance, deux exemplaires signés du gérant. Pareil dépôt sera fait au ministère de l'intérieur, pour Paris et le département de la Seine, et, pour les autres départements, à la préfecture, à la sous-préfecture ou à la mairie, dans les villes qui ne sont ni chefs-lieux de départements, ni chefs-lieux d'arrondissements. Chacun de ces dépôts sera effectué sous peine de 50 francs d'amende contre le gérant. »

Outre les formalités administratives que nous avons énumérées, et dont le commissaire de police doit surveiller l'application, les journaux sont encore soumis à certaines interdictions qui constituent une véritable limitation, évidemment justifiée, de la liberté de la presse. Le

commissaire de police doit également veiller à l'exécution de ces interdictions légales.

L'art. 38 de la loi du 29 juillet 1881 interdit de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle, avant qu'ils aient été lus en audience publique, sous peine d'une amende de 50 à 1000 francs.

L'art. 39 interdit le compte rendu des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée, des procès dont le compte rendu aura été défendu par les cours ou tribunaux, et, depuis la loi du 16 novembre 1912, des débats des procès en déclaration de paternité. Le même article interdit également de rendre compte des délibérations intérieures, soit des jurys, soit des cours et tribunaux, et prononce une amende de 100 à 2000 francs contre toute infraction à ces interdictions.

L'art. 40 défend d'ouvrir ou d'annoncer publiquement, des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires, en matière criminelle et correctionnelle, sous peine d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 100 francs à 1000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Enfin, la loi du 27 juillet 1884 interdit la reproduction des débats sur les instances en divorce ou en séparation de corps, sous peine d'une amende de 100 francs à 2000 francs et la loi du 28 juillet 1894, ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes, permet aux cours et tribunaux d'interdire en tout ou en partie la reproduction des débats sur les faits ayant un caractère anarchiste, en tant que cette reproduction pourrait présenter un danger pour l'ordre public. Elle punit toute infraction à cette défense, d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 1000 à 10.000 francs.

Outre les obligations que nous avons vues et les interdictions que nous venons d'énumérer, la législation spéciale à la presse sanctionne certains délits, soit de droit commun, soit spéciaux, que le commissaire de police doit relever ; ce sont :

Art. 23 de la loi de 1881, la provocation aux crimes ou délits, si elle a été suivie d'effet ;

Art. 24 modifié par la loi du 12 décembre 1893 et la loi du 28 juillet 1894 sur la répression des menées anarchistes ; la provocation au vol, au meurtre, au pillage, à l'incendie, aux destructions par explosifs, au dépôt d'engins explosifs, aux crimes contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'État qu'elle ait été ou non suivie d'effet ; l'apologie de ces crimes, les cris et chants séditieux dans les lieux ou réunions publics.

Art. 25, modifié par la loi du 12 décembre 1893 : la provocation des militaires à la désobéissance.

Art. 27 : la publication ou la reproduction de mauvaise foi, de fausses nouvelles ou de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, si l'ordre public en a été troublé.

Art. 28 de la loi de 1881, la loi du 2 août 1882, du 16 mars 1898, du 7 avril 1908 : l'outrage aux bonnes mœurs.

Art. 26 : l'offense au Président de la République ou (art. 36) aux chefs d'Etats et agents diplomatiques étrangers.

Art. 30 : l'injure et la diffamation contre les cours, les tribunaux, les armées de terre ou de mer, les corps constitués, les administrations publiques et, à raison de leurs fonctions, contre les ministres, les membres du parlement, les fonctionnaires, les agents ou dépositaires de l'autorité publique, et à raison de leur déposition, les jurés ou les témoins ; enfin, art. 32 et 33 et loi du 11 juin 1887, l'injure et la diffamation contre les particuliers.

*Affichage.* — L'affichage est un mode d'expression publique de la pensée ; aussi est-il réglementé par la loi fondamentale du régime de la presse du 29 juillet 1881. Cette loi, en abrogeant toutes dispositions antérieures relatives à l'affichage, a fait disparaître le droit de réglementer en la matière, que les textes de 1789, 1790 et 1791 attribuaient au préfet et au maire.

L'affichage est donc libre et soumis seulement à quelques formalités administratives.

Le commissaire de police chargé de veiller à ce qu'elles soient respectées, doit en premier lieu, s'assurer que les affiches placardées portent les noms et adresse de l'imprimeur, et que dépôt des deux exemplaires a été fait, dans les conditions des art. 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1881 que nous avons examinées.

Enfin, l'usage du papier blanc est réservé pour les affiches émanant de l'autorité, pour lesquelles sont fixés des endroits spéciaux par arrêtés du maire. Aucune affiche particulière ne peut donc être imprimée sur papier blanc, ni placée dans les endroits réservés. Le commissaire de police doit y veiller et relever le cas échéant la contravention, punie d'une amende de 5 à 15 francs et pouvant, en cas de récidive dans les douze mois, donner lieu à condamnation à l'emprisonnement. De même pour les affiches électorales qui comprendraient une combinaison des couleurs bleu, blanc, rouge et que la loi du 30 mars 1902 interdit à peine d'une amende de 50 francs contre l'imprimeur. D'autre part, le commissaire de police doit faire respecter les mesures prises par la loi pour protéger l'affichage administratif ou électoral.



L'art. 17 de la loi de 1881 punit d'une amende de 5 à 15 fr. : ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré, par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches apposées par ordre de l'Administration.

Le même article punit de la même amende, les mêmes agissements, concernant des affiches électorales émanant de simples particuliers, sauf s'ils ont été commis par les propriétaires des immeubles, sur lesquels elles étaient apposées. Toutefois ces dispositions sont devenues caduques depuis la loi du 20 mars 1914, qui interdit tout affichage relatif aux élections, même par affiches timbrées, en dehors des emplacements réservés spécialement par l'autorité municipale.

Enfin, différentes lois prononcent des prohibitions contre l'affichage, par exemple :

La loi du 21 germinal an XI, art. 36, interdit toute affiche imprimée annonçant des remèdes secrets ; la loi du 4 juillet 1837 défend toute dénomination dans une affiche, de poids et mesures autres que ceux adoptés par la loi ; celle du 21 mai 1836, l'annonce par affiches d'une loterie ; enfin la loi du 5 juillet 1884 punit le fait de prendre la qualité de breveté, dans une affiche, sans posséder de brevet conformément aux lois, et le fait de ne pas faire suivre la mention du brevet, des mots « sans garantie du Gouvernement ». D'autre part, la loi du 20 avril 1910 interdit l'affichage sur les monuments historiques, et dans les sites ou sur les monuments naturels de caractère artistique. Notons enfin, que la loi de 1881 et les lois postérieures sur la presse, considèrent l'affichage comme un des moyens de commettre les délits qu'elles prévoient, et que nous avons énumérés.

*Colportage et vente sur la voie publique.* — La loi de 1881 astreint à une déclaration à la préfecture du département où il a son domicile, quiconque voudra exercer, à titre de profession, le colportage ou la distribution sur la voie publique, ou en tout autre lieu public ou privé, de livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies et photographies.

En ce qui concerne, ajoute l'art. 18, les journaux et autres feuilles périodiques, la déclaration pourra être faite, soit à la mairie de la commune dans laquelle doit se faire la distribution, soit à la sous-préfecture pour toutes les communes de l'arrondissement.

De cette déclaration, le colporteur doit recevoir récépissé, dont le commissaire de police peut exiger la représentation, dont le défaut est puni de 5 à 15 francs d'amende et même d'un emprisonnement de un à cinq jours, obligatoire pour les juges dans le cas de déclaration mensongère.

*Liberté du commerce et de l'industrie.* — La loi du 2 mars 1791 a proclamé le principe de la liberté du commerce et de l'industrie. Son art. 7 déclare que, « toute personne pourra faire tel négoce, exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon ». Toutefois elle est, comme les autres libertés, limitée par une réglementation basée sur des considérations d'ordre public, et le commissaire de police, en même temps qu'il doit assurer le respect de la liberté du commerce et de l'industrie, doit aussi veiller à l'exécution des mesures restrictives qui lui sont imposées.

Ces mesures sont restrictives à des degrés différents. Elles ont pour but, soit d'interdire complètement aux citoyens tels commerce ou industrie, soit de leur en concéder l'exercice, soit encore d'autoriser exclusivement certains citoyens remplissant des conditions, soit aussi d'imposer différentes obligations, enfin, d'assurer une certaine protection dans l'intérêt général :

1° INDUSTRIES ET COMMERCE INTERDITS. — L'Etat s'est réservé certains commerces, certaines industries, soit en raison de leur nature, soit pour des raisons d'ordre fiscal.

1° *Allumettes.* — La loi du 2 août 1872 attribue le monopole de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques à l'Etat, qui l'exploite directement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1890. Il comprend « tous les objets quelconques préparés ou amorcés de manière à pouvoir s'enflammer ou produire du feu par frottement ou par tout moyen autre que le contact direct avec une matière en combustion ».

Bien que la constatation des infractions aux lois sur le monopole des allumettes soit plus particulièrement de la compétence des employés des Contributions indirectes, le commissaire de police n'en est pas moins qualifié, ainsi qu'il résulte de l'art. 19 de la loi du 16 avril 1895 et de deux circulaires du Préfet de police, des 16 septembre 1875 et 14 mars 1882. Nous avons vu, d'autre part, l'assistance que doit prêter le commissaire de police aux employés des Contributions indirectes dans leurs perquisitions.

Examinons donc les contraventions qui peuvent motiver l'intervention du commissaire de police. Ce sont :

1° la vente en fraude d'allumettes chimiques à domicile et le colportage, punis d'une amende de 300 à 1000 francs, de la confiscation des allumettes saisies et des moyens de transport (Lois du 2 août 1872 art. 1<sup>er</sup>, du 28 janvier 1875 art. 3 et du 28 avril 1816 art. 222), sans préjudice de l'arrestation des contrevenants.

2° le transport d'allumettes pour le compte de fraudeurs ou de contrebandiers, puni par l'art. 19 de la loi du 16 avril 1895 de la confisca-

tion des allumettes et des moyens de transport, sauf, si le transporteur dégage sa responsabilité en désignant les véritables auteurs de la fraude.

3° la détention d'allumettes de fraude, punie d'une amende de 10 francs par kilo, sans que cette amende puisse être de moins de cent francs, ni de plus de trois mille francs ; la détention de plus de un kilo d'allumettes, même provenant des manufactures de l'Etat, si elles ne sont contenues dans des boîtes ou paquets fermés, revêtus des timbres ou vignettes de l'administration, exception faite pour les aubergistes, débitants, hôteliers qui mettent des allumettes à la disposition du public (Loi du 28 juillet 1875, art. 1<sup>er</sup> et du 28 avril 1816, art. 217 et 218).

4° La fabrication frauduleuse d'allumettes chimiques, sanctionnée par une amende de trois cents à mille francs, un emprisonnement de six jours à six mois, et la confiscation des allumettes et appareils servant à la fabrication, sans préjudice de l'arrestation ; la simple détention des pâtes phosphorées propres à la fabrication des allumettes chimiques est punie des mêmes peines que la fabrication frauduleuse. Enfin la simple détention, sans déclaration préalable au bureau de la Régie, des ustensiles, instruments ou mécaniques affectés à la fabrication des allumettes, des bois d'allumettes blanches ou soufrées, ayant moins de dix centimètres de longueur, de mèches d'allumettes, de cire ou de stéarine, de matières propres à la préparation de pâtes chimiques, de boîtes vides et cartonnages destinés à contenir des allumettes, est punie d'une amende de cent francs à mille francs, indépendamment de la confiscation des objets saisis (art. 20 de la loi du 16 avril 1895).

Enfin l'art. 21 de la loi de 1895, en vue de paralyser la fraude en matière de fabrication d'allumettes, a soumis à un règlement, la fabrication, la circulation, la vente et l'emploi du phosphore, déjà assujetti, en tant que substance vénéneuse à certaines formalités et à la surveillance des maires et des commissaires de police, par la loi du 19 juillet 1845 et l'ordonnance du 29 octobre 1846. Le décret du 19 juillet 1895, pris en exécution de l'art. 21 de la loi, soumet les fabricants à une déclaration et à la tenue de livres, où ils doivent porter toutes indications concernant le mouvement du phosphore travaillé, et les commerçants, à une déclaration et à la tenue d'une comptabilité matières.

2° *Tabacs*. — La fabrication du tabac est interdite aux particuliers, et réservée à l'Etat, depuis le décret impérial du 19 décembre 1810, confirmé par nombre de lois postérieures et notamment celle du 26 décembre 1892. Le monopole s'applique non seulement à la fabrication, mais à l'achat et à la vente des tabacs.

Sous quelque forme qu'ils doivent être consommés : tabac à priser, à mâcher ou à fumer, cigares ou cigarettes ; à quelque usage qu'ils soient destinés : industriel, agricole, vétérinaire ou médicinal, les tabacs doivent provenir des manufactures nationales, y avoir été fabriqués ou préparés, et être vendus par les préposés spécialement désignés à cet effet.

L'art. 223 de la loi du 28 avril 1816, donne compétence au commissaire de police, pour rechercher et constater la fabrication frauduleuse du tabac.

Sont considérés comme fabricants frauduleux : les particuliers chez lesquels il est trouvé des ustensiles, machines ou mécaniques propres à la fabrication ou à la pulvérisation, en même temps que des tabacs en feuilles ou en préparation, quelle qu'en soit la quantité, ou encore plus de 10 kilogrammes de tabac fabriqué, non revêtu des marques de la Régie (loi du 28 avril 1816, art. 221). La fabrication frauduleuse est punie d'une amende de 1.000 à 3.000 fr. et de la confiscation du tabac, des ustensiles, machines et mécaniques.

L'art. 17 de la loi du 16 avril 1895, assimile à la fabrication frauduleuse, le fait de faire « profession de fabriquer pour autrui, ou de fabriquer accidentellement, en vue d'un profit, des cigarettes avec du tabac de la Régie. Toutefois, cette fabrication sera licite, si elle est effectuée au domicile du consommateur dans la limite de ses besoins personnels, par lui-même, par les membres de sa famille ou par les gens à son service ».

Pour compléter cette disposition, l'art. 17 ajoute que, en aucun cas, les cigarettes autres que celles de la Régie ne peuvent circuler en nombre supérieur à 500, sous peine de confiscation et d'une amende de 300 à 1.000 fr.

La *détention* du tabac en feuilles est également prohibée, sauf pour les cultivateurs autorisés, les pharmaciens, les propriétaires de bétails et les vétérinaires. Nul ne peut avoir en provision, du tabac fabriqué, autre que celui provenant des manufactures nationales, en quantité supérieure à 10 kilos, et à la condition qu'il soit en paquets revêtus des marques ou vignettes de la Régie, sous peine de confiscation et d'une amende de 10 francs par kilo de tabac saisi, ladite amende ne pouvant être inférieure à 100 francs ni excéder 3.000 francs.

La *circulation* des tabacs n'est permise qu'avec un acquit-à caution. Toutefois les feuilles de tabac transportées du domicile du cultivateur aux manufactures de l'Etat, ainsi que les quantités de tabac fabriqué, de 1 à 10 kilos, peuvent n'être accompagnées que d'un laissez-passer.



L'importation des tabacs ne peut se faire que pour le compte de la Régie ; toutefois, il est permis d'importer par année un maximum de 10 kilos de tabac étranger, sous condition de paiement des droits de douane, à toute personne qui le destine à sa consommation personnelle.

Le *colportage* de tabac de fraude, est un délit prévu par l'art. 222 « que les colporteurs soient ou non surpris à vendre », et puni de la confiscation et d'une amende de 300 à 1.000 francs.

La *vente* est interdite par le même article, sous les mêmes peines, ainsi que la revente, par des personnes non autorisées, de tabacs provenant des manufactures de l'Etat.

Enfin, la *culture* du tabac n'est pas libre, elle n'est admise que dans 22 départements et sur autorisation ; le produit doit en être affecté à l'approvisionnement des manufactures de l'Etat ou à l'exportation. La plantation de tabac, sans autorisation, est punie d'une amende de 50 francs par 100 pieds de tabac, plantés en terrain ouvert et de 150 fr. par 100 pieds, si la culture est faite en terrain clos, sans qu'en aucun cas l'amende puisse excéder 3.000 francs.

*Poudres.* — Le monopole de la fabrication des poudres appartient à l'Etat, depuis la loi du 13 fructidor an V. Cependant, la loi du 8 mars 1875 a permis la fabrication de la dynamite et autres explosifs à base de nitro-glycérine, par l'industrie privée. La fabrication illicite des poudres est punie d'une amende de 300 à 1.000 frs et d'un emprisonnement d'un mois à 2 ans, par la loi du 25 juin 1841, art. 25 et la loi du 24 mai 1834, art. 2, sans préjudice de la confiscation des poudres fabriquées ou vendues, et des matières et ustensiles ayant servi à leur confection, prononcée par la loi du 13 fructidor an V, art. 27 et 28.

Le droit de *vente* des poudres appartient exclusivement à l'Etat. Les poudres de chasse sont vendues par les débitants, et les poudres de mine et de guerre par les principaux établissements de vente des Contributions indirectes, sauf exceptions autorisées par les préfets. La vente illicite est punie des mêmes peines que la fabrication illicite.

L'importation de la poudre étrangère est formellement défendue, sous peine d'une amende égale à la valeur de l'objet de contrebande, avec minimum de 500 francs, de la confiscation des marchandises de contrebande et des moyens de transport, et d'un emprisonnement de 3 jours pour moins de 5 kilos et d'un mois pour plus de 5 kilos et de 3 mois à un an, si les importateurs étaient trois ou plus.

L'exportation est réglée par le décret du 21 mai 1886. La poudre, dite de commerce extérieure, ne peut être exportée que par voie de mer. La réintroduction est punie de la confiscation des poudres et

moyens de transport, et d'une amende de 20 fr. 44 par kilo de poudre, quand elle a lieu par voie de terre, et d'une amende double, outre la confiscation, quand elle a lieu par voie de mer.

La *détention*, sans autorisation, de poudre de guerre ou de plus de 2 kilos de toute autre poudre, est punie d'un emprisonnement d'un mois à 2 ans, outre l'amende et la confiscation, par la loi du 24 mai 1834, art. 2. La détention de poudre, autre que celle provenant des manufactures de l'Etat, en quantité égale ou inférieure à 2 kilos, est punie d'une amende de 300 à 1.000 francs, par l'art. 23 de la loi du 13 avril 1898.

Enfin, tout fabricant ou détenteur, non autorisé, de machines et engins meurtriers ou incendiaires ou opérant par explosion, ou de poudre fulminante, quelle qu'en soit la composition, est puni d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 50 à 3.000 francs, par la loi du 19 juin 1871.

*Postes et télégraphes.* — L'Administration des postes est investie du monopole du transport des lettres et correspondances. La loi du 22 juin 1854, art. 20, donne compétence au commissaire de police, pour constater toute infraction au monopole, que l'art. 8 de la loi du 24 août 1848, punit d'une amende de 150 à 300 francs.

Le monopole de l'établissement et de l'usage des lignes télégraphiques appartient à l'Etat.

Le décret du 27 décembre 1851 protège les lignes télégraphiques et téléphoniques. Il punit la transmission de signaux, d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs ; la dégradation et la détérioration, d'une amende de 100 à 300 francs et, si les faits ont été volontaires, de 3 mois à 2 ans d'emprisonnement et de 100 à 1.000 francs d'amende.

*Médailles.* — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 5 germinal an XII interdit de frapper, ou de faire frapper des médailles, jetons ou pièces de fantaisie, ailleurs que dans les ateliers de l'Hôtel de la Monnaie, sans autorisation du Ministre des finances.

2<sup>o</sup> INDUSTRIES ET COMMERCE CONCÉDÉS. — Les chemins de fer ne peuvent être construits ou exploités qu'avec une concession de l'Etat. De même pour les mines, etc. Cependant comme le commissaire de police n'a aucun rôle à jouer en matière de concessions, nous n'en parlerons pas davantage.

3<sup>o</sup> INDUSTRIES ET COMMERCE RÉGLEMENTÉS : *Brocanteurs.* — Le commerce de brocanteur est réglementé par la loi du 15 février 1898.

L'art. 1<sup>er</sup> énumère toutes les personnes auxquelles elle s'impose :  
« Tout brocanteur, revendeur de vieux meubles, linges, hardes, bijoux,

livres, vaisselles, armes, métaux, ferraille et autres objets et marchandises de hasard, ou qui achète les mêmes marchandises neuves de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce ».

Aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> ces personnes sont tenues :

1<sup>o</sup> de se faire préalablement inscrire sur les registres ouverts à cet effet à la Préfecture de police, s'il habite Paris, ou dans le ressort de la préfecture de police, ou à la préfecture du département qu'il habite, sur présentation de sa patente ou d'un certificat de décharge, et d'un certificat d'individualité délivré par le commissaire de police.

2<sup>o</sup> d'avoir un registre coté et paraphé par le commissaire de police ou, à son défaut, par le maire et sur lequel il inscrira, jour par jour et sans blanc ni rature, les noms, surnoms, qualités et demeures de ceux avec qui il contracte, ainsi que la nature, la qualité et le prix des dites marchandises.

3<sup>o</sup> de faire une déclaration, en cas de changement de domicile, tant au commissariat de police, ou à défaut à la mairie, du lieu qu'il quitte, qu'au commissariat ou à la mairie du lieu où il arrive.

4<sup>o</sup> de représenter à toute réquisition son bulletin d'inscription à la préfecture, et son registre tenu en état.

Les contraventions à ces prescriptions sont punies d'une amende de un à cinq francs et en cas de récidive, d'un emprisonnement de un à cinq jours et d'une amende de 10 à 15 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

D'autre part, la loi astreint aux mêmes obligations le brocanteur n'ayant pas boutique, auquel l'art. 3 impose en outre, de porter ostensiblement la médaille qui lui sera délivrée et qui portera ses nom et prénoms et son numéro d'inscription.

Enfin l'art. 2 de la loi de 1898 défend spécialement aux personnes visées dans l'art. 1<sup>er</sup>, d'acheter aucuns meubles, hardes, linges, bijoux, livres, métaux, vaisselles, en un mot tout objet mobilier quelconque, d'enfants mineurs, sans le consentement exprès et écrit des père, mère et tuteurs, ni d'acheter d'aucune personne dont le nom et la demeure ne seraient pas connus, à moins que leur identité ne soit certifiée par deux témoins connus, qui devront signer au registre, sous peine d'un emprisonnement de cinq jours à un mois, et d'une amende de cinq francs à deux cents francs.

*Fabricants et marchands d'ouvrages d'or et d'argent.* — L'art. 72 de la loi du 19 brumaire an VI prescrit aux fabricants d'ouvrages d'or et d'argent, de faire une déclaration à la préfecture et à la mairie de leur résidence, et de faire insculper dans ces deux administrations, leur poinçon particulier, avec leur nom, sur une planche de cuivre à ce destiné. Quant aux commerçants, non fabricants, ils ne sont tenus qu'à

une seule déclaration à la mairie et sont dispensés de poinçon (art. 73). Les uns et les autres doivent avoir un registre, coté et paraphé par l'administration municipale, et à Paris, par le commissaire de police, sur lequel ils doivent inscrire la nature, le nombre et le titre des matières et ouvrages d'or et d'argent qu'ils achèteront ou vendront, avec les nom et demeure de ceux de qui ils les auront achetés (art. 74). Ils doivent présenter ce registre, toutes les fois qu'ils en seront requis (art. 76).

Nous avons vu que le commissaire de police n'avait pas compétence pour constater les infractions aux dispositions sur la garantie des matières d'or et d'argent, et l'obligation lui est imposée d'assister les employés compétents, pour relever ces infractions, au cours de leurs perquisitions.

Cependant, le commissaire de police est qualifié en ce qui concerne les marchands ambulants. Ceux-ci sont également tenus d'avoir un registre, d'y porter les inscriptions que nous avons indiquées et de n'acheter qu'à des personnes connues ; mais de plus, ils doivent, dès leur arrivée dans une commune, se présenter au maire et lui montrer les bordereaux des orfèvres qui leur auront vendu les ouvrages d'or et d'argent dont ils sont porteurs. Le maire ou le commissaire de police font examiner les marques de ces ouvrages par des orfèvres, ou, à défaut, par des personnes connaissant les marques et poinçons, afin d'en constater la légitimité. Ils font saisir et remettre au tribunal de police correctionnelle, les ouvrages d'or et d'argent qui ne sont point accompagnés de bordereaux, ou ne sont pas marqués, ou les ouvrages dont les marques leur paraîtraient contrefaites, ou enfin ceux qui n'auraient pas été déclarés.

*Bureaux de placement.* — Leur réglementation, déterminée par la loi du 14 mars 1904, est actuellement contenue dans le code du travail, livre I<sup>er</sup>, titre IV.

L'art. 79 en confie la surveillance à l'autorité municipale, au point de vue du maintien de l'ordre, de l'hygiène et de la loyauté de la gestion et lui permet de prendre les arrêtés nécessaires à cet effet. L'art. 81 décide qu'aucun hôtelier, logeur, restaurateur ou débitant de boissons ne peut joindre à son établissement la tenue d'un bureau de placement.

Il faut distinguer les bureaux de placement gratuit et les bureaux de placement payants.

Les premiers, créés par les municipalités, les syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses de travail, les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels et toutes autres associations légalement constituées, ne sont soumis à aucune autorisation,



mais au simple dépôt d'une déclaration préalable à la mairie, à Paris et dans le ressort à la Préfecture de police, à Lyon et dans les communes désignées par la loi du 24 juin 1851, à la préfecture du Rhône.

Ces bureaux procèdent au placement des travailleurs, à titre absolument gratuit, et l'art. 87 interdit à tout gérant ou employé de percevoir une retribution quelconque à l'occasion du placement d'un ouvrier ou d'un employé, sous peine d'une amende de 16 à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les bureaux de placement payants ne peuvent être ouverts qu'avec la permission spéciale du maire, du Préfet de police ou du Préfet du Rhône dans les communes de leur ressort. Ils ne peuvent percevoir de rétributions que des employeurs, et suivant les tarifs fixés par l'autorité qualifiée pour donner l'autorisation d'ouverture.

*Bureaux de nourrices.* — Une ordonnance royale du 13 janvier 1850 a créé le premier bureau de nourrices.

La réglementation actuelle est contenue dans la loi du 23 décembre 1874 et le décret du 27 février 1877. Nul ne peut ouvrir ni diriger un bureau de nourrices, ni exercer la profession d'intermédiaire pour le placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde, et le louage des nourrices, sans en avoir obtenu l'autorisation préalable.

Cette autorisation est accordée par arrêté du préfet, et à Paris, du Préfet de police, déterminant les conditions à observer, dans l'intérêt de la salubrité, des bonnes mœurs, et de l'ordre public. Ces conditions doivent être affichées dans l'intérieur des bureaux, ainsi que les prescriptions légales et réglementaires imposées aux directeurs de bureaux et aux meneurs et meneuses, et les peines édictées par l'art. 6 de la loi contre ceux qui refuseraient de recevoir la visite des personnes autorisées par la loi.

Les directeurs de bureaux et les logeuses de nourrices, sont tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscrivent les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, la profession et le domicile de la nourrice, le nom et la profession de son mari. Ce registre doit être coté et paraphé par le maire de la commune, et à Paris et à Lyon, par le commissaire de police du quartier. Les directeurs des bureaux de nourrice et leurs agents doivent, avant de procurer un nourrisson à une nourrice, s'assurer qu'elle est munie du certificat du maire de sa commune, du certificat médical et du carnet prescrit, comme nous le verrons plus loin, par le décret de 1877. Il est défendu aux meneurs et meneuses de reconduire des nourrices dans leurs communes avec des nourrissons, sans qu'elles soient munies de ces pièces.

*Commerce des substances vénéneuses.* — Il est réglementé par la loi du 19 juillet 1845, modifiée par celle du 12 juillet 1916, et par le décret du 14 septembre 1916, dont l'art. 45 prescrit aux commissaires de police de veiller à l'exécution de ses dispositions.

Ce décret divise les substances vénéneuses en trois catégories, suivant leur degré de toxicité, et la sévérité des mesures imposées à ceux qui en font le commerce.

1<sup>re</sup> CATÉGORIE. TABLEAU A : 1<sup>o</sup> *Déclaration préalable.* — Quiconque veut faire le commerce d'une ou de plusieurs des substances classées au tableau A, ou exercer une industrie qui en nécessite l'emploi, est tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune dans laquelle est situé son établissement ; à Paris et dans le ressort de la Préfecture de police, la déclaration doit être faite à la dite préfecture. Elle est inscrite sur un registre spécial ; récépissé en est donné au déclarant. Elle doit être renouvelée en cas de déplacement ou de cession de l'établissement. En ce qui concerne les pharmaciens, le dépôt du diplôme pour visa, tient lieu de déclaration (art. 2).

2<sup>o</sup> *Mesures imposées pour la détention.* — Quiconque détient une ou plusieurs des dites substances, en vue de la vente ou de l'emploi pour un usage industriel ou agricole, doit les placer dans des armoires fermées à clé ou dans des locaux où n'ont pas librement accès les personnes étrangères à l'établissement. Ces armoires ou locaux peuvent contenir d'autres substances, à l'exclusion de celles destinées à l'alimentation de l'homme ou des animaux. Lorsque le détenteur exerce le commerce des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux, aucune communication intérieure directe, ne doit exister entre l'établissement et ses dépendances où s'exerce le dit commerce et les locaux où sont détenues des substances vénéneuses (art. 3).

Il est interdit de détenir en vue de la vente, de vendre, de livrer, d'expédier ou de faire circuler ces substances, autrement que renfermées dans des enveloppes ou récipients, portant inscrit le nom des dites substances, tel qu'il figure dans le tableau annexé au décret. Cette inscription doit être faite en caractères noirs très apparents, sur une étiquette rouge-orange, fixée de telle sorte qu'elle ne puisse être involontairement détachée. Cette inscription doit être accompagnée de la mention « Poison », sur une bande de même couleur, faisant le tour de l'enveloppe ou du récipient.

Les fûts, vases ou autres récipients, ainsi que les enveloppes ayant servi à contenir ces substances, ne doivent en aucun cas être employés à recevoir des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux (art. 4).

Ces dispositions sont applicables aux teintures et lotions pour cheveux, fards, cosmétiques, dépilatoires et produits de toilette préparés avec des substances du tableau A (art. 14).

Sont interdites, la mise en vente et la vente, sous formes de tablettes, pastilles, pilules, comprimés et d'une manière générale, sous toutes formes usitées pour l'administration des médicaments, des dites substances ou des préparations qui en contiennent, lorsque ces substances ou préparations sont destinées à d'autres usages que celui de la médecine (art. 5).

3° *Réglementation de la vente.* — Toute vente des dites substances doit être inscrite sur un registre spécial, coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police. Les inscriptions sur le registre sont faites de suite, sans aucun blanc, rature ni surcharge, au moment même de la livraison ou de l'expédition ; elles indiquent le nom et la quantité des substances vendues, la date de la vente, ainsi que les nom, profession et adresse de l'acheteur ; le numéro d'ordre est reproduit sur l'étiquette de l'enveloppe ou du récipient, avec le nom et l'adresse du vendeur.

Le registre sur lequel sont faites ces inscriptions doit être conservé pendant dix ans, pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente (art. 6).

Aucune vente des dites substances ne peut être consentie qu'au profit d'une personne âgée de 18 ans au moins, connue du vendeur ou justifiant de son identité. Ces substances ne peuvent être délivrées, que contre un reçu daté et signé de l'acheteur ou de son représentant, et mentionnant sa profession et son adresse. Si la profession de l'acheteur n'implique pas l'emploi des substances demandées, le reçu ou la commande doit mentionner l'usage auquel ces substances sont destinées. Le reçu ou la commande doit être conservé pendant trois ans par le vendeur, pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente (art. 7).

4° *Vente pour l'agriculture.* — L'emploi des substances du tableau A pour la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, est interdite dans les cultures maraîchères et fourragères, ainsi que dans toutes autres cultures, pour lesquelles leur emploi n'aura pas été autorisé par arrêté du Ministre de l'agriculture. Elles ne peuvent être délivrées en nature et doivent être mélangées à des matières odorantes et colorantes. Ces mélanges ne peuvent être vendus que par les pharmaciens.

5° *Régime des substances du tableau A destinées à la médecine humaine ou vétérinaire.* — Les substances du tableau A ne peuvent être délivrées, sous une forme quelconque :

1° pour l'usage de la médecine humaine, que par les pharmaciens ou

par les médecins légalement autorisés à fournir des médicaments à leurs clients ;

2° pour l'usage de la médecine vétérinaire, que par les pharmaciens, et par les vétérinaires diplômés dans les cas où l'administration des dites substances est faite par eux-mêmes aux animaux, ou bien dans les communes ou agglomérations dépourvues de pharmacie.

SUBSTANCES CLASSÉES DANS LE TABLEAU B. — Les dispositions que nous avons énumérées sont applicables à l'importation, à l'achat, à la vente, à la détention et à l'emploi des substances classées dans le tableau B, en tant qu'elles ne sont pas contraires à celles du titre II du décret.

*Déclaration préalable.* — Les importateurs et les producteurs indigènes des substances classées dans le tableau B, les chimistes, les industriels et les commissionnaires en marchandises qui veulent faire le commerce des dites substances, ou les transformer en vue de la vente, doivent en faire une déclaration spéciale dans les mêmes conditions que nous avons exposées pour les substances du tableau A. Il est interdit à quiconque n'a pas fait cette déclaration spéciale, d'importer, d'exporter, de détenir en vue de la vente, de délivrer, de vendre ou de transformer les substances inscrites au tableau B, ou de les acheter, ou de s'en faire délivrer autrement que sur la prescription d'un médecin, d'un vétérinaire, d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme.

*Registre spécial.* — Tout achat ou toute cession, même à titre gratuit, des dites substances doit être inscrit sur un registre spécial aux substances du tableau B, coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police, sur présentation du récépissé de déclaration. Les inscriptions sur le registre sont faites sans aucun blanc, rature ni surcharge, au moment même de l'achat ou de la réception, de la vente ou de la livraison. Elles indiquent le nom des dites substances, tel qu'il figure au tableau, leur quantité, les nom, profession et adresse, soit de l'acheteur, soit du vendeur, ainsi que le numéro donné par ce dernier au produit livré. Ce registre spécial doit être conservé pendant dix ans pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente (art. 32 et 35).

*Réglementation de la détention et de la circulation.* — Les substances du tableau B ne peuvent circuler, être importées ou exportées, que si les enveloppes ou récipients qui les renferment, portent, en outre des inscriptions prescrites pour les substances du tableau A, l'indication de la quantité, et les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire.

Le détenteur doit les conserver dans des armoires fermées à clé ne contenant que des substances vénéneuses inscrites aux tableaux A ou B. Toute quantité trouvée en dehors de ces armoires sera saisie (art. 36).



Exception faite pour la délivrance sur ordonnance, il est interdit de vendre ou de délivrer les dites substances à quiconque ne justifie pas qu'il a fait la déclaration spéciale, prévue par l'art. 31 du décret.

Les dites substances ne peuvent être délivrées que contre une commande écrite, datée et signée de l'acheteur ou de son représentant, indiquant son nom, sa profession et son adresse et énonçant, en toutes lettres, la quantité de la substance demandée. Cette commande doit être conservée pendant trois ans par le vendeur, pour être représentée à toute réquisition de l'autorité compétente.

**SUBSTANCES CLASSÉES DANS LE TABLEAU C.**— Quiconque détient en vue de la vente, des substances inscrites au tableau C, est tenu de les placer dans ses magasins de manière qu'elles soient séparées des matières non dangereuses, et notamment des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux. Les dites substances doivent être renfermées dans des récipients ou enveloppes, portant une inscription indiquant le nom de la substance, tel qu'il figure au tableau annexé, et entourés d'une bande de couleur verte avec le mot « dangereux » inscrit en caractères très apparents.

Ces substances ne peuvent être délivrées aux acheteurs, que contenues dans des récipients ou enveloppes portant, outre le nom de la substance, le nom et l'adresse du vendeur, et entourés de la bande verte avec le mot « dangereux ».

Pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, elles ne peuvent être délivrées que dans les conditions que nous avons vues pour les substances du tableau A.

Les teintures et lotions pour cheveux, les fards, cosmétiques, et produits de toilettes préparés avec des substances du tableau C ne peuvent être détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus, que dans des récipients portant une étiquette indiquant le nom des dites substances entrant dans leur composition et revêtus en outre de la bande verte avec le mot « dangereux ».

*Constatations.* — L'art. 45 du décret du 14 septembre 1916 dispose, que concurremment avec les inspecteurs chargés de procéder aux visites prescrites par la loi du 21 germinal an IX, modifiée par la loi du 5 juin 1908, les maires et les commissaires de police doivent veiller à l'exécution des dispositions du décret. Ils ont qualité pour visiter, avec l'assistance de l'inspecteur institué par l'art. 2 du décret du 5 août 1908, ou, en cas d'empêchement de celui-ci, avec le concours d'un pharmacien désigné par le préfet, les officines des pharmaciens, les dépôts de médicaments tenus par les médecins et vétérinaires, ainsi que les entrepôts et magasins des droguistes et des commissionnaires en mar-

chandises trafiquant de ces substances,... les magasins des herboristes et épiciers, des coiffeurs et parfumeurs...

L'autorité qui procède à la visite, exige la production du récépissé de déclaration, faute duquel elle saisit les produits trouvés en contravention. Si le récépissé de déclaration est représenté, il est procédé à l'examen des registres, comparativement avec les quantités de substances dont la présence est constatée..., etc.

*Médecine.* — 1<sup>o</sup> *Diplôme.* — L'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 30 novembre 1892 déclare : « Nul ne peut exercer la médecine en France, s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine, délivré par le gouvernement français, à la suite d'examens subis devant un établissement d'enseignement supérieur médical de l'Etat (facultés, écoles de plein exercice et écoles préparatoires réorganisées conformément aux règlements rendus après avis du conseil supérieur de l'instruction publique).

Toutefois, les internes des hôpitaux et hospices français nommés au concours et munis de douze inscriptions, et les étudiants en médecine dont la scolarité est terminée, peuvent être autorisés à exercer la médecine pendant une épidémie ou à titre de remplaçants de docteurs en médecine. Cette autorisation, délivrée par le préfet du département, est limitée à trois mois ; elle est renouvelable dans les mêmes conditions (art. 6).

L'art. 2 de la même loi déclare que nul ne peut exercer la profession de dentiste, s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste. Le diplôme de chirurgien-dentiste est délivré par le gouvernement français, à la suite d'examens subis devant un établissement supérieur médical de l'Etat.

Enfin, il résulte de l'art. 3, que les sages-femmes ne peuvent pratiquer l'art des accouchements, que si elles sont munies d'un diplôme délivré par le Gouvernement français ; elles sont autorisées par l'art. 4 à pratiquer les vaccinations et revaccinations, mais il leur est interdit d'employer des instruments et de prescrire des médicaments autres que ceux indiqués par certains décrets ; enfin elles doivent appeler un docteur en médecine, dans le cas d'accouchement laborieux.

*Enregistrement et visa.* — Les docteurs en médecine, chirurgiens dentistes, accoucheuses, sages-femmes, ne peuvent exercer leur profession sous un pseudonyme, sous peine d'être considérés comme exerçant illégalement.

Ils sont tenus, par l'art. 9 de la loi de 1892, modifié par la loi du 14 avril 1910, dès leur établissement, et avant d'accomplir aucun acte de leur profession, de faire enregistrer leur titre, sans frais, à la préfecture ou sous-préfecture, au greffe du tribunal civil de leur arrondis-

sement et de le faire viser à la mairie du lieu où ils ont leur domicile.

*Obligations imposées aux médecins : Substances vénéneuses.* — Les médecins, sans pouvoir tenir une officine, sont autorisés à délivrer des médicaments à leurs malades, dans les communes où il n'existe aucune pharmacie. Ils sont alors tenus aux mêmes obligations que les pharmaciens.

C'est ainsi qu'ils ne peuvent détenir des substances vénéneuses que dans des armoires fermées à clé, ainsi que nous le verrons plus loin.

D'autre part, le décret du 14 septembre 1916 leur impose certaines obligations relatives à leurs ordonnances prescrivant la délivrance de substances vénéneuses : aux termes de l'art. 20, ils sont tenus de les dater, de les signer et de mentionner lisiblement leur nom et adresse, d'énoncer en toutes lettres les doses prescrites et d'indiquer le mode d'administration des médicaments.

*Déclaration des maladies épidémiques.* — Aux termes de l'art. 15, tout docteur ou sage-femme est tenu de déclarer au sous-préfet et au maire (décret du 23 novembre 1893), dès leur diagnostic établi, les cas de maladies épidémiques prévues par le décret de 1893. Ils utilisent des cartes détachées d'un carnet à souche, mis gratuitement à leur disposition, et sur lesquelles ils indiquent : la date, la nature de la maladie désignée par un numéro d'ordre, l'adresse de l'habitation contaminée et, s'ils le jugent utile, l'indication des mesures prophylactiques qu'ils préconisent.

Outre l'application de ces différentes dispositions, le commissaire de police doit surveiller l'exécution de la peine d'exclusion ou de suspension lorsqu'elle a été prononcée par une Cour ou un tribunal.

Enfin, notons que l'art. 23 de la loi de 1892 fait obligation à tout docteur en médecine, de déférer aux réquisitions de la justice, sous peine d'une amende de 25 à 100 francs, et qu'en conséquence le docteur qui refuserait de prêter assistance au commissaire de police pour procéder à une expertise médicale, par exemple dans le cas prévu par l'art. 44 du code d'instruction criminelle, tomberait sous le coup de cet article 23.

*Pharmacie.* — L'exercice de la pharmacie est interdit à quiconque n'a pas obtenu le diplôme de pharmacien délivré par le Gouvernement français. Faute de ce diplôme, nul ne peut donc ni exercer la profession de pharmacien, ni ouvrir une officine de pharmacie, ni préparer, vendre ou débiter, aucun médicament.

A ce principe, énoncé par l'art. 25 de la loi du 21 germinal an XI, il existe quelques exceptions :

L'art. 27 de la même loi prévoit que les officiers de santé, établis dans les bourgs, villages ou communes où il n'y aurait pas de pharmacien ayant officine ouverte, pourront fournir les médicaments, simples ou composés, aux personnes près desquelles ils seront appelés, sans avoir le droit toutefois de tenir une officine ouverte.

La loi du 9 février 1916, modifiant la loi de germinal an XI, art. 25, prévoit : « Au décès d'un pharmacien, la veuve, les enfants ou héritiers, pourront continuer de tenir son officine ouverte pendant un délai qui, en aucun cas, ne pourra dépasser une année à compter du lendemain du décès, aux conditions de présenter à l'agrément de l'école ou faculté dont dépend l'inspection de l'officine, un étudiant majeur et pourvu d'au moins 8 inscriptions de scolarité, en même temps qu'un pharmacien diplômé, établi ou non, sous la responsabilité duquel seront dirigées et surveillées toutes les opérations de l'officine. L'autorisation de gestion est délivrée, après avis conforme de l'école ou faculté, par le préfet du département dans lequel est située l'officine ».

D'autre part, l'art. 33 de la loi de germinal, permet aux épiciers et droguistes, la vente des drogues simples, sans pouvoir toutefois les débiter au poids médicinal ; défense leur est faite de vendre aucune préparation ou composition pharmaceutique.

Enfin, l'art. 37 autorise la vente des plantes ou des parties de plantes médicinales indigènes, fraîches ou sèches, par les herboristes ayant subi un examen spécial et ayant reçu le certificat.

*Enregistrement.* — Les pharmaciens sont tenus de faire enregistrer leur diplôme à la préfecture et au greffe du tribunal du lieu de leur officine.

Les herboristes doivent faire enregistrer leur certificat d'examen à la mairie.

Au moyen de ces enregistrements, les préfets font imprimer et afficher, chaque année, les listes des pharmaciens établis dans leur département.

*Obligations générales imposées aux pharmaciens.* — Les pharmaciens ne peuvent faire dans les mêmes lieux ou officines, aucun autre commerce ou débit, que celui des drogues et préparations médicinales.

Toute pharmacie doit être gérée par le pharmacien, propriétaire de l'officine, et non par un prête-nom, même diplômé. Il a même été jugé, que si le propriétaire de la pharmacie gérée par un prête-nom diplômé, n'est pas pharmacien, il peut être poursuivi pour exercice illégal de la pharmacie et le prête-nom pour complicité.

D'autre part, un pharmacien ne peut avoir à la fois deux officines.

*Réglementation de l'exercice de la pharmacie.* — Les compositions phar-



maceutiques que vendent les pharmaciens se divisent en remèdes magistraux et remèdes officinaux. Les premiers sont composés d'après les formules indiquées par les médecins dans leurs ordonnances, ils ne peuvent donc être préparés à l'avance. Quant aux remèdes officinaux, ils sont composés d'après les formules officinales insérées au codex ou publiées par le *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*. Tout autre remède est considéré comme remède secret, dont la vente est interdite par l'art. 32 de la loi de germinal an XI, et l'annonce, et l'indication, par affiche imprimée, prohibées par l'art. 36 de la même loi.

*Substances vénéneuses.* — L'art. 16 du décret du 14 septembre 1916 réserve aux pharmaciens la vente des substances vénéneuses portées au tableau A annexé au décret, destinées à la médecine humaine ou à la médecine vétérinaire, sauf exceptions que nous avons déjà indiquées, en faveur des médecins et des vétérinaires diplômés.

Ils doivent détenir ces substances dans des armoires fermées à clé et ne contenant que des substances vénéneuses portées aux tableaux A et B, annexés au décret.

Défense leur est faite d'en délivrer autrement que sur ordonnance d'un médecin ou d'un vétérinaire, exception faite pour celles qui figurent à l'arrêté ministériel du 22 mai 1917, et qu'ils peuvent délivrer sur ordonnance d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage femme.

Ne peut être renouvelée, ni par le pharmacien qui y a procédé pour la première fois, ni par tout autre pharmacien, l'exécution des ordonnances sur lesquelles l'auteur de la prescription, a mentionné l'interdiction du renouvellement.

Ne peuvent être exécutées à nouveau, à moins d'indication contraire de l'auteur de la prescription :

1° les ordonnances prescrivant lesdites substances, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées ;

2° les ordonnances prescrivant sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale, et quelle qu'en soit la dose, les cyanures de mercure ou de potassium, l'aconitine ou ses sels, la digitale..., etc ;

3° les ordonnances prescrivant sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale, et à une dose supérieure à celle indiquée dans le codex comme dose maximum pour 24 heures, des substances du tableau A, autres que celles ci-dessus désignées.

*Registre spécial.* — Les pharmaciens doivent inscrire les ordonnances prescrivant les dites substances, sur un registre spécial de vente, coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police, et dans les mêmes conditions que nous avons indiquées, en parlant des commerçants en

matières vénéneuses. Toutefois, ils ne sont pas obligés d'inscrire le nom de l'acheteur, mais ils doivent mentionner le nom et l'adresse de l'auteur de la prescription.

Ils doivent conserver les ordonnances qui ne peuvent être renouvelées, et les garder pendant trois ans pour les représenter à toute réquisition de l'autorité compétente ; ils en remettent copie intégrale, datée et signée par eux, et munie du cachet de leur officine et du numéro de leur registre. Quant aux autres ordonnances, ils ne les remettent, qu'après les avoir timbrées de leur cachet, et y avoir indiqué la date, ainsi que le numéro d'inscription à leur registre.

*Étiquettes.* — Les pharmaciens doivent apposer sur tout récipient contenant un médicament délivré par eux : 1° une étiquette indiquant, avec leur nom et leur adresse, le numéro d'ordre sous lequel la prescription est inscrite sur leur registre. Cette étiquette est de couleur rouge orange, quand il s'agit des substances du tableau A délivrées en nature. Elle porte la mention : « Toxique : ne pas dépasser la dose prescrite » lorsque la substance vénéneuse, délivrée en nature, doit être absorbée par la voie stomacale et la mention : « Poison », lorsque la préparation est destinée à l'usage externe ou à des injections ; 2° une seconde étiquette de couleur rouge orange portant, selon les cas, les mots « pour l'usage externe » ou « solution pour injections » et, s'il s'agit de médicaments destinés à la médecine vétérinaire : « Médicament vétérinaire. Poison ».

Lorsque des médicaments destinés à la médecine humaine ou vétérinaire, et renfermant une ou plusieurs des substances du tableau A, sont préparés et divisés à l'avance, en vue de la vente au public, les enveloppes et récipients qui renferment ces médicaments, doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom des dites substances, ainsi que la dose, en toutes lettres, de chacune de ces substances, contenue dans cent grammes de la préparation.

*Substances vénéneuses du tableau B.* — Les pharmaciens sont tenus d'avoir un registre spécial coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police, pour y inscrire tout achat ou toute cession de substances vénéneuses portées au tableau B, annexé au décret de 1916.

Toutefois l'art. 32 les autorise, pour les ventes sur ordonnances, à n'inscrire que chaque mois sur ce registre, le relevé totalisé des quantités portées au premier registre, sur lequel ils doivent alors inscrire les nom et adresse des personnes auxquelles ils ont délivré ces substances.

Ce registre spécial doit être conservé pendant dix ans et représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

D'autre part les pharmaciens ne peuvent détenir des substances du tableau B, que dans des armoires fermées à clé, ne contenant que des substances vénéneuses des tableaux A ou B.

Ils ne les peuvent délivrer que sur ordonnances ou aux médecins, vétérinaires, chirurgiens-dentistes et sages-femmes de leur commune ou de communes contiguës n'ayant pas d'officine. Les pharmaciens doivent conserver pendant trois ans, pour être représentés à l'autorité compétente, les demandes de ces praticiens, et en adresser un relevé, à la fin de chaque trimestre, au préfet de leur département.

*Substances du tableau C.* — Elles ne peuvent être délivrées pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, que par les pharmaciens, et dans les conditions que nous avons vues déjà, par les médecins et les vétérinaires. Elles ne peuvent être remises, que dans des récipients ou enveloppes portant une étiquette mentionnant le nom et l'adresse du vendeur, le nom de la composition ou le numéro d'inscription au registre de vente. Lorsqu'elles sont délivrées en nature, pour l'usage interne, les pharmaciens doivent apposer, sur chaque enveloppe ou récipient, une étiquette de couleur verte, portant les mots : « à employer avec précaution ». Lorsqu'ils délivrent ces substances sous forme de préparations destinées, soit à l'usage externe, soit à être employées en injections, ils doivent apposer, sur les enveloppes ou récipients renfermant les dites préparations, une étiquette de couleur verte, portant le mot « dangereux » avec la mention « pour usage externe » ou « solution pour injections » suivant le cas. Lorsque les pharmaciens ou les vétérinaires délivrent les dites substances pour la médecine vétérinaire, soit en nature, soit sous forme de préparations, ils doivent apposer, sur les enveloppes ou récipients, une étiquette de couleur verte, portant l'inscription : « Médicament vétérinaire. Dangereux ».

*Inspection des pharmacies.* — L'art. 29 de la loi de germinal an XI, modifiée par la loi du 25 juin 1908, prévoit : « en vue d'assurer l'application des lois et règlements en vigueur, sur l'exercice de la pharmacie et sur la répression des fraudes en matière médicamenteuse, notamment de vérifier la bonne qualité des produits et de rechercher la fabrication et le débit, sans autorisation légale, des préparations ou compositions médicinales, il sera procédé au moins une fois l'an, à l'inspection des officines des pharmaciens, des dépôts de médicaments tenus par les médecins et vétérinaires, des magasins de droguistes, herboristes et épiciers, des coiffeurs et parfumeurs, des dépôts d'eaux minérales naturelles, des fabriques et des dépôts d'eaux minérales artificielles, généralement de tous les lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente, des produits médicamenteux ou hygiéniques ».

Cette inspection a été organisée par le décret du 5 août 1908; comme le dit la circulaire ministérielle du 26 août 1908, cette organisation place l'exercice de la profession pharmaceutique sous la tutelle des écoles de pharmacie.

Les inspecteurs sont nommés par les préfets, sur la présentation des directeurs d'écoles de pharmacie. Aux termes de l'art. 4 du décret de 1908, ces inspecteurs peuvent se faire assister dans leurs visites, par les commissaires de police, ou à leur défaut, par les maires ou adjoints. Ils peuvent en outre les requérir pour opérer certains prélèvements dans les officines des pharmaciens et dans les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires.

Mais le rôle du commissaire de police ne se borne pas à cette seule assistance aux pharmaciens-inspecteurs. Nous avons vu que l'art. 45 du décret du 14 septembre 1916 prescrit que, concurremment avec les inspecteurs chargés de procéder aux visites ordonnées par la loi de germinal an XI, modifiée par la loi du 25 juin 1908, les maires et les commissaires de police doivent veiller à l'exécution de la réglementation concernant les substances vénéneuses.

*Explosifs.* — Aucune fabrique de dynamite ou d'explosifs à base de nitro-glycérine ne peut s'établir sans autorisation du Gouvernement (Loi du 8 mars 1875), qui détermine les conditions de construction et d'exploitation.

Les produits fabriqués doivent être placés dans des magasins spéciaux (décret du 24 août 1875).

Le fabricant est tenu de justifier de l'emploi des produits qu'il a fabriqués, à toute réquisition du préfet, de ses délégués, ou des agents des Contributions indirectes.

Il doit tenir un registre coté et paraphé par le maire, et y inscrire, jour par jour, de suite et sans aucun blanc, les quantités fabriquées et les quantités sorties, avec les nom, qualité et demeure des personnes auxquelles elles ont été livrées (Décret du 24 août 1875).

Aucun dépôt de dynamite ne peut exister sans autorisation, quelle que soit son importance.

Aucune quantité de dynamite ne peut circuler ou être mise en vente, que renfermée dans des cartouches recouvertes de papier, ou de parchemin, non amorcées et dépourvues de tout moyen d'ignition, portant la marque de fabrique et l'indication de l'année et du mois de leur fabrication.

Les débitants autorisés ne peuvent délivrer une quantité, si petite soit-elle, de dynamite, à une personne qui ne présenterait pas un récé-



pissé de déclaration au préfet. Ils doivent viser ce récépissé et le renvoyer eux-mêmes au préfet.

A moins d'autorisation spéciale, aucune quantité de dynamite ne peut être détenue par un particulier, en attendant son emploi, pendant plus de huit jours.

Toute personne qui s'est procuré de la dynamite après avoir fait à la préfecture la déclaration que nous avons indiquée, doit rendre compte au préfet de l'emploi qu'il en a fait, à quelle date, et à quel endroit.

Enfin, il est interdit à tous les fabricants ou marchands, de mettre en vente des produits qui, par suite de la nature ou de la proportion des matières employées, seraient susceptibles de détoner spontanément. Il est également interdit de mettre en vente des dynamites présentant extérieurement des traces quelconques d'altération ou de décomposition.

*Fabrication et détention d'explosifs sans autorisation.* — Tout individu qui fabrique ou détient, sans autorisation ou même sans motifs légitimes, des machines ou engins meurtriers ou incendiaires agissant par explosion ou autrement, ou un explosif quelconque, quelle que soit sa composition, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et d'une amende de 50 à 3.000 francs (Loi du 19 juin 1871, art. 3, modifié par la loi du 18 décembre 1893).

Tout individu fabricant ou détenteur, sans motifs légitimes, d'une substance ne constituant pas par elle-même un explosif, mais destinée à entrer dans la composition d'un explosif, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et d'une amende de 50 fr. à 3.000 fr. (même article § 2).

*Professions ambulantes.* — Les marchands ambulants sont tous ceux qui, français ou étrangers, exercent une profession, une industrie ou un commerce ambulants, soumis ou non à la patente, hors de la commune dans laquelle ils ont, soit leur résidence fixe, soit un domicile où ils reviennent périodiquement pour y séjourner dans l'intervalle de leurs tournées (Décret du 16 février 1913).

Ils sont tenus de faire une déclaration à la sous-préfecture, ou s'ils ont leur domicile ou leur résidence fixe dans l'arrondissement du chef-lieu, à la Préfecture ; à la Préfecture de police, pour le département de la Seine. Ils y joignent un extrait du rôle des patentes, et un certificat du commissaire de police, ou à défaut, du maire, établissant qu'ils exercent une profession, une industrie ou un commerce ambulants, et qu'ils ont un domicile ou une résidence fixe, où ils reviennent périodiquement. (Loi du 16 juillet 1912).

Récépissé leur est donné portant, avec un numéro d'ordre et la date,

l'état-civil, le domicile ou la résidence, la nationalité, la profession, le signalement du titulaire et sa signature. Ils doivent le représenter à toute réquisition des officiers de police judiciaire et des agents de la force ou de l'autorité publique.

*Commerçants et industriels forains.* — « Est qualifié forain, d'après l'art. 4 du décret du 16 février 1913, tout individu de nationalité française, qui n'ayant en France, ni domicile, ni résidence fixe, se transporte habituellement pour exercer sa profession, son industrie ou son commerce dans les villes et villages, les jours de foire, de marché ou de fête locale ».

Les forains doivent être munis du carnet d'identité, prescrit par l'art. 2 de la loi du 16 juillet 1912, et délivré par la sous-préfecture, la préfecture ou la Préfecture de police, après justification de leur identité, et de leur qualité de français. Ce carnet doit être représenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Les obligations imposées aux marchands ambulants et aux forains, ne sont pas applicables aux salariés de toutes catégories, qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, tels que : voyageurs de commerce, livreurs à domicile, mariniers, ouvriers allant moissonner ou vendanger dans une autre région.

Quant aux nomades, nous avons vu les prescriptions auxquelles ils sont astreints.

*Ventes interdites.* — Sont interdites les ventes au détail de marchandises neuves à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé, avec ou sans l'assistance des officiers ministériels (Loi du 25 juin 1841).

Ne sont pas comprises dans cette défense :

Les ventes prescrites par la loi ou faites par autorité de justice, les ventes après décès ou faillite, les ventes faites après cessation de commerce ou dans un cas de nécessité, quand elles ont été préalablement autorisées par le tribunal de commerce et sous les conditions spécifiées dans le jugement d'autorisation, enfin, les ventes à cri public de comestibles ou celles d'objets de peu de valeur, connues dans le commerce sous le nom de menue mercerie.

Aux termes de la loi du 30 décembre 1906, la tentative est punie comme le délit lui-même. D'autre part, cette même loi prévoit que les ventes de marchandises neuves, non comprises dans les prohibitions de la loi du 25 juin 1841, ne peuvent être faites sous la forme de soldes, liquidations, ventes forcées ou déballages, sans une autorisation spéciale du maire de la ville où la vente doit avoir lieu.

*Maisons de prêts sur gages* — L'art. 411 du code pénal prévoit le fait d'avoir établi ou tenu, une maison de prêts sur gages ou nantissement non autorisé, conformément à la loi du 24 juillet 1851. Il édicte une peine d'emprisonnement de quinze jours à trois mois et une amende de 100 à 2.000 francs, contre les auteurs de ce délit.

*Appareils pouvant servir à la fabrication des monnaies.* — Il est interdit d'employer ou de détenir, à moins d'y avoir été préalablement autorisé, des machines, appareils ou instruments susceptibles d'être utilisés dans la fabrication des monnaies. Il est pareillement interdit de livrer à quelque titre que ce soit, à des personnes non pourvues d'une autorisation, ces machines, appareils ou instruments (Loi du 29 mars 1904, art. 1<sup>er</sup>) dont l'art. 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1906 donne l'énumération : presses monétaires, marteaux-moutons, balanciers et autres appareils à vis travaillant par le choc, dont la vis est d'un diamètre inférieur à 200 m/m et supérieur à 20 m/m.

Les détenteurs ou fabricants de ces appareils doivent donc être munis d'une autorisation en forme d'arrêté préfectoral.

Les fabricants sont tenus d'avoir un registre coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police, et d'y inscrire au jour le jour les entrées, soit par fabrication, soit par achat, et les sorties, avec indication des noms des acheteurs et des autorisations que ceux-ci ont dû représenter.

*Autres commerces ou industries réglementés.* — Nous avons déjà étudié le rôle du commissaire de police en vue de l'application de la réglementation à laquelle sont soumis les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, les théâtres et salles de spectacles, les garnis, les débits de boissons, il nous reste à examiner les obligations générales imposées au commerce et à l'industrie.

Elles ont trait d'une part, à l'emploi des poids et mesures et, d'autre part, à la fixation des prix.

*Poids et mesures.* — Le décret du 8 mai 1790 a édicté le principe de l'uniformité des poids et mesures, et le décret du 1<sup>er</sup> août 1793 l'a mis en application par l'adoption du système métrique décimal. D'autre part, le décret du 18 germinal an III a d'abord fixé la dénomination des différents poids et mesures, et les a ensuite soumis à une vérification officielle. La loi du 4 juillet 1837 et l'ordonnance du 17 avril 1839 ayant confirmé ces dispositions, il en résulte, pour le commissaire de police, l'obligation de veiller d'une part, à ce qu'il ne soit fait usage que des poids et mesures autorisés, d'autre part, à ce qu'ils soient soumis à la vérification officielle du service spécial.

1<sup>o</sup> L'art. 479 § 6 punit d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement,

« ceux qui emploieront des poids ou des mesures différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur. »

Et l'art. 4 de la loi de 1837, stipule que ceux qui auront des poids et mesures, autres que ceux qui sont reconnus, dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, seront punis comme ceux qui les emploieront.

Même l'énonciation, de mesures ou de poids non autorisés, est interdite : le décret du 1<sup>er</sup> vendémiaire an IV, art. 9, la défendait dans les actes publics ; la loi du 25 ventôse an XI reproduisit cette défense pour les actes notariés ; enfin, la loi de 1837 édicta la même prohibition et d'une manière générale : « toutes dénominations de poids et mesures autres que celles portées dans le tableau annexé à la loi, et établies par la loi du 18 germinal an III sont interdites dans les actes publics, ainsi que dans les affiches et les annonces. Elles sont également interdites dans les actes sous seing privé, les registres de commerce, et autres écritures privées produits en justice. »

## 2<sup>o</sup> Vérification des poids et mesures :

Aux termes de l'art. 10 de l'ordonnance du 17 avril 1839 : « les poids et mesures, nouvellement fabriqués ou rajustés, seront présentés au bureau du vérificateur, vérifiés et poinçonnés avant d'être livrés au commerce.

Indépendamment de cette première vérification préalable à tout usage, les poids et mesures sont soumis à une vérification périodique, destinée à reconnaître si la conformité avec les étalons n'a pas été altérée.

Toutes ces vérifications sont constatées par l'apposition de poinçons spéciaux.

*Fixation des prix.* — Le principe de la liberté du commerce implique la liberté de vendre ou de ne pas vendre, et la liberté de fixation des prix. Cependant, pour des motifs d'ordre public, la loi a empêché toute entente ou manœuvre frauduleuse, ayant pour effet de fausser les prix des marchandises, et d'autre part, sans l'influence de certaines circonstances, elle est intervenue pour limiter les prix et empêcher ce qu'on appelle la spéculation illicite.

Le commissaire de police a toute qualité pour veiller à l'application de cette réglementation que nous allons examiner.

L'art. 419 punit : 1<sup>o</sup> les moyens frauduleux ayant faussé le prix des marchandises ou denrées, indépendamment de toute réunion ou coalition ; 2<sup>o</sup> la réunion ou coalition des principaux détenteurs d'une même marchandise, pour en fausser le prix.

Le rayon d'action d'un commissaire de police est évidemment trop restreint pour que seul, il puisse constater cette coalition, mais par les



renseignements qu'il peut recueillir dans le monde du commerce, il peut guider les recherches de l'autorité supérieure. En tout cas, il doit avoir connaissance des approvisionnements exagérés et des accaparements, et son devoir le plus strict, dès qu'il les constate, est d'en prévenir l'Administration pour qu'elle puisse exercer une surveillance sur une plus grande échelle, afin de ruiner les plans de la coalition avant qu'elle ait atteint son but de fausser les prix, et de saisir la justice, si cette coalition a réussi à influencer les cours. De même il doit signaler l'emploi de moyens frauduleux, telles les fausses nouvelles, les faits faux et calomnieux semés à dessein dans le public, ayant pour but de produire une baisse ou une hausse factice des prix.

Mais, nous l'avons dit, la loi a dû porter à la liberté de fixation des prix, de véritables atteintes, sous l'influence de certaines circonstances et permettre à l'Administration de fixer des cours différents de ceux qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce. Ces mesures adoptées par la Convention et bientôt abolies par elle ont dû être prises à nouveau pendant la dernière guerre. Il n'est pas nécessaire d'insister sur leur importance au point de vue de l'ordre public ; les commissaires de police ont rigoureusement tenu la main à leur application, dont dépendait pour une certaine part, il faut le reconnaître, le bon moral du pays. Bien que ces mesures d'exception paraissent devoir disparaître très prochainement, nous allons les examiner rapidement.

La loi du 20 avril 1916 sur la taxation des denrées et substances, art. 10, déclare que « seront punis des peines prévues à l'art. 419 du code pénal tous ceux qui, soit personnellement, soit en tant que chargés à un titre quelconque de la direction ou de l'administration de toute société ou association, même sans emploi de moyens frauduleux, mais dans un but de spéculation illicite, c'est-à-dire non justifiée par les besoins de leurs approvisionnements ou de légitimes prévisions industrielles ou commerciales, auront opéré ou tenté d'opérer, la hausse du prix des denrées ou marchandises, au-dessus des cours qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce.

Et le même article prévoit une aggravation de la peine si la hausse a été opérée ou tentée sur les sucre, café, huile et essence de pétrole, pommes de terre, lait, légumes secs, blé, farine, pain, viande.

L'art. 10 ne donnant pas une définition précise du délit de spéculation illicite, les commissaires de police d'une part, la justice d'autre part, ont éprouvé quelques difficultés pour l'exécution de leur mission.

On s'est demandé si le législateur avait voulu punir tous ceux qui

réalisent, pendant la période de crise économique, des bénéfices exagérés, ou bien s'il avait seulement voulu atteindre ceux qui, pour réaliser ces bénéfices, emploient des moyens, sinon frauduleux, du moins coupables, tels que l'accaparement, la rétention d'une marchandise en vue de la hausse.

La circulaire du 25 août 1919 du Ministre de l'agriculture, après avoir exposé ces différentes interprétations et examiné la jurisprudence, conclut ainsi : « On peut admettre que, constitue la hausse illicite, punissable en vertu de la loi du 20 avril 1916, le fait de vendre un produit quelconque à un prix excessif, hors de proportion avec son prix de revient. Tombe sous l'application de la loi, le producteur ou le commerçant, contre qui peut être relevée l'intention coupable, celui qui a profité des difficultés nées de la guerre, pour se procurer des bénéfices exceptionnels et injustifiés, en opérant ainsi la hausse des prix des denrées au-dessus des cours, qu'aurait déterminés la concurrence s'exerçant librement, et en temps normal ».

Les dispositions que nous avons vues devaient cesser d'être applicables trois mois après la date officielle de cessation des hostilités ; elles ont été prorogées pour une durée de 3 ans par la loi du 23 octobre 1919, qui a en même temps aggravé les pénalités.

Mais les commissaires de police ont trouvé pour l'application de la loi de 1916, une aide précieuse, une base d'appréciation, dans les prix normaux fixés en vertu du décret du 31 juillet 1919, par les commissions départementales. Cependant, cette mesure a rapidement cessé d'être appliquée.

Enfin, les commissaires de police doivent tenir la main à l'exécution du décret du 13 août 1919 sur l'affichage des prix.

Depuis le 20 août 1919, les marchands sédentaires, ambulants, forains sont tenus de marquer le prix des denrées et boissons alimentaires mises en vente ; de même, les marchands vendant au détail des combustibles, de même, les hôteliers, restaurateurs, cafetiers, directeurs ou gérants de tous établissements servant des denrées ou boissons alimentaires.

En même temps, le décret fait défense à ces commerçants de vendre à des prix supérieurs à ceux marqués ou affichés.

En vertu de l'art. 5 de ce décret, les marchands, hôteliers, restaurateurs ou cafetiers, doivent laisser libre accès et circulation dans leurs locaux de vente, aux agents chargés de relever et de contrôler les prix pratiqués, par conséquent au commissaire de police lui-même.

## C. — Protection de l'enfance et du travail

### PROTECTION DE L'ENFANCE

*Enfants du premier âge.* — La loi du 3 décembre 1874 a organisé un système de surveillance des enfants du premier âge, composé d'une commission départementale, par département, présidée par le préfet et d'une commission locale, dans chaque commune, présidée par le maire. Néanmoins, il appartient au commissaire de police, de concourir à la protection des enfants, en veillant à l'exécution des prescriptions administratives, et en communiquant au maire ou au préfet, les renseignements sur les nourrices et nourrissons que leur situation leur permet de recueillir.

Le commissaire de police doit donc s'assurer, que toute personne ayant placé son enfant, âgé de moins de 2 ans, en nourrice, en sevrage, ou en garde, moyennant salaire, hors de son domicile, a fait, au préalable, la déclaration prescrite par l'art. 7 de la loi de 1874, à la mairie du lieu de naissance de l'enfant, ou à celle de sa résidence actuelle. De même il doit s'assurer que toute personne, ayant reçu chez elle un nourrisson ou un enfant, en sevrage ou en garde, a satisfait aux prescriptions de l'art. 9 de la loi de 1874, et a fait la déclaration à la mairie de la commune de son domicile dans les 3 jours de l'arrivée de l'enfant et y a déposé le bulletin de naissance, que les parents ont dû lui remettre, ou encore, qu'ayant changé de résidence, elle a fait une déclaration de son arrivée, ou enfin, si l'enfant lui a été retiré, qu'elle en a également fait déclaration dans les trois jours.

Le commissaire de police doit exiger des nourrices sur lieu, un certificat du maire de leur résidence, indiquant si son dernier enfant est vivant, et constatant qu'il est âgé de 7 mois révolus, ou s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme, remplissant les conditions réglementaires.

*Enfants trouvés ou abandonnés.* — Le commissaire de police prévenu qu'un enfant nouveau-né a été trouvé, ouvre une enquête en qualité d'officier de police judiciaire, afin de retrouver l'auteur de l'abandon, puni par les art. 349 et suivants du code pénal; puis il remet l'enfant à l'officier de l'état-civil, ainsi qu'il est prescrit par l'art. 58 du code civil, aux fins de procès-verbal, enfin, l'enfant lui ayant été confié par le maire, il le fait porter dans l'établissement destiné aux pupilles de l'assistance.

Mais le commissaire de police peut avoir à s'occuper d'un nouveau-né, sans qu'il ait été préalablement abandonné. C'est ainsi que fréquemment, à Paris, les commissaires de police sont informés, par une sage-

femme, qu'une femme qui vient d'accoucher a manifesté l'intention arrêtée de confier son nouveau-né à l'Assistance publique. Ainsi avisé, le commissaire de police se transporte au domicile de la mère, reçoit sa déclaration, puis, conformément à l'art. 9 de la loi du 27 juin 1904, il lui indique que si elle renonce à son intention elle pourra, si elle manque de ressources, obtenir un secours de premier besoin et un secours périodique, pour lui permettre d'élever son enfant. Si la mère persiste dans sa volonté d'abandonner son nouveau-né, le commissaire de police lui fait connaître les conséquences de son abandon, telles qu'elles résultent de l'art. 22 de la loi, à savoir que le lieu où l'enfant sera placé sera tenu secret, et qu'elle ne pourra être renseignée que sur son existence ou sa mort. Enfin, si la mère maintient sa volonté, il fait porter l'enfant à l'établissement des pupilles de l'Assistance.

Mais d'autres catégories d'enfants peuvent provoquer, dans leurs intérêts, l'intervention du commissaire de police : ainsi les enfants trouvés errants, qui ne peuvent donner d'indications sur des parents qui les ont volontairement égarés, ainsi encore les enfants laissés sans protection, ni moyens d'existence, par suite du décès de leurs parents ou de leur hospitalisation, ou de leur internement, ainsi enfin, les enfants maltraités ou moralement abandonnés : le commissaire de police les confie à l'Assistance publique.

Il appartient, d'autre part, au commissaire de police, de signaler au Parquet, aux fins de poursuite en déchéance de la puissance paternelle, par application de l'art. 4 n° 6 de la loi du 24 juillet 1889, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse, ou par de mauvais traitements, compromettraient, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants.

Enfin, le commissaire de police est compétent pour recevoir la déclaration imposée par l'art. 19 de la loi du 24 juillet 1889, dans les trois jours, aux administrations d'assistance publique, association de bienfaisance, particuliers jouissant de leurs droits civils, qui ont recueilli des enfants mineurs de seize ans, sans l'intervention des père et mère. Il doit transmettre cette déclaration au préfet, et dans le département de la Seine, au Préfet de police, dans le délai de quinzaine.

*Ecoliers.* — La loi du 28 mars 1882 a établi l'obligation de l'instruction primaire pour les enfants des deux sexes de 6 à 13 ans révolus, non munis de leur certificat d'études. Elle fait obligation aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école, à moins qu'ils n'aient déclaré au maire leur intention de leur faire donner à domicile l'instruction primaire. Cette obligation est sanctionnée par un avertissement de la Commission scolaire, et en cas de récidive, par des peines de simple police.



Le commissaire de police a pour devoir d'avertir les parents dont les enfants sont trouvés sur la voie publique pendant les heures de classe. En fait, à Paris, la préfecture de la Seine réclame souvent le concours des agents et des commissaires de police, pour assurer l'assiduité des enfants à l'école. Le commissaire de police en effet, a plus d'autorité sur les parents, il est plus qualifié pour leur faire des reproches et leur donner des conseils, que les membres d'une Commission scolaire.

*Protection des enfants employés dans certaines professions.* — Le décret du 6 janvier 1864 interdit les théâtres d'acteurs-enfants, c'est-à-dire ceux où ne jouent que des troupes entièrement composées d'enfants.

D'autre part, la loi du 2 novembre 1892, art. 8, devenu l'art. 58 du code du travail, interdit l'emploi des enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans, comme acteurs, figurants, etc..., aux représentations publiques données dans les théâtres et cafés-concerts. Toutefois le Ministre de l'instruction publique, à Paris, et les préfets dans les départements, peuvent accorder des autorisations exceptionnelles, pour la représentation des pièces déterminées.

Ainsi, le commissaire de police doit se faire représenter, selon le cas, l'autorisation ministérielle ou les papiers d'identité de l'enfant, s'il soupçonne qu'il a moins de 13 ans.

La loi du 7 décembre 1874, maintenant incorporée dans le code du travail, défend de faire exécuter des tours de force périlleux, ou des exercices de dislocation, par des enfants âgés de moins de 16 ans. Elle interdit à tout individu, autre que les père et mère, pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux, ou directeur de cirque, d'employer dans ses représentations des enfants de moins de 16 ans, et aux père et mère d'y employer leurs enfants âgés de moins de 12 ans. (Art. 60 du code du travail).

La surveillance du commissaire de police, pour l'application de ces dispositions, est facilitée par l'obligation, pour ces professionnels ambulants, d'être porteurs de l'extrait des actes de naissance des enfants placés sous leur conduite, et de justifier de leur origine, et de leur identité par la production d'un livret.

L'art. 61 du code du travail punit les père, mère, tuteurs ou patrons, et généralement toute personne ayant autorité sur un enfant, ou en ayant la garde, qui ont livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de 16 ans, aux individus exerçant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux, ou directeur de cirque, ou qui les ont placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité. Le même article frappe les intermédiaires ou agents qui ont

livré, ou fait livrer les dits enfants, ainsi que quiconque a déterminé des enfants âgés de moins de 16 ans à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs, pour suivre des individus des professions sus-désignées.

Enfin, l'art. 62 du même code prévoit que, quiconque emploie des enfants âgés de moins de 16 ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, est considéré comme auteur ou complice du délit de mendicité en réunion.

*Prostitution des mineurs.* — La loi du 11 avril 1908 et le décret du 5 mars 1910, font obligation au commissaire de police, de faire comparaître toute personne mineure de 18 ans, provoquant à la débauche sur la voie publique ou dans un lieu public, et de dresser procès-verbal en double original, destinés au Parquet, et, à Paris en trois exemplaires, dont l'un destiné au Préfet de police. En même temps le commissaire de police en adresse une copie aux personnes investies de la puissance paternelle, de la tutelle, de la surveillance, en vertu du code civil (art. 141 et suivants) ou du droit de garde résultant d'une décision de justice, et il les avertit qu'à l'expiration du délai de six jours, de nouvelles provocations entraîneraient la mise de la mineure, à la disposition du Procureur de la République.

En fait, ces dispositions sont abrogées par la loi du 24 mars 1921, qui a complété ainsi les articles 270 et 271 du code pénal.

Art. 270 : « Sont considérés comme vagabonds, les mineurs de 18 ans qui, ayant sans cause légitime, quitté soit le domicile de leurs parents ou tuteurs, soit les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés, ont été trouvés, soit errants, soit logeant en garni, et n'exerçant régulièrement aucune profession, soit tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés ».

Art. 271, § 2<sup>e</sup> : « Les vagabonds mineurs de 18 ans seront poursuivis et jugés dans les conditions prévues par la loi du 22 juillet 1912 (Tribunal pour enfants et adolescents). Les vagabonds âgés de plus de 13 ans et de moins de 16 ans, ne pourront être condamnés à la peine d'emprisonnement ; mais après avoir été déclarés par jugement, coupables de vagabondage, ils seront, selon les circonstances, soit remis à leurs parents, soit confiés à une institution charitable ou à un particulier, soit envoyés dans une école de réforme ou de préservation, ou dans une colonie pénitentiaire ou correctionnelle, pour y être élevés et retenus jusqu'à l'âge de 21 ans, à moins qu'avant cet âge, ils n'aient été admis à contracter un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer... Ce tribunal pourra décider que le mineur sera placé jusqu'à 21 ans sous le régime de la liberté surveillée ».

Nous avons déjà exposé que, bien que les mineurs placés sous ce ré-

gime, soient soumis à la surveillance spéciale de délégués, prévus par la loi de 1912, le commissaire de police n'en devait pas moins les tenir en observation, recueillir tous renseignements à leur égard le cas échéant, et en faire part au Procureur de la République.

*Travail des enfants. — a) apprentissage.* — Les enfants ne peuvent être mis en apprentissage que chez des maîtres offrant des garanties. C'est ainsi que l'art. 4, livre I<sup>er</sup> du code du travail, défend à toute personne âgée de moins de 21 ans, de recevoir des apprentis mineurs ; que l'art. 5 décide qu'aucun maître, s'il est célibataire ou veuf ou divorcé ne peut loger comme apprenties, des jeunes filles mineures ; que l'article 6 déclare incapables de recevoir des apprentis, sauf avec l'autorisation spéciale du préfet ou du Préfet de police, les individus qui ont subi une condamnation pour crime ou pour attentat aux mœurs, ou à plus de trois mois d'emprisonnement pour vol, dans les cas prévus par l'art. 388 et 401 du code pénal, pour escroquerie, pour abus de confiance ou de blanc-seing, ou pour fraudes dans la vente de marchandises ou falsifications de denrées alimentaires ou produits agricoles.

L'art. 9 du même livre oblige le maître à donner à l'apprenti âgé de moins de 16 ans, qui ne sait pas lire, écrire et compter, ou qui n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le temps et la liberté nécessaires pour compléter son instruction, sans que ce temps puisse excéder deux heures par jour.

Enfin, l'art. 88 prescrit aux maires de délivrer gratuitement aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les nom, prénoms, date, lieu de naissance et domicile des enfants âgés de moins de 18 ans, la date de leur entrée dans l'atelier, et celle de leur sortie.

*b) Age d'admission.* — Les enfants ne peuvent être employés, ni être admis dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance, avant l'âge de 13 ans révolus, même en qualité d'apprentis, à l'exception des établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité, soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. Toutefois, les enfants munis du certificat d'études primaires ne peuvent être employés à partir de 12 ans, s'ils présentent un certificat d'aptitude physique du médecin désigné par le préfet (Code du travail, livre II, art. 1, 2, 3).

Le décret du 3 mai 1893, art. 2, prévoit que les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans ne peuvent être occupés aux travaux proprement dits du mineur, qu'à titre d'aides ou d'apprentis, et pendant 5 heures par jour au plus.

Le décret du 13 mai 1893 interdit d'employer les enfants au-dessous de 18 ans, au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche, ou à faire tourner des appareils en sautillant sur une pédale, ou à faire tourner des roues horizontales. Il défend aussi d'employer les enfants de moins de 16 ans, aux robinets à vapeur, aux scies circulaires, ou aux scies à ruban, ou à actionner au moyen de pédales les métiers dits « à la main » ou encore, à la réfection des maisons sur des échafaudages volants. Enfin le décret défend l'entrée des mineurs de 18 ans dans les ateliers où s'effectuent certains travaux énumérés aux tableaux annexés au décret.

*c) Durée du travail.* — Dans les établissements énumérés en l'art. 1<sup>er</sup> du livre II et que nous avons cités à propos de l'âge d'admission, les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans, ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de 10 heures par jour, coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée ne peut être inférieure à une heure, et pendant lequel le travail est interdit. (Art. 14, livre II). Ils ne peuvent dans ces mêmes établissements, autres que les usines à feu continu, travailler par relais (art. 16). Dans les autres établissements, les enfants âgés de moins de 14 ans, ne peuvent travailler plus de 10 heures, et ceux de 14 à 16 plus de 12 heures (art. 18).

Le travail de nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, est interdit pour les enfants de moins de 18 ans, dans les établissements énumérés en l'art. 1<sup>er</sup>, sauf dans les usines à feu continu ; dans les autres établissements, aucun travail de nuit ne peut être imposé aux apprentis âgés de moins de 16 ans, employés chez un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier.

*Repos hebdomadaire.* — Les enfants de moins de 18 ans, doivent bénéficier d'une journée de repos le dimanche, et ne peuvent être employés dans les établissements énumérés en l'article 1<sup>er</sup>, les jours de fêtes reconnues par la loi, même pour rangement d'atelier.

Toutefois, dans les usines à feu continu, ils peuvent travailler tous les jours de la semaine, à la condition qu'ils aient au moins un jour de repos par semaine. Quant aux enfants placés en apprentissage chez un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier, ils ne peuvent être tenus dans aucun cas, vis-à-vis de leur maître, à aucun travail de leur profession, les dimanches et jours de fête reconnues ou légales et si l'apprenti, dans les établissements non visés en l'art. 1<sup>er</sup>, est obligé conformément à l'usage ou par suite de conventions, de ranger l'atelier, ce travail ne peut pas se prolonger au-delà de 10 heures du matin.

*Travaux interdits.* — Le décret du 21 juin 1913 interdit d'employer, aux étalages extérieurs des magasins et boutiques, des garçons âgés de



moins de 14 ans et des jeunes filles âgées de moins de 16 ans. Jusqu'à 18 ans, les uns et les autres ne peuvent y être employées que pendant 6 heures par jour, et par postes de 2 heures au plus, séparés par des intervalles d'une heure au moins, et défense est faite de les y occuper après 8 heures du soir, ou lorsque la température est inférieure à zéro.

Le décret du 13 mai 1893, art. 13, interdit d'employer des enfants, des filles mineures ou des femmes, à la confection d'écrits, d'imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou autres objets dont la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sont réprimées par les lois pénales, comme contraires aux bonnes mœurs. Il est également interdit d'occuper des enfants au-dessous de 16 ans, et des filles mineures, dans les ateliers où se confectionnent des écrits, imprimés, affiches, gravures, peintures, emblèmes, images et autres objets qui, sans tomber sous l'application des lois pénales, sont cependant de nature à blesser leur moralité.

Ce même décret du 13 mai 1893, défend également de faire exécuter certains travaux par des enfants : graissage, nettoyage, visite ou réparation de machines ou mécanismes en marche, manœuvre d'appareils en sautillant sur une pédale, manœuvre de roues horizontales par des enfants de moins de 18 ans; manœuvre de roues verticales pendant plus d'une demi-journée, manœuvre de métiers « à la main » au moyen de pédales, travail aux scies circulaires ou à ruban, aux cisailles et autres lames tranchantes, aux robinets à vapeur, réfection ou nettoyage des maisons sur les échafaudages volants, etc..., par des enfants de moins de 16 ans.

Enfin le décret du 8 octobre 1911, relatif au travail des enfants dans les verreries, prévoit les différents travaux de cette industrie interdits aux enfants avant tel ou tel âge : Cueillage du verre avant l'âge de 15 ans dans les fabriques de bouteilles, avant 14 ans dans les autres verreries ; étirage avant l'âge de 15 ans, soufflage avant l'âge de 16 ans..., etc.

D'autre part, le décret du 28 décembre 1909, détermine les limites des charges qui peuvent être traînées, poussées ou portées par les enfants de différents âges. Il interdit : aux garçons de moins de 14 ans ainsi qu'aux filles de moins de 18 ans, le transport sur brouettes ou sur charrettes à bras à deux roues ou sur tricycles porteurs à pédales ; aux garçons de moins de 18 ans, et aux femmes de tout âge, le transport sur diables ou cabrouets.

Enfin le chapitre II du titre II, livre II du code du travail, prévoit certaines mesures de protection en faveur des enfants de moins de 18 ans :

Il prescrit aux chefs d'établissements de veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique. Il défend aux maîtres

d'employer les apprentis à des travaux soit insalubres, soit au-dessus de leurs forces. Il interdit enfin l'emploi des mineurs de 18 ans dans les établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, si des précautions imposées par des règlements d'administration publique n'ont pas été prises.

### *PROTECTION DU TRAVAIL*

Bien qu'une circulaire du garde des sceaux du 1<sup>er</sup> mars 1876, ait limité la compétence des commissaires de police, en matière de constatation des contraventions aux lois sur le travail, et ne leur permette d'intervenir que si les contraventions leur ont été dénoncées, ou sont parvenues à leur connaissance, ou en cas de flagrant délit, il ne résulte pas moins des dispositions de l'art. 111 du livre II du code du travail, promulgué le 30 novembre 1912, que le commissaire de police a qualité pour constater et poursuivre les contraventions : « Les dispositions du présent chapitre (concernant l'Inspection du travail) ne dérogent point aux règles du droit commun, dit cet article 111, quant à la constatation et à la poursuite des infractions par les commissaires de police ou autres officiers de police judiciaire ». D'autre part, l'art. 93 du livre II et l'art. 107 du livre I prévoyant l'application des dispositions du livre I ne donnent compétence aux inspecteurs du travail, que pour l'exécution des articles 43, 44 et 45 concernant le paiement des salaires des travailleurs, et des articles 75, 76 et 77 concernant les économats, et encore cette compétence ne leur est-elle attribuée que « concurremment avec les officiers de police judiciaire ».

Il est vrai que certaines dispositions du code du travail prévoient des avis à donner aux inspecteurs du travail, des autorisations que seuls ceux-ci peuvent donner, des mises en demeure que seuls ils peuvent faire. Mais si ces derniers ont pleine compétence, il reste au commissaire de police une compétence et des attributions qui, bien que moins étendues, ont leur importance. En tout cas il suffit que dans certaines conditions énumérées par la circulaire ministérielle il puisse intervenir, pour que nous ayons à examiner les différentes mesures de protection des travailleurs qu'il peut avoir à faire exécuter.

Elles ont trait aux conditions du travail et à l'hygiène, et la sécurité des travailleurs :

*Durée du travail.* — La journée de l'ouvrier, dans les manufactures et usines, ne peut pas excéder 12 heures de travail effectif, et 10 heures dans les usines, manufactures, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers ou leurs dépendances, où sont employés en même temps des

hommes adultes et des femmes, ou des enfants âgés de moins de 18 ans pour lesquels la journée de travail est limitée à 10 heures. (Art. 6, 7 et 14 du livre II du code du travail).

Des dispositions spéciales régissent la durée de la journée des ouvriers dans les travaux souterrains. Leur mise en application est surveillée par les ingénieurs et contrôleurs des mines d'une part, et par les délégués-mineurs d'autre part.

Comme les enfants, les femmes ne peuvent travailler ni par relais, ni la nuit, sauf dans certaines industries, et pendant 60 jours par an, jusqu'à 10 heures du soir, sans que la durée totale de leur journée puisse dépasser 12 heures, sauf aussi pour rattraper des journées de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ; sauf encore dans les usines à feu continu, pour les travaux indispensables (chapitre III, Livre II).

*Repos hebdomadaire.* — Il est interdit d'occuper plus de 6 jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Le repos hebdomadaire doit avoir une durée minima de 24 heures consécutives, et doit être donné le dimanche, sauf dans les entreprises de transport par eau ou par chemin de fer, sauf autorisation préfectorale ou dispense accordée par l'art. 38 du Livre II du code du travail, ou par un règlement d'administration publique, permettant le repos par roulement, ou un autre jour que le dimanche, ou du dimanche midi au lundi midi.

*Repos obligatoires.* — Les femmes ne peuvent être employées dans les usines, manufactures, ateliers énumérés en l'art. 1<sup>er</sup>, les jours de fêtes reconnues par la loi.

D'autre part, il est interdit d'employer des femmes accouchées dans les quatre semaines qui suivent leur délivrance, dans tout établissement industriel et commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, même s'il a un caractère professionnel ou de bienfaisance.

*Hygiène et sécurité des travailleurs.* — Le chapitre I<sup>er</sup> du titre II, livre II du code du travail, prévoit les mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Y sont soumis, aux termes de l'article 65 : « les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement, théâtres, cirques et autres établissements de spectacle

et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur a le droit de prescrire les mesures de sécurité prévues par le présent chapitre... »

Les art. 66 et 66 a, énumèrent les obligations suivantes pour les établissements visés par l'art. 65 :

Ils doivent être tenus dans un état constant de propreté, et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs.

Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

Les ouvriers appelés à travailler dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères, doivent être attachés par une ceinture ou être protégés par un autre dispositif de sûreté.

Les puits, trappes et ouvertures de descente, doivent être clôturés. Les moteurs doivent être isolés par des cloisons ou barrières de protection. Les escaliers doivent être solides et munis de fortes rampes. Les échafaudages doivent être munis de gardes-corps rigides de 90 centimètres de haut. Les pièces mobiles suivantes, des machines et transmissions, engrenages, cônes ou cylindres de friction, doivent être munies d'un dispositif protecteur, ou séparées des ouvriers, à moins qu'elles ne soient hors de portée de la main. Il en est de même des courroies ou câbles traversant le sol d'un atelier, ou fonctionnant sur des poulies de transmission placées à moins de deux mètres du sol. Le maniement à la main des courroies en marche doit être évité par des appareils adaptés aux machines ou mis à la disposition du personnel.

Enfin, des règlements d'administration publique déterminent les mesures générales de protection et de salubrité, applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel et au fur et à mesure des né-



cessités constatées, les prescriptions particulières relatives, soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

Mais l'application de ces règlements d'administration publique (Décrets du 10 juillet et 13 août 1913), incombe non aux commissaires de police, mais aux inspecteurs du travail qui doivent, avant de dresser procès-verbal, adresser une mise en demeure aux chefs d'établissement fondés à introduire auprès du Ministre du travail, une réclamation ayant un effet suspensif.

*Mesures spéciales en faveur des femmes et des enfants.* — Elles sont prévues par le chapitre II du titre II du livre II du code du travail :

1° Les chefs des établissements industriels et commerciaux, dans lesquels sont employés des enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans, ou des femmes, doivent veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique ;

2° Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans ainsi que les femmes, ne peuvent être employés dans les établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous certaines conditions, fixées par des règlements d'administration publique.

3° Le maître ne doit jamais employer l'apprenti à des travaux qui seraient insalubres ou au-dessus de ses forces.

4° Les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, dans lesquels des marchandises et objets divers sont manutentionnés ou offerts au public par un personnel féminin, doivent être, dans chaque salle, munis d'un nombre de sièges, égal à celui des femmes qui y sont employées.

*Dispositions spéciales.* — Les chapitres III et V du titre II prescrivent des mesures spéciales en ce qui concerne la sûreté et l'hygiène des travailleurs, occupés dans les mines, minières et carrières, ou à bord des navires de commerce.

Des décrets prévoient des dispositions particulières pour certaines industries, tel le décret du 4 avril 1905 relatif aux précautions édictées pour la manipulation du linge sale, dans les ateliers de blanchissage de linge ; le décret du 11 juillet 1907 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ; le décret du 23 avril 1908 prescrivant des mesures particulières d'hygiène dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine ; le décret du 15 décembre 1908 prescrivant des mesures particulières de protection et de salubrité dans les chantiers de travaux à l'air comprimé ; le décret du 22 août 1910 prescrivant des mesures

spéciales d'hygiène dans les établissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse.

*Accidents du travail.* — La loi du 9 avril 1898 a établi le principe du risque professionnel : l'accident survenu par le fait du travail ou à l'occasion du travail, est considéré comme une conséquence directe de l'exercice de la profession, et la victime, pour en être indemnisée, n'a pas à faire la preuve d'une faute à la charge du chef d'entreprise.

On comprend toute l'importance de cette loi pour les travailleurs. Le législateur, voulant qu'ils ne puissent l'ignorer, a fait obligation aux chefs d'entreprise, sous peine d'une amende de 1 à 15 francs, de faire afficher dans chaque atelier, le texte de cette loi et ceux des règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

Le commissaire de police, concurremment avec l'inspecteur du travail, peut constater et poursuivre les infractions à ces dispositions. L'un et l'autre sont également compétents, pour assurer l'obligation des prescriptions de l'art. 11 de la loi, aux termes duquel « tout accident ayant occasionné une incapacité de travail, doit être déclaré dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé ». Ainsi donc, le commissaire de police informé, soit par l'hôpital qui a reçu le blessé, soit par tout autre moyen, met le chef d'entreprise en demeure de lui représenter le récépissé de sa déclaration.

Mais là ne se borne pas le rôle de protection, que doit jouer le commissaire de police, en faveur des victimes des accidents du travail. La loi du 31 mars 1905, complétant et modifiant la loi de 1898, a pris des mesures contre les hommes d'affaires plus ou moins consciencieux, toujours prêts à profiter de l'ignorance et du malheur. Il appartient au commissaire de police de mettre ces mesures en application :

Aux termes de l'art. 30 de la loi de 1898, modifiée par celle de 1905, est passible d'une amende de 16 francs à 300 francs : 1° tout intermédiaire convaincu d'avoir offert, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leur ayants droit, le bénéfice des instances ou des accords prévus par la loi, art. 15, 16, 17 et 19 ; 2° tout chef d'entreprise ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques, mis à sa charge par la loi sur les accidents du travail ; 3° toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus, des indemnités dues en vertu de la loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin ; 4° tout médecin ayant,

dans des certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

D'autre part, la loi de 1898 charge le juge de paix de procéder aux enquêtes relatives aux accidents du travail ; mais en cas de décès, le commissaire de police est saisi aux fins de permis d'inhumation, il procède alors à une enquête, qu'il est d'usage de soumettre au juge de paix, afin d'éviter une exhumation possible, par la suite, aux fins d'autopsie, puis, d'accord avec lui, il conclut, soit à l'inhumation immédiate en la forme accoutumée, soit au transport à la Morgue, aux fins d'autopsie.

### **B) Attributions de police municipale du commissaire de police**

Nous avons vu la différence qui existe entre la police générale et la police municipale : tandis que la première, avons-nous dit, a pour objet la protection des intérêts généraux, communs à l'ensemble du pays, la seconde ne vise qu'à la protection d'intérêts purement locaux, particuliers à une commune. C'est, dit M. Berthélemy, « une affaire d'ordre local ; elle a trait à des matières dont la réglementation intéresse la commune et non l'Etat. Quel intérêt l'Etat français a-t-il à ce que la commune de Pont-à-Mousson, par exemple, ait ses rues proprement entretenues et convenablement éclairées ; à ce que le sommeil de ses habitants ne soit pas troublé par des tapages nocturnes, à ce que les chiens y soient muselés, à ce que les voitures ou vélocipèdes n'y circulent pas sans lanterne ou sans grelot, à ce qu'on y pratique le tout-à-l'égout, à ce qu'on n'y puisse pas secouer des tapis par les fenêtres ? Laissons donc au maire de Pont-à-Mousson, élu par le conseil municipal que les habitants de Pont-à-Mousson se sont donné, le soin de réglementer tous ces détails au gré des habitants de Pont-à-Mousson et pour le mieux de leurs intérêts ».

C'est là ce qu'a fait la loi du 5 avril 1884 :

« Le maire est chargé, sous la surveillance de l'administration supérieure, de la police municipale », dit l'article 91 ;

Le maire prend des arrêtés, à l'effet, dit l'article 94, 1° d'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité et l'art. 97 énumère ces objets, qu'indiquait déjà l'art. 3 du titre XI de la loi des 16-24 août 1790.

La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :

1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans

les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoyage, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou aux autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute, ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ;

2° Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, telles que rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants, et tous les actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;

3° Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;

4° Le mode de transport des personnes décédées, les inhumations et exhumations, le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières, sans qu'il soit permis d'établir des distinctions ou des prescriptions particulières, à raison des croyances ou du culte du défunt, ou des circonstances qui ont accompagné sa mort ;

5° L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vente ;

6° Le soin de prévenir par des précautions convenables et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies, les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, en provoquant, s'il y a lieu, l'intervention de l'administration supérieure ;

7° Le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ;

8° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux, qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces.

Ce sont les arrêtés pris par le maire sur ces différents objets, que le commissaire de police est chargé de faire respecter, dès qu'ils sont devenus obligatoires sur le territoire de la commune, c'est-à-dire après leur publication et leur affichage. Ces arrêtés sont, à défaut de dispositions législatives particulières, sanctionnés par l'art. 471, § 15, du code pénal, qui frappe d'une amende de 1 à 5 francs « ceux qui auront con-



trevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative, et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale en vertu des art. 3 et 4, titre XI, de la loi des 16-24 août 1790 et de l'article 46, titre I<sup>er</sup> de la loi des 19-24 juillet 1791 ».

Notons ici que le préfet peut prendre des mesures de police municipale pour plusieurs communes, lorsque plusieurs localités sont intéressées, la réglementation devient alors de la police générale, pourrions-nous dire. Il peut aussi se substituer au maire, après qu'une mise en demeure sera restée sans résultat.

Nous avons vu déjà, au début de cette étude, l'organisation de la police municipale, tout au moins en ce qui concerne les commissaires de police, nous savons que le personnel subalterne : brigadiers et agents, sont nommés par le maire et agréés, ou plutôt commissionnés, par le sous-préfet et le préfet. Enfin, nous avons indiqué les différences d'organisation de la police dans les villes de moins ou de plus de 40.000 habitants et dans celles où des lois spéciales ont institué une police d'Etat : Lyon en 1851, Marseille en 1908, Toulon et la Seyne en 1918, Nice en 1920. Examinons d'un peu plus près l'organisation des services de police municipale à Paris.

### **Organisation de la police municipale de Paris**

La loi d'organisation municipale du 5 avril 1884 ne s'applique pas à la ville de Paris, ainsi que le déclare son art. 168, § 28 : « Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi, sauf celles qui concernent la ville de Paris ».

Contre cette exclusion de Paris du droit commun, de nombreuses attaques se sont produites, que nous n'avons pas à examiner ici. Cependant ferons-nous remarquer, que d'excellents esprits ont reconnu la nécessité d'une législation particulière à la capitale, siège du Gouvernement, et souligné l'impossibilité de constituer, à côté du Gouvernement de la République, un gouvernement local ayant dans la ville, à la fois plus d'autorité et de popularité. « Paris, a écrit Proud'hon, ne peut jouir à la fois, des honneurs de capitale et des prérogatives laissées aux municipalités. L'un est incompatible avec l'autre. . . Entreprendre de séparer les affaires municipales de celles de la capitale, ce serait tenter une division impossible, en tout cas créer, entre la municipalité et le gouvernement, un perpétuel conflit... Paris ne peut pas s'appartenir ; une semblable possession de lui-même serait une véritable usurpation ».

Au surplus, Paris n'est pas une ville comme les autres ; s'étendant sur une superficie de plus de 7.800 hectares, il est peuplé de près de 3.000.000 d'habitants, alors que Marseille, la seconde ville de France, ne compte que 520.000 habitants.

Peut-on admettre qu'une pareille ville, comportant des services publics en rapport avec son importance, et employant plus de 50.000 fonctionnaires, soit administrée par une municipalité ordinaire dont la popularité ne créerait cependant pas la compétence ! « A des situations exceptionnelles, dit M. Berthélemy, il faut des règles exceptionnelles... Des mesures administratives qui s'appliquent à tant d'administrés, ont nécessairement plus d'importance que les décisions à prendre pour les Hautes-Alpes par exemple, ou pour la Lozère, qui n'ont pas 150.000 habitants... On comprend alors que des précautions plus minutieuses soient prises par le législateur, pour que ces énormes intérêts soient sagement gérés d'abord, et pour que cette administration, forcément imposante et par le nombre des affaires à traiter et par le nombre des agents à conduire, n'empiète pas sur l'administration nationale ».

Quant au département de la Seine, il n'est pas non plus un département comme les autres. Peuplé de plus de 4.000.000 d'habitants, il est géré par une administration autrement importante que celle des autres départements, moins encore par le nombre de ses fonctionnaires, que par celui des affaires dont elle est saisie et leur importance. D'autre part, il n'est que la ceinture de la capitale, qui en constitue la plus grande partie, tant par son étendue que par sa population.

C'est pour toutes ces raisons, que Paris et le département de la Seine sont soumis à une législation exceptionnelle. Ce qui la caractérise particulièrement, c'est que la ville n'a pas de maire élu et qu'elle est administrée, ainsi que le département, par deux préfets : le Préfet de la Seine et le Préfet de police entre lesquels sont réparties les attributions habituellement exercées, et par le préfet dans le département, et par le maire dans la commune.

**Le Préfet de police.** — Les fonctions du Préfet de police tirent leur origine, de celles qu'exerçait, sous l'ancien régime, le prévôt de Paris.

Chef du Châtelet ou prévôté et vicomté de Paris, le prévôt de Paris fut d'abord préposé par le roi, à l'administration de la justice, en son nom. On croit pouvoir faire remonter son origine à Hugues Capet et quoi qu'il en soit, une charte de 1060, porte la signature de « Etienne, prévôt de Paris ».

C'était, nous dit Jean le Coq, « le premier de la ville après le Prince

et Messieurs du Parlement, représentants du prince » ; il avait le pas sur les baillis et les sénéchaux. A la fois juge, commandant militaire et chef de la police, il avait, en outre, le gouvernement politique et financier de la ville.

En 1321, on lui adjoint un lieutenant civil et un lieutenant criminel ordinaire :

Celui-ci était chargé de fonctions purement judiciaires, son rôle consistait à juger, en dernier ressort, les gens arrêtés par le guet ; en 1526, on lui donne, pour le suppléer, un lieutenant criminel à robe courte.

Quant au lieutenant civil, il était à la fois chargé de la police et de la présidence des assemblées au Châtelet pour les affaires civiles.

Cette dualité d'attributions fut supprimée en 1667 : un édit du 15 mars, rendu à la suite de conférences chez le chancelier Ségnier, déclare : « Notre bonne ville de Paris étant la capitale de nos états et le lieu de notre séjour ordinaire, qui doit servir d'exemple à toutes les autres villes du royaume, nous avons estimé, que rien n'était plus digne de nos soins que d'y bien régler la justice et la police, et nous avons donné notre application à ces deux choses ; elle a été suivie de tant de succès et plusieurs défauts de la police ont déjà été si heureusement corrigés, que chacun, excité par la commodité qu'il en regoit, concourt et prête volontiers la main pour la perfection d'un aussi grand ouvrage ; mais il est nécessaire que la réformation que nous y apportons, soit soutenue par des magistrats ; et, comme les fonctions de la justice et de la police sont souvent incompatibles et d'une trop grande étendue pour être bien exercées par un seul officier, nous avons résolu de les partager ».

Sur quoi l'édit, laissant au lieutenant civil la présidence des assemblées au Châtelet, lui enlève ses attributions de police, qu'il confie à un lieutenant général de police.

Celui-ci a sous ses ordres les commissaires au Châtelet, et peut requérir le lieutenant criminel de robe courte, le chevalier du guet, le prévôt de l'Ile, chef de la maréchaussée de banlieue, et tous les bourgeois. Il entend les rapports des commissaires et juge en matière de police. « Il connaîtra, dit l'édit, de la sûreté de la ville, du port d'armes prohibées par les ordonnances, nettoyage des rues et places publiques, donnera les ordres nécessaires en cas d'incendie ou d'inondation, connaîtra de toutes les provisions nécessaires pour la subsistance de la ville, amas, magasins qui en pourront être faits, du taux et prix d'icelles, de l'envoi des commissaires et autres personnes nécessaires, sur les rivières, pour le fait des amas de foin, bottelage, conduite et arrivée d'icelui à Paris. Règlera les étaux des bouchers

et adjudication d'iceux. Aura la visite des halles, foires ou marchés, des hostelleries, auberges, maisons garnies, brelands, tabacs et lieux mal famés. Aura la connaissance des assemblées illicites, tumultes, séditions, désordres qui arrivent à l'occasion d'icelles, des manufactures et dépendances d'icelles, des élections des maîtres et gardes des six corps de marchands, des brevets d'apprentissage et réception des grades, de l'exécution des statuts et règlements et des renvois des jugements ou avis de notre procureur sur le fait des arts et métiers.... Pourra établir les poids et balances de toutes les communautés de la ville et bourgs d'icelle, à l'exclusion de tous autres juges ; connaîtra des contraventions qui seront commises à l'exécution des ordonnances, statuts et règlements faits par le fait de l'imprimerie, par les imprimeurs en l'impression des livres et libelles défendus et par les colporteurs en la vente et distribution d'iceux.

Les chirurgiens seront tenus de lui donner des déclarations de leurs blessés et qualité d'iceux ; pourra connaître de tous les délinquants pris en flagrant délit en fait de police ; leur faire et parfaire leur procès sommairement et les juger seul ; sinon es cas où il s'agira de peines afflictives, et au dit cas, en fera son rapport au présidial du Châtelet en la manière accoutumée ; et généralement, appartiendra au dit lieutenant de police, l'exécution de toutes les ordonnances, arrêts, règlements concernant le fait d'icelle, circonstances et dépendances.... »

Pour exercer ses attributions, le lieutenant général de police avait sous ses ordres : 1<sup>o</sup> ses bureaux au nombre de neuf : celui du cabinet se réservait les ordres particuliers de la Cour et des ministres ; celui du secrétariat général connaissait des ordres du roi relatifs aux prisons d'état, à la librairie, la censure des théâtres ; 2<sup>o</sup> les commissaires de police ; 3<sup>o</sup> les magistrats de police ; 4<sup>o</sup> les agents secrets (dits « mouchards » du nom de Mouchy dit Democharès, inquisiteur de la foi sous François II, qui employait des espions).

La Révolution supprima le lieutenant général de police, dont elle confia d'abord les fonctions à un bureau de ville, puis à l'un des départements de la municipalité, dirigé par un lieutenant de maire. Un décret du 5 novembre 1789 qu'on a dénommé « Lettres patentes de la police de Paris » confia ensuite la police de l'arrondissement, au comité du district, dont un membre devait siéger jour et nuit, pour entendre les gens arrêtés et les renvoyer, soit en prison, soit devant un commissaire au Châtelet.

La loi du 17 juin 1790 créa un bureau municipal, chargé de l'exécution des arrêtés du corps municipal et des règlements de police. Celle du 7 fructidor an II qui créa la police générale de la République et la



confia aux comités révolutionnaires, établit à Paris douze de ces comités, comptant chacun douze membres, renouvelables par moitié tous les trois mois, et ayant le droit de décerner des mandats d'amener et d'arrêt. Puis, une loi du 14 fructidor de la même année, chargea de la police municipale, une commission nommée par la Convention, sur la proposition des Comités de salut public, de sûreté générale et de législation, comprenant vingt membres que la loi du 28 thermidor an III réduisit à trois. Enfin le 15 frimaire an IV, cette commission céda ses pouvoirs au bureau central composé de trois membres, prévu par la Constitution de l'an III et auquel la loi du 24 floréal an IV, confia la nomination des commissaires de police, sur présentation des municipalités, dont le nombre pour Paris, avait été fixé à douze par la loi du 19 vendémiaire an IV. On ne revient à l'officier unique, qu'avec la loi du 12-14 nivôse an IV, qui créa le Ministère de la police générale et surtout avec celle du 28 pluviôse an VIII qui supprima le bureau central et créa le Préfet de police. Son art. 16 stipule : « à Paris, un Préfet de police sera chargé de ce qui concerne la police et aura sous ses ordres des commissaires, distribués dans les douze municipalités ». L'arrêté du 12 messidor an VIII donna au Préfet de police la direction de la police parisienne et lui attribua les fonctions de police municipale, exercées par les maires dans toutes les autres communes de France.

Maintenue par arrêté du 8 avril 1814, puis réunie, par l'O. R. du 16-21 mai 1814 au ministère, pour former la Direction générale de la police du royaume, la Préfecture de police fut définitivement rétablie le 14 mars 1815.

*Attributions.* — C'est l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII, qui détermine les fonctions du Préfet de police.

« Le Préfet de police exercera ses fonctions, dit l'art. 1<sup>er</sup>, ainsi qu'elles sont déterminées ci-après, sous l'autorité immédiate des ministres ; il correspondra directement avec eux pour les objets qui dépendent de leurs départements respectifs ».

L'article 2 lui confère le droit de publier de nouveau les lois et règlements de police et de rendre les ordonnances, tendant à en assurer l'exécution.

« Il aura sous ses ordres, dit l'art. 35, les commissaires de police, les officiers de paix, le commissaire de police de la Bourse, le commissaire chargé de la petite voirie, les commissaires et inspecteurs des halles et marchés, les inspecteurs des ports.

« Il aura à sa disposition, pour l'exercice de la police, la garde nationale et la gendarmerie. Il pourra requérir la force armée en activité » dit l'art. 37.

Enfin l'arrêté énumère les attributions du Préfet de police. La section II comprend les attributions de police générale, passeports, permis de séjour, cartes de sûreté, répression du vagabondage et de la mendicité, surveillance des filles publiques et des maisons de prostitution, dispersion des attroupements, police des cultes, des prisons, de la librairie, de l'imprimerie, des théâtres, de la vente des poudres et salpêtres, du port d'armes et la recherche des déserteurs.

La section III de l'arrêté énumère les fonctions du Préfet de police en matière de police municipale : petite voirie, liberté et sûreté de la voie publique, salubrité, incendies, police du fleuve, police de la Bourse et du change, sûreté du commerce, taxes et mercuriales, circulation des subsistances, patentes, marchandises prohibées, surveillance des places et lieux publics, approvisionnements, protection et préservation des monuments publics.

L'arrêté du 3 brumaire an IX donna juridiction au Préfet de police, sur toutes les communes du département de la Seine et sur 3 communes de Seine-et-Oise : Meudon, Saint-Cloud et Sèvres, et plaça sous ses ordres, les maires, adjoints et commissaires de police de ces communes.

Le décret du 25 mars 1852, la loi du 10 juin 1853, le décret du 10 octobre 1859, le décret du 30 novembre 1859, les lois du 11 juin 1896 et du 7 avril 1903, vinrent ensuite préciser et modifier les attributions du Préfet de police. Enfin une loi de 1919 lui retira sa compétence spéciale dans les communes de Seine-et-Oise : Meudon, St-Cloud et Sèvres.

***Police municipale parisienne.*** — Avant d'examiner les organismes actuels de la police municipale parisienne, jetons un coup d'œil sur les différents corps qui l'ont assurée dans le passé ; le plus ancien est assurément le guet.

***Origines.*** — C'est un édit du roi Clotaire II, de l'an 595, qui décide la création du guet : un certain nombre d'habitants par quartier, devant veiller la nuit à la sécurité de la ville. Sans doute, y montra-t-on assez peu d'empressement, car une ordonnance de Charlemagne de mai 813 punit d'une amende de 4 sols d'or les habitants commandés qui ne feraient pas leur service de guet. En 1150, sous Louis-le-Jeune, un autre service de guet, que plus tard on appela le « guet assis », par opposition au « guet royal » et sans doute aussi à cause des qualités d'activité qu'il montra, fut créé et composé d'hommes désignés par les corporations. « Les habitants de Paris, rapporte une ordonnance de 1254 de Louis IX, pour la sûreté de leurs corps, biens et marchandises et pour remédier aux périls, aux maux et aux accidents qui sur

venaient toute la nuit dans la ville, tant par le feu, vols, larcins, violences et ravissements de femmes, enlèvements de meubles par les locataires pour frustrer leurs hôtes, ont supplié le roi de leur permettre de faire le guet pendant la nuit, les gens d'un certain nombre de métiers se chargeant de le faire, à leurs dépens, les uns après les autres, ce qui leur a été accordé.

.... Le service est obligatoire pour chacun des gens de métiers, à moins que sa femme ne soit en couches, ou qu'il n'eut été saigné ce jour-là ou bien qu'il fût hors la ville pour son commerce ou autrement, ou enfin qu'il ne fût âgé de plus de 60 ans ».

Quant au guet royal, il était composé de deux compagnies, l'une à pied, l'autre à cheval, placées sous les ordres du capitaine ou chevalier du guet, choisi parmi les personnages de haute naissance, ou dans l'Ordre des chevaliers et jouissant de prérogatives et privilèges considérables.

« Le service des gens du guet du roi, nous dit une ordonnance, consistait à partir du Châtelet, aussitôt après la cloche du couvre-feu, marcher toute la nuit jusqu'au jour, dans les rues de la ville et visiter le guet des métiers, de savoir de ceux qui formaient la garde s'ils avaient besoin de secours, et ce qui était arrivé à leur poste et, en cas que les sergents à cheval eussent reconnu que quelques-uns du guet assis fussent allés se coucher ou vaquer à leurs affaires, il leur était permis d'emprisonner les autres du même corps de garde, pour être ensuite rendu compte au prévôt de Paris ».

On voit par ces mesures quelle confiance inspirait le « guet assis » et quels services il pouvait rendre. On le supprima en 1558. D'ailleurs l'année précédente, le guet royal avait été renforcé : à chaque angle de rues un homme avait été placé pour y entretenir l'éclairage, sonner l'alarme et renseigner les patrouilles accueillies au cri de « Dieu-garde ! »

Ce n'est toutefois pas avant 1721, que Paris connut un service de police de jour, avec la création de postes de sergents du Châtelet, chargés de prêter main forte aux commissaires.

Louis XV créa, en 1771, la garde de Paris entretenue par lui, et, à la fin de l'ancien régime, nous trouvons pour assurer la sécurité de la ville, à côté de cette garde, deux compagnies de suisses et le guet à la charge de la ville.

En 1789 est créée la milice parisienne composée de 4.800 hommes, répartis en 16 légions et 60 bataillons, dont l'existence fut reconnue par la loi des 6-12 décembre 1790 et l'organisation réglée par celle du 14 octobre 1791.

En 1802 apparaît la garde municipale établie par l'arrêté des consuls du 12 vendémiaire an XI et qui vint remplacer, en vertu du décret du 10 avril 1813, la gendarmerie impériale placée sous l'autorité exclusive du Préfet de police, qui prendra le nom de garde royale, puis de gendarmerie royale, sous la Restauration.

Mais, depuis la Révolution, les commissaires de police et les officiers de paix étaient aidés, dans leurs fonctions, par des inspecteurs et des observateurs. Ceux-ci disparurent peu après la création de la Préfecture de police. Quant aux inspecteurs, qu'il ne faut pas confondre avec les fonctionnaires du même nom existant avant 1789, et dont les attributions correspondaient à celles des officiers de paix, ils n'étaient autre chose que des gardiens de la paix en civil. Ce n'est qu'en 1829, et conformément à l'ordonnance du 12 mars de M. Debelleyrne, Préfet de police, qu'un uniforme leur fut attribué. Leur statut n'a guère changé depuis.

Ce n'est évidemment pas ici l'endroit d'énumérer les services que rendent chaque jour à la population parisienne, ces soldats de l'ordre et du devoir. Citons cependant, parmi tant d'autres, l'opinion de M. Waldeck-Rousseau :

« Le rôle du gardien est singulièrement complexe, écrivait-il, sa surveillance ne s'étend pas seulement à l'ordre de la rue ; il concourt à assurer presque tous les services, sans lesquels Paris cesserait d'être Paris : théâtres, voitures, promenades, marchés et ce service, plus délicat encore que tous les autres, qu'on pourrait appeler : le service des foules.... Les gardiens accomplissent si naturellement leur devoir qu'ils ne jugent pas avec tant d'orgueil, la tâche qu'ils accomplissent... »

Après avoir examiné les origines des troupes de police, voyons maintenant comment elles étaient commandées dans le passé, avant d'arriver à l'organisation actuelle :

*Officiers de paix.* — C'est en 1708 qu'une décision royale créa à Paris, 40 inspecteurs de police, qu'il ne faut pas confondre avec les fonctionnaires actuels du même nom. Choisis parmi les officiers des troupes royales, justifiant de 8 années de service, dont 2 au moins comme officier, ils devaient acheter leur charge (1) Ils avaient le titre de Conseillers du Roi. Leurs fonctions consistaient à veiller au nettoyage et à l'éclairage de la voie publique et à déférer aux réquisitions du magistrat de police. Ils faisaient bourse commune des honoraires de leur charge et il est assez curieux de constater que cette pratique a été

---

(1) Le prix a varié de 75.000 à 400.000 livres



reprise pour les officiers de paix, leurs successeurs, par M. Hennion, Préfet de police, en 1913.

De 40, leur nombre fut ramené à 20, soit un par quartier, par un édit de mars 1740 qui disait : « Les vingt inspecteurs de police auquel a été réduit le nombre de quarante qui existait antérieurement, seront distribués dans les divers quartiers de Paris par le lieutenant général de police pour avoir, sous les commissaires au Châtelet, l'inspection sur le nettoyage des rues, les lanternes, lumières publiques, périls imminents et sur tout ce qui concerne l'observation des règlements de police. Ils seront tenus de donner avis dans le jour, et à l'instant même si le cas le requiert, tant au lieutenant de police qu'au commissaire près duquel ils seront distribués, de toutes les contraventions qu'ils découvriront, et donneront aussi avis de tous les abus qu'ils découvriraient et généralement de tout ce qui peut avoir rapport à la police, et assisteront les commissaires dans les visites, quand ils seront requis par eux ».

La loi des 21-29 septembre 1791, établit à Paris, 24 officiers de police sous le nom d'officiers de paix. Nommés pour quatre ans par les officiers municipaux, ils étaient chargés de veiller à la tranquillité publique, de se porter dans les endroits où elle était troublée, d'arrêter les délinquants et de les conduire devant le juge de paix (1). Pendant la nuit, ils pouvaient retenir les personnes arrêtées et les faire conduire au jour « devant les commissaires de police pour les objets attribués à la municipalité » (art. 6) et, pour les objets de ressort de la police correctionnelle ou de la police de sûreté, devant le juge de paix du district ou le bureau central des juges de paix (art. 7).

Supprimés par le décret du 19 vendémiaire an IV, les officiers de paix furent rétablis par la loi du 23 floréal, qui leur rendit les attributions fixées par la loi de 1791.

Maintenus par la loi du 19 nivôse an VIII, qui confia leur nomination au Premier consul, ils se virent attribuer par un arrêté de nivôse an X, un uniforme ainsi composé : habit bleu à collet et parements écarlates, garnis d'un galon d'argent de 2 cent. de large, boutons unis portant : « La Paix », gilet, pantalon ou culotte rouges, chapeau uni à la française avec ganse d'argent pareille au galon des parements, sabre suspendu à une bandoulière de peau blanche.

En 1828 une ordonnance de Charles X, en date du 25 mai, leur attribua la qualité de commissaire de police, afin de leur permettre de constater les contraventions.

---

(1) Art. 4 : « ils diront à celui qu'ils arrêteront : « Je vous ordonne, au nom de la loi, de me suivre devant le juge de paix ».

Ils perdirent bientôt cette qualité, qui ne leur fut rendue qu'en 1913 par M. Hennion, Préfet de police.

Ils furent supprimés en mars 1920 et remplacés par des commissaires de police dits « commissaires d'arrondissement ».

*Organisation actuelle.* — L'arrêté préfectoral du 12 janvier 1922 détermine l'emploi dans Paris, d'un effectif de 9.059 gardiens de la paix, commandés et contrôlés par 1122 brigadiers, 165 brigadiers-chefs et 58 inspecteurs principaux.

Ces gardiens sont répartis en vingt compagnies d'arrondissement et cinq compagnies de réserve et de circulation qui ont, à leur tête, les premières, des commissaires d'arrondissement, les autres, des commissaires spéciaux.

Les commissaires d'arrondissement ont sous leurs ordres, mais seulement en matière de police municipale, et plus exactement en matière de surveillance de la voie publique, les commissaires de police des quartiers.

Nous avons vu qu'il existe, en outre, dix commissaires divisionnaires chefs de districts, et qu'un district comprend avec deux arrondissements de Paris, un certain nombre de communes de la banlieue.

Ajoutons enfin que les communes de la Seine sont réparties en vingt-deux circonscriptions de police, ayant chacune un commissaire de police, et comptant au total 1601 sergents de ville, 140 brigadiers et 46 brigadiers-chefs.

### **Des fonctions du commissaire de police en matière de police municipale**

Nous avons vu que l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884 détermine l'objet de la police municipale, et énumère les matières sur lesquelles elle s'exerce.

Pour étudier les fonctions de police municipale du commissaire de police, nous suivrons l'énumération de l'art. 97, le commissaire de police n'ayant, pour déterminer d'un mot sa mission, qu'à faire exécuter les arrêtés municipaux pris dans les conditions fixées par la loi de 1884.

#### **1° Sûreté, commodité du passage dans les rues et voies publiques**

L'art. 97, n° 1, déclare que la police municipale comprend notamment : « Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le

nettoiemment, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute, ou celle de rien jeter, qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles.

*Nettoiemment.* — Dans certaines communes, les habitants sont tenus de balayer au devant de leurs maisons ou établissements (1) dans les conditions fixés par les arrêtés du maire, c'est-à-dire tous les jours à une heure fixée, ou à certains jours de la semaine. Dans d'autres communes, c'est un entrepreneur qui est chargé du balayage de la voie publique, il est alors tenu aux obligations imposées par les arrêtés municipaux.

A Paris, le nettoiemment, balayage et arrosage de la chaussée est assuré par les services de la ville, relevant de la Préfecture de la Seine.

Cependant, une ordonnance du Préfet de police du 1<sup>er</sup> septembre 1853, oblige ceux qui ont sali la voie publique en chargeant ou en déchargeant des matériaux, à la nettoyer après achèvement de leur besogne, et une ordonnance du 22 juin 1904, défend de pousser sur la voie publique, des ordures ou résidus provenant du balayage des maisons.

D'autre part, un arrêté du 19 janvier 1914 du Préfet de la Seine, interdit aux habitants, de verser leurs ordures ménagères, ailleurs que dans les récipients communs affectés à l'immeuble, et fait défense aux chiffonniers de répandre les ordures sur la voie publique pour faire leur triage.

L'enlèvement des boues, des immondices et des ordures ménagères est en général, effectué soit par les services communaux, soit par une entreprise privée adjudicataire. Cependant des arrêtés du maire peuvent prescrire aux habitants, de déposer les récipients contenant les ordures, un certain temps avant l'heure fixée pour le passage des tombereaux d'enlèvement, et de les retirer, dans un délai déterminé, après qu'ils ont été vidés.

A Paris, un arrêté du préfet de la Seine du 6 janvier 1922, décide que les récipients devront être déposés sur la voie publique une heure au plus tard avant l'heure réglementaire de l'enlèvement (6 heures et demie du matin), et remis à l'intérieur des immeubles, un quart d'heure au plus, après le passage des tombereaux.

Le maire peut imposer par arrêté l'obligation d'enlever les neiges et les glaces.

---

(1) Il en était déjà de même sous François 1<sup>er</sup>, dont un édit rendu en 1539, obligeait les Parisiens à nettoyer devant leurs maisons et même à paver la rue.

À Paris les habitants, dispensés du balayage général par le paiement d'une taxe spéciale (loi du 26 mars 1873), ne sont cependant pas exemptés de balayer les neiges et les glaces, ainsi qu'il résulte de l'art. 2 de la loi de 1873 et, l'ordonnance du 14 décembre 1851 qui prescrit aux propriétaires de balayer la neige, de casser la glace et de jeter du sable ou des cendres devant leurs propriétés, en cas de verglas, est toujours en vigueur.

*Eclairage.* — L'éclairage intéresse à la fois la commodité du passage et de la circulation, et la sécurité des habitants. Un édit de 1541 le constatait déjà en ces termes : « ... et d'autant que la plupart des maléfices se commettent de nuit et à l'obscur, est enjoint à tous les propriétaires des maisons ou principaux locataires d'icelles, d'attacher par chacun soir, devant l'heure de six, une lanterne au-dessous des fenêtres du premier étage en lieu commode et apparent, avec une chandelle ardente en icelle pour donner lumière à la rue ».

Mais si, à Paris, l'éclairage public était confié dès 1745 à Matherot de Preigny et Bourgeois de Châteaublanc, inventeurs des réverbères, dans beaucoup de communes, le soin d'éclairer la voie publique est encore laissé aux habitants, et des arrêtés municipaux désignent les catégories de commerçants tenues d'éclairer au-devant de leur habitation, ce sont le plus souvent, les débitants de boissons, les aubergistes, les hôteliers et les logeurs, et il appartient au commissaire de police de faire exécuter ces règlements, que sanctionne l'art. 471 §, 3, du code pénal.

*Encombrement de la voie publique.* — Même s'il n'existe à cet égard aucun arrêté municipal, la défense formulée par l'art. 471, § 4, suffit à motiver l'intervention du commissaire de police, « Seront punis d'amende depuis un franc jusqu'à 5 francs inclusivement... 4° ceux qui auront embarrassé la voie publique, en y déposant ou y laissant sans nécessité, des matériaux ou des choses quelconques, qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage ». Le commissaire de police doit donc relever la contravention si les trois éléments constitutifs se trouvent réunis :

1° il faut d'abord qu'il ait été déposé ou laissé des matériaux ou des choses quelconques, c'est-à-dire des objets mobiliers, et tel ne serait pas le cas, si une ou plusieurs personnes stationnant sur la voie publique, gênaient le passage, ou bien si une persienne ouverte diminuait la li-

---

(1) Déjà en 1544, commandement était fait à tous les habitants, de mettre aux fenêtres de leurs logements, une lanterne garnie d'une chandelle et de l'allumer à neuf heures du soir.



berté de la circulation, tel serait le cas au contraire d'une voiture stationnant sans nécessité, d'un commerçant ou d'un ouvrier travaillant sur le trottoir... etc.

2° il faut ensuite que le dépôt ou l'abandon, ait été fait sur la voie publique, par quoi il faut entendre toutes les voies de communication, à l'exception toutefois des routes nationales ou départementales, en dehors de la traversée des villes, bourgs et villages, les dépôts faits sur ces routes constituant des contraventions de grande voirie, de la compétence des Conseils de préfecture. D'autre part, la contravention n'existerait pas s'il s'agissait d'une voie privée.

3° il faut enfin que le dépôt ou l'abandon ait été fait sur la voie publique, sans nécessité. C'est le tribunal de police qui est juge de la nécessité, mais avant lui, le commissaire de police a bien aussi à l'apprécier, quoi qu'en pensent certains auteurs, dont la théorie conduirait le commissaire de police à établir des procès-verbaux et à entamer des poursuites, à tout le moins inutiles.

Mais le maire peut préciser et compléter les dispositions du code pénal. C'est ainsi que des arrêtés peuvent faire obligation aux habitants, de demander une autorisation préalable pour faire des dépôts, réglementer la façon de décharger les voitures, en stipulant que les chargements ne pourront être versés sur la voie publique, mais portés directement dans les maisons, obliger à l'élagage des arbres le long des voies urbaines, défendre aux cafetiers de déposer des tables et chaises sur la voie publique sans autorisation, etc...

L'art. 98, § 2, de la loi de 1884 donne au maire, le droit de délivrer des permis de stationnement et de dépôt temporaires sur la voie publique, moyennant le paiement d'une redevance à la commune, il est bien évident que, dans ce cas, il ne saurait y avoir contravention pour empiètement de la voie publique.

A Paris, une ordonnance du Préfet de police du 25 juillet 1862, défend de déposer sur la voie publique des matériaux quelconques, plâtras, ardoises, etc..., ou des caisses, tonneaux, meubles. Si cependant certains travaux nécessitent le dépôt momentané de matériaux, le commissaire de police peut l'autoriser, à la condition que la quantité ne dépasse pas celle du chargement d'un tombereau, et qu'il sera enlevé avant la nuit.

En ce qui concerne le chargement et le déchargement des marchandises, la même ordonnance prévoit qu'ils devront s'opérer dans les cours ou sous les passages des portes cochères des maisons si cela est possible et, dans le cas contraire, qu'ils pourront être effectués sur la voie

publique, mais en y apportant toute la célérité nécessaire et toutes les dispositions utiles, pour gêner le moins possible la circulation.

Le même texte défend aussi de faire sationner sans nécessité, sur la voie publique, aucune voiture attelée ou non attelée.

D'autre part, l'ordonnance du 24 juillet 1913 prévoit l'embarras de la voie publique occasionné par l'insuffisance d'attelage, et prescrit aux commissaires de police de dresser des procès-verbaux de contravention, à la charge des entrepreneurs. Une circulaire du 8 novembre 1917 rappelle ces dispositions, estimant que l'attelage des voitures doit toujours être suffisant pour vaincre les difficultés de la route ; elle invite en outre les commissaires de police, à ne pas manquer de dresser contravention à la loi Grammont du 2 juillet 1850, contre les conducteurs qui brutaliseraient leurs chevaux pour les contraindre à enlever leurs chargements.

*Étalages.* — Les étalages constituent une gêne pour la circulation, aussi une ordonnance du 22 mai 1720 les réglementait-elle déjà, et une autre du 3 décembre 1776 était-elle rendue « pour faire cesser l'envahissement de la voie publique, par les étalagistes et les détenteurs d'échoppes ».

Aujourd'hui, les étalages peuvent être considérés comme des « choses quelconques », déposées sans nécessité sur la voie publique et empêchant ou diminuant la liberté ou la sûreté du passage, et par conséquent prohibés par le paragraphe 4 de l'art. 471. Mais ils peuvent aussi être réglementés par des arrêtés municipaux, prévoyant la nécessité d'une autorisation administrative sous certaines conditions et notamment, le paiement d'une redevance, conformément à l'article 98, § 2 de la loi de 1884, qui permet au maire de concéder des permis d'occupation de la voie publique, moyennant le paiement d'un droit.

A Paris, les concessions sur la voie publique sont réglementées par les arrêtés du préfet de la Seine du 11 mars 1913 et du 31 mai 1913.

Ce dernier décide en principe, qu'il ne peut être accordé de concession dans les voies où les trottoirs ont 1 m. 50 ou une largeur moindre, et fixe la largeur des concessions au tiers de la largeur du trottoir, lorsque celui-ci a plus de 1 m. 50. Ces limites sont indiquées sur le trottoir par des repères, dont les frais de pose et d'entretien incombent au permissionnaire, ou bien par des grilles ou écrans ajourés ou vitrés, de 1 m. 40 de hauteur au plus, placés perpendiculairement à la façade des immeubles. L'arrêté défend l'exposition des livres, images, etc..., contraires aux bonnes mœurs ; des objets vieux ou usagés : articles de friperie, chiffons, vieilles ferrailles ; de viande, volaille, gibier, poisson, victuailles quelconques dans des paniers ou caisses placés sur le

sol ; de denrées alimentaires susceptibles d'être consommées sans cuisson ultérieure, non protégées contre les poussières et les souillures. Il interdit d'installer aux étalages ou terrasses, des caisses de recette et de comptabilité, des bascules, des comptoirs, bars, pompes, tonneaux ou récipients pour tirer ou débiter du vin, de la bière ou autres liquides ; d'y découper, dépecer, dépouiller des viandes, volailles ou poissons. Il prescrit aux concessionnaires, de tenir constamment en parfait état de propreté, leurs terrasses ou étalages, ainsi que leurs abords, d'enlever immédiatement tous papiers, détritrus ou déchets, de quelque nature que ce soit, qui viendraient à être jetés ou abandonnés aux abords de leurs concessions, soit par leur personnel, soit par leur clientèle. L'arrêté réglemente encore les tambours et les tableaux-affiches, puis il édicte des sanctions contre les contraventions à ses dispositions. Enfin il prévoit que les étalages de marchandises et les terrasses des débits, pourront être maintenus jusqu'à la fermeture des établissements, à la condition d'être convenablement éclairés, mais que rien ne devra subsister sur la voie publique des étalages ou dépôts, après la fermeture, sauf les caisses de fleurs ou d'arbustes, qui pourront être rangés sur le trottoir, contre la devanture de l'établissement. D'autre part, l'arrêté préfectoral prévoit l'institution, dans chaque arrondissement, d'une commission locale comprenant notamment les commissaires de police, et chargée d'examiner les dérogations à l'arrêté et de donner son avis sur les questions à elle soumises par l'Administration.

Quant à l'arrêté du 11 mars 1913, il a pour objet la réglementation des kiosques à fleurs et à journaux.

L'ordonnance du Préfet de police du 7 novembre 1913, confirme l'arrêté du préfet de la Seine du 31 mai 1913 : « Considérant qu'un grand nombre de commerçants autorisés à installer des terrasses ou des étalages devant leurs magasins, excèdent les limites des concessions qui leur sont accordées, qu'ils installent sur les trottoirs des comptoirs, derrière lesquels se tiennent des employés qui font la vente à l'extérieur, que des caisses sont aménagées à l'intérieur des concessions, pour les paiements des marchandises achetées à l'étalage ; que souvent même, on essaie sur la voie publique des vêtements confectionnés ;

« Considérant que devant les cafés et les débits de boissons, des rangées de tables et de chaises sont placées en dehors des limites de la terrasse concédée, de sorte que les clients qui y prennent place pour consommer, réduisent encore davantage l'espace réservé à la circulation ;

« Considérant que par suite de ces abus, les piétons dont la circula-

tion sur les trottoirs se trouve ainsi entravée, sont parfois obligés de descendre sur la chaussée, au risque d'être renversés par les voitures, et que cet état de choses constitue un danger pour la circulation et la sécurité publique ;

« Considérant que si les étalages présentent pour les commerçants et pour le public un intérêt et une utilité, lorsqu'ils sont simplement destinés à appeler l'attention des clients, on ne saurait admettre que la voie publique soit transformée en véritables magasins de vente... », etc.

*Eclairage des dépôts sur la voie publique et des excavations.* — Le commissaire de police peut réprimer le défaut d'éclairage des objets déposés sur la voie publique et des excavations, même en l'absence d'un arrêté municipal. L'art. 471, § 4, *in fine*, punit d'une amende, depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement, ceux qui auront négligé d'éclairer les matériaux par eux entreposés, ou les excavations par eux faites dans les rues et places. Cette obligation d'éclairage ne s'applique, on le voit, qu'aux rues et places et non par conséquent aux chemins vicinaux, elle vise les matériaux et, par extension admise par la jurisprudence, tout objet de nature à gêner la circulation. Au demeurant, un arrêté municipal peut étendre l'obligation d'éclairage à des cas non prévus par le code pénal ; la sanction en sera la même, en vertu de l'art. 471, § 15.

A Paris, l'ordonnance du 25 juillet 1862, prescrit aux entrepreneurs d'éclairer, avec des appliques placées et entretenues à leurs frais, les ateliers, dépôts de meulieres, de tuyaux de fonte, ainsi que tous les points de la voie publique qui, par suite des ouvrages, pourraient présenter du danger pour la circulation (art. 18).

De plus, l'ordonnance du 18 octobre 1913, modifiant l'art. 103 de l'ordonnance de 1862, dispose que les matériaux, voitures, meubles, marchandises et tous autres objets laissés pendant la nuit, sur la voie publique, par impossibilité notoire de les enlever ou de les rentrer dans l'intérieur des propriétés, seront éclairés aux frais et par les soins de ceux auxquels ils appartiennent, ou auxquels ils auront été confiés.

Enfin, une circulaire du 15 juillet 1861 rappelle aux commissaires de police, la nécessité de veiller à l'éclairage la nuit, des fouilles et travaux, d'exiger un éclairage suffisant, constitué au moins par des feux blancs de deux mètres en deux mètres et des feux rouges de chaque côté de la voie libre.

*Travaux sur la voie publique.* — Il appartient aux municipalités de réglementer les travaux exécutés sur la voie publique, et de prescrire toutes les précautions à prendre, pour la sécurité des passants, comme



pour la liberté et la commodité du passage. A Paris, l'ordonnance du 25 juillet 1862 constitue un véritable code du travail exécuté sur la voie publique ou en bordure de la voie publique.

*Fouilles et tranchées.* — L'art. 1<sup>er</sup> interdit aux particuliers et aux entrepreneurs, de procéder à des fouilles ou d'ouvrir des tranchées sur le sol de la voie publique, sans autorisation spéciale du Préfet de police, sauf en ce qui concerne les travaux d'établissement, de renouvellement ou de réparation des conduites d'eau ou de gaz, dont la durée ne doit pas excéder 48 heures.

Pour ces travaux, l'ordonnance prévoit la façon dont ils seront conduits ; elle fait obligation aux entrepreneurs, dès qu'ils sont prévenus d'une rupture des conduites, d'en arrêter le service, de pourvoir à la sûreté de la voie publique, de combler les excavations ou de les entourer de barrières éclairées pendant la nuit.

A tous entrepreneurs de travaux, l'ordonnance préfectorale défend d'obstruer complètement le passage dans une rue, sans autorisation, et les oblige, dans ce cas, à placer à l'entrée des rues aboutissant aux travaux, des poteaux supportant une inscription en lettres noires sur fond blanc « Rue barrée aux voitures avec permission de l'autorité ».

L'ordonnance réglemente aussi les travaux de pavage, de construction et d'entretien des trottoirs.

*Travaux en bordure de la voie publique.* — L'ordonnance de 1862 défend de procéder à aucune construction ou réparation des murs, de face ou de clôture, des bâtiments et terrains riverains de la voie publique, sans avoir justifié au commissaire de police, de l'autorisation du préfet de la Seine.

Les travaux de construction ne peuvent être commencés qu'après établissement, autorisé par le Préfet de police, d'une barrière en charpente et planches jointives, ayant au moins 2 m. 25 de hauteur, percée de portes fermant à clé et s'ouvrant en dedans.

Les travaux de réparation doivent être faits au moyen d'échafauds volants ou à bascule, dont l'ordonnance réglemente la disposition, pour éviter la chute des matériaux et des gravois sur la voie publique.

Les entrepreneurs de construction ou de réparation doivent maintenir la propreté de la voie publique, sur toute l'étendue de la façade en construction ou en réparation, pendant toute la durée des travaux et jusqu'après la suppression de la barrière et des échafauds.

Enfin, « tous entrepreneurs, maçons, couvreurs, fumistes, badigeonneurs, plombiers, menuisiers et autres, exécutant ou faisant exécuter, aux maisons et bâtiments riverains de la voie publique, des ouvrages pouvant faire craindre des accidents ou susceptibles d'incommoder

les passants, sont tenus, s'il n'y a point de barrière au-devant des maisons et bâtiments, de faire stationner dans la rue, pendant l'exécution des travaux, un ou deux ouvriers, âgés de 18 ans au moins, munis d'une règle de deux mètres de longueur, pour avertir et éloigner les passants ».

*Édifices menaçant ruine.* — Un édifice menaçant ruine est à la fois, une menace à la sécurité des passants, à la liberté et à la commodité de la circulation sur la voie publique.

Aussi, dès 1729, une ordonnance royale considérant que « la sûreté des habitants de notre bonne ville de Paris et l'attention nécessaire pour prévenir les accidents, qui n'arrivent que trop fréquemment par la négligence que l'on apporte à réparer les maisons, ordonnait : « Les commissaires auront une attention particulière, chacun dans leur quartier, pour être instruits des maisons ou bâtiments où il y aurait quelque péril.. » Il appartient, actuellement, au maire, de prendre les mesures nécessaires pour éviter des accidents, en même temps que l'encombrement de la chaussée ; renseigné par le commissaire de police, il y pourvoit, en la matière, par un arrêté ordonnant au propriétaire de réparer ou de démolir son édifice. Cet arrêté est notifié à l'intéressé, le plus souvent par le commissaire de police, sous forme de sommation d'avoir à exécuter les travaux prescrits, dans un délai déterminé ; passé ce délai, le commissaire de police relève, à la charge du propriétaire, la contravention au paragraphe 5 de l'art. 471 du code pénal.

*Cloture des portes des maisons.* — Le maire peut fixer, par arrêté, l'heure à laquelle devront être fermées les portes des maisons, des couloirs ou des allées, aboutissant à la voie publique.

L'ordonnance de police concernant la sûreté publique du 4 novembre 1778, art. 15, enjoint, à tous propriétaires et principaux locataires, de tenir les portes de leurs maisons fermées, pendant la nuit, et leur défend de les laisser ouvertes après 8 heures du soir, du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars et après 10 heures, du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre ; l'ordonnance du 20 décembre 1856 reporte les heures de fermeture, à 9 heures, du 1<sup>er</sup> novembre au 1<sup>er</sup> avril et 11 heures, du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> novembre. Cependant, une circulaire préfectorale du 5 septembre 1899 décide que, dans les maisons garnies, dont l'entrée est suffisamment éclairée et où il existe un veilleur de nuit, la porte, donnant sur la rue, pourra demeurer ouverte jusqu'à minuit et même, avec autorisation spéciale, jusqu'à une heure du matin.

*Clôture des terrains non bâtis.* — Des arrêtés municipaux peuvent imposer, aux propriétaires de terrains non bâtis, en bordure de la voie publique, l'obligation de les clôturer, et même stipuler que ces clô-

tures devront être suffisamment élevées et solides, pour interdire l'accès de ces terrains.

Pour Paris, une ordonnance de police du 10 juillet 1871 oblige les propriétaires des terrains non bâtis, bordant la voie publique ou privée ouverte au public, de « clore leurs terrains par des murs en maçonnerie ou par de simples barrières en charpente et planches jointives, à la condition que ces barrières aient une hauteur et une solidité suffisantes, pour défendre l'accès des terrains au devant desquels elles sont établies. Une circulaire du 15 septembre 1871 enjoint aux commissaires de police de tenir la main à ces prescriptions, considérant que les terrains non clos, sont un lieu de rendez-vous pour les enfants qui s'y livrent à des jeux dangereux, ou bien qu'ils servent de dépôts d'ordures, ou encore qu'ils sont le théâtre d'actes d'indécence et d'immoralité, ou enfin qu'ils servent, la nuit, de refuge aux malfaiteurs qui peuvent ainsi tromper la surveillance des agents.

*Jet ou exposition d'objets sur la voie publique pouvant nuire par leur chute.* — L'art. 471, § 6, punit, d'une amende de 1 à 5 francs, ceux qui auront jeté ou exposé, au-devant de leurs édifices, des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres ».

Aussi le commissaire de police serait-il armé pour réprimer les faits visés par le code pénal, mais qualifié par l'art. 97 de la loi de 1884, le maire peut, par des arrêtés, préciser en quoi consiste l'exposition ou le jet défendus, ainsi que ce qu'il faut entendre par le terme nuire.

Ainsi, des arrêtés municipaux ont-ils défendu de suspendre du linge aux fenêtres, de jeter, par la fenêtre, de l'eau, même propre, et, même de la laisser couler sur la voie publique., etc.

A Paris, l'ordonnance du Préfet de police du 25 juillet 1862, art. 75, prescrit aux propriétaires des maisons dont les toits sont disposés de manière que les eaux pluviales tombent sur la voie publique, de faire établir des chéneaux ou des gouttières sous l'égout de ces toits, afin de recevoir les eaux, qui sont conduites jusqu'au niveau de la rue. Ces gouttières ne peuvent être qu'en cuivre, zinc ou tôle étamée, et doivent être soutenues par des corbeaux en fer. Les tuyaux de descente ne peuvent être établis qu'en fonte, cuivre, zinc, plomb ou tôle étamée, et doivent être retenus par des colliers en fer à scellement. Et l'art. 77 prévoit que les chéneaux, gouttières, tuyaux de descente, doivent être constamment tenus en bon état, de sorte que l'écoulement des eaux soit toujours parfaitement libre et régulier.

D'autre part, la même ordonnance défend à tous propriétaires et locataires de déposer, sous aucun prétexte, et de laisser déposer sur les toits, entablements, chéneaux, gouttières, terrasses, murs et autres

parties élevées des maisons bordant la voie publique, des caisses et pots à fleur, vases et autres objets quelconques. Elle prévoit qu'il ne peut être formé de dépôts de cette espèce, que sur les grands et petits balcons et sur les appuis des croisées, garnies de balustrades en fer ou de barres transversales en fer, avec grillage en fil de fer maillé, s'étendant à tout l'espace compris entre l'appui et la barre la plus élevée ; toutefois, il est interdit de déposer sur les balcons et appuis de croisées, garnis de balustrades, des caisses et pots à fleur et autres objets qui seraient d'assez petite dimension, pour pouvoir passer par les vides des balustrades.

L'ordonnance de 1862 défend encore, de déposer des cages et garde-manger sur aucune des parties élevées des bâtiments, ni d'en placer en saillie des murs de face, bordant la voie publique, de quelque manière qu'ils soient attachés.

Enfin le même texte prévoit que toutes précautions utiles devront être prises pour qu'il ne résulte, de l'arrosage des fleurs placés sur les balcons et appuis de croisées, aucun écoulement d'eau sur la voie publique.

*Surveillance des professions s'exerçant sur la voie publique. — Vente en ambulance.* — L'ordonnance du Préfet de police du 12 septembre 1906 défend de circuler ou de stationner sur la voie publique, en quête d'acheteurs, avec des denrées placées sur des étalages portatifs, dans des paniers ou des voitures à bras, sans y avoir été préalablement autorisé.

L'autorisation n'est accordée par le Préfet de police, après enquête, qu'aux Français, âgés de plus de 30 ans, ayant au moins trois ans de résidence à Paris et se trouvant dans une situation spécialement digne d'intérêt. Les marchands ainsi autorisés, reçoivent gratuitement une médaille en cuivre, avec leur nom et leur numéro, qu'ils doivent porter ostensiblement, et un carnet muni de leur photographie et portant le texte de l'ordonnance de 1906, qu'ils doivent représenter à toute réquisition et faire viser chaque année à la Préfecture de police.

Ils ne peuvent vendre que des légumes, des fruits, de la viande, de la volaille, du poisson, des huîtres et des fleurs coupées.

Leurs voitures ne peuvent avoir que 1 m. 50 de long sur 1 mètre de large et doivent être munies de la plaque métallique réglementaire.

Les marchands « des quatre-saisons » ne peuvent circuler que du lever du jour à minuit. Il leur est défendu de vendre, à moins de 100 mètres des marchés, et de 40 mètres des marchands en boutiques, vendant les mêmes marchandises qu'eux. Il leur est interdit de stationner, sauf pour vendre et livrer, et à la condition de se ranger pour ne gêner ni



les piétons ni les voitures ; cependant, ils peuvent être autorisés exceptionnellement à stationner dans les endroits où leur présence ne peut gêner la circulation, ni nuire à un commerce similaire. Il leur est défendu de rien déposer sur le trottoir et de rien jeter sur la voie publique.

*Mesures diverses pour maintenir la liberté et la commodité de la circulation.* — Le maire peut prendre toutes mesures pour interdire ou réglementer tout ce qui pourrait entraver ou gêner la circulation. C'est ainsi qu'à Paris le Préfet de police a par exemple, défendu par une ordonnance du 6 décembre 1912, d'occuper la voie publique en faisant, par paroles ou par gestes, de la réclame commerciale ou industrielle, pour attirer des spectateurs ou acheteurs dans un établissement déterminé, attendu qu'une telle réclame « provoque l'arrêt des passants et occasionne parfois des rassemblements, qui ont pour effet d'entraver la circulation... »

Une ordonnance du 12 avril 1899, pour des motifs analogues, interdit l'exhibition de transparents lumineux et la mise en action de phonographes, se faisant entendre au dehors, sans autorisation.

Une autre ordonnance du 20 novembre 1888, réglemente les exhibitions d'annonces-réclames sur la voie publique, considérant que, « portées par des piétons ou installées sur des voitures spéciales, elles entravent particulièrement la liberté de la circulation et présentent même des dangers, sur certaines voies publiques... »

Enfin l'ordonnance du 25 juillet 1862 défend tous les jeux et divertissements sur la voie publique, qui pourraient gêner la circulation, tels que jeu de tonneau, de quilles, toupies, cerfs-volants, palets, etc...

*Précautions contre les accidents.* — Des arrêtés municipaux peuvent, en cas de danger, interdire la circulation dans une rue ou passage, de véhicules pesant un certain poids. Ils peuvent interdire le passage de certains cours d'eau, soit en tout temps, soit à certaines époques, le patinage ou le passage sur la glace, sans qu'une autorisation générale ait été donnée par-voie d'affiches.

D'autre part, le maire peut prendre des dispositions relatives à la sécurité, à propos des abreuvoirs, de la conduite des animaux, de la limite jusqu'où ils peuvent s'y baigner ; il peut prescrire d'entourer les puits, ouverts à ras de terre, les mares, les excavations, etc...

*Circulation des véhicules.* — Nous avons étudié la réglementation générale de la circulation des véhicules, mais, selon les besoins particuliers à telle localité, le maire peut compléter la réglementation

générale, par des mesures correspondant à la situation spéciale de sa commune. C'est ainsi qu'il peut réglementer la vitesse des voitures, leur mode d'éclairage, leur circulation en cas de dégel ; pour les voitures publiques, le maire peut exiger une déclaration de mise en circulation et même une autorisation préalable, fixer l'itinéraire, le mode d'enrayage, de conduite, etc...

A Paris, la réglementation de la circulation a une importance capitale.

Il y a plus d'un siècle déjà le problème de la circulation préoccupait la population parisienne. Dans ses *Mémoires historiques, tirés des archives de la Police*, Peuchet, à propos de l'ordonnance rendue en septembre 1816, sur les voitures publiques, faisait, de la circulation à Paris, le tableau suivant : «... des voitures, la plupart d'une structure gigantesque, réunies aux centaines d'omnibus, de fiacres, de cabriolets, d'équipages de tous genres, depuis la calèche aristocratique jusqu'au char-à-bancs des tapissiers et aux tonneaux des porteurs d'eau, haquets, brancards, étalages ambulants, qui se mêlent et circulent confusément dans Paris, s'encombrent et s'enchevêtrent au point qu'il est des quartiers où on ne peut s'aventurer qu'au risque de la vie, en se livrant à une gymnastique incroyable pour éviter d'être moulu, pris entre les roues, écrasé. Il semble qu'il n'y ait de place dans les lieux courants de la circulation publique, que pour ceux qui vont en voiture.... A l'heure dite, au grand galop, au bruit de la trompette, Paris offre le spectacle d'une chasse au piéton, qui s'exécute dans tous les sens ; des processions de voitures coupent brusquement toute circulation à travers d'autres lignes de voitures qui coupent les premières, à leur tour. Il semble qu'il soit dans nos mœurs d'être écrasés, ahuris, bousculés, et de s'épanouir avec délices dans la métropole de la civilisation, sous les coups de fouet des cochers, les roues des voitures et les pieds des chevaux... »

Que dirait M. Peuchet s'il voyait l'intensité actuelle de la circulation à Paris ; si nous n'avons plus, dans les rues de la capitale, les tonneaux des porteurs d'eau et les char-à-bancs des tapissiers, nous avons des automobiles que ne connaissait pas M. Peuchet et dont, s'il avait pu les prévoir, il n'aurait pu tout au moins supposer le nombre ; nous avons des autobus et des tramways. Et cependant, le sombre tableau que nous avons reproduit, ne correspond pas à la situation actuelle, quoi qu'en dise, périodiquement, avec assez peu de sincérité d'ailleurs. C'est qu'une réglementation étudiée, et qui se complète tous les jours, a réussi à mettre un peu d'ordre dans le désordre et à régler la circulation, aussi bien que peuvent le permettre des rues,

dont la largeur et la disposition n'avaient pas été prévues pour recevoir un pareil nombre de véhicules.

Jetons donc un coup d'œil sur cette importante réglementation, dont la mise en application incombe plus particulièrement aux commissaires d'arrondissements et aux commissaires spéciaux du service de la circulation (1).

La base de cette réglementation est constituée par l'ordonnance du Préfet de police du 10 juillet 1900, d'ailleurs modifiée et complétée par de nombreuses ordonnances postérieures. Les différentes prescriptions qui en résultent sont les suivantes :

*Circulation des véhicules, bêtes de trait et de charge* : 1° DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — Les véhicules doivent être construits avec solidité, éclairés la nuit et munis, s'ils sont montés sur roues caoutchoutées, de grelots ou clochettes sonores.

Les conducteurs sont tenus de circuler à droite de la chaussée, même si le milieu en est libre et de garder leur droite, même pour faire un tournant à gauche ; de doubler les tramways à droite et tous autres véhicules à gauche, de marcher au pas dans les marchés, les voies étroites, aux abords des écoles et des théâtres (2).

Ils doivent céder le passage aux tramways et aux automobiles du service municipal de nettoyage (3) et au matériel et voitures du service d'incendie (4).

Défense leur est faite de couper les convois funèbres, les détachements de troupe et les groupes d'écoliers.

Les conducteurs de véhicules de toutes sortes, de bêtes de trait ou de charge, sont tenus d'obéir à toute injonction des agents chargés d'assurer la liberté et la sûreté de la circulation et, notamment, de s'arrêter au premier signal.

*Stationnement*. — Aucun véhicule quelconque, ni aucune bête de trait ou de charge, ni des bestiaux, ne doivent stationner sur la voie publique, sans nécessité. Ils doivent toujours être gardés.

Aucun stationnement ne peut avoir lieu aux croisements de rues, non plus qu'au droit des portes cochères, devant les entrées des passages publics ou particuliers.

Dans les rues n'ayant pas, au moins neuf mètres entre les trottoirs, il est défendu, à tout conducteur de voiture, de stationner vis-à-vis d'une voiture déjà arrêtée du côté opposé.

---

(1) Dénommés officiers de paix jusqu'en mars 1921.

(2) O. P. du 10 juillet 1900, art. 4 et 5 modifiés par O. P. du 24 juillet 1913.

(3) O. P. du 28 octobre 1912.

(4) O. P. 10 juillet 1900, art. 7 et 8.

*Lavage.* — Il est défendu de laver, sur aucun point de la voie publique, un véhicule ou appareil de locomotion, de quelque espèce que ce soit.

*Excès de vitesse.* — Il est interdit de faire lutter de vitesse sur la voie publique ou même de faire galoper les bêtes de trait, de charge ou de selle. « Toute allure exagérée ou dangereuse, selon les circonstances, est formellement interdite ».

2° BÊTES DE TRAIT OU DE CHARGE, ATTELÉES OU NON ATTELÉES. — Les animaux, autres que les chevaux, mulets, ânes, attelés ou chargés de fardeaux, ne peuvent circuler dans Paris, mais peuvent être autorisés dans les autres communes du ressort de la Préfecture de police, sauf les attelages de bœufs ou de vaches, qui sont rigoureusement interdits (1).

La traction des voitures devra être assurée au moyen d'attelages suffisants. Les entrepreneurs devront, dans tous les cas, prévoir, pour le trajet à accomplir, les difficultés de la route. (2)

L'usage des bêtes de trait ou de charge vicieuses est interdit. Il est également défendu de se servir de bêtes atteintes, soit de maladies contagieuses, soit de plaies ou de difformités repoussantes.

*Conduite de chevaux non attelés.* — Le même conducteur, à moins d'une autorisation spéciale, et sauf le cas de force majeure, ne pourra mener à la fois plus de trois chevaux non attelés. Dans tous les cas, ces chevaux devront être menés au pas et attachés les uns aux autres.

Les chevaux de relai ou de renfort ne peuvent stationner sur la voie publique, sans autorisation du Préfet de police.

3° VOITURES ATTELÉES. — Les guides et les harnais doivent être en bon état; les fouets doivent être montés de telle façon qu'ils ne puissent, en aucun cas, constituer un danger pour les animaux, ou un inconvénient pour les piétons, et les conducteurs doivent s'abstenir de les faire claquer ou de les agiter de manière à effrayer les animaux ou à atteindre les passants.

Il ne peut être attelé, aux voitures servant au transport des personnes : plus de deux chevaux si elles sont à deux roues, plus de six si elles sont à quatre roues ; aux voitures servant au transport des marchandises, plus de cinq chevaux si elles sont à deux roues et plus de huit si elles sont à quatre roues, sans qu'il puisse y avoir jamais plus de cinq chevaux de file.

---

(1) O. P. 10 juillet 1900, art. 14 et O. P. 24 juillet 1913, art. 1.

(2) O. P. 24 juillet 1913, art. 25.



Il est défendu, sauf en cas d'accident, de faire remorquer, une ou plusieurs voitures, par une voiture attelée.

Aucune voiture ne peut circuler sans un conducteur spécial, âgé de 18 ans, au moins.

Il est interdit aux cochers, de dormir pendant la marche du véhicule. Il leur est interdit aussi, d'uriner sur les parois de la voiture.

Enfin, les véhicules doivent être munis d'un frein puissant et rapide, à portée du conducteur.

*Règles de circulation.* — Les véhicules doivent tenir leur droite, doubler les tramways à droite et les autres véhicules à gauche.

Lorsque deux voitures se présentent simultanément pour franchir un croisement de rues, les conducteurs doivent toujours céder le pas à la voiture qui vient à leur droite et, pour cela ralentir, et au besoin, s'arrêter. (1)

Tout conducteur, devant s'arrêter ou ralentir, doit donner un signal à ceux qui suivent, soit en levant le fouet, soit en levant le bras ; de même quand il doit tourner, il indique, avec le fouet ou avec la main, la direction qu'il se propose de prendre.

Tout stationnement sur deux files, le long d'un même trottoir est défendu, de même à proximité des points d'arrêt des autobus.

Enfin, les voitures doivent être éclairées d'une lanterne, munie d'un verre rouge, visible de derrière et au besoin, d'une lanterne spéciale, à verre rouge à l'arrière (2).

4° TROUPEAUX. — Les troupeaux de plus de 100 têtes doivent être précédés à 25 mètres, et suivis à la même distance, de conducteurs porteurs de lanternes à feux rouges. Ils doivent dégager la voie du tramway au premier signal du wattmann, tenu de réduire sa vitesse à 5 kilomètres à l'heure (3).

De plus, les ordonnances de 1900 et du 9 décembre 1907, déterminent les modes de conduite des bestiaux dans Paris, et même les itinéraires qu'ils doivent suivre pour se rendre du marché de la Villette aux abattoirs.

5° AUTOMOBILES. — Les automobiles circulant dans le ressort de la Préfecture de police, ne doivent pas émettre de bruits susceptibles d'effrayer les chevaux, ni projeter de lumière aveuglante. (O. P., 15 mai 1906).

---

(1) O. P. du 18 octobre 1918.

(2) O. P. du 24 juillet 1913.

(3) O. P. 12 déc. 1908.

Les chauffeurs ne doivent pas faire un usage abusif, de leur trompe, surtout la nuit (O. P., 24 juillet 1913).

Ils ne peuvent laver leur automobile sur la voie publique, ni écouler, dans les égouts ou les ruisseaux, des liquides pouvant émettre des vapeurs inflammables, ni employer, dans Paris, aucun dispositif dit « d'échappement libre » (O. P., 26 juin et 13 décembre 1912).

*Circulation des automobiles.* — Les règles de circulation des véhicules sont applicables aux automobiles ; les chauffeurs ne peuvent notamment, s'arrêter en pleine voie sans nécessité ; ils doivent avertir les voitures qui les suivent de leur intention de tourner, ou de s'arrêter, ou de ralentir. Ils ne peuvent employer que la trompe, à l'exclusion de sirènes, ou appareils avertisseurs à gammes, et seulement pour avertir les cochers, chauffeurs, cyclistes ou piétons (O. P., 24 juillet 1913).

6° VOITURES DE PLACE : a) *voitures de 1<sup>re</sup> classe et de grande remise.* — Ces voitures doivent être présentées à la Fourrière et munies d'une estampille spéciale. Elles sont munies d'un permis de circulation et d'un laissez-passer des Contributions indirectes. Elles doivent être éclairées par deux lanternes, l'une à droite, et l'autre à gauche du siège.

Les loueurs de voitures de cette catégorie sont tenus de faire une déclaration à la Préfecture de police, indiquant notamment, le siège de leur principal établissement, le nombre et la situation de leurs dépôts. Ils ne peuvent employer que des cochers ayant obtenu, de la Préfecture de police, leur diplôme de capacité professionnellé.

Ces cochers ne peuvent faire stationner leurs véhicules que sur les emplacements désignés par le préfet de la Seine. La maraude, c'est à dire la quête de clients sur la voie publique, leur est défendue. Ils sont tenus de visiter leurs voitures avant que leurs clients se soient éloignés, et de leur remettre les objets abandonnés leur appartenant ; si le légitime propriétaire de ces objets demeure inconnu, les cochers doivent les déposer, dans les 48 heures, à la Préfecture de police.

Enfin, l'art. 31 de l'ordonnance de police du 10 juillet 1900 prévoit l'envoi en fourrière, des voitures de première classe et de grande remise : si elles ne portent pas l'estampille de la préfecture, si elles ne sont pas munies d'un permis de circulation, et enfin si elles sont attelées de chevaux entiers, ou atteints d'infirmités.

b) *Voitures de place de 2<sup>e</sup> classe* (1). — Elles ne peuvent être attelées de chevaux entiers ou atteints d'infirmités, qui les rendraient impropres au service.

---

(1) O. P. 10 juillet 1900.

Elles doivent être numérotées et estampillées et munies d'un permis de circulation, indiquant le numéro de police et le nombre des places et d'un laissez-passer des Contributions indirectes. Leur éclairage est assuré par deux lanternes, placées à gauche et à droite du siège, et portant le numéro de la voiture. Elles doivent porter, à l'intérieur, une plaque émaillée, avec les nom et adresse du loueur et les indications du tarif.

Les voitures de 2<sup>e</sup> classe, les chevaux et les harnais, font l'objet d'au moins une visite générale annuelle.

*Loueurs.* — Toute personne qui veut mettre en circulation et faire stationner, sur la voie publique, une ou plusieurs voitures de place de 2<sup>e</sup> classe, destinées au transport des voyageurs, à l'heure ou à la course, devra en faire la déclaration à la Préfecture de police et justifier du paiement préalable exigé par la préfecture de la Seine. La déclaration devra énoncer les nom, prénoms, âge, lieu de naissance et domicile du loueur, le siège de son principal établissement et les divers dépôts de ses voitures.

Les loueurs ne peuvent employer que des cochers diplômés par la Préfecture de police. Ils doivent aviser cette administration de l'entrée des cochers à leur service et de leur départ.

Les loueurs sont tenus d'inscrire, sur un registre spécial, jour par jour, les indications concernant la voiture confiée à chaque cocher et de représenter ce registre, qu'ils devront conserver pendant trois ans au moins, à toute réquisition des agents de l'autorité.

Ils doivent veiller, sous leur responsabilité, à ce que chacun de leurs cochers soit pourvu, pour les courses de la journée, d'un nombre suffisant de bulletins, indicatifs du numéro et du tarif de la voiture, et à ce que les objets, trouvés dans leurs voitures, soient déposés à la Préfecture de police dans les 48 heures.

*Cochers.* — « Nul ne pourra exercer la profession de cocher de voitures de place de 2<sup>e</sup> classe, s'il n'est pourvu du diplôme de capacité professionnelle, décerné après examen spécial, par la Préfecture de police.

Les cochers doivent avoir une tenue propre et décente et ne peuvent, en aucun cas, faire leur service en blouse ou en manches de chemise. Toute impolitesse, tout acte de grossièreté ou de brutalité, leur sont défendus.

Ils sont tenus de remettre spontanément, un bulletin indicatif du numéro et du tarif de leur voiture à la personne qui vient d'y monter, de relever ou d'abaisser les capotes, lorsque les voyageurs le demandent, d'examiner leur voiture avant que leurs clients se soient éloi-

gnés et de leur remettre les objets qu'ils ont pu y laisser, de faire déposer, à la Préfecture de police, les objets trouvés dans leur voiture et dont les propriétaires sont demeurés inconnus.

*Obligations des conducteurs de voitures de place* (1). — Tout conducteur d'une voiture de place de deuxième classe (fiacre ou auto-taxi), non utilisée par un voyageur, doit maintenir le drapeau du compteur levé et n'en faire usage que dans les conditions suivantes :

1° Drapeau sans gaine. Le conducteur indique ainsi que sa voiture est libre. Dans ce cas, il doit répondre à l'appel de tout voyageur et le conduire à l'adresse indiquée.

2° Drapeau couvert d'une gaine indiquant le dépôt où la voiture est habituellement remise. Le conducteur ne peut faire usage de cette gaine que lorsqu'il rentre à son dépôt. Quel que soit le point où charge un conducteur, qui se rend à son dépôt, avec la gaine de direction, il n'est tenu de prendre que des voyageurs allant dans la direction générale du dépôt. Mais, il est en même temps obligé de charger tout client qui, suivant la même direction, ne s'éloigne pas de sa route directe, à plus de 500 mètres à droite ou à gauche.

3° Drapeau couvert d'une gaine noire sans inscription. Le conducteur ne peut faire usage de cette gaine que pour indiquer qu'il ne prend pas de voyageur. Dans ce cas, il ne doit répondre à aucun appel. Il est interdit de faire usage de cette gaine, de 21 heures à 7 heures du matin.

Enfin, les conducteurs ne sont pas tenus d'admettre plus de voyageurs qu'il n'y a de places dans l'intérieur de la voiture, ni de laisser monter personne sur leur siège. Ils peuvent refuser de transporter les individus en état d'ivresse, ou ceux dont la tenue ou les bagages, seraient susceptibles de détériorer la voiture, ou ceux qui sont accompagnés d'animaux.

Les cochers ou conducteurs, conduisant des voitures dépourvues de galeries, ne sont pas tenus de prendre des bagages, autres que ceux portés à la main.

*Sanctions.* — Il existe, dans les kiosques des stations, un registre destiné à recevoir les plaintes des voyageurs, contre les conducteurs des voitures de place.

Ceux-ci peuvent être traduits devant une commission de discipline, siégeant à la Préfecture de police et comprenant notamment un commissaire de police et les représentants de la corporation des conducteurs.

Cette commission, après avoir entendu le conducteur incriminé,

---

(1) O. P. 12 avril 1920.



propose, au Préfet de police, d'adresser à ce dernier, un avertissement ou de lui retirer son diplôme de cocher, soit pendant un temps plus ou moins long, soit définitivement.

7° TRANSPORTS EN COMMUN. — *Tramways et omnibus* : L'ordonnance de 1900 prévoit que la voie ferrée et tout le matériel servant à l'exploitation, doivent être constamment maintenus en bon état d'entretien et de propreté, de manière que la circulation soit toujours facile et sûre.

Les compagnies sont tenues de prendre à leurs frais, toutes mesures qui leur seraient prescrites par le Préfet de police, pour assurer la liberté et la sécurité du passage des voitures et des trains sur la voie ferrée, ainsi que la liberté et la sécurité de la circulation ordinaire, sur les routes et chemins que suit ou traverse la voie ferrée.

Nous ne ferons qu'indiquer, que les machines et les voitures ne peuvent être construites, qu'après communication des plans à la Préfecture de police, et selon certaines prescriptions, dont le Service du contrôle des tramways est particulièrement chargé d'assurer l'exécution. Le commissaire de police manque de la compétence technique nécessaire et n'a, au demeurant, qu'à s'assurer le cas échéant, que le matériel en service a été réceptionné par la préfecture.

Il est défendu de déranger les voies ferrées et les ouvrages en dépendant, de stationner sur les voies, d'y laisser séjourner des bestiaux, d'y jeter ou déposer des matériaux, d'emprunter les rails pour y faire circuler des voitures étrangères au service ; de manœuvrer les appareils qui ne sont pas à la disposition du public, de les déranger, ou d'en empêcher le fonctionnement (1).

*Personnel* (2). — Nul ne peut conduire une machine, une automobile ou un remorqueur, affectés aux transports en commun, ni exercer la profession de receveur, contrôleur ou chef de station, s'il n'est porteur d'une autorisation délivrée par le Préfet de police.

Il est interdit aux contrôleurs, receveurs, mécaniciens..., etc., de fumer pendant leur service ; toute impolitesse, tout acte de grossièreté ou de brutalité de leur part, sont réprimés, soit par des poursuites judiciaires, soit par le retrait d'autorisation, pendant un temps plus ou moins long, soit même définitivement.

Les mécaniciens sont tenus de vérifier leurs appareils, leurs freins et les différents organes de leurs tramways avant le départ.

Pendant le trajet, ils doivent faire fonctionner leur signal avertis-

---

(1) O. P. 24 mars 1906.

(2) O. P. 1900.

seur, pour signaler leur approche aux piétons, aux conducteurs de véhicules ou d'animaux, notamment à l'approche de croisements des voies fréquentées.

Ils ne peuvent, en aucun cas, marcher à une vitesse excédant 25 kilomètres à l'heure, dans les parties sur routes hors traverses, et 16 kilomètres dans les traverses. Ils doivent réduire leur vitesse à 8 kilomètres à l'heure, à la descente des rampes dont la déclivité dépasse quatre centimètres par mètre, à la traversée des croisements et au passage des bifurcations des lignes de tramways, au passage des aiguilles prises en pointe, à la traversée des stations ou points d'arrêt fixes franchis sans arrêt, aux débouchés des voies publiques très fréquentées, aux passages réputés dangereux.

Ils doivent garder une distance entre les trains, de 50 mètres à Paris et de 100 mètres en banlieue, et entre les autobus, de 30 mètres dans tout le département.

Ils sont tenus de s'arrêter aux points d'arrêt obligatoires et, si des voyageurs le demandent, aux points d'arrêt facultatifs, enfin au signal des receveurs. Ils ne peuvent, en aucun cas, se remettre en marche qu'au signal du receveur et en ayant soin d'éviter toute secousse et recul.

Les receveurs doivent annoncer les stations et points d'arrêt à haute et intelligible voix; aider les voyageurs, et surtout les femmes et les enfants, à monter et à descendre; ne donner le signal de départ que lorsque les voyageurs qui descendront auront quitté le marchepied de la voiture, ou lorsque ceux qui monteront auront pris place; fermer les accès des voitures pendant la marche, les visiter aux points terminus et faire déposer à la Préfecture de police, dans les 48 heures, les objets trouvés.

Il leur est défendu d'admettre dans les voitures, plus de voyageurs que n'en autorise le règlement; de laisser monter des individus en état d'ivresse ou vêtus d'une manière malpropre ou incommode, ou porteurs de paquets qui, par leur nature, leur volume ou leur odeur, pourraient salir, gêner ou incommoder les voyageurs; de laisser fumer à l'intérieur et cracher sur les parquets.

*Voyageurs.* — Il est interdit aux voyageurs de monter ou descendre pendant la marche, ou autrement que par la portière réservée à cet effet, de passer d'une voiture dans une autre, de fumer dans l'intérieur des voitures, de cracher sur les parquets, de se servir sans motif du signal d'alarme, etc...

## 2° Maintien de la tranquillité publique

L'art. 97, dans son numéro 2, comprend dans la police municipale : « le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, telles que rixes et disputes accompagnées d'ameutements dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants, et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique. »

Ainsi, le maire doit prendre toutes mesures nécessaires pour, en général, maintenir la tranquillité publique, et le commissaire de police doit veiller à l'exécution des prescriptions édictées par les arrêtés municipaux. En outre, l'un et l'autre peuvent faire usage de la force dans certains cas, où l'ordre et la tranquillité publiques sont gravement menacés, pour disperser les perturbateurs et même, au besoin, requérir dans ce but, la force armée.

**RIXES ET DISPUTES.** — Il appartient au maire de prendre toutes mesures utiles pour empêcher les disputes sur la voie publique. D'accord avec le commissaire de police, il utilise, à cet effet, les éléments et effectifs de police placés sous ses ordres, avec mission d'intervenir pour empêcher les discussions, dès qu'elles prennent un caractère de nature à troubler l'ordre, et avant qu'elles aient pu constituer le tapage injurieux prévu par le paragraphe 8 de l'art. 479 du code pénal, ou dégénérer en rixes constituant les violences légères réprimées par les articles 605 et 606 de la loi du 3 brumaire an IV, ou en coups et blessures sanctionnés par les articles 309 et suivants du code pénal.

Par de bons conseils, des paroles de sagesse ou d'apaisement, d'une part, par une attitude de fermeté et d'énergie, d'autre part, le commissaire de police et ses agents mettront fin à des commencements de scandales, que leur autorité empêchera de prendre des proportions regrettables. S'ils ne sont pas entendus, leur devoir sera d'user de leur force pour aboutir au résultat souhaité, et d'utiliser les armes que leur donne la loi pour punir les contrevenants.

Ainsi le commissaire de police devra-t-il distribuer ses effectifs judicieusement, selon les jours ou les circonstances, afin que dans les endroits où peut naître le désordre, se trouvent toujours des agents prêts à l'empêcher ou même à le réprimer.

Mais des arrêtés municipaux peuvent interdire les disputes, alors même qu'elles n'ont pas le caractère de tapage injurieux, et les rixes qui ne tomberaient sous le coup, ni de la loi du 31 brumaire an IV, ni du code pénal.

Ainsi une ordonnance du Préfet de police du 27 juin 1914 sur la police des abattoirs, réprime les rixes, les cris, les outrages ; une ordonnance du 9 juillet 1891 défend de troubler l'ordre à la Bourse du commerce par des rixes, tapages, cris..., etc. ; une ordonnance du 4 juillet 1908 interdit, dans les gares de chemin de fer et leurs dépendances accessibles au public, les cris, rixes, injures et attroupements ; enfin une ordonnance du 12 août 1910 interdit les cris, querelles, tapage et les rixes dans les halles et marchés.

ATTROUPEMENTS. — La loi du 7 juin 1848 régit la matière. Elle interdit tout attroupement armé sur la voie publique, ainsi que tout attroupement non armé, qui pourrait troubler la tranquillité publique.

L'art. 2 précise que l'attroupement est armé : 1° quand plusieurs des individus qui le composent, sont porteurs d'armes apparentes ou cachées ; 2° lorsqu'un seul de ces individus, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement, par ceux-là mêmes qui en font partie.

Le rôle du commissaire de police, en cas d'attroupement, est déterminé par l'art. 3 de la loi de 1848, ainsi conçu :

« Lorsqu'un attroupement, armé ou non armé, se sera formé sur la voie publique, le maire ou l'un de ses adjoints, à leur défaut le commissaire de police, ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif, portant l'écharpe tricolore, se rendra sur le lieu de l'attroupement.

Un roulement de tambour annoncera l'arrivée du magistrat.

Si l'attroupement est armé, le magistrat lui fera sommation de se dissoudre et de se retirer.

Cette première sommation restant sans effet, une seconde sommation, précédée d'un roulement de tambour, sera faite par le magistrat.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

Si l'attroupement est sans armes, le magistrat, après le premier roulement, exhortera les citoyens à se disperser. S'ils ne se retirent pas, trois sommations seront successivement faites.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force ».

Ainsi donc, en cas d'attroupement armé, ou en cas d'attroupement non armé, mais de nature à troubler la tranquillité publique, à défaut du maire ou d'un adjoint, le commissaire de police, — et c'est le cas le plus fréquent — se rend sur le lieu de l'attroupement, ceint de son écharpe, et fait annoncer son arrivée par un roulement de tambour ou une sonnerie de clairon, puis il fait les sommations, ainsi qu'il est prescrit dans l'article 3. La formule de ces sommations n'étant pas in-



diquée par la loi de 1848, il y a lieu d'employer celle que donnait l'article 26 de la loi du 3 août 1791 : « Obéissance à la loi ! On va faire usage de la force : que les bons citoyens se retirent !... »

Après la seconde sommation, si l'attroupement est armé, et après la troisième, si l'attroupement n'est pas armé, le commissaire de police le fait dissiper par la force, en utilisant d'abord les agents de police placés sous ses ordres.

L'emploi de la force peut être fait, même sans sommation, dans deux cas : 1° si des violences ou des voies de fait sont exercées contre les dépositaires de la force publique ; 2° si ces derniers ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent, ou les postes dont ils sont chargés (loi du 3 août 1791, art. 25 ; décret du 7 octobre 1909, art. 71 ; instructions du Ministère de la guerre du 20 août 1907, art. 23).

*Réquisition de la force armée.* — Mais les effectifs de police, placés sous les ordres du commissaire de police, peuvent être insuffisants pour rétablir l'ordre. Il peut alors réquisitionner la force armée. L'art. 2 des instructions du Ministère de la guerre comprend, en effet, parmi les autorités civiles qui sont en droit de faire des réquisitions de troupes, les commissaires de police.

L'instruction du 20 août 1907 détermine tout ce qui concerne les réquisitions. Nous allons l'examiner.

« L'autorité civile, déclare-t-elle, est seule juge du moment où la force armée doit être requise. Toutefois, elle a le devoir, sauf impossibilité absolue, dès que la tranquillité publique se trouve menacée, d'aviser de la situation, verbalement ou par écrit, par télégraphe ou téléphone, l'autorité militaire susceptible d'être requise, de la tenir au courant des phases diverses que présentent les événements et de lui fournir tous les éléments d'appréciation utiles, pour que le secours qui sera requis puisse arriver en temps opportun et dans les conditions jugées nécessaires par l'autorité requérante ».

La forme de la réquisition est fixée également par l'instruction de 1907, qui s'est conformée aux indications de l'art. 22 de la loi des 26 juillet et 3 août 1791.

Toute réquisition doit, dit l'article 12 de l'instruction, sous peine d'être annulée, être faite par écrit, datée et signée et rédigée dans la forme ci-après :

Au nom du Peuple Français,

Nous (X..., commissaire de police de.....) requérons, en vertu de la loi, M....., commandant..... de prêter le secours des troupes de ligne nécessaires pour... (indiquer d'une façon claire et précise l'objet de la

réquisition et l'étendue de la zone dans laquelle la surveillance doit être exercée).

Et pour la garantie dudit commandant, nous apposons notre signature.

Fait à..... le.....

(Signature).

Si la réquisition établie dans la forme ci dessus n'est pas remise en mains propres au représentant de l'autorité requise, elle peut lui être adressée sous pli postal ou par télégramme officiel. Sous quelque forme qu'elle soit reçue, elle est exécutoire dès réception.

Toutefois, lorsqu'elle est adressée par voie télégraphique, elle doit être suivie d'une confirmation écrite, par le plus prochain courrier. Et l'art. 13 de l'instruction ajoute : « Le chef militaire qui, avant d'avoir reçu cette confirmation, procède à l'exécution de la réquisition, est couvert par la présente instruction, qui lui tiendra lieu d'ordre par écrit ».

Indépendamment de la remise ou de l'envoi de la réquisition, l'autorité requérante peut adresser à l'autorité requise, une communication écrite, télégraphique ou verbale, lui faisant connaître ses appréciations personnelles sur les dispositions à prendre, notamment sur les points suivants : moment le plus favorable pour l'arrivée des troupes, points à occuper, modes d'accès de la troupe à ces points, conduite générale à tenir par la troupe à l'arrivée, effectifs et nature des troupes à employer.

Si la réquisition est régulière en la forme, l'autorité militaire en assure l'exécution, sans en discuter l'objet ni la teneur. Elle procède à cette exécution, sans en référer à l'autorité qui lui est hiérarchiquement supérieure, et immédiatement après réception de l'écrit ou du télégramme qui constate la réquisition.

Tant que dure l'effet de la réquisition, l'autorité militaire reste seule juge des moyens de son exécution. Il lui appartient notamment de fixer définitivement les effectifs et la nature des troupes à employer (1). Toutefois, l'autorité militaire, en vue de maintenir la continuité de son entente avec l'autorité civile, assure l'exécution de la réquisition dans les conditions suivantes : au cours de la période de préparation, elle tient le plus grand compte possible des avis qui ont pu lui être donnés par l'autorité civile. Au cours de la période d'exécution elle doit, à moins de cas de force majeure, consulter l'autorité civile sur la convenance et l'opportunité des moyens d'action qu'elle se propose d'employer (2). De son côté, l'autorité civile doit transmettre à l'autorité mi-

(1) Art. 18, instruction du 20 août 1907.

(2) Art. 19 même instruction.

litaire, toutes les informations de nature à l'intéresser et se tenir constamment prête à répondre aux demandes d'avis qui peuvent lui être adressées. Les représentants des autorités civile et militaire, sur l'initiative de l'un d'eux, ont toujours la faculté de se réunir en vue de délibérer sur les difficultés qui peuvent se présenter en cours d'exécution (1). Et l'art. 21 ajoute : « D'une façon générale, il leur est expressément recommandé de se pénétrer constamment de cette pensée, qu'ils ont pour devoir supérieur de s'unir et de s'aider, en vue d'assurer le maintien de l'ordre public, et ne s'inspirer que des intérêts généraux dont la charge leur est confiée ».

Dans tous les cas, soit que des circonstances imprévues viennent à modifier l'objet primitif de la réquisition, soit qu'un désaccord vienne à se produire sur son interprétation et sa portée, l'autorité requérante peut toujours substituer une réquisition nouvelle à la réquisition primitive (2).

Le refus par une autorité militaire de déférer à une réquisition de l'autorité civile, du commissaire de police par exemple, est sanctionné par l'article 234 du code pénal, ainsi conçu : « Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique qui, après en avoir été légalement requis par l'autorité civile, aura refusé de faire agir la force à ses ordres, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues aux termes de l'article 10 du code pénal ».

SANCTIONS CONTRE LE CRIME OU LE DÉLIT D'ATTROUPEMENT. —

a) *Attroupement armé.* — L'article 4 de la loi de 1848 punit, ainsi qu'il suit, ceux qui ont fait partie d'un rassemblement armé :

1° l'attroupement s'est dissipé après la première sommation et sans avoir fait usage de ses armes :

Ceux qui n'étaient pas personnellement armés ne sont passibles d'aucune peine. Pour les autres, la peine sera d'un mois à un an d'emprisonnement et, si l'attroupement est formé pendant la nuit, d'un an à trois ans d'emprisonnement ;

2° l'attroupement ne s'est dissipé qu'après la deuxième sommation, mais avant l'emploi de la force, et sans qu'il ait fait usage de ses armes :

La peine est de un à trois ans d'emprisonnement et de deux à cinq ans si l'attroupement a eu lieu la nuit et le condamné pourra, de plus, être interdit pendant un an au moins et cinq ans au plus, des droits mentionnés en l'art. 42 du code pénal.

---

(1) Art. 21 même instruction.

(2) Art. 22, Instruction de 1907.

3° L'attroupement ne s'est dissipé que devant la force : la peine est de cinq à dix ans de détention et si l'attroupement s'est formé la nuit, la peine est celle de la réclusion.

4° L'attroupement ne s'est dissipé qu'après avoir fait usage de ses armes : la peine est de cinq à dix ans de réclusion.

Dans ces deux derniers cas, le condamné à une peine correctionnelle, pourra en outre, être interdit pendant un an au moins et cinq au plus, de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du code pénal.

D'autre part, les peines prévues dans les deux derniers cas ne seront applicables aux individus non armés, faisant partie d'un attroupement réputé armé, dans le cas d'armes cachées, que lorsqu'ils auront eu connaissance de la présence dans l'attroupement, de plusieurs personnes portant des armes cachées ; mais ils restent passibles des peines portées par les autres paragraphes de l'article 4.

b) *Attroupement non armé.* — L'art. 5 de la loi de 1848 punit d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, tout individu qui n'a pas abandonné l'attroupement, après le roulement de tambour précédant la deuxième sommation, et d'un emprisonnement de six mois à deux ans, lorsque l'attroupement n'a pu être dispersé que par la force. Quant à celui qui a fait partie d'un attroupement qui s'est dispersé après la première sommation, aucune peine n'est prononcée contre lui.

*Provocations à un attroupement.* — La provocation à un attroupement armé ou non armé, par des discours proférés publiquement, et par des écrits ou des imprimés affichés ou distribués, est punie comme le crime et le délit, selon les distinctions que nous venons d'examiner (Loi du 7 juin 1848, art. 6 §, 1). Les imprimeurs, graveurs, lithographes, afficheurs et distributeurs, sont punis comme complices, lorsqu'ils ont agi sciemment (art. 6, § 2).

Lorsque la provocation n'a pas été suivie d'effet, elle est punie : s'il s'agit d'une provocation à un attroupement nocturne et armé, d'un emprisonnement de six mois à un an. S'il s'agit d'un attroupement non armé, d'un emprisonnement de un à trois mois.

*Attroupements non prévus par la loi de 1848.* — Les attroupements qui tombent sous l'application de la loi de 1848 sont ceux qui sont réputés armés, dans les conditions prévues par la loi, ou ceux qui ont pour objet de troubler l'ordre public.

En vertu de ses pouvoirs de police, le maire peut, par des arrêtés, interdire sur la voie publique, les attroupements ou rassemblements, même s'ils n'ont pas pour but de porter gravement atteinte à la tranquillité publique. Il peut aussi interdire tout ce qui pourrait être de nature à provoquer des rassemblements sur la voie publique.



C'est ainsi qu'un arrêté peut défendre les attroupements à proximité des bureaux de vote, ou défendre aux colporteurs qui vendent des journaux de se réunir, en groupes, ou de stationner là où ils pourraient gêner la circulation.

A Paris, une ordonnance du 12 avril 1899, considérant « que l'exhibition de transparents lumineux et la mise en action de phonographes ou instruments analogues qui se font entendre sur la voie publique, donnent lieu fréquemment à des rassemblements et nuisent au bon ordre, à la sécurité et à la tranquillité de la rue, que ces exhibitions peuvent même, en certains cas, occasionner des discussions et des rixes sur la voie publique... », ordonne : l'exhibition de transparents lumineux et la mise en action de phonographes ou appareils analogues se faisant entendre au dehors, sont formellement interdites, à moins d'une autorisation spéciale ».

Une autre ordonnance du 6 décembre 1912, interdit d'occuper la voie publique, en faisant par parole ou par gestes, de la réclame commerciale ou industrielle, pour attirer des spectateurs ou des acheteurs dans un établissement déterminé, « considérant que la réclame exercée sur la voie publique, principalement aux abords de certains établissements commerciaux ou industriels, provoque l'arrêt des passants et occasionne parfois des rassemblements, qui ont pour effet d'entraver la circulation et de troubler l'ordre public ».

CORTÈGES. — Le maire peut interdire tout cortège, procession, défilé, sur la voie publique. Afin d'éviter des collisions entre corporations rivales, il peut défendre à leurs membres de se promener avec des insignes de ralliement ; il peut interdire aux sociétés de sortir en corps sur la voie publique et faire obligation aux sociétés musicales, de se munir de son autorisation, pour stationner et jouer dans la rue ; il peut aussi défendre de porter ou d'exposer, sur la voie publique, certains emblèmes.

C'est ainsi qu'une ordonnance du Préfet de police du 15 février 1894, interdit de porter ou d'exposer des drapeaux dans les lieux publics et sur la voie publique, sauf le drapeau français, ou le drapeau d'une puissance étrangère, ou encore celui d'une société régulièrement autorisée. Une autre ordonnance du 10 juillet 1915, défend de vendre, de porter ou d'exposer sur la voie publique, des drapeaux ou insignes aux couleurs nationales, revêtus d'une inscription ou d'un emblème quelconque.

Quant aux processions et autres manifestations extérieures d'un culte, elles sont, aux termes de l'art. 27, § 1<sup>er</sup> de la loi du 9 décembre 1905, réglées en conformité des articles 95 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884. Le maire peut donc interdire les cérémonies extérieures

du culte, s'il estime qu'elles sont de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publiques ou même seulement à gêner la circulation. Il peut aussi les autoriser sous conditions, de suivre par exemple tel itinéraire, ou d'avoir lieu à tel endroit, ou de telle à telle heure. Le maire peut encore interdire aux ministres des cultes, de précéder les convois mortuaires, revêtus de leurs habits sacerdotaux et accompagnés de l'appareil religieux, ou encore de sortir sur la voie publique pour porter le viatique aux malades, revêtus de leurs habits et accompagnés d'un enfant de chœur agitant une clochette.

BRUITS ET TAPAGES, DE NATURE A TROUBLER LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE. — Même en l'absence d'arrêtés municipaux, le commissaire de police peut réprimer le tapage injurieux et le tapage nocturne. L'art. 479, § 8, du code pénal, punit en effet « les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants » d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement, et l'art. 480, d'un emprisonnement de cinq jours au plus, selon les circonstances. Par tapage injurieux, il faut entendre non seulement les invectives ou grossièretés proférées par un individu, mais encore les démonstrations outrageantes, tels que charivaris, etc... Par tapage nocturne, on entend celui qui est fait, après le coucher ou avant le lever du soleil. Le commissaire de police doit donc préciser dans son procès-verbal, l'heure exacte à laquelle s'est produit le tapage nocturne, de même qu'il doit y rapporter les invectives ou les grossièretés constituant le tapage injurieux, afin que le tribunal puisse apprécier s'il y a effectivement tapage injurieux.

Mais tous les bruits de nature à troubler la tranquillité publique ne tombent pas sous le coup de l'art. 479, § 8, ainsi par exemple, ceux qui sont nécessairement produits par les travaux de certaines professions, ceux qui ne seraient pas injurieux, ou ceux qui se produiraient pendant le jour.

Ils peuvent cependant être interdits par des arrêtés municipaux défendant, par exemple, l'usage d'instruments de musique à sons éclatants, tel le cor de chasse, ou réglementant l'exercice de certaines professions bruyantes, etc...

Nous avons vu qu'une ordonnance du Préfet de police du 9 juillet 1891 défend les tapages, les cris, les chants à la Bourse du commerce, une autre du 4 juillet 1908 les interdit dans les gares et leurs dépendances ouvertes au public, une autre encore du 12 août 1910, dans les halles et marchés, une enfin, du 27 juin 1914, dans les abattoirs.

Ce ne sont pas les seules qui, à Paris, protègent la tranquillité des habitants. On peut encore citer l'ordonnance du 30 septembre 1837 qui défend de sonner du cor de chasse ou de la trompe, dans quelque

lieu et à quelque heure que ce soit ; l'ordonnance du 6 juin 1851 qui interdit aux marchands, de se servir d'instruments de musique bruyants pour appeler la clientèle ; l'ordonnance du 6 novembre 1862 qui réglemente les professions bruyantes et défend de se servir d'outils ou d'instrument de nature à troubler la tranquillité publique, entre 9 heures du soir et 4 heures du matin en été et 5 heures en hiver ; l'ordonnance du 27 décembre 1901 qui limite à une durée de 15 secondes l'usage des sifflets, tierces et sirènes dans les usines ; l'ordonnance du 30 avril 1895 qui défend l'abus du sifflet et de la cloche sur les bateaux et interdit l'usage de la sirène, sauf en temps de brouillard ; l'ordonnance du 24 juillet 1913 qui interdit aux conducteurs d'automobiles de faire un usage abusif de la trompe et d'employer des sirènes ou des appareils avertisseurs à gammes complètes et à plusieurs tons ; enfin l'ordonnance du 12 avril 1899 qui soumet à une autorisation les phonographes qui sont entendus de la rue.

**SURVEILLANCE DES PROFESSIONS S'EXERÇANT SUR LA VOIE PUBLIQUE.** — Il appartient au maire de réglementer ces professions, afin que leur exercice ne puisse causer des troubles et des désordres.

C'est ainsi que des arrêtés municipaux peuvent interdire aux marchands, d'annoncer par des cris leurs marchandises, d'interpeller les passants ou de courir à eux pour leur offrir leurs denrées. D'autre part, le maire peut imposer, aux personnes travaillant sur la voie publique, de se munir de son autorisation ou de faire, tout au moins, une déclaration préalable et de se soumettre à certaines obligations.

Nous avons vu comment est réglementée à Paris, la vente en ambulance par les marchands dits « des quatre saisons ».

Les brocanteurs-ambulants, qui sont tenus aux mêmes obligations que les brocanteurs en boutique, sont en outre tenus, de porter ostensiblement une médaille indiquant leur nom et leur numéro.

Les commissionnaires ne peuvent stationner sur la voie publique qu'avec l'autorisation du Préfet de police délivrée après enquête (O. P. du 1<sup>er</sup> juillet 1839). Ils doivent porter, sur leur casquette, une plaque de cuivre indiquant leur qualité et leur numéro et être munis d'un livret. Il leur est défendu de stationner ailleurs qu'au point qui leur a été fixé, de former des groupes gênant la circulation sur la voie publique, d'être impolis ou incorrects avec le public, sous peine de se voir retirer leur autorisation, soit définitivement, soit pendant un temps plus ou moins long. Les commissionnaires aux abords des églises, sont tenus de se trouver à leur poste le dimanche et les jours de grandes fêtes religieuses. Ils sont seuls autorisés à faire avancer les voitures, à ouvrir ou à fermer les portières. Ils peuvent recevoir une rétribution,

mais il leur est interdit d'en réclamer une, ou de critiquer son montant. Ils peuvent être révoqués pour inexactitude, malhonnêteté, ivresse, scandale, etc., (O. P. 16 mai 1842).

Enfin, des arrêtés municipaux peuvent réglementer l'exercice de la profession de musiciens ambulants, saltimbanques, etc... A Paris, tout stationnement leur est interdit par l'ordonnance du 20 avril 1881, sauf dans les fêtes foraines.

PROSTITUÉES. — On a beaucoup discuté les différentes définitions qui ont été données de la prostitution ; la plus exacte nous paraît être celle qu'a proposée M. Commenge dans son ouvrage : « La prostitution clandestine à Paris » et qui est ainsi conçue : « La prostitution est l'acte par lequel une femme, faisant commerce de son corps, se livre au premier venu moyennant rémunération et n'a d'autres moyens d'existence que ceux que lui procurent les relations passagères qu'elle entretient avec un plus ou moins grand nombre d'individus ».

La prostitution, peut-on dire, est vieille comme le monde, elle existait chez les Hébreux, chez les Grecs, chez les Romains, malgré les mesures sévères qui la frappaient. En France, Charlemagne fit une ordonnance en l'an 800, pour bannir de ses Etats les femmes de mauvaise vie, punir du fouet celles qui n'obéiraient pas à cette prescription, défendre de leur donner retraite. Louis IX proclama à nouveau les mêmes dispositions sans plus de succès, et se résigna à tolérer et réglementer la prostitution qu'il n'avait pu supprimer. Son ordonnance de 1254 prescrivit aux « folles femmes de leur corps » de se réunir dans des lieux spéciaux et d'adopter des vêtements les distinguant des « femmes d'honneur ». Le nombre des « femmes amoureuses » et des « filles folles » n'en grandit pas moins : elles se forment en corporation avec ses statuts spéciaux et organisent une procession publique le jour de la Sainte-Madeleine. En 1446, on évalue leur nombre à Paris entre 5 et 6000.

Cependant un édit de 1560, proclama l'abolition de la prostitution : les filles de débauche en firent appel au roi, sans toutefois en pouvoir empêcher la mise en application : « Toutes les fois que, par quelque désordre ou par quelque scandale public, ou par la plainte des voisins, gens d'honneur, il venait à la connaissance des commissaires que dans leur quartier, quelqu'un de ces mauvais lieux était venu s'y établir, le commissaire délivrait son ordonnance à l'un des huissiers de police pour assigner à l'audience de police les femmes ou filles qui occupaient ces lieux ; au jour de l'échéance, le commissaire faisait rapport de la plainte des voisins et de ce qui était venu à sa connaissance et sur ce rapport le magistrat les condamnait : 1° à déloger dans les 24 heures,



sinon que leurs meubles seraient mis sur les carreaux et 2° en l'amende proportionnée à leur faute. Si elles avaient déjà été classées de plusieurs autres quartiers, on les condamnait à vider la ville, à peine de punition corporelle. Il était encore du soin du commissaire d'examiner s'il y en avait eu plusieurs fois de suite dans une même maison, car alors il devait faire aussi assigner le propriétaire ou principal locataire et, en ce cas, on les condamnait à l'amende, on leur faisait défense de louer sans le consentement, par écrit, du commissaire du quartier, et quelquefois on ordonnait que la maison demeurât fermée et les portes murées pendant six mois ou un an, selon que la faute était plus ou moins grave. Il arrivait aussi, en certaines occasions, que le commissaire, se transportant sur les lieux, y trouvait un si grand désordre ou des créatures tellement notées par différentes condamnations que, d'office, il les envoyait prisonnières et, au premier jour de police, les faisait conduire à l'audience pour y entendre son rapport et leur condamnation... »

Toutes ces mesures n'enrent qu'un effet relatif, si bien qu'un règlement du 20 avril 1684 « pour la correction des enfants de famille et des filles et femmes débauchés », décida que « les femmes d'une débauche et prostitution publique et scandaleuse, seront enfermées dans un lieu particulier, destiné pour cet effet, dans la maison de la Salpêtrière, lorsqu'elles y seront conduites par l'ordre de Sa Majesté, ou en vertu des jugements qui seront rendus pour cet effet au Châtelet, par le lieutenant de police, à l'encontre des dites femmes, sur les procès qui leur seront instruits, pour y demeurer durant le temps qui sera ordonné... »

*Réglementation actuelle.* — C'est aujourd'hui aux maires qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires, pour que la tranquillité publique ne soit pas troublée par les prostituées, et pour assurer la sécurité, l'ordre, la morale et l'hygiène publique (1).

Les arrêtés municipaux peuvent interdire aux filles publiques de stationner sur la voie publique, d'y accoster les passants, de leur faire des signes, des gestes, de leur adresser des provocations, de se grouper entre elles, de se faire remarquer par leur attitude et même de sor-

---

(1) Nous devrions, semble-t-il. traiter seulement dans ce chapitre, de la réglementation municipale que le commissaire de police est chargé de faire appliquer en vue du maintien de la tranquillité publique, étudier dans le chapitre suivant, concernant le maintien du bon ordre dans les lieux publics, la réglementation des maisons de prostitution et enfin, dans le chapitre de l'application des prescriptions municipales contre la propagation des maladies contagieuses, examiner les mesures sanitaires prises à l'égard des filles publiques. Nous avons pensé qu'il était cependant préférable d'étudier ici l'ensemble de la réglementation concernant les prostituées.

tir de chez elles après une certaine heure, ou de circuler dans certaines rues.

Le maire peut aussi interdire aux débitants de boissons, aux hôteliers, de recevoir des femmes de débauche.

Il peut encore prendre des mesures pour empêcher la prostitution clandestine, ordonner que toutes les filles seront inscrites sur un livre spécial, astreintes à des visites sanitaires à des époques déterminées, et internées dans des hôpitaux spéciaux, si elles sont reconnues atteintes de maladies contagieuses.

En ce qui concerne les maisons de débauche, le maire peut exiger que les tenanciers lui demandent préalablement son autorisation ; il lui appartient d'en fixer les conditions.

Le commissaire de police fait exécuter la réglementation concernant les filles publiques, recherche et surveille la prostitution clandestine, c'est-à-dire les filles dénommées « insoumises », qui ne sont pas encore inscrites et, avec toutes les précautions désirables, provoque leur inscription dès qu'elles sont convaincues de se livrer à la prostitution de façon habituelle.

Il recherche aussi les maisons de débauche non autorisées, surveille celles qui le sont, et y fait de fréquentes visites à quelque heure que ce soit, ainsi que l'y autorise l'art. 10 de la loi du 19 juillet 1791 : « Ils (les officiers de police) peuvent entrer en tout temps dans les lieux livrés notoirement à la débauche ».

*Réglementation dans le ressort de la Préfecture de police.* — Le Préfet de police tire sa compétence pour réprimer la prostitution, de la loi des 16-24 août 1791, déterminant les « objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux » et de l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII, dont l'article 9 lui confie la surveillance des maisons de débauche et l'art. 23, le charge « d'assurer la salubrité de la ville, en prenant des mesures pour prévenir et arrêter les épidémies, les épizooties et les maladies contagieuses ».

Dans le ressort de la Préfecture de police, la réglementation générale de la prostitution est contenue dans l'ordonnance du lieutenant général de police Lenoir, du 6 novembre 1778, la circulaire du Préfet de police de 1864 et le règlement du 15 octobre 1878.

1° L'ordonnance du 6 novembre 1778 stipule :

« Faisons très expresses inhibitions et défenses à toutes femmes et filles de débauche de raccrocher dans les rues, sur les quais, places et promenades publiques, sur les boulevards de cette ville de Paris, même par les fenêtres.

Défendons à tous propriétaires et principaux locataires des maisons

de cette ville et faubourgs, d'y louer ni sous-louer les maisons dont ils sont propriétaires ou locataires, qu'à des personnes de bonnes vie et mœurs, et bien famées, et de souffrir en icelles aucun lieu de débauche, à peine de 500 livres d'amende.

Enjoignons aux dits propriétaires et locataires des maisons où il aura été introduit des femmes de débauche, de faire dans les 24 heures, leur déclaration devant le commissaire du quartier, contre les particuliers et particulières qui les auront surpris, à l'effet, par les commissaires, de faire leur rapport contre les délinquants, qui seront condamnés à 400 livres d'amende et même poursuivis extraordinairement.

Défendons à toutes personnes, de quelque état et condition qu'elles soient, de sous-louer, jour par jour, à la huitaine, quinzaine, au mois ou autrement, des chambres ou lieux garnis, à des femmes ou filles de débauche, ni de s'entremettre directement ou indirectement aux dites locations, sous la même peine.

Enjoignons à toutes personnes tenant hôtels, maisons et chambres garnies au mois, à la quinzaine, à la huitaine, à la journée, etc..., d'écrire de suite, par jour et sans aucun blanc, les personnes logées chez elle par noms, surnoms, qualités, pays de naissance et lieux de domicile ordinaire, sur les registres de police, qu'ils doivent tenir à cet effet, cotés et paraphés par le commissaire du quartier, et ne souffrir dans leurs hôtels, maisons et chambres, aucunes gens sans aveu, femmes ni filles de débauche se livrant à la prostitution, de mettre les hommes et les femmes dans des chambres séparées et de ne souffrir dans les chambres particulières, des hommes et des femmes prétendus mariés, qu'en représentant par eux, les actes en forme de leur mariage, ou en le faisant certifier par écrit, par des gens notables et dignes de foi : le tout à peine de 200 livres d'amende ».

Cette ordonnance paraît avoir été entièrement abrogée par la loi du 12 juillet 1905, bien que l'art. 27 ne prévoit cependant que l'abrogation du dernier article de l'ordonnance, l'article 5. Quoi qu'il en soit, une ordonnance préfectorale du 15 février 1910, interdit à toute personne tenant hôtel meublé ou des chambres garnies, café, cabaret, débit de boissons ou autre maison ouverte au public, de recevoir habituellement dans leur établissement, pour s'y livrer à la prostitution, des filles ou femmes de débauche ou des individus de mœurs spéciales.

2° La note circulaire de 1864 et le règlement de 1878 émettent les prescriptions suivantes :

*Inscription.* — Toute femme qui se livre notoirement à la prostitution publique est réputée fille publique, et enregistrée comme telle, soit sur sa demande, soit d'office.

La mesure de l'enregistrement consiste dans l'inscription sur un registre particulier, après que connaissance a été donnée à la prostituée, des règlements concernant les filles publiques.

L'enregistrement est presque toujours volontaire.

Il n'y est procédé d'office qu'à l'égard du petit nombre de femmes qui, livrées manifestement à la débauche, déjà arrêtées (1) plusieurs fois pour faits de prostitution ou atteintes de maladies contagieuses, refusent de se soumettre à des mesures, auxquelles il est du devoir de l'autorité de les assujettir, dans l'intérêt de l'ordre et de la santé publique.

*Classification.* — Les filles publiques enregistrées (2) se divisent en deux classes : les isolées, c'est-à-dire celles qui ont un domicile particulier et les filles de maison, dénomination affectée à celles qui demeurent dans les maisons de prostitution dites « de tolérance ».

*Maisons de tolérance.* — Les filles des maisons de tolérance subissent à domicile, l'examen du médecin de la Préfecture qui en porte mention au registre spécial tenu obligatoirement par la tenancière de l'établissement. Elles ne doivent pas coucher deux dans le même lit. La mère et la fille, ou les deux sœurs mineures ou bien encore, deux sœurs dont l'une n'aurait pas atteint sa majorité, ne peuvent rester ensemble, comme filles publiques, dans la même maison de tolérance (3). Dans aucun cas, les filles publiques inscrites, et demeurant en maison de tolérance, ne doivent habiter avec un concubinaire. Il est défendu aux maîtresses de maison de tolérance et aux filles publiques, de conserver leur enfant chez elles, dès qu'il a atteint l'âge de 4 ans.

Les femmes qui tiennent des maisons de tolérance, et qu'on appelle maîtresses de maisons, ne peuvent exercer, sans l'autorisation de l'Administration, autorisation qu'elles n'obtiennent que sur la production du consentement écrit du propriétaire de la maison où elles veulent s'établir, d'un bail enregistré, et après que des renseignements ont établi la nécessité de créer une tolérance sur le point indiqué. Pour des raisons de convenance, ces maisons doivent être éloignées, le plus

---

(1) Les agents ne peuvent, aux termes des instructions de la Direction de la police municipale, arrêter une fille non inscrite, qu'après l'avoir surveillée pendant trois jours différents, noté les adresses auxquelles elle s'est rendue pour y exercer son commerce et les signalements des différents individus qui l'y ont accompagnée. Pour plus de précautions, l'arrestation est faite le plus souvent à la porte de sortie de l'hôtel.

(2) Appelées pour cette raison et parce qu'elles sont tenues à certaines obligations « filles soumises ».

(3) L'art. 334 modifié par la loi du 3 avril 1903 punit le tenancier qui aurait chez lui des filles mineures.



possible, des églises ou des temples, des palais nationaux, des monuments, administrations ou établissements publics et de maisons d'éducation.

Les fenêtres des maisons de tolérance doivent être fermées par des volets cadénassés.

Les maîtresses de ces maisons sont responsables des désordres causés du fait des filles qu'elles logent, ou qu'elles reçoivent passagèrement.

*Obligations des maîtresses de maisons.* — Ces femmes sont tenues de faire inscrire leurs pensionnaires à la Préfecture de police, dans les 24 heures de leur arrivée, et de signaler leur départ.

Elles doivent les conduire à la visite sanitaire, dans le cas où elles découvriraient qu'elles sont atteintes de maladies contagieuses.

Il leur est défendu de recevoir des mineurs et des élèves des collèges et des écoles nationales en uniforme.

*Filles isolées.* — Elles reçoivent, au moment de leur inscription, une carte sur laquelle mention est portée des visites sanitaires qu'elles ont subies et auxquelles elles sont astreintes.

Il leur est défendu de provoquer à la débauche pendant le jour. Elles ne peuvent entrer en circulation sur la voie publique, qu'une demi-heure après l'heure fixée pour le commencement de l'éclairage public, ni en aucune saison avant 7 heures ou après 11 heures du soir.

Elles doivent avoir une mise décente, s'abstenir de toute provocation insistante ou adressée à des hommes accompagnés de femmes ou d'enfants, de stationner sur la voie publique, d'y former des groupes, d'y circuler en réunion, d'aller et venir dans un espace trop resserré, de se faire suivre ou accompagner par des hommes. Il leur est défendu de racoler aux abords des églises, de fréquenter certaines voies qui leur sont indiquées, de partager leur logement avec une autre personne, d'exercer leur commerce dans leur domicile, etc...

Les filles inscrites peuvent, sur leur demande, être rayées des contrôles, s'il est établi, après enquête discrète, qu'elles ont cessé de se livrer à la prostitution.

*Prostitution clandestine.* — Le commissaire de police peut rechercher la prostitution clandestine, au cours des visites qu'il opère dans les débits de boissons et dans les garnis. Lorsqu'une surveillance a établi l'existence d'une maison de débauche non tolérée ou autorisée, il peut y opérer une descente après avoir obtenu un mandat du Préfet de police, ou si la maison est notoirement connue, en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article 10 de la loi du 19 juillet 1791.

Quant aux filles non inscrites qui exercent sur la voie publique, elles

doivent faire l'objet d'un examen approfondi de la part du commissaire de police.

Celui-ci doit d'abord entendre les agents qui ont procédé à l'arrestation, exiger d'eux un rapport précis et détaillé des faits qu'ils ont constatés, au cours de surveillances répétées, à des jours différents. Il procède ensuite à l'interrogatoire de la fille arrêtée, enregistre ses aveux ou ses protestations, la confronte avec les agents qui l'ont surveillée, vérifie la valeur de ses allégations, se renseigne à son domicile, dans les endroits où elle prétend travailler, fait opérer des recherches dans les archives spéciales de la Direction de la police judiciaire, afin de connaître si elle a été surveillée ou arrêtée antérieurement dans quelque autre quartier de Paris (1). Il décide ensuite s'il y a lieu de maintenir l'arrestation ; s'il remet la fille en liberté, il lui adresse un avertissement et fait parvenir à la direction de la police judiciaire un rapport circonstancié ; s'il maintient l'arrestation, il envoie la fille à la Préfecture de police, où elle est examinée par les médecins du dispensaire, après avoir été entendue par le commissaire-interrogateur du service. Si elle le demande, elle est ensuite inscrite sur les contrôles des prostituées et reçoit une carte ; sinon elle est remise en liberté après avertissement, et n'est inscrite d'office qu'après plusieurs arrestations. Si elle proteste contre cette inscription, elle comparait devant une commission composée du Préfet ou de son délégué, d'un chef de division et du commissaire interrogateur.

En ce qui concerne les filles mineures de 18 ans, nous avons vu, à propos de la protection des enfants, qu'elles étaient considérées comme se trouvant en état de vagabondage (loi du 11 avril 1908, décret du 5 mars 1910 et loi du 24 mars 1921 modifiant les art. 270 et 271 du code pénal).

*Service administratif.* — Le commissaire-interrogateur du service des mœurs n'a pas seulement à connaître des insoumises ; c'est lui qui propose au Préfet de police l'internement à l'infirmerie de la prison Saint-Lazare, pour y être traitées, des femmes reconnues atteintes de maladies contagieuses (2) ; devant lui comparaissent également les filles inscrites, arrêtées par les agents en flagrant délit d'intrication aux règlements que nous avons exposés. Après les avoir entendues, le commissaire-interrogateur propose contre elles, au Préfet de police, des

---

(1) Circulaire du 5 mai 1916.

(2) Loi du 24 vendémiaire an II, titre II, art. 8, qui permet de séquestrer les vénériens dans les hôpitaux établis à cet effet. Arrêté du 12 messidor an VIII, art. 23, qui étend ce droit pour toutes les maladies contagieuses. Circulaire ministérielle du 24 septembre 1831.

sanctions consistant en détention plus ou moins prolongée ; si une fille réclame contre la punition qui lui est infligée, elle comparait devant une commission composée du Préfet ou de son délégué, assisté de deux commissaires de police, appelés à tour de rôle.

Un arrêté du 4 août 1908 avait créé un véritable tribunal administratif pour remplacer cette commission :

« Attendu que la création de deux assesseurs augmentera encore les garanties d'impartialité et d'équité, que les filles traduites devant ce tribunal, composé actuellement d'un juge unique, ont le droit d'attendre de cette juridiction administrative :

« Qu'elle permet d'opérer la suppression de la commission spéciale instituée par le règlement du 15 octobre 1878, pour l'inscription des filles sur les contrôles de la police des mœurs, en attribuant à cette juridiction réorganisée le jugement des propositions ou des demandes d'inscription ; que cette réforme aura pour conséquence de ne plus éloigner chaque semaine, de leur service, quatre commissaires de police de la ville de Paris, convoqués pour siéger alternativement aux deux séances de la commission ; qu'elle supprimera en outre, l'attente prolongée au dépôt des filles arrêtées, qui seront ainsi entendues désormais dans les 24 heures... »

Cet arrêté a été annulé par l'arrêt du Conseil d'Etat du 2 juin 1911.

*Critiques.* — Il n'est pas dans le cadre de ce travail d'examiner les critiques nombreuses qui ont été faites contre le système actuel de répression de la prostitution, tant par les auteurs (1), qu'au Parlement (2), dans la presse et dans les congrès (3).

M. Clemenceau (2) prétendait que le droit commun était suffisant pour réprimer la prostitution par des contraventions. Mieux avisé, M. Béranger proposait au Sénat, en 1894, de faire de la prostitution publique, après un premier avertissement administratif, un délit puni d'un emprisonnement de 6 jours à un mois. Le Gouvernement, représenté par M. Trarieux, garde des sceaux, et par M. Lépine, préfet de police, commissaire du Gouvernement, s'y refusa, prétendant qu'une telle loi n'aurait d'autre effet, que de faire refluer toutes les filles dans les maisons de tolérance, et de développer la prostitution clandestine avec tous ses dangers pour la santé publique.

---

(1) Faustin-Hélie, Garraud, Le Poittevin, etc...

(2) Proposition de loi de M. Clemenceau, déposée le 16 décembre 1904, etc...

(3) Congrès de Bruxelles 1902 (voir notamment discours de M. le Ministre belge Lejeune et du docteur Neisser).

Que le système actuel soit critiquable, ce n'est point douteux, qu'il soit entaché d'illégalité, cela ne l'est pas davantage. Cependant, quand on considère l'histoire de la répression de la prostitution, on en arrive à penser que notre système, avec toutes ses imperfections, n'est peut être pas tellement mauvais et on comprend les paroles de M. Trarieux au Sénat, en 1894 : « arbitraire sans doute, mais arbitraire indispensable pour maintenir la décence dans la rue, protéger la santé publique et enrayer les progrès de la prostitution ! » La meilleure garantie réside dans le caractère des fonctionnaires qui sont appelés à instruire contre les prostituées : c'est une question de recrutement.

### **3<sup>e</sup> Maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements**

Le numéro 3 de l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884 fait rentrer dans les matières sur lesquelles s'exerce la police municipale : « le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que foires, marchés, réjouissances, cérémonies publiques, spectacles, cafés, jeux, églises et autres lieux publics ».

De façon générale, le commissaire de police doit surveiller tous les grands rassemblements, et y porter les effectifs de police placés sous ses ordres, de façon à y maintenir le bon ordre. Il doit s'inspirer des prescriptions du décret du 20 mai 1903 sur le service de la gendarmerie. L'art. 211 de ce décret ordonne : « La gendarmerie doit toujours se tenir à portée des grands rassemblements d'hommes, tels que foires, marchés, fêtes et cérémonies publiques, pour y maintenir le bon ordre et la tranquillité et, sur le soir, faire des patrouilles sur les routes et chemins qui y aboutissent, pour protéger le retour des particuliers et marchands » et l'art. 214 prescrit : « Lorsqu'on présume que, par suite d'une grande affluence à des assemblées publiques, l'ordre peut être menacé, le commandant de l'arrondissement, après s'être concerté avec le sous-préfet, ou sur sa réquisition, peut réunir et envoyer sur les lieux plusieurs brigades ; il les commande lui-même si sa présence est jugée nécessaire.

... Les brigades ne rentrent à leur résidence que lorsque leur présence n'est plus jugée nécessaire, et elles se retirent assez lentement pour observer ce qui se passe et empêcher les rixes qui ont lieu fréquemment à la suite de ces assemblées ».

Ainsi le commissaire de police répartit ses agents dans les lieux où se produisent des affluences extraordinaires, il en établit à postes fixes dans les endroits où la circulation l'exige, et il organise des patrouilles



chargées de parcourir le lieu de l'assemblée, tant pour, par leur présence, maintenir le bon ordre, que pour intervenir en cas de disputes, rixes, etc., etc., et veiller à l'observation des lois, règlements et arrêtés municipaux.

**FOIRES ET MARCHÉS.** — Dans le but de maintenir l'ordre, d'éviter les discussions, le maire peut assigner, aux marchands des différentes denrées, les places qu'ils doivent occuper dans les marchés, fixer les heures d'ouverture et de fermeture, interdire aux revendeurs d'acheter au marché et même d'y paraître avant une certaine heure, instituer des agents spéciaux pour procéder, à l'exclusion de tous autres intermédiaires, aux ventes et adjudications, auxquelles les pourvoyeurs ne peuvent procéder eux-mêmes, interdire aux forains de vendre leurs marchandises ailleurs que sur le carreau des halles, et de colporter et d'offrir leurs marchandises, soit sur la voie publique, soit même à domicile.

A Paris, la police dans les marchés est réglée par une ordonnance préfectorale du 12 août 1910, dont les principales dispositions sont les suivantes :

Au point de vue de l'ordre public, les cris, chants, jeux, querelles, tapages et rixes sont interdits. Les pères, mères, tuteurs, patrons, sont tenus de surveiller leurs enfants et leurs apprentis.

Il est défendu de stationner dans les passages, d'annoncer par cris les marchandises et les prix, de racoler les clients, de les rappeler, de les conduire à d'autres places ou dans des magasins du dehors, de distribuer des adresses autres que celles du marché.

Les marchands ne peuvent occuper leurs places plus de deux heures avant le son de cloche d'ouverture, ni faire de transactions avant ou après le signal d'ouverture et de fermeture.

Leurs places sont marquées d'un écusson avec leurs nom, prénom et numéro.

Il leur est défendu de modifier les cloisons ou grillages des places, de s'immiscer dans l'exploitation ou l'occupation des places des autres, d'élever des étalages latéraux, interceptant l'air et la lumière, de faire des étalages en saillie, pouvant salir les passants, etc.

Enfin, les musiciens, camelots et chanteurs, n'ont pas accès dans les marchés.

La police des Halles centrales est réglée par de nombreuses ordonnances, dont l'application incombe au commissaire spécial des Halles. Il en est de même du marché aux bestiaux de la Villette, du marché au chevaux « Brancion », etc... Dans tous ces marchés sont interdits les cris, les chants, les querelles et les rixes, et les dispositions que

nous avons énumérées ci-dessus pour les marchés, en général, y sont prescrites en vue du maintien de l'ordre public.

**BOURSES DES VALEURS.** — La Bourse de Paris a été créée en 1724. On lit dans les mémoires de Peuchet : « Paris commençait à être le centre d'un grand mouvement commercial. Les développements immenses du système de Law avaient répandu le goût de l'agiotage, en un mot, de toutes les spéculations hasardeuses ; et partout on trafiquait de valeurs fictives et on vendait sa maison pour acheter du papier de crédit ; mais cependant ces négociations se faisaient difficilement parce que les négociateurs et les banquiers n'avaient pas de lieu de réunion. Quelque mauvaise que fussent les spéculations à l'ordre du jour, un lieu convenable où se pussent réunir à l'avenir les spéculateurs, était une chose désirable et nécessaire. M. d'Ombreval, lieutenant-général de Paris, le fit comprendre au Gouvernement et un arrêt du conseil, du 24 septembre 1724, institua l'établissement d'une bourse de la ville de Paris, pour les négociations des lettres de change, billets au porteur ou à ordre et autres papiers négociables, des marchandises et effets... ».

L'arrêté des consuls du 29 germinal, an IX, a confié la police des bourses, à Paris au Préfet de police, et dans les autres villes aux maires. Un commissaire de police doit être présent à la Bourse et en exercer la police pendant la tenue.

L'ordonnance du 1<sup>er</sup> thermidor an IX, règle la police de la Bourse des valeurs de Paris. Elle prévoit que l'ouverture et la fermeture seront annoncées au son de la cloche ; les heures qu'elle fixait ont été modifiées par un arrêté du 18 mai 1892, qui les a reportées à midi pour l'ouverture et 3 heures pour la fermeture.

Aux termes de l'article 3 de l'ordonnance de thermidor, an IX, il y aura, à chaque séance de la Bourse, un commissaire de police chargé de maintenir l'ordre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, lequel, en cas de trouble ou d'excès commis, ou sur la demande motivée par écrit des syndics et adjoints, requerra la force armée et dressera procès-verbal des faits et des moyens de répression qu'il aura employés. Ce procès-verbal sera transmis de suite au Préfet de police, qui statuera suivant l'exigence des cas.

En outre, le commissaire spécial de la Bourse des valeurs est particulièrement chargé, aux termes de l'art. 8 de l'ordonnance, de veiller à ce que toute personne, autre que les agents de change, ne s'immisce dans les négociations d'effets publics et papiers de commerce. Il est cependant permis aux marchands, négociants, banquiers et autres, de

négocier entre eux les lettres de change, billets au porteur, billets à ordre, sans l'entremise des agents de change.

Le commissaire spécial veille à ce que soit affiché un tableau, portant les nom et adresse des agents de change en exercice, ainsi qu'un tableau portant les noms de ceux qui ont été destitués ou révoqués ; il interdit l'entrée de la Bourse aux individus ayant été condamnés à des peines afflictives ou infamantes, et à ceux qui sont ou ont été en faillite et n'ont pas été réhabilités ; il défend à toute personne l'entrée du parquet où n'ont accès que les agents de change ; il surveille le crieur public chargé d'annoncer au public le cours des négociations effectuées au Parquet entre agents de change.

Enfin, le commissaire spécial veille à ce qu'il ne soit fait, nulle part ailleurs qu'à la Bourse, des négociations publiques de banque ou de finance.

Ajoutons que le commissaire spécial renseigne le Préfet de police et le Gouvernement sur l'état de la Bourse, surveille les manœuvres des individus qui peuvent s'y glisser pour y semer de fausses nouvelles, des faits faux ou calomnieux susceptibles d'avoir une répercussion sur les cours ; il paralyse ces manœuvres et les déjoue, tant qu'elles ne constituent pas le délit prévu par l'article 419 du code pénal, et les poursuit dès qu'elles tombent sous le coup de la loi.

BOURSES DE COMMERCE. — La police de la Bourse de commerce est réglementée par une ordonnance préfectorale du 1<sup>er</sup> octobre 1889, approuvée par décision du ministre de l'Intérieur du 2 décembre 1889.

La Bourse des marchandises est ouverte tous les jours, sauf les dimanches et jours fériés, de 9 heures du matin à 6 heures du soir et le mercredi jusqu'à 7 heures. Le commencement et la fin de chaque séance sont annoncés à son de cloche et les locaux spécialement affectés au public sont évacués dès le signal de la clôture.

L'entrée de la Bourse est gratuite et publique, toutefois elle est interdite : aux mineurs ayant moins de 18 ans, s'ils n'accompagnent leurs parents ou des personnes majeures ; aux individus condamnés à des peines afflictives ou infamantes ; aux personnes qui, après avoir été déclarées en faillite, n'auront pas obtenu leur réhabilitation ; aux musiciens, chanteurs ambulants et distributeurs d'imprimés, ainsi qu'à tout marchand exerçant ordinairement son industrie sur la voie publique ; enfin à tous ceux qui n'auront pas une tenue convenable ou qui seraient porteurs de paquets encombrants ou malpropres.

Il est expressément défendu au public : de troubler l'ordre par des rixes, querelles, tapage, chants, cris ou jeux quelconques ; d'enlever

ou de lacérer les affiches apposées tant dans l'intérieur, qu'à l'extérieur de la Bourse (art. 1<sup>er</sup> O. P., 9 juillet 1891).

Seront immédiatement expulsés de la Bourse, sans préjudice des poursuites ultérieures de droit, tous ceux qui, par un des actes énoncés ci-dessus, ou par tout autre, auraient jeté la perturbation dans les transactions et notamment, dans les ventes aux enchères. En cas de récidive, et s'il s'agit d'une personne fréquentant habituellement la Bourse, l'entrée pourra lui être interdite, soit temporairement, soit définitivement, sur avis conforme de la Chambre de commerce.

La police de la Bourse du commerce est confiée au commissaire de police du quartier des Halles.

RÉUNIONS PUBLIQUES. — Nous avons examiné le rôle du commissaire de police dans les réunions publiques, à propos de ses attributions de police générale, et nous avons dit qu'il pouvait être délégué, même par le maire, pour assister aux réunions. Qu'il reçoive délégation du préfet ou du maire, son rôle est le même et il s'agit, en tous cas, d'une attribution de police générale.

Cependant, avons-nous dit, les réunions ne peuvent se tenir que jusqu'à 11 heures du soir ou, dans les communes où les établissements publics peuvent fermer plus tard, jusqu'à l'heure de fermeture de ces établissements. Or, cette heure est fixée par arrêté municipal, c'est donc en qualité d'agent de la police municipale que le commissaire de police pourra réprimer les réunions publiques tardives.

D'autre part, le maire peut prendre certaines mesures relatives aux salles de réunion. C'est ainsi qu'une ordonnance préfectorale du 15 février 1894 interdit d'y exposer d'autres drapeaux que le drapeau français, le drapeau d'une puissance étrangère, ou le drapeau d'une société régulièrement autorisée, et qu'une autre ordonnance du 10 juillet 1915, défend d'exposer des drapeaux ou insignes aux couleurs nationales, revêtus d'une inscription ou d'un emblème quelconque.

Enfin, le commissaire de police doit prendre toutes mesures utiles, afin de pouvoir disposer facilement et rapidement des effectifs de police nécessaires, dans le cas où il serait amené à dissoudre la réunion publique. Il doit, d'autre part, se tenir prêt à intervenir avec des forces suffisantes dans le cas où, à la sortie de la réunion publique, se commettraient des faits contraires aux lois ou aux règlements : bagarres, rixes, chants et cris séditieux, cortèges interdits, ... etc.

FÊTES FORAINES. — S'il est de grands rassemblements d'hommes qui nécessitent une surveillance particulière du commissaire de police, ce sont bien les fêtes foraines ! Ces assemblées réunissent en grand nombre des individus, pour la plupart des étrangers, vivant plus ou moins



de l'exploitation de la crédulité et de la naïveté des badauds ; elles attirent toute la tourbe des voleurs à la tire, des escrocs, diseurs de bonne aventure, devins, liseurs de songes et des maniaques vicieux, toujours prêts à profiter ou de la densité de la foule ou de sa naïveté, pour exercer leurs coupables professions ou satisfaire leur vice honteux. Ces fêtes sont en outre, des prétextes à beuveries, qui amènent les disputes, les rixes, les bagarres. Si on ajoute que, dans les grandes cités, elles apportent un trouble excessif dans la circulation, qu'elles compromettent gravement la tranquillité des riverains, ou comprendra que la question de leur suppression, dans certaines grandes villes, ait pu se poser.

L'autorité municipale a pour devoir de réglementer strictement les fêtes foraines, afin de maintenir autant que possible l'ordre public et diminuer, autant que faire se peut, les occasions de troubles.

Le commissaire de police doit surveiller scrupuleusement ces assemblées, tant pour y faire respecter les lois, règlements et arrêtés municipaux, que pour y empêcher les désordres, les accidents, etc.

Nous avons vu les obligations générales auxquelles sont tenus les forains en vertu de la loi du 16 juillet 1912 et le décret du 16 février 1913. Les maires peuvent, selon les besoins particuliers de leur commune, leur imposer d'autres obligations.

A Paris, la réglementation des fêtes foraines est contenue dans l'ordonnance préfectorale du 21 février 1906 que nous allons examiner : Elle pose le principe que les installations sur la voie publique et l'ouverture au public, de spectacles ou jeux forains, sont soumises à l'autorisation du Préfet de police.

*Organisation générale des fêtes foraines.* — Le placement des forains sur la chaussée, doit faire l'objet d'une autorisation spéciale. Les baraquements ne peuvent être montés qu'à un mètre au moins de la bordure du trottoir, ou à l'alignement des arbres, dans les voies où circulent des tramways. Elles ne peuvent être adossées les unes aux autres et il doit être laissé entre elles un espace de un mètre, tous les trente ou quarante mètres.

Les places des forains sont mises aux enchères en présence du commissaire de police, qui n'admet à soumissionner, que les forains munis du carnet spécial et de la patente. Le commissaire de police procède ensuite au placement des forains ; il leur retire leurs carnets qu'il ne leur remet que le surlendemain de l'ouverture de la fête, contre représentation de leur récépissé de paiement du droit de place.

Les voitures des forains sont placées à l'endroit désigné par le commissaire de police, aux abords de la fête. Ne sont admises à côté des

baragues que les voitures autorisées comme indispensables par le commissaire de police et portant une étiquette délivrée par ses soins.

Les baragues ne peuvent être montées sur les voies au-dessous desquelles passent le chemin de fer métropolitain, sans l'autorisation de l'ingénieur de la circonscription de ce chemin de fer. Les abords des stations du métropolitain doivent être largement dégagés de tout établissement forain. Les édicules, bancs, candélabres, avertisseurs d'incendie, doivent également être dégagés, ainsi que les bouches d'égouts, caniveaux et urinoirs, et les arbres dont les branches basses doivent être libres.

*Prescriptions générales.* — L'heure de fermeture des fêtes foraines est fixée à minuit, mais toute musique doit cesser à 11 heures. Sont interdits, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, toute musique bruyante, les orgues à trompettes, grosses caisses, gongs cloches, les sifflets et sirènes.

Les jeux de passe anglaise, bonneteau, petits chevaux, etc..., ainsi que tous jeux où les lots sont remboursables en argent, tabacs, cigares, sont défendus ; de même les phénomènes vivants, les exhibitions obscènes ou répugnantes, les exhibitions de femmes de toutes natures, les charlatans, dentistes, somnambules et chanteurs ambulants ; sont défendus également la vente et les loteries d'animaux vivants ainsi que les loteries à numéros cachés, les bals..., etc.

Toutes les installations sont visitées par le représentant du service technique de la Préfecture de police, accompagné du commissaire de police du quartier. Les prescriptions qu'il propose au Préfet de police et adoptées par celui-ci sont exécutoires, sous la surveillance du commissaire de police, à peine d'exclusion.

*Prescriptions spéciales à certaines professions.* — *Les musées d'anatomie* ne peuvent exhiber que des pièces anatomiques, à l'exception de toute pièce de nature à provoquer des réflexions obscènes. Ils ne doivent pas avoir de « cabinets ou musées secrets ».

Les *photographes* doivent afficher leur tarif à l'extérieur, avec la mention : « sans supplément à payer ».

Les *appareils à vapeur* doivent être conduits par des mécaniciens pourvus d'un certificat de capacité.

Les *tobogans et montagnes russes* doivent être entourés de barrières pour maintenir le public à distance, pourvus de filets ou de toiles et d'appareils pour amortir les chocs. Leur accès est interdit aux enfants âgés de moins de 15 ans et aux individus en état d'ivresse.

Les *ménageries* sont tenues d'avoir des cages suffisamment solides pour prévenir tout danger d'évasion des animaux et dont les entrées

sont munies de tambours. Des barrières doivent maintenir le public à une distance d'au moins un mètre des cages. Certaines prescriptions leur sont imposées au point de vue de l'hygiène.

Les *théâtres, cirques et autres spectacles* doivent faire connaître au commissaire de police le nombre des spectateurs qu'ils peuvent recevoir ; il doit être réservé à chaque place, 50 centimètres sur les banquettes, et pour les personnes debout, un mètre carré au moins pour trois... Enfin, un passage central doit être aménagé, ainsi que des passages latéraux, lorsque l'établissement contient plus de 400 personnes. Ces passages ne doivent pas être encombrés et ne peuvent être garnis que de strapontins, se relevant automatiquement. Les gradins doivent être clos et ne recouvrir aucun dépôt de matériaux. Enfin, les clôtures doivent être en toile et les décors, rideaux, velours et tentures, doivent être ininflammables.

Les *tirs* ne doivent employer que des armes dites de salon et n'avoir de cibles qu'à moins de 12 mètres. Ils sont établis de façon que les parois puissent résister aux projectiles et aux ricochets.

Les *cinématographes* ne peuvent être éclairés qu'à l'électricité. La cabine de l'opérateur, placée loin de la sortie du public, est métallique ; son plafond est percé d'une ouverture d'aération grillagée à mailles fines.

Les *loteries ou ventes de viandes, volailles, poissons, coquillages ou tous autres comestibles*, à l'exception des articles de pâtisserie ou confiserie sont interdits.

SPECTACLES. — La loi du 13 janvier 1791, le décret du 21 frimaire an XIV, ont chargé les maires, de la police, de la sûreté et du maintien de l'ordre dans les théâtres et ces dispositions ont été confirmées par l'art. 97, n° 3, de la loi municipale du 5 avril 1884.

Il appartient donc au maire, de veiller à ce que les salles de spectacles présentent toutes garanties, au point de vue de la solidité et de la sécurité. C'est à lui de prendre toutes mesures propres à assurer la liberté de la circulation aux abords de ces établissements, d'interdire le racolage des spectateurs, la vente des billets sur la voie publique, d'imposer des mesures d'ordre à l'intérieur des salles, etc...

A Paris, la réglementation fondamentale des salles de spectacles est contenue dans l'ordonnance de police du 10 août 1908, dont nous allons examiner les principales dispositions au point de vue de l'ordre public.

*Police des représentations.* — Un commissaire de police est chargé de la surveillance générale pendant les représentations, dans les établissements où cela est jugé nécessaire par le Préfet de police ; une place convenable lui est assignée dans l'intérieur de la salle. Il doit, pendant

la représentation, faire à l'improviste sur la scène et ses dépendances, de fréquentes visites et veiller à l'exécution des prescriptions administratives.

Sous ses ordres sont placés des gardiens de la paix ou des gardes républicains, rétribués par l'établissement. Ils sont répartis dans l'intérieur, au foyer, ou placés à certains points déterminés, en vue de tenir la main au maintien de l'ordre et à l'exécution des consignes spéciales. Cette garde de police assure également le maintien de l'ordre public et la libre circulation au dehors de l'établissement.

*Mesures d'ordre : Billets.* — Le tarif des places doit être affiché ostensiblement ainsi que la composition du spectacle.

Les billets payants doivent porter le prix de la place à laquelle ils donnent droit, en caractères très apparents, les billets d'invitation doivent porter la mention « Billet de faveur ne pouvant être vendu. »

La vente et l'offre de vente de billets ou contremarques ou le racolage, ayant ce trafic pour objet, sont interdits sur la voie publique.

La location des places doit cesser avant l'heure d'introduction du public dans la salle. Le double de la feuille de location doit être remis au commissaire de police ou au chef du service d'ordre.

Les bureaux de distribution de billets doivent être ouverts au moins une demi-heure avant le lever du rideau, et la salle doit être livrée au public et la représentation commencée, aux heures indiquées sur les affiches.

Il est interdit d'introduire des spectateurs dans la salle avant l'ouverture des bureaux et par d'autres portes que celles affectées au public. Les files d'attente des spectateurs doivent être établies de manière à ne pas gêner la circulation, et à permettre la vérification des billets.

*Spectacle.* — L'autorisation donnée à un établissement sera retirée en cas d'atteinte à la morale ou à l'ordre public.

Deux circulaires préfectorales des 30 juin 1914 et 24 mars 1915 prescrivent au commissaire de police de service, de dresser procès-verbal et de le transmettre au préfet de toute urgence, afin qu'il puisse être immédiatement engagé une action pénale et que les mesures administratives puissent être prises pour le lendemain.

Les attractions dangereuses doivent être préalablement autorisées par le Préfet de police.

Dans les cinématographes, l'exhibition de tous films représentant des crimes récemment commis, des exécutions capitales ou des scènes répugnantes ou barbares, est formellement interdite (circulaire du 30 avril 1913).

Les artistes ne peuvent pénétrer dans la partie de la salle affectée au



public, soit pour consommer, soit sous prétexte de quêtes, loteries ou tombolas, lesquelles sont expressément interdites, sauf autorisation spéciale.

*Spectateurs.* — Il est interdit de fumer dans l'intérieur des établissements qui n'ont pas reçu une autorisation spéciale.

Il est défendu de troubler systématiquement la représentation ou d'empêcher les spectateurs de voir ou d'entendre le spectacle, de quelque manière que ce soit.

Toute personne dont le chapeau serait un obstacle à la vue des spectateurs, est tenue d'obtempérer à toute réquisition, en vue de faire cesser le trouble qu'elle occasionne.

Toutes les fois que dans une représentation, il est fait usage d'armes à feu, la mise en scène doit être réglée de telle façon, que le tir ne s'effectue pas dans la direction de la salle.

L'éclairage de la salle doit se continuer jusqu'à l'entière évacuation du public.

*Service médical.* — Un médecin, choisi par le directeur et agréé par le Préfet, doit rester en permanence du commencement à la fin des représentations, dans les établissements de 1<sup>re</sup> catégorie et dans tous ceux qui peuvent contenir plus de 800 personnes. Une boîte de secours est mise à sa disposition dans un local spécial, convenablement aménagé.

**DÉBITS DE BOISSONS.** — Nous avons étudié les attributions du commissaire de police en matière de police générale, à l'égard des débits de boissons, et indiqué que ces établissements sont également soumis à la réglementation municipale.

Outre que l'art. 97 n° 3, de la loi du 5 avril 1884, comprend dans la police municipale les débits de boissons, la loi du 17 juillet 1880, art. 9, déclare que les maires pourront, les conseils municipaux entendus, prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, des écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction publique.

D'autre part, la loi du 9 novembre 1915 oblige toute personne qui veut ouvrir un café, cabaret ou autre débit de boisson à consommer sur place, à faire au maire, et à Paris au Préfet de police, une déclaration dont il lui est donné récépissé, en même temps qu'il s'engage à ne pas vendre des spiritueux, des liqueurs alcooliques ou des apéritifs autres que ceux à base de vin, titrant moins de 23 degrés.

L'art. 7 de la même loi dispense de cette déclaration, les individus qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, ven-

lent établir des débits de boissons, mais il les oblige à se munir de l'autorisation du maire.

Enfin, c'est encore au maire qu'il appartient de fixer l'heure d'ouverture et de fermeture des débits (1) et de prendre toutes mesures pour y maintenir le bon ordre.

Le commissaire de police y fera appliquer ses arrêtés, grâce aux dispositions de l'art. 9 de la loi des 19-22 juillet, qui lui permet de pénétrer « toujours... dans les lieux où tout le monde est admis indistinctement, tels que cafés, cabarets... ».

A Paris et dans le ressort de la Préfecture de police, des ordonnances de police des 15 mars 1921 et 4 février 1922 fixent les heures d'ouverture des débits de boissons à 4 heures du matin à Paris et dans les communes de la Seine, et les heures de fermeture à 2 heures du matin à Paris et minuit en banlieue. L'ordonnance prévoit que des autorisations pourront être délivrées exceptionnellement par les commissaires de police, d'ouvrir ou de fermer avant ou après l'heure réglementaire, aux débits qui en feroient la demande, à l'occasion de certaines réunions privées. D'autre part, le Préfet se réserve le droit d'accorder des autorisations permanentes, d'ouvrir avant l'heure ou de fermer après l'heure fixée, à certains débits, en cas de nécessités particulières, notamment à ceux placés aux abords des halles ou des gares de chemins de fer.

Les chants, musiques, concerts, orchestres, doivent être autorisés par le Préfet de police, qui détermine les conditions dans lesquelles la permission est accordée (O. P. 17 novembre 1849), de même les bals (O. P. 31 mai 1833), après enquête et à la condition notamment, de ne pas faire usage d'instruments bruyants, caisse ou tambour (circulaire du 13 décembre 1844), de même aussi les assauts d'armes (circulaire du 19 novembre 1839).

L'ordonnance du 20 juillet 1894 défend tous jeux d'argent, de quelque nature qu'ils soient, ou tous jeux ayant pour objet des marchandises qui seraient reprises par les tenanciers à prix d'argent ;

L'ordonnance du 18 août 1914 interdit les appareils à sous, les appareils distributeurs d'argent ou de jetons de consommation et en général tous les appareils, dont le fonctionnement repose sur l'adresse ou le hasard et destinés à procurer un gain ou une consommation, moyennant un enjeu.

---

(1) Sous l'ancien régime, la fermeture des débits était annoncée par le couvre-feu. « Une ordonnance du roi Charles V, du 8 mai 1368, disait : « A esté cryé que nul tavernier ne soit si hardy de tenir ni asseoir buveurs en taverne après l'heure du couvre-feu sonnée, à peine de soixante sols parisis d'amende ».

Enfin, un arrêté du 14 novembre 1915 défend la vente des spiritueux jusqu'à 11 heures, aux femmes et aux mineurs de 18 ans.

DANSES, BALS PUBLICS. — Il appartient aux maires de prendre toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et la tranquillité dans les bals publics. C'est à eux de fixer les heures d'ouverture et de fermeture, d'exiger une autorisation, de fixer le service d'ordre, d'interdire enfin l'entrée des bals aux mineurs, etc...

A Paris, c'est une ordonnance du 31 mai 1833 qui régleme les bals.

Son art. 1<sup>er</sup> déclare : « Toutes personnes donnant des bals, concerts, danses, banquets et fêtes publiques, où l'on est admis indistinctement, soit à prix d'argent, soit par souscription, soit par cachets, billets, abonnements, et enfin par tout autre mode qui donnerait à ces réunions un caractère public, ainsi que tous les marchands de vins, cabaretiers, traiteurs, maitres de danses, propriétaires de cafés, estaminets, redoutes, wauxhalls, guinguettes et autres lieux publics, dont les établissements seront situés dans la ville de Paris et dans les communes rurales du département de la Seine, ne pourront, en aucun temps, ouvrir des bals, ni donner des concerts, banquets et fêtes publiques, qu'après en avoir obtenu préalablement l'autorisation de la Préfecture de police ».

L'autorisation, pour tenir ces réunions publiques, fixera le jour où elles auront lieu ; elle sera personnelle et non transmissible. Elle ne pourra être accordée qu'à ceux qui pourront représenter des certificats des maires ou des commissaires de police, attestant leur moralité et les garanties qu'ils offriront dans l'intérêt des mœurs et de l'ordre public.

Les entrepreneurs de bals, de danses, de concerts, de banquets et de fêtes publiques, ne pourront recevoir dans leurs établissements, aucune personne masquée, déguisée ou travestie, sauf pendant le temps du carnaval, avec l'autorisation du Préfet de police. Ils devront interdire l'accès aux personnes munies de bâtons, cannes et armes, défendre les danses obscènes et en faire expulser les auteurs.

Les infractions à ces dispositions pourront amener la fermeture des bals, sans préjudice des poursuites en simple police.

Enfin, l'ordonnance du 14 octobre 1919, art. 7, fixe la fermeture des bals à la même heure que les débits de boissons, sauf autorisation préfectorale spéciale.

Ajoutons que les salles de bals sont assimilées à des salles de spectacles, et assujetties aux mêmes obligations que nous avons déjà étudiées.

**JEUX.** — Nous avons vu que l'article 475, § 5, punit de peines de simple police, ceux qui établissent des jeux de loterie ou des jeux de hasard dans les lieux publics. Mais le maire, dans l'intérêt du bon ordre, peut prononcer, contre les jeux, une interdiction beaucoup plus grave et plus étendue. C'est ainsi qu'il peut interdire de jouer des sommes d'argent dans les lieux publics et même y prohiber tous les jeux, même le jeu de cartes et le jeu de billard.

Dans le ressort de la Préfecture de police, l'ordonnance du 20 juillet 1894 interdit, sur la voie publique et dans les lieux publics, tous les jeux d'argent et tous les jeux ayant pour objet des marchandises qui seraient reprises à prix d'argent ; l'ordonnance du 18 août 1914 interdit dans tous les lieux publics, les appareils à sous, les appareils distributeurs d'argent, de jetons de consommation et, en général, tous les appareils dont le fonctionnement repose sur l'adresse ou le hasard et destinés à procurer un gain moyennant un enjeu ; l'ordonnance du 21 février 1906 défend, dans les fêtes foraines, non seulement les jeux de hasard (jeux de sept, de huit, de cinquante-deux, le bonneteau, la passe anglaise), mais aussi ceux dont les lots sont remboursables en argent ou en tabac, ou comportent l'usage de tables ou d'installations portatives, ainsi que les loteries de volailles, viandes, poissons, conserves et les loteries à numéros non visibles.

Enfin, une circulaire du Préfet de police du 25 mars 1899 interdit les combats de coqs et autres spectacles de même nature, et prescrit aux commissaires de police de dresser procès-verbal pour infraction à la loi Grammont, du 2 juillet 1850.

**GARNIS.** — Nous avons dit que le commissaire de police, officier de police administrative générale, devait veiller à l'obligation imposée aux hôteliers par l'art. 475 § 2 du code pénal, de tenir un registre indiquant les entrées et sorties des voyageurs et de le représenter à toute réquisition (art. 478), à celle prescrite par le décret du 2 avril 1917, art. 7, de signaler l'arrivée des étrangers, à la défense faite par la loi du 14 mars 1904, art. 8, de tenir un bureau de placement à côté d'un hôtel, à l'obligation d'assurer l'éclairage s'ils y sont astreints (art. 471, § 3, code pénal).

Mais le commissaire de police peut avoir aussi à surveiller l'application, par les hôteliers et tenanciers de garnis, des prescriptions édictées par des arrêtés municipaux. Ces arrêtés peuvent concerner la tenue du livre prévu par le code pénal, art. 475 § 2, le mode de surveillance de ce livre, la réception des filles de débauche..., etc ..

A Paris, c'est une ordonnance du 19 octobre 1908 qui contient la réglementation fondamentale des garnis.



Cette ordonnance considère comme logeurs ceux qui donnent en location en garni, tout ou partie d'une maison, dans les conditions en usage pour la location en garni ou suivant le droit commun. Elle leur impose l'obligation d'une déclaration préalable à la Préfecture de police, accompagnée de l'acte de naissance du déclarant et d'un état indiquant le nombre des chambres à louer, leurs dimensions et le nombre de lits qu'elles contiennent.

Tout logeur doit donc être muni d'un récépissé de déclaration, visé et enregistré par le commissaire de police de son quartier, qu'il doit représenter à toute réquisition, ainsi que son livre de police coté et paraphé par le commissaire de police.

Cependant, certains logeurs spécialement autorisés par le Préfet, peuvent avoir un livre à souche, dont ils sont tenus d'envoyer les fiches mobiles à la Préfecture, le jour même de l'inscription d'entrée des locataires (O. P. 6 avril 1914).

Les hôteliers ne peuvent admettre dans les chambrées, c'est-à-dire dans les pièces destinées à recevoir plus de quatre locataires, des personnes de sexes différents.

Il leur est interdit de recevoir, habituellement, des filles de débauche ou des individus de mœurs spéciales, qui viendraient chez eux, se livrer à la prostitution.

Les portes des hôtels, par dérogation aux ordonnances des 4 novembre 1778 et 20 décembre 1856, peuvent demeurer ouvertes jusqu'à minuit ou une heure du matin, avec l'autorisation du Préfet, et à la condition qu'un veilleur de nuit garde les portes, et entretienne un éclairage suffisant.

Des circulaires préfectorales du 5 décembre 1826 et du 25 janvier 1844 recommandent aux commissaires de police, de visiter fréquemment les garnis et de s'assurer que les règlements y sont bien observés. Une circulaire du 10 mars 1885 prescrit des descentes à l'improviste, dans le but d'examiner la situation des locataires à l'égard de la justice, d'arrêter les gens sans aveu, les prostituées en flagrant délit ou « désignées à la sévérité du commissaire de police, par leur attitude ou les renseignements dont elles ont pu faire l'objet ». (1)

**BAINS PUBLICS.** — Des arrêtés municipaux peuvent réglementer les bains publics, tant dans l'intérêt de l'ordre public, que dans celui de la sécurité des personnes qui les fréquentent. Le maire peut réglementer les bains en rivières, fixer les endroits où il est permis de se baigner,

---

(1) Circulaire du 10 mars 1885 : « ... Ces visites ont pour but d'intimider la population sans aveu qui habite les garnis et d'y saisir les individus suspects et notamment les prostituées en contravention... »

ceux qui sont affectés aux hommes et ceux qui sont réservés aux femmes, exiger que les baigneurs soient vêtus d'un caleçon ou aient une mise convenable pour circuler en barque, etc...

Dans le ressort de la Préfecture de police, les bains sont réglementés par une ordonnance de police du 30 avril 1895, dont les principales prescriptions sont les suivantes :

*Bains froids.* — Les bains froids ne peuvent s'installer en rivière, qu'après le 20 avril de chaque année, et doivent quitter leurs emplacements pour le 10 octobre. A moins d'autorisation spéciale, ils sont disposés de telle façon, que les baigneurs puissent prendre pied dans une certaine partie de leur étendue, indiquée par un écriteau ou par une corde. Aucune communication ne doit exister entre le bassin de l'établissement et le lit de la rivière à l'extérieur ; à cet effet, le périmètre du bain doit être garni, ou de herbes à charpentes à claire-voie, dont les pièces ne sont pas écartées l'une de l'autre de plus de 15 centimètres, ou d'un filet métallique résistant, dont les mailles ont au plus 15 centimètres de côté. L'établissement doit être couvert, afin que d'aucun endroit, la vue ne puisse plonger dans l'intérieur ; les cabines doivent pouvoir s'ouvrir facilement de l'intérieur ; une surveillance doit être assurée par un nombre suffisant de maîtres-nageurs.

Le permissionnaire doit empêcher tout ce qui serait contraire au bon ordre et à la décence, et notamment, que les baigneurs se tiennent hors des cabines, sans être couverts d'un caleçon ou costume ; qu'ils se livrent à des jeux pouvant gêner d'autres baigneurs ; qu'ils introduisent des chiens dans l'établissement.

Une affiche doit indiquer le sexe admis et le prix d'entrée.

*Bains chauds.* — Les bains chauds doivent avoir un côté réservé aux hommes et un côté réservé aux femmes. Les cabines doivent pouvoir s'ouvrir facilement de l'intérieur, et être munies d'une sonnette ou autre moyen d'appel.

*Baignades.* — Quant aux baignades en rivière, elles sont autorisées, chaque année, par une ordonnance spéciale fixant les points où elles sont admises.

#### **4<sup>o</sup> Mode de transport des personnes décédées.**

##### **Inhumations. Exhumations.**

##### **Police des cimetières.**

L'art. 97, § 4 de la loi de 1884, comprend dans la police municipale, « le mode de transport de personnes décédées, les inhumations et exhumations, le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières,

sans qu'il soit permis d'établir de distinctions ou de prescriptions particulières, à raison des croyances ou du culte du défunt, ou des circonstances qui ont accompagné sa mort ».

D'autre part, l'art. 93 de la même loi prescrit : « le maire ou à son défaut le sous-préfet, pourvoit d'urgence, à ce que toute personne décédée soit ensevelie et inhumée déceimment, sans distinction de culte ni de croyance ».

C'est au commissaire de police à prévenir le maire, lorsque le défunt n'a laissé aucune famille, susceptible de s'occuper de ses obsèques.

Enfin, il appartient au maire de prendre des arrêtés pour réglementer les convois, les pompes funèbres, les manifestations extérieures du culte, ainsi que nous l'avons déjà examiné.

Dans le département de la Seine, le Préfet de la Seine est chargé des pompes funèbres, des convois, des opérations qui ne sont pas réservées au Préfet de police. Les commissaires de police n'ont à connaître que de ces dernières.

L'article 23 de l'arrêté du 12 messidor an VIII, donne au Préfet de police, le droit de faire observer les règlements de police sur les inhumations, et le décret du 15 avril 1919 lui donne qualité pour autoriser, à Paris et dans le ressort de la Préfecture de police : les inhumations, exhumations ou réinhumations dans les cimetières ; les opérations tendant à la conservation des cadavres, par embaumement ou par tout autre moyen ; les moulages de corps ; l'autopsie des cadavres ; les incinérations.

Une ordonnance du 15 décembre 1916 réglemente les opérations consécutives aux décès, que les commissaires de police sont chargés de surveiller :

*Dispositions Générales.* — L'art. 2 de l'ordonnance énumère les opérations auxquelles il est interdit de procéder, dans tout le ressort de la Préfecture de police, sans l'autorisation du Préfet de police :

- 1° Inhumation d'un corps venant d'un département ou de l'étranger ;
- 2° Transport d'un corps de Paris ou d'une commune du ressort, dans un département ou à l'étranger ;
- 3° Transport d'un corps de Paris ou d'une commune du ressort, dans le cimetière d'une autre commune du ressort ;
- 4° Exhumation ou réinhumation d'un ou de plusieurs corps, dans l'un des cimetières de Paris ou des communes du ressort ;
- 5° Dépôt provisoire d'un corps dans un dépôt municipal de la ville de Paris, un édifice cultuel ou un domicile particulier ;
- 6° Inhumation d'un corps dans une propriété particulière.

La demande devra être faite par écrit, par le plus proche parent, la

signature sera légalisée par le maire ou le commissaire de police. Elle devra être accompagnée, selon le cas : 1° d'un certificat constatant que les formalités de l'état-civil ont été remplies, et indiquant la cause du décès et les jour et heure de la mise en bière, dans les cas prévus par l'art. 2, § 2, 3 et 5, lorsque le décès se sera produit dans le ressort de la Préfecture ; 2° d'un titre ou certificat établissant l'existence de la concession où le corps sera inhumé, dans les cas prévus par l'art. 2, § 1, 3 et 4.

La demande indiquera le mode de transport du corps de la personne décédée (voie ferrée, automobile, etc.,) dans le cas prévu par l'art. 2, § 2.

Les autorisations fixeront les conditions de salubrité et de bon ordre qui pourront être imposées aux familles, pour chacune des opérations auxquelles elles voudront faire procéder.

*Transports de corps.* — Le cercueil doit être en chêne, de 27 millimètres d'épaisseur, avec frettes en fer et garniture étanche :

Lorsque le corps doit être transporté hors du ressort de la Préfecture ou lorsqu'il doit être déposé pendant une durée n'excédant pas 48 heures, soit à domicile, soit dans un édifice cultuel, soit dans un dépositaire ou un caveau provisoire, à la condition que le décès ne soit pas dû à l'une des maladies transmissibles prévues par l'ordonnance.

Il doit être fait usage d'un cercueil hermétique, en plomb, zinc, ciment armé, enfermé dans une bière en chêne ou autre bois d'égale solidité et contenant un mélange désinfectant :

1° Lorsque, en cas de transport du corps en dehors du ressort de la Préfecture de police, le délai compris entre le moment de la mise en bière ou de l'exhumation et celui de l'inhumation ou de la réinhumation, doit dépasser 48 heures ;

2° Lorsque le corps est gardé en dépôt pendant plus de 48 heures, soit à domicile, soit dans un édifice cultuel, soit dans un dépositaire ou dans un caveau provisoire ;

3° Lorsque le trajet à parcourir, par toute autre voie que la voie ferrée, est supérieur à 200 kilomètres ;

4° Lorsque le corps étant transporté par voie ferrée, il doit s'écouler plus de 48 heures entre la mise en bière et l'inhumation ;

5° Lorsqu'il y a lieu de transporter hors du ressort, ou de garder en dépôt, pour quelque durée que ce soit, le corps d'une personne décédée des suites d'une des maladies contagieuses prévues en l'ordonnance ou de toute autre maladie soumise à la déclaration obligatoire ;

6° Dans tout cas exceptionnel, où, par décision préfectorale, le cercueil hermétique aura été reconnu nécessaire.



*Exhumations.* — Les exhumations ne peuvent être autorisées qu'après le délai d'un an de la date du décès et, si la mort a été provoquée par le charbon, le choléra, la lèpre, la peste ou la variole, dans le délai de trois ans, à partir de la même date.

Si au moment de l'exhumation, le cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne doit pas être ouvert. S'il est trouvé détérioré, les restes du corps seront enlevés et déposés dans un cercueil étanche, tandis que les débris du cercueil primitif seront enlevés de la fosse, rassemblés et brûlés.

*Embaumements.* — Toute demande doit être accompagnée d'un certificat du médecin traitant, affirmant que la mort est due à une cause naturelle et d'une déclaration indiquant le mode et les substances que l'on se propose d'employer, ainsi que le lieu et l'heure de l'opération.

Conformément à l'article 11 du décret du 14 septembre 1916, l'emploi de l'arsenic est interdit dans les opérations d'embaumement.

Le commissaire de police assiste à l'embaumement et, conformément aux circulaires préfectorales des 19 juin 1847 et 21 novembre 1849, prélève deux échantillons de 125 grammes du liquide employé qu'il place sous scellés ; il remet l'un d'eux à l'opérateur et fait parvenir l'autre à la Préfecture de police, en même temps que le procès-verbal des opérations.

*Transport des corps incinérés.* — Les cendres des corps incinérés ne peuvent être transportés hors de l'enceinte du cimetière où a eu lieu l'incinération. L'urne en terre réfractaire qui les renferme, doit être protégée par une enveloppe en chêne ou en métal.

*Moulages et autopsies.* — Il est interdit d'y procéder avant qu'il se soit écoulé un délai de 24 heures, depuis la déclaration du décès à la mairie, et sans qu'il ait été adressé un avis préalable au commissaire de police, à Paris, et au maire, dans les communes du ressort. Cet avis indique que l'opération est autorisée par la famille et fait connaître l'heure du décès ainsi que le lieu et l'heure de l'opération, à laquelle le commissaire de police doit assister et dont il doit dresser procès-verbal.

S'il y a lieu de procéder au moulage ou à l'autopsie, avant le délai ci-dessus indiqué, une demande d'autorisation sera adressée au Préfet, accompagnée d'un certificat du maire, établissant l'accomplissement des formalités d'état-civil et d'un certificat de médecin, constatant que des signes de décomposition rendent l'opération nécessaire avant les délais prescrits ; ce certificat sera visé par le commissaire de police qui y consignera en outre, son avis, tant sur l'opération en elle-même que sur les mesures qu'elle lui paraîtra devoir nécessiter. Le commissaire

de police sera avisé de la décision prise ; il assistera à l'opération si l'autorisation a été accordée et en dressera un procès-verbal.

*Surveillance des opérations consécutives aux décès.* — Un arrêté du 20 juillet 1905, confirmé par l'ordonnance de 1916 et une circulaire du 25 juillet 1905, prescrit aux commissaires de police d'assister à toutes les opérations consécutives aux décès, pour « assurer les mesures de police prévues par les lois et règlements », et dresser des procès-verbaux des opérations.

*Police des cimetières.* — Elle est assurée, à Paris, par le Préfet de la Seine, sous les ordres duquel sont placés les conservateurs des cimetières et leur personnel, ainsi que les gardes.

Les cimetières parisiens sont soumis au règlement du Préfet de la Seine, du 14 septembre 1850.

Les abords des cimetières sont soumis à la réglementation du Préfet de police. C'est ainsi qu'une ordonnance du 30 juillet 1907 défend aux marbriers, agents de funérailles, règleurs, de faire leurs offres de services aux familles sur la voie publique, ainsi d'ailleurs, que dans les hospices, hôpitaux, mairies et autres lieux publics. C'est ainsi encore que d'autres ordonnances fixent les lieux de stationnement des voitures aux abords de chacun des cimetières parisiens., etc.

### **5<sup>e</sup> Inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids et à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente**

L'art. 97, § 5 de la loi du 5 avril 1884 reproduit textuellement l'art. 3, § 4, titre 11 de la loi des 16-24 août 1790. Il permet au maire de prendre des arrêtés, pour assurer la fidélité des transactions et la salubrité des comestibles.

**FIDÉLITÉ DU DÉBIT DES DENRÉES.** — L'autorité municipale peut assurer la fidélité des transactions sur les denrées, par des mesures de police et de surveillance et par des dispositions spéciales relatives à certaines industries. Enfin, par l'établissement de bureaux de poids publics ou la création d'intermédiaires présentant des garanties spéciales, tels que les mandataires aux halles, par exemple.

*Mesures de police.* — Les arrêtés municipaux destinés à assurer la fidélité des denrées qui se vendent au poids et à la mesure, doivent être combinés avec la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes, et falsifications, la loi du 16 avril 1897 sur la répression des fraudes dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, et la

loi du 4 février 1888 concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais.

C'est ainsi que des arrêtés peuvent interdire la vente des liquides en bouteilles et en fûtailles, sans que la vérification de la contenance ait été faite, défendre aux débitants d'avoir chez eux des bouteilles n'ayant pas la capacité d'un litre ou d'un demi-litre, prescrire que tous les sacs déposés au marché contiendront un hectolitre ou un de ses sous-multiples, que les paquets de chandelles porteront l'indication du poids net des chandelles qu'ils contiennent, que les mottes de beurre auront un poids déterminé, etc...

Le commissaire de police doit surveiller l'exécution des prescriptions du maire, conformément d'ailleurs à l'ordonnance du 17 avril 1839, art. 28 à 31.

*Bureau de poids publics.* — Ils ont été créés par l'arrêté du 7 brumaire an IX et la loi du 29 floréal an X pour les communes où la nécessité s'en fait sentir.

L'article 4 de l'arrêté de l'an IX dispose : « Aucune autre personne que les dits employés ou préposés, ne pourra exercer dans l'enceinte des marchés, halles et ports, la profession de peseur, mesureur et jaugeur, à peine de confiscation des instruments destinés au mesurage ». Cette disposition ne porte atteinte en rien au droit de tout commerçant de peser ses propres marchandises ; mais, en cas de contestation, le ministère des préposés du poids public devient obligatoire, par application de la loi du 29 floréal an X, ainsi que dans les cas prévus par les arrêtés municipaux.

Dans les villes où de tels arrêtés ont établi et réglementé les bureaux de poids publics, le commissaire de police doit rechercher et relever les infractions qui pourraient s'y commettre et poursuivre les contrevenants en vertu de l'art. 471, § 15, du code pénal. Cependant, dans certaines villes, sont encore applicables des décrets spéciaux ayant force de loi, réglementant le fonctionnement des bureaux de poids publics ; c'est ainsi qu'un décret du 26 décembre 1813 étend l'obligation du recours aux préposés pour toutes les ventes, dans la ville de Toulouse. Les infractions à ce décret doivent être portées par le commissaire de police, non devant le juge de police, mais devant le tribunal correctionnel, conformément aux articles 11 et 22 du décret.

*Intermédiaires spéciaux.* — L'autorité municipale a le droit de créer des agents spéciaux, pour servir d'intermédiaires entre les vendeurs et les acheteurs, et de réglementer les conditions dans lesquelles ils doivent intervenir.

A Paris, ne peuvent opérer des ventes en gros aux halles centrales,

que les mandataires chargés de vendre les marchandises qui leur sont envoyées directement par les producteurs. Ils sont régis par la loi du 22 juin 1896 et le décret du 23 avril 1897 et soumis à la surveillance du commissaire spécial des halles.

*Salubrité des comestibles.* — Les arrêtés municipaux peuvent compléter les dispositions législatives. C'est ainsi que la loi de 1905 ne punit, soit l'exposition, la mise en vente et la vente, soit la détention sans motifs légitimes, dans certains locaux qu'elle détermine, de denrées alimentaires et boissons falsifiées, corrompues ou toxiques, que si le prévenu connaissait cet état. Un arrêté municipal peut atteindre le vendeur, même s'il n'a pas connaissance de l'état de corruption des denrées ou boissons.

Le maire peut aussi interdire l'exposition ou la mise en vente, sur les marchés publics, des fruits non encore arrivés à maturité, défendre aux meuniers et aux boulangers de moudre et d'acheter des blés altérés, prohiber l'emploi de certaines substances pour colorer les bonbons, interdire la vente de toute substance alimentaire contenant une quantité quelconque d'acide salicylique ou de ses dérivés, ou la vente d'aliments contenant du formalin.

Le maire peut encore imposer aux commerçants certaines précautions, pour empêcher que leurs denrées ne deviennent malsaines, par exemple : de tenir leurs marchandises éloignées de celles qui pourraient leur communiquer un mauvais goût, une mauvaise odeur ou les rendre nuisibles, défendre de conserver du vinaigre ou des matières alimentaires salées ou vinaigrées, dans des vases de terre, vernis à l'aide d'oxyde de plomb fondu ou incomplètement vitrifié ; d'employer des feuilles d'étain plombifère pour envelopper les substances alimentaires, etc...

Le maire peut enfin prendre des arrêtés en conformité des avis du comité consultatif d'hygiène publique. Ainsi ont été interdits : la fabrication et la mise en vente des vases et ustensiles de ménage destinés à être en contact avec des substances alimentaires et dans la composition desquels entre une proportion totale, soit de plus de 10 0/0 de plomb, soit de plus d'un dix millième d'arsenic ; la fabrication et la mise en vente des boîtes de conserves alimentaires, dont le sertissage comporte l'emploi de substances plombifères ; la fabrication et la mise en vente des ustensiles culinaires en tôle plombée, désignée sous le nom de fer-blanc terne.

Le commissaire de police, au cours de ses surveillances et vérifications pour l'application de ces arrêtés municipaux, doit dresser procès-verbal lorsqu'il découvre des infractions, mais encore, il doit saisir et



détruire, non seulement les comestibles gâtés ou corrompus, par application de la loi de 1905, mais encore ceux dont la vente serait interdite par arrêté municipal, par application de l'art. 477, n° 4.

Dans le ressort de la Préfecture de police, différentes ordonnances prescrivent des mesures pour assurer la salubrité des comestibles et des denrées ; citons :

L'ordonnance du 17 août 1917 qui défend de transporter, dans les voitures de livraison du lait servant à l'alimentation, soit des récipients contenant de l'eau, soit du lait non alimentaire : lait écrémé., etc.

L'ordonnance du 31 juillet 1907 qui n'admet, pour la fabrication des glaces artificielles, que l'eau servant à l'alimentation publique ;

L'ordonnance du 23 mai 1908 qui prescrit aux marchands de nettoyer les huîtres en brossant et en essuyant les coquilles, pour enlever la boue, les végétaux et les mollusques qui peuvent y adhérer et leur défend d'ouvrir les huîtres avec des instruments malpropres ou de les laver quand elles sont ouvertes ;

L'ordonnance du 22 décembre 1885 qui réglemente les appareils à pression pour tirer la bière et interdit l'emploi des tuyaux de plomb ;

L'ordonnance du 27 décembre 1904, qui défend de jeter des dragées ou des bonbons ; celle du 31 décembre 1890 qui énumère les substances dont l'emploi est seul autorisé pour la coloration des dragées, des bonbons et du papier d'emballage ; celle du 31 décembre 1890 qui interdit toute addition d'acide salicylique pour reverdir les légumes conservés, et réglemente l'étamage et le rétamage des vases ou ustensiles devant contenir des aliments ; celle du 8 mars 1896 qui limite l'emploi de l'arsenic et du plomb dans la composition des récipients destinés aux substances alimentaires ; celle du 31 octobre 1908 qui interdit aux fabricants de boîtes de conserves alimentaires, de se servir d'autre fer-blanc que celui étamé à l'étain fin, d'employer des substances plombifères pour souder, et de recouvrir l'extérieur des boîtes, de vernis à base de plomb ; enfin l'ordonnance du 24 juillet 1907 qui prescrit l'emploi de papier propre, blanc ou paille, pour envelopper la viande, le poisson, la pâtisserie et toutes substances humides, et n'admet le papier imprimé que pour envelopper les légumes secs.

D'autre part, une ordonnance du 10 décembre 1915 défend de vendre ou de colporter des champignons sur la voie publique, et n'en permet la vente qu'après examen par le service d'inspection compétent.

A Paris, le Service de la répression des fraudes et de l'inspection des poids et mesures, dépendant de la Direction de la police judiciaire, est spécialement chargé de l'inspection sur la fidélité du débit des denrées

qui se vendent au poids et à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vente.

Aux Halles centrales, un commissaire spécial a pour mission d'assurer, dans les pavillons et sur le carreau forain, la loyauté des transactions, la salubrité des denrées mises en vente, la fidélité du débit, le maintien du bon ordre et la liberté de la circulation dans les halles. (Arrêté du 18 novembre 1896). Un arrêté du 12 février 1914 a étendu sa compétence sur tous les marchés de gros, demi-gros et de détail, et lui a donné le titre de « Chef du service actif des halles, marchés et abattoirs de Paris ».

Un service vétérinaire sanitaire s'occupe en outre, de la salubrité des viandes, de la surveillance des abattoirs..., etc.

Enfin, le laboratoire municipal procède à l'analyse des substances, denrées ou liquides prélevés par les services de surveillance, ainsi qu'à l'analyse des échantillons déposés par le public.

#### DISPOSITIONS SPÉCIALES A CERTAINES INDUSTRIES

*Police de la boulangerie.*— Le commerce de la boulangerie a été rendu complètement libre par le décret du 22 juin 1863, qui a supprimé certaines prescriptions gouvernementales, l'astreignant à l'autorisation municipale dans certaines villes. Cependant, les maires ont gardé le droit d'obliger les boulangers, à faire une déclaration préalable et à tenir leurs boutiques convenablement garnies de pains taxés et d'en débiter, par morceaux, quelque faible quantité qui leur soit demandée. Ils peuvent aussi interdire la mise en vente de pains qui ne seraient pas entièrement cuits ou du pain de mauvaise qualité. D'autre part, dans l'intérêt de la fidélité du débit, le maire peut exiger que les pains aient un poids déterminé, que leur forme soit indicative de leur poids, ou encore, que le pain soit vendu au poids et pesé devant l'acheteur.

A Paris, le Préfet de la Seine a dans ses attributions, la boulangerie et ses approvisionnements, depuis le décret du 10 octobre 1859 ; toute boulangerie doit, avant son ouverture, être déclarée au Préfet de la Seine (qui en fait part au Préfet de police), conformément à l'arrêté du Préfet de la Seine, du 31 août 1863.

L'ordonnance du 14 novembre 1867 prescrit aux boulangers de vendre leur pain au poids, que les pains soient entiers ou coupés. Le pain doit être pesé à la livraison, sans qu'il soit besoin de réquisition de la part du client.

Les boulangers doivent toujours avoir des balances sur leurs comptoirs et les porteurs doivent en être munies, afin que l'exactitude de la pesée puisse être vérifiée à toute réquisition.

*Police de la boucherie.* — Les arrêtés municipaux peuvent astreindre les bouchers à faire une déclaration préalable avant leur installation, à être constamment approvisionnés de viande en qualités et quantités suffisantes pour satisfaire aux besoins journaliers de la consommation, etc...

Dans l'intérêt de la salubrité des marchandises, le maire peut prescrire que les viandes ne pourront être enlevées de l'abattoir, qu'après avoir été examinées et reconnues saines par le vétérinaire municipal, que des viandes ne pourront entrer dans la commune qu'avec un certificat sanitaire ou qu'elles devront, avant toute livraison, être examinées par le vétérinaire municipal. Le maire peut aussi réglementer les étaux, fixer leurs dimensions, prescrire des mesures destinées à éloigner toute cause d'insalubrité. Il peut encore interdire le colportage de la viande et sa vente, ailleurs que dans les boutiques.

*Abattoirs.* — C'est au maire qu'il appartient de prendre toutes les mesures propres à assurer la propreté et la salubrité des abattoirs, d'organiser le service d'enlèvement des détritits, de réglementer les transports de viandes dans des voitures spéciales..., etc.

A Paris, toute personne voulant exercer la profession de boucher, est tenue d'en faire la déclaration préalable à la Préfecture de la Seine, conformément au décret du 24 février 1858 et à l'arrêté du Préfet de la Seine, du 20 avril 1887. L'autorisation ne peut être accordée que si l'étal a au moins 3 m. 50 de longueur, 4 mètres de profondeur et 2 m. 80 de hauteur, s'il est fermé dans toute sa hauteur par une grille en fer, s'il ne sert pas de chambre à coucher, s'il n'a pas de soupente, s'il ne renferme ni âtre, ni cheminée, ni fourneau, ni pierre d'extraction de fosses d'aisances, ni tuyau aboutissant à ces fosses, etc...

Le même arrêté du préfet de la Seine soumet les charcutiers à la même autorisation, sous certaines conditions relatives aux locaux.

La vente au détail de la viande est réglementée par une ordonnance du 6 juin 1918. Elle doit être faite obligatoirement au poids net, soit avec les os du morceau, soit désossée, parée ou non parée. Les prix doivent être affichés par qualités, et un bulletin indicatif du poids et du prix doit être remis aux clients, sur leur demande, et doit être obligatoirement joint à la viande livrée à domicile.

*TAXE DES DENRÉES.* — Le pain et la viande peuvent être taxés par le maire en vertu de l'art. 97, § 5 de la loi du 5 avril 1884, de l'article 30, titre I, de la loi du 19 juillet 1791 qui porte, que « la taxe des subsistances ne pourra, provisoirement, avoir lieu dans aucune ville ou commune du royaume que sur le pain et la viande de boucherie, et de l'article 479, § 6, du code pénal, qui punit les boulangers et

bouchers ayant vendu le pain ou la viande au-delà du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée.

La taxe du pain ne vise le plus souvent, que le pain blanc ou de première qualité, et le pain bis ou de seconde qualité, à l'exclusion des pains de luxe ou de fantaisie. Elle est édictée pour 8 ou pour 15 jours.

La taxe de la viande fixe le prix, soit au kilo, soit d'après la nature ou la qualité de la viande ; elle est établie temporairement et pour un temps plus ou moins long.

Le commissaire de police, qui relève des contraventions aux arrêtés municipaux fixant la taxe du pain ou de la viande, vise dans ses procès-verbaux l'application de l'article 479, § 6, du code pénal qui prévoit une amende de 11 à 15 francs et un emprisonnement, facultatif pour le juge, de cinq jours au plus.

A Paris, c'est le Préfet de la Seine qui est compétent pour établir la taxe du pain et le Préfet de police pour la faire appliquer. (1)

Depuis l'arrêté préfectoral du 31 août 1863, il n'était plus établi de taxe officielle du pain ; par un arrêté en date du 12 mai 1922, le Préfet de la Seine a taxé le pain à un franc le kilo, à dater du 15 mai et jusqu'à nouvel avis. Cet arrêté a été aussitôt notifié au Préfet de police, qui l'a porté à la connaissance des commissaires de police de la ville de Paris, en leur donnant des instructions en vue de la surveillance de son application.

#### **6° Mesures de précaution contre les accidents et les fléaux calamiteux (Incendies, inondations, maladies épidémiques, épizooties)**

L'art. 97, § 6, de la loi du 5 avril 1884, confie au maire « le soin de prévenir par des précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que : incendies, inondations, maladies épidémiques ou contagieuses, épizooties, en provoquant, s'il y a lieu, l'intervention de l'administration supérieure ».

#### **INCENDIES**

*Mesures préventives.* — Le maire est donc qualifié pour prendre toutes mesures nécessaires pour prévenir les incendies.

Des arrêtés municipaux peuvent en conséquence, réglementer, à cet

---

(1) Déjà au moyen-âge, le pain était taxé ; la taxe portait non sur le prix qui demeurerait fixe, mais sur le poids. En 1372 on décidait, par exemple, que le pain dit « de Chailly » (1<sup>re</sup> qualité), valant un denier, pèserait, tout cuit, neuf onces un quart ; le pain bourgeois (2<sup>e</sup> qualité), douze onces et le pain de brodes ou pain bis, vingt-quatre onces.



égard, la construction des maisons. Ainsi le maire peut interdire les toitures en matières inflammables : chaume, paille, etc..., et défendre la réparation de celles qui existent au moment de son arrêté. Il peut régler aussi la construction des murs, exiger qu'ils soient faits en maçonnerie ou en pierre, à l'exclusion de tous matériaux combustibles. La construction des fours et cheminées peut faire l'objet d'une réglementation municipale, fixant, par exemple, les dimensions des cheminées, la hauteur des tuyaux de poêle sortant, non seulement sur la voie publique, mais dans les cours. Pour leur entretien, le maire peut prendre des dispositions complétant celles que prévoit l'art. 471, § 1, du code pénal, qui punit d'amende, depuis un franc jusqu'à cinq francs, « ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usine où l'on fait usage de feu (1).

D'autre part, le maire peut défendre d'allumer des feux de bois ou de paille, tant sur la voie publique que dans les cours des maisons, d'allumer du feu dans les champs, à une certaine distance des bâtiments et dépôts de matières inflammables. Il peut fixer la distance à laquelle devront être éloignés des maisons, les meules de foin ou autres matières inflammables, les dépôts de bois, réglementer les dépôts de pétrole, d'essence... etc.

Le maire peut encore interdire le tir de pièces d'artifices, tant sur la voie publique que dans les lieux publics ou privés.

Enfin, il peut prendre des mesures spéciales à l'égard de certains établissements, les théâtres par exemple, ou à l'occasion de certains rassemblements ; fêtes foraines... etc.

*Mesures préventives générales dans le ressort de la Préfecture de police.*  
— L'ordonnance du Préfet de police du 27 mars 1906, modifiée par celle du 26 juillet 1917, contient les prescriptions générales en vue d'éviter les incendies ; les principales sont les suivantes :

*Foyers.* — Les cheminées ou appareils de chauffage fixes ou mobiles, et tous les foyers quelconques, industriels ou autres, ainsi que leurs conduits de fumée, doivent être établis de manière à éviter les dangers de feu et à pouvoir être visités, nettoyés facilement et entretenus en bon état.

Il est interdit d'adosser des foyers quelconques, fixes ou mobiles, cheminées, poêles, fourneaux, ainsi que des fours ou autres foyers industriels, à des pans de bois ou à des cloisons contenant du bois.

Les appareils de chauffage doivent être isolés des ouvrages de char-

---

(1) L'art. 458 du code pénal punit d'une amende de 50 à 500 francs ceux dont la négligence, dans la réparation ou le nettoyage, aura causé l'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui.

pente ou de menuiserie et établis sur des trémies en matériaux incombustibles, ou montés sur pieds reposant sur une plateforme, en matériaux incombustibles.

*Conduits de fumée.* — Tout conduit de fumée ne doit desservir qu'un seul foyer, s'élever dans toute la hauteur du bâtiment, et ne jamais dévier de la verticale de plus de trente degrés. Il est formellement interdit de pratiquer des ouvertures dans un conduit de fumée traversant un étage, pour y faire arriver de la fumée, des vapeurs ou des gaz, ou même de l'air. Les épaisseurs des parois des conduits doivent être suffisantes, leur section égale et régulière d'un bout à l'autre, leur surface intérieure suffisamment éloignée des bois de charpente ou de menuiserie ; leur construction en briques, ou briquettes ou en terre cuite, de très bonne qualité.

L'ordonnance règle, au point de vue technique, l'établissement des conduits de fumée desservant des foyers ordinaires et traversant des locaux habités ou adossés à des habitations, ceux qui sont compris dans des murs mitoyens ou dans des murs de refend, ou qui, placés à l'intérieur des habitations, desservent des foyers industriels.

*Entretien des conduits.* — Les conduits doivent être entretenus en bon état et réparés immédiatement dès qu'ils sont brisés ou crevassés. Ils devront être visités et ramonés, réparés ou refaits après les feux de cheminées.

Il est enjoint aux propriétaires et locataires de faire nettoyer ou ramoner les cheminées et tous foyers quelconques, ainsi que leurs conduits de fumée, assez fréquemment, pour prévenir les dangers du feu. A l'entrée en jouissance de chaque nouveau locataire, les propriétaires sont tenus de s'assurer que les cheminées et tous foyers quelconques, ainsi que leurs conduits de fumée, sont en bon état de propreté, et au besoin, de pourvoir à leur ramonage. Dans les garnis, le ramonage incombe aux logeurs. Les foyers ordinaires et leurs conduits de fumée doivent être nettoyés et ramonés deux fois au moins pendant l'hiver. Les grands fourneaux de restaurateurs, charcutiers et rôtisseurs, les fours de boulangers, pâtisseries, etc., ainsi que leurs conduits de fumée, doivent être nettoyés et ramonés tous les mois au moins.

Il est défendu de faire usage du feu ou d'explosifs pour nettoyer les cheminées, les poeles, les conduits de fumée, quels qu'ils soient.

*Couvertures.* — Aucune couverture en chaume, jonc ou autre matière inflammable, ne peut être établie sans autorisation.

## ***Théâtres***

*Mesures préventives dans les théâtres.* — Elles sont prévues par l'ordonnance du Préfet de police du 10 août 1908, que nous allons examiner :

*Autorisation ou déclaration.* — Toute personne, qui voudra construire ou exploiter un établissement où seront donnés des spectacles, représentations théâtrales, concerts, exhibitions, bals, divertissements quelconques comportant l'admission du public, devra adresser une demande à la Préfecture de police.

Exception est faite pour les théâtres, dont, aux termes du décret du 6 janvier 1864 art. 1<sup>er</sup>, la construction et l'exploitation doivent faire l'objet d'une déclaration au Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts et à la Préfecture de police.

A la demande ou à la déclaration, devront être joints des plans détaillés, des coupes et élévations, à l'échelle de deux centimètres pour un mètre. La Préfecture de police notifiera aux intéressés, l'acceptation ou le refus des plans, ou s'il y a lieu, indiquera les modifications à y apporter.

Avant toute autorisation d'ouverture d'un établissement au public, il sera procédé à une visite de réception par la Préfecture de police, qui s'assurera de la concordance des plans et de l'exécution, et prescrira les modifications de détail reconnues nécessaires.

*Division des établissements.* — Les établissements sont divisés en trois catégories, suivant les dangers que peuvent présenter les installations et aménagements de la scène. Sont de la 1<sup>re</sup> catégorie, les établissements ayant une scène machinée avec dessus et dessous. Sont de la 2<sup>e</sup> catégorie : les établissements ayant une scène non machinée sans dessus ni dessous. Cette catégorie comprend les cirques, les hippodromes, les vélodromes et les autres établissements analogues qui n'ont pas de scène, mais une piste pouvant recevoir des décors, des praticables et des accessoires de scène. Sont de la 3<sup>e</sup> catégorie : les établissements n'ayant pas de scène, mais pouvant comporter une simple estrade fixe ou mobile.

*Construction et aménagement général.* — Tous les établissements de la 1<sup>re</sup> catégorie, et ceux des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories pouvant contenir au moins 500 personnes, devront avoir, à chaque étage, sur une ou plusieurs rues, une façade d'au moins 6 mètres de largeur. La largeur des façades sera augmentée d'un mètre par 100 personnes en plus des 500 premières.

Lorsque le nombre des spectateurs dépassera 1.500, sans être supérieur à 2.000, l'établissement devra avoir une façade sur deux rues, ou être isolé sur deux faces.

Lorsque le nombre des spectateurs dépassera 2.000, sans être supérieur à 3.500, l'établissement devra avoir une façade sur trois rues ou être isolé sur trois faces.

Lorsqu'enfin le nombre des spectateurs sera supérieur à 3.500, l'établissement devra être isolé sur toutes ses faces.

*Scène des établissements de 1<sup>re</sup> catégorie.* — Elle doit être limitée par des gros murs en maçonnerie ayant une épaisseur d'au moins 45 centimètres, et construite suivant des prescriptions techniques, dont il n'est pas de la compétence du commissaire de police d'assurer l'exécution.

Les portes de communication entre la scène et la salle ou ses dépendances, doivent être maintenues fermées à clé pendant la représentation, mais s'ouvrir facilement de la scène.

L'ouverture de scène est fermée complètement par un rideau plein métallique, d'une manœuvre facile et non bruyante, pouvant être effectuée de deux endroits différents. Ce rideau doit normalement être tenu baissé et ne peut être relevé que pendant les répétitions, et en présence du public avant les représentations.

Les escaliers, échelles, ponts de service, les divers planchers, la machinerie et en général, toutes les installations stables aménagées dans la cage de scène, doivent être en matériaux incombustibles ; le parquet de la scène, peut être en bois ignifugé. Les décors, les praticables, les accessoires de scène, le rideau d'avant-scène, et en général tous les objets et installations mobiles, dans la cage de scène, doivent être ininflammables. Tous ces objets, font chaque année l'objet d'un examen par un délégué du service technique, qui y appose un cachet avec le millésime.

La cage de scène ne peut être encombrée de décors ; les praticables, les accessoires et les meubles doivent être enlevés au fur et à mesure, et déposés dans les magasins, situés en dehors de la scène et de la salle.

Les accessoires très combustibles doivent être enfermés dans une resserre spéciale, construite en matériaux incombustibles.

Enfin il est interdit de fumer dans la cage de scène.

*Scènes des établissements de 2<sup>e</sup> catégorie.* — La scène doit être limitée par des murs en matériaux incombustibles.

Toutes les installations stables, aménagées dans la cage de scène, sont également en matériaux incombustibles, seul le parquet du plancher de scène peut être en bois, seulement injecté d'une solution ignifuge.

Les décors doivent être en tôle, toile métallique, amiante ou autres substances analogues, montées sur métal.

La cage de scène ne peut être encombrée et les praticables accessoires doivent être enlevés au fur et à mesure et transportés au dehors de l'établissement.



*Scène des établissements de 3<sup>e</sup> catégorie.* — Elle ne devra être constituée que par une simple estrade, fixe ou mobile, construite en matériaux incombustibles, ou tout au moins recouverts de plâtre. Le parquet de l'estrade et les menuiseries, peuvent seuls être en bois apparent. Il ne peut être établi qu'une décoration unique, fixe et incombustible, avec accessoires ininflammables sur les estrades fixes. Quant aux estrades mobiles, elles ne peuvent recevoir aucune décoration.

*Salle (1<sup>re</sup> catégorie).* — La salle et toutes ses dépendances : vestibules, escaliers, buvette, dégagements, etc..., et en général tous les locaux accessibles ou non au public, doivent être construits en matériaux incombustibles.

Il peut y être établi des magasins de costumes, des salles pour répétitions..., etc. à la condition qu'ils n'aient aucune communication, avec la salle, ni avec la scène, et qu'on n'y puisse accéder que par les bâtiments d'administration et par des baies fermées par des portes battantes, en matériaux résistant au feu et tenues closes pendant la présence du public dans la salle.

Les tentures doivent être en tissus ininflammables, ainsi que les tapis étendus sur le sol ; elles ne peuvent être flottantes.

*Scène (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories).* — Elles doivent être construites comme celle de la 1<sup>re</sup> catégorie, et n'avoir aucune communication avec les locaux voisins.

*Bâtiments d'administration.* — Ils comprennent les loges d'artistes, les ateliers d'électriciens, de tailleurs, couturières, coiffeurs et les divers magasins nécessaires à l'exploitation. Ils doivent être construits conformément aux prescriptions applicables aux salles, et séparés de celles-ci par des murs pleins, en maçonnerie.

Des escaliers et dégagements faciles doivent être aménagés pour les artistes, qui doivent toujours pouvoir utiliser deux dégagements différents, parfaitement libres pour la circulation.

Les loges d'artistes, foyers, magasins, ateliers, doivent être décorés uniquement de peintures ou de papiers adhérents aux murs. Il est interdit d'y fumer.

Aucune fabrique ou magasin d'artifices, aucun dépôt de substances explosibles quelconques, ne peut exister dans l'établissement.

*Dégagements de la salle.* — Les escaliers et dégagements généraux doivent être disposés de manière, que les courants de public se dirigeant vers les vestibules et les sorties, ne puissent se heurter ; ils doivent rester constamment et absolument libres pour la circulation et ne peuvent être garnis que de strapontins se relevant automatiquement.

Les portes de sortie doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie, et être indiquées au public par des inscriptions bien visibles ; elles ont une largeur minimum de 0 m. 80 par 100 personnes.

Les escaliers ont une largeur de 1 m. 20 au moins, avec des paliers de 1 m. 20 de longueur, toutes les vingt marches au plus.

Dans les salles, toutes les places doivent être desservies par des chemins d'au moins un mètre de largeur, et en nombre suffisant pour assurer une prompte évacuation des spectateurs.

Les rangs de fauteuils, stalles, banquettes, sont espacés de manière à laisser un passage libre de 0 m. 45 entre les rangs de sièges. Ces sièges sont fixés sur le sol ; aucun tabouret ou siège mobile ne peut être installé dans les passages de circulation intérieure.

Enfin, en plus des issues régulières, il doit être établi des baies de secours, des escaliers, des échelles, des balcons et chemins de secours pour le public, les artistes et le personnel.

*Chauffage.* — Les établissements de 1<sup>re</sup> catégorie et ceux qui peuvent contenir plus de 500 personnes, ne peuvent être chauffés au moyen de calorifères à air chauffé directement par le feu.

Les foyers des appareils de chauffage sont placés dans des locaux construits en matériaux incombustibles ; les tuyaux de fumée, construits en briques d'au moins 10 centimètres d'épaisseur, ne peuvent traverser ni la scène, ni la salle, ni les magasins d'objets combustibles, ni les dégagements du public.

Dans les établissements pouvant recevoir plus de 250 personnes, il est interdit de placer des cheminées, des poêles, des appareils fixes ou mobiles de chauffage au feu.

*Eclairage.* — Les établissements de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> catégories ne peuvent être éclairés qu'à l'électricité. Dans les autres, il ne peut être fait usage d'huiles minérales, d'essence, d'alcool ou d'hydrocarbures.

Les installations d'éclairage électrique doivent être réceptionnées par les services techniques de la Préfecture de police et ne peuvent être modifiées sans autorisation. Les établissements de la 1<sup>re</sup> catégorie doivent recevoir le courant de deux sources distinctes, suffisantes chacune pour assurer l'éclairage nécessaire pour l'évacuation du public.

Les établissements de la 3<sup>e</sup> catégorie, et exceptionnellement ceux de la seconde, peuvent être éclairés au gaz, à la condition de satisfaire à certaines prescriptions techniques.

Dans les établissements des trois catégories, des lampes dites de secours, doivent rester allumées, depuis l'entrée du public, jusqu'à sa sortie, elles portent un signe particulier pour faciliter la surveillance.

*Secours contre l'incendie.* — Dans chaque établissement de 1<sup>re</sup> catégorie doit être installée une double canalisation d'eau en pression suffisante, pour défendre aussi bien les parties hautes que les parties basses, l'une est dite le « secours ordinaire », l'autre le « grand secours ». Ces deux canalisations doivent être indépendantes l'une de l'autre, et être alimentées par deux prises sur deux conduites de ville distinctes, présentant les meilleures garanties comme pression et comme débit ; elles possèdent une communication permettant de mettre indifféremment les deux canalisations en pression, sur l'une ou l'autre des deux prises.

La canalisation de grand secours n'est pas obligatoire dans les établissements de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie.

Enfin, des avertisseurs téléphoniques, qui doivent faire l'objet de vérifications et d'essais tous les matins (1), relient chacun des établissements de 1<sup>re</sup> catégorie, et chacun de ceux de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> catégorie contenant plus de 1.000 personnes, avec la caserne de sapeurs-pompiers la plus voisine.

Un service de surveillance permanent de jour et de nuit, est assuré dans les établissements de 1<sup>re</sup> catégorie et dans ceux des autres catégories où la nécessité en a été reconnue. Ce service est assuré suivant les consignes arrêtées par le Préfet de police, par des pompiers civils appartenant à l'établissement, et pendant les représentations par le régiment de sapeurs-pompiers, suivant l'ordonnance de police du 23 septembre 1909, qui prescrit que les sapeurs-pompiers doivent, avant le spectacle, éprouver l'avertisseur d'incendie, vérifier la pression de l'eau, essayer les robinets d'eau, baisser et monter le rideau de fer, etc... Le chef de détachement porte mention de ses constatations sur un registre spécial, visé chaque soir par le commissaire de police de service.

*Cinématographes.* — L'appareil à projections doit être placé dans une cabine construite en matériaux incombustibles, ayant une dimension minimum de 1 m. 60 × 1 m. 35, d'un accès facile et située de manière à ne pouvoir nuire à la sortie du public, dans le cas où un commencement d'incendie surviendrait à l'intérieur.

Les spectateurs ne peuvent être placés à moins de 2 mètres de cette cabine.

L'opérateur doit avoir à portée de la main, un extincteur de 5 litres et deux siphons d'eau de seltz, et à proximité, un seau plein d'eau. Il lui est défendu de fumer dans la cabine.

---

(1) O. P. 10 juillet 1898.

Enfin, des prescriptions techniques sont imposées aux cinématographes.

Signalons qu'une ordonnance préfectorale du 10 avril 1922 interdit, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1925, l'usage de films cinématographiques en celuloïd ou autres matières inflammables.

*Inspection et surveillance.* — Trois commissions sont chargées de la surveillance des établissements : 1<sup>o</sup> La commission supérieure des théâtres étudie les questions relatives aux théâtres, concerts ou établissements analogues, qui lui sont soumises par le Préfet de police ; 2<sup>o</sup> La commission technique spéciale dont les membres sont nommés par le Préfet, après avis de la commission supérieure, et qui a pour mission d'étudier les questions d'éclairage et d'examiner si les prescriptions préfectorales sont observées. Enfin, une sous commission composée d'un architecte de la Préfecture de police, d'un officier du régiment de sapeurs-pompiers, du commissaire d'arrondissement, du commissaire de police du quartier, visite fréquemment, et aux jours fixés par le Préfet, chaque établissement afin :

1<sup>o</sup> de vérifier si les prescriptions préfectorales sont observées, et notamment si tous les appareils de secours contre l'incendie fonctionnent régulièrement.

2<sup>o</sup> de signaler les améliorations qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter aux dispositions ou à l'aménagement de l'établissement, et les modifications qui auraient pu y être faites sans autorisation.

Les membres de ces commissions ont accès dans chaque établissement à toute heure, et doivent être mis à même d'y exercer la surveillance qu'ils jugent utile.

**MESURES DE PRÉCAUTION DANS CERTAINES INDUSTRIES.** — La construction et l'exploitation de tous fours, forges, fourneaux ou foyers d'usines, des fours de boulangers, pâtisseries, fabricants de biscuits, des foyers ou forges servant aux ateliers de charbons, de carrossiers, de menuisiers, de charpentiers, d'ébénistes et autres industriels travaillant des matières combustibles, doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture de police ; ils sont soumis à certaines prescriptions techniques quant à leur construction. Les générateurs de vapeur sont soumis à la déclaration prescrite par le décret du 30 avril 1880.

Les locaux affectés, dans les établissements industriels, à des approvisionnements de combustibles non solides, qui ne seraient pas destinés à la consommation du jour, doivent être clos et construits en matériaux incombustibles.

Les forges, fixes ou mobiles, doivent être isolées des murs mitoyens,



des cloisons et des murs séparatifs d'une location voisine, et surmontées de hottes, pourvues de conduits de fumée.

Les ateliers, où l'on travaille le bois, doivent être séparés des locaux voisins, par des murs ou des cloisons enduites de plâtre ; les forges et foyers quelconques doivent être éloignés ; l'usage des essences minérales y est formellement interdit ; le balayage doit y être fait tous les soirs.

Dans les boulangeries et industries analogues, les fournils doivent être construits en murs pleins de maçonnerie, les fours, isolés des murs mitoyens, le bois de provision disposé dans un local spécial, muni d'une porte en matériaux résistant au feu, et le bois pour la consommation du jour, dans une resserre en matériaux incombustibles. De mêmes matériaux doivent être construits : les escaliers des fournils, les soupentes, resserres et autres constructions établies dans les fournils, etc...

*Entrepôts, dépôts, magasins.* — Une déclaration, accompagnée des plans de l'établissement, doit être faite à la Préfecture de Police avant toute construction ou mise en exploitation de : chantiers de bois à brûler, chantiers de bois de démolitions, dépôts de bois de menuiserie et d'ébénisterie, débits de bois de chauffage, de charbon de bois et de tous autres combustibles en gros, à l'exception des combustibles minéraux solides — magasins et dépôts de paille, de fourrages et de fibres et sciures de bois, garde-meubles, magasins, sous-sols et caves renfermant des approvisionnements de papiers, caisses et pauiers d'emballage — magasins, caves et autres lieux renfermant des spiritueux et en général, des matières dégageant des gaz ou des vapeurs inflammables, non compris dans la nomenclature des établissements classés.

Ces magasins, dépôts ou entrepôts, doivent être construits en matériaux incombustibles, ou tout au moins sans bois apparents. Les portes doivent être en matériaux résistant au feu. Il est interdit d'y fumer, d'y allumer ou d'y apporter du feu, des lumières ou des allumettes.

*Magasins de décors et accessoires de théâtres.* — La construction et l'établissement des magasins de décors et accessoires, ainsi que l'exploitation des ateliers annexes, doivent être précédés d'une déclaration à la Préfecture de police, et du dépôt des plans en double expédition.

Leur construction est soumise à certaines obligations spéciales notifiées aux déclarants, et dont l'exécution est surveillée par le service d'architecture.

Le commissaire de police s'assure qu'il n'est pas fait usage d'essences

minérales dans les magasins, qu'on y utilise que des lanternes parfaitement closes et dont les verres sont protégés par un grillage métallique, et que les lumières, servant à l'éclairage des ateliers, sont protégées par des globes ou des verres. Il est interdit de fumer dans les magasins, et cette défense doit être affichée en caractères apparents. Les copeaux, la sciure, les débris de bois, etc..., doivent être enlevés fréquemment, balayés tous les soirs et déposés dans une resserre spéciale, en matériaux incombustibles.

Ces magasins et ateliers doivent être munis de tous les secours contre l'incendie qui leur sont prescrits. Ils sont fréquemment visités par une commission, composée de l'architecte de la circonscription, de l'officier du régiment de sapeurs-pompiers délégué, et du commissaire de police.

ÉTABLISSEMENTS OUVERTS AU PUBLIC. — Les hospices et hôpitaux privés, édifices des cultes, écoles et pensions d'enseignement libre, les musées, les bibliothèques, et en général, tous les établissements occupant ou pouvant recevoir simultanément plus de 100 personnes, tels que les salles de cours ou de conférences, les hôtels à voyageurs, les magasins librement ouverts à tout venant, les grands établissements de crédit ouverts au public, les ateliers de force motrice, doivent être munis des moyens de secours nécessaires pour combattre un commencement d'incendie et assurer la prompte évacuation des locaux. Ces moyens sont déterminés, dans chaque cas particulier, par la Préfecture de police, sur le rapport d'une commission spéciale. Avis en est donné au commissaire de police, chargé de veiller à l'exécution des prescriptions préfectorales.

Les escaliers, les couloirs et les dégagements de ces établissements, doivent être suffisants pour permettre une évacuation rapide en cas de panique ou d'incendie ; leur accès doit toujours rester facile et libre. Les portes, toujours dégagées, d'un nombre et d'une largeur suffisants, doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.

MESURES SPÉCIALES. — Outre l'ordonnance générale du 27 mars 1906, différentes ordonnances édictent des prescriptions pour prévenir les incendies dans certains endroits.

Nous avons étudié celle du 10 août 1908, en ce qui concerne les théâtres et salles de spectacle, et celle du 21 février 1906, en ce qui concerne les établissements des forains dans les fêtes.

Une autre ordonnance du 25 juillet 1862, défend d'une part, d'allumer des feux de paille et des feux d'artifices sur la voie publique et, d'autre part, de faire usage de fours devant les boutiques.

L'ordonnance du 27 février 1838 sur les vacheries, interdit tout foyer dans les dépôts de fourrages et prescrit, lorsque ces dépôts sont

voisins des étables, de les séparer par un mur en maçonnerie ou par un plancher, recouvert d'un carrelage ou d'une aire en plâtre.

L'ordonnance du 30 novembre 1904 défend de fumer dans les bouvères et greniers du marché de la Villette, même dans des pipes couvertes, et ne permet l'usage que de lanternes closes et grillagées.

L'ordonnance du 12 août 1910 sur les halles et marchés, défend d'y allumer du feu ou des fourneaux, de faire usage de chaufferettes si elles ne sont pas recouvertes d'un grillage serré, et d'y laisser ces chaufferettes, même éteintes. Elle prescrit l'emploi de lanternes closes avec réseau métallique.

Citons encore l'ordonnance du 27 juin 1914, qui défend de fumer dans les abattoirs, d'y faire usage de bougies ou chandelles..., etc.

SECOURS CONTRE L'INCENDIE. — De tout temps, l'autorité s'est préoccupée de prendre des mesures pour combattre les incendies. Déjà sous Louis XI, il était « ordonné à chacun de tenir de jour devant son huys ung seau d'eau », et en 1524, une ordonnance royale prescrivait à tous les habitants de Paris de se fournir d'eau en quantité suffisante pour pouvoir, en tout instant, prendre part à la lutte contre le feu. Ce n'est toutefois qu'en 1705 qu'apparaissent les premières pompes à incendie, inventées par le comédien du Mouriez du Périer, et achetées avec le produit d'une loterie, et ce n'est qu'en 1716 qu'est créée une compagnie de gardes-pompes de 32 hommes.

Actuellement, l'autorité municipale dispose presque partout, de pompiers et peut, au surplus, requérir la population de prêter secours en cas d'incendie.

1° *Sapeurs-Pompiers*. — Les corps de sapeurs pompiers sont soumis au décret du 10 novembre 1903. Leur service est réglé par arrêté du maire, pris sur la proposition du chef de corps et soumis à l'approbation du préfet.

A Paris, en vertu de l'arrêté du 12 messidor an VIII, c'est le Préfet de police qui a la charge de prendre toutes mesures nécessaires pour combattre les incendies. Il dispose du régiment de sapeurs-pompiers, organisé par le décret du 27 avril 1850 et le décret du 28 avril 1892, et les mesures pour arrêter les incendies s'exécutent sous sa direction et d'après ses ordres.

L'ordonnance du 27 mars 1906, titre X, prescrit les dispositions à prendre en cas de sinistre : elle ordonne de prévenir immédiatement, soit au moyen d'avertisseurs, soit par avis aux postes ou casernes de pompiers, dès que le feu a éclaté et même s'il s'agit d'un feu de cheminée. Toute personne dans l'habitation de laquelle le feu s'est déclaré, est tenue d'ouvrir sa porte à la première réquisition des pompiers ou

des agents ; en cas de refus, la porte sera ouverte de force, soit par le commissaire de police, soit par le commandant des pompiers. Les voisins, et les habitants de la rue et des rues adjacentes, sont tenus de livrer passage, de laisser puiser de l'eau et de déférer à toute réquisition de matériel : seaux, échelles, etc...

L'annexe I à l'ordonnance de 1906 prescrit aux commissaires de police de maintenir l'ordre, la sécurité des propriétés et la sûreté publique, de requérir au besoin la force armée, de procéder à enquête sur les causes de l'incendie ; à cet effet, il est interdit aux particuliers de toucher à quoi que ce soit, sauf pour le sauvetage des personnes, ou cas d'urgence.

Dans les communes de la Seine, des corps de pompiers sont organisés par des arrêtés du Préfet de la Seine, mais, en cas de grands sinistres, le Préfet de police peut ordonner l'intervention du régiment de Paris, à la demande du maire ou du commissaire de police, d'accord avec le commandant du corps local de pompiers (Circulaire préfectorale du 5 juillet 1912).

2° *Réquisitions.* — Les commissaires de police, les maires, les gendarmes, les pompiers peuvent, en cas d'incendie, requérir l'aide des particuliers qui ne sauraient la refuser, sous peine d'une amende de 6 à 10 francs prévue par l'art. 475, § 12, du code pénal.

D'autre part, l'armée prête son concours, conformément au décret du 23 octobre 1883. Le service et la police de la place, pour les cas d'incendie, sont prévus et concertés à l'avance entre l'autorité municipale et le commandant d'armes, pour maintenir l'ordre et protéger les manœuvres qui ont pour objet d'éteindre ou de couper l'incendie.

En cas de besoin, le commissaire de police peut, d'ailleurs, requérir la force armée, pour coopérer au service d'ordre, ainsi qu'il le lui est recommandé dans les instructions du Préfet de police, contenues en l'annexe I de l'ordonnance de 1906.

INONDATIONS. — C'est au maire qu'il appartient de prendre toutes mesures pour prévenir les inondations, soit en interdisant certains travaux qui pourraient les provoquer, soit en prenant l'initiative de travaux qui pourraient les éviter. C'est à lui également qu'il appartient de prendre les mesures pour combattre les inondations, et en secourir les victimes.

A Paris, une ordonnance du 11 novembre 1910 organise les secours par voitures, par passerelles et par bateaux.

Les secours par voitures sont organisés par les officiers de paix à Paris et, en banlieue, par les municipalités avec le concours des commissaires de police.



Concurremment à l'établissement des passerelles qui, dit l'ordonnance, rentre dans les attributions du Préfet de la Seine et des municipalités, un service de bachotage sera organisé dans les conditions ci-après :

Ce service commencera à fonctionner lorsque la hauteur des eaux atteindra le niveau des passerelles de secours. Dans Paris, il sera organisé par les officiers de paix, avec les embarcations qui seront mises à leur disposition par le service de l'Inspection de la navigation commerciale et des ports, et avec le concours des prud'hommes mariniers. Ceux-ci, dont l'organisation est fixée par l'arrêté du 11 novembre 1910, recruteront les mariniers ou autres personnes sachant conduire une embarcation et, à première réquisition, feront fonctionner immédiatement le bachotage.

Dès le commencement de l'inondation, les embarcations des particuliers et des loueurs ou constructeurs de canots seront, *ipso facto*, en état de réquisition, et devront être mises à la disposition des maires et agents de la Préfecture de police.

Comme pour les incendies, les commissaires de police peuvent requérir les particuliers pour un travail d'urgence ou une opération de secours. Ceux qui s'y refusent ou négligent de déférer à la réquisition tombent sous le coup de l'article 475, § 12, du code pénal.

ACCIDENTS. — Aux termes du § 6 de l'art. 97 de la loi de 1884, des arrêtés municipaux peuvent prescrire les précautions convenables pour éviter les accidents, ainsi que les mesures de secours à prendre lorsqu'ils se sont produits.

Les mesures de précaution, que le commissaire de police doit faire appliquer, sont très nombreuses et nous en avons déjà examinées un grand nombre. Quant aux mesures de secours, elles varient selon les besoins des communes et la nature des accidents dont elles sont plus particulièrement menacées.

A Paris, des services techniques spéciaux ont mission de prendre toutes dispositions urgentes en cas d'accidents imminents, ainsi que toutes mesures de secours utiles le cas échéant. Une circulaire du Préfet de police du 30 novembre 1910 indique aux commissaires de police les noms et adresses des personnes qualifiées, auxquelles il doit être fait appel d'urgence, selon la nature des accidents et selon qu'ils intéressent la voie publique, l'éclairage, les canalisations de gaz, les canalisations électriques, l'air comprimé, les eaux, les égouts, les immeubles en péril, le chemin de fer métropolitain.

D'autre part, des boîtes de secours et des brancards sont déposés dans tous les postes de police, et une ordonnance du 7 mai 1872 et

une circulaire du 27 octobre 1891 en fixent les conditions d'emploi, en même temps qu'elles indiquent les premiers soins à donner aux asphyxiés, noyés ou blessés.

ÉPIDÉMIES. MESURES DE SALUBRITÉ PUBLIQUE. — La loi du 15 février 1902 a transformé en obligation étroite le pouvoir qui appartenait au maire, en vertu de l'art. 97, § 6, de la loi de 1884, de prendre les mesures sanitaires et de salubrité.

Dans toute commune, le maire est tenu, afin de protéger la santé publique, de déterminer, après avis du conseil municipal et sous forme d'arrêtés municipaux portant règlements sanitaires : 1° les précautions à prendre pour prévenir ou faire cesser les maladies contagieuses, notamment les mesures de désinfection ou même de destruction des objets contaminés par les malades ; 2° les prescriptions destinées à assurer la salubrité des maisons, des voies privées, des logements loués en garni, notamment à régler l'alimentation en eau potable et l'évacuation des matières usées. Ces prescriptions déterminent la hauteur des maisons, le nombre et la hauteur des étages, les dimensions des pièces habitées, des cours ou courettes, le fonctionnement des cabinets d'aisance, de l'évacuation des eaux ménagères, etc...

En outre, le maire peut, par des arrêtés spéciaux, enjoindre aux propriétaires ou locataires de faire disparaître de leurs maisons, cours, ruelles, jardins ou dépendances, à des époques déterminées, tous les fumiers, immondices et autres matières de nature à répandre des exhalaisons malsaines. Il peut défendre aux particuliers d'exécuter aucun travail, ayant pour effet de provoquer des amas d'eaux stagnantes ou corrompues, leur prescrire de faire tous travaux d'entretien utiles pour faire disparaître les causes d'insalubrité, de curer les citernes, puisards et égouts particuliers, de nettoyer les écuries, etc.

Des arrêtés municipaux peuvent aussi réglementer l'usage des bornes-fontaines, défendre d'y laver, d'en employer l'eau pour tel usage...

*Département de la Seine.* — La loi du 7 avril 1903 a modifié la loi de 1902, quant à son application au département de la Seine. Au Préfet de la Seine elle a attribué (art. 22) : 1° tout ce qui concerne la salubrité des habitations et de leurs dépendances, sauf celle des logements loués en garni ; 2° la salubrité des voies privées ; 3° le captage et la distribution des eaux ; 4° la désinfection, la vaccination, le transport des malades. Au Préfet de police, art. 23 : 1° la surveillance, au point de vue sanitaire, des logements loués en garni ; 2° les précautions à prendre pour prévenir ou faire cesser les maladies transmissibles, visées par

l'art. 4 de la loi de 1902, 3° les contraventions relatives à l'obligation de la vaccination et de la revaccination.

« Il continuera », ajoute l'article 23, « à assurer la protection des enfants du premier âge, la police sanitaire des animaux, la police de la médecine et de la pharmacie, l'application des lois et règlements concernant la vente et la mise en vente des denrées alimentaires falsifiées ou corrompues, le fonctionnement du Laboratoire municipal de chimie, la réglementation des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, tant à Paris que dans les communes du département de la Seine.

Les mesures de la compétence du Préfet de la Seine, et édictées par lui, sont appliquées par un personnel spécial. Nous n'examinerons donc que les dispositions prises par le Préfet de police et dont l'exécution incombe aux commissaires de police, pour partie seulement d'ailleurs. En effet, par un arrêté du 20 janvier 1904, a été créée à la Préfecture de police une inspection générale des services techniques d'hygiène, dont les attributions ont été précisées par un arrêté du 30 avril 1919.

L'inspecteur général des services techniques d'hygiène est chargé de l'examen et de l'étude de toutes les questions techniques, intéressant l'hygiène générale des personnes et la prophylaxie des maladies transmissibles.

Sont placés sous son autorité et sa responsabilité : 1° le service des épidémies ; 2° le laboratoire des recherches techniques ; 3° l'inspection de la protection des enfants du premier âge ; 4° l'inspection des crèches ; 5° la contre-visite médicale des nourrices ; 6° l'inspection des maisons de santé, d'accouchement et de sevrage ; 7° les services de prophylaxie contre les maladies vénériennes et syphilitiques ; 8° l'inspection des logements loués en garni.

Ces différents services ont un rôle technique. Les prescriptions que prend le Préfet sur leurs rapports sont assurées souvent par les commissaires de police.

*Salubrité des garnis.* — L'ordonnance du 19 octobre 1908 détermine les mesures de salubrité applicables aux garnis.

Elle décide que, dans les garnis existant à Paris au 22 juin 1904 (1), et en banlieue, lors de sa publication, le nombre des locataires qui pourront être reçus dans chaque chambre, sera proportionnel au volume d'air qu'elle contiendra : ce volume ne sera jamais inférieur à 14 mètres cubes par personne. Le nombre maximum de personnes qu'il

---

(1) Date du Règlement sanitaire de la ville de Paris.

sera permis de recevoir, dans chaque pièce, y sera affiché d'une manière apparente.

Le sol des locaux du rez-de-chaussée doit être imperméable, celui des chambres des étages, au moins imperméabilisé ; les murs, cloisons et plafonds sont enduits de plâtre, maintenus en bon état de propreté et, de préférence, peints à l'huile ou badigeonnés à la chaux ; ne peuvent être garnis de papier que les murs des chambres à un ou deux lits.

Les chambres doivent être convenablement ventilées et celles qui contiennent plus de quatre locataires, pourvues d'une cheminée ou de tout autre moyen d'aération permanente.

Il est interdit de louer en garni, des chambres qui ne seraient pas éclairées directement, ou qui ne prendraient pas air et jour sur un vestibule ou sur un corridor, éclairé lui-même directement, et ne seraient pas, dans ce dernier cas, munies d'un moyen d'aération permanente.

Les conduits de fumée doivent être en bon état, ne présenter aucun danger, soit d'incendie, soit d'accident, pour les locataires. Aucun tuyau de fumée en métal ne peut traverser une chambre à coucher.

Les cabinets d'aisances doivent être en nombre suffisant (un par 20 personnes), peints au blanc de zinc, tenus constamment propres, aérés suffisamment et éclairés directement, munis d'appareils de fermeture automatique.

Les corridors, les paliers et les cabinets d'aisances doivent être fréquemment lavés, à moins qu'ils ne soient frottés à la cire ou peints.

Toutes les fois qu'un cas de maladie contagieuse ou épidémique se manifeste dans un garni, un médecin, délégué de la Préfecture de police, constate la nature de la maladie et provoque les mesures propres à en prévenir la propagation. Le logeur est tenu de déférer aux injonctions qui lui sont adressées à la suite de cette visite, notamment en ce qui concerne l'isolement des malades, la désinfection des linges, des vêtements et des locaux.

Enfin, dans les garnis à établir dans les immeubles construits antérieurement au 22 juin 1904, l'ordonnance fixe le cube d'air minimum par personne à 18 mètres cubes dans les chambres du rez-de-chaussée, ou du premier étage, ou dans celles qui ne sont pas éclairées ou aérées directement, et à 16 mètres cubes pour les chambres situées au-dessus du premier étage, si elles sont éclairées et aérées directement.

Ce cube d'air minimum est porté à 20 mètres cubes par personne, pour les garnis à établir dans les immeubles construits après la publication de l'ordonnance du 22 juin 1904 et dans les communes de la Seine, après la publication de l'ordonnance de 1908.



*Précautions contre la propagation des maladies transmissibles.* — Le service de contrôle et d'inspection des épidémies est chargé : (1)

1° de procéder aux enquêtes sur les cas de maladies transmissibles qui lui sont signalés ou qu'il vient à découvrir, à Paris et dans le département de la Seine, de rechercher et de suivre l'étiologie de ces maladies, de procéder aux examens et analyses bactériologiques nécessaires, de vérifier si toutes les mesures ont été prises pour empêcher le développement de la contagion, et d'indiquer les moyens prophylactiques qu'il lui paraît utile de prescrire;

2° de visiter les voyageurs arrivant dans le département de la Seine et venant de pays signalés comme contaminés;

3° de contrôler dans les communes du département de la Seine, le service de désinfection et le service de vaccination.

Le commissaire de police peut être appelé, non seulement à prêter son assistance pour faciliter à ce service l'exécution de ses attributions, mais encore à faire assurer les prescriptions préfectorales, prises à son instigation, et aussi à lui faire part de tous renseignements qu'il pourrait utiliser.

Enfin, il appartient au commissaire de police de veiller à l'exécution des dispositions de l'ordonnance du Préfet de police du 22 juin 1904, portant règlement sanitaire de la ville de Paris.

Il doit s'assurer que les malades atteints de maladies transmissibles ne sont pas soignés dans des locaux commerciaux et qu'ils sont isolés; que ces malades n'ont pas été transportés dans des voitures publiques et que si par exception, une de ces voitures a servi au transport d'un contagieux, elle a été aussitôt désinfectée; que toute personne, venant d'un pays contaminé, s'est soumise à l'obligation qui lui est faite de faire parvenir à la Préfecture de police son passeport sanitaire, et de subir la visite du médecin inspecteur des épidémies.

Enfin, le commissaire de police veille à l'exécution des prescriptions générales du règlement sanitaire, en ce qu'elles concernent la salubrité de la voie publique.

Ce règlement interdit d'effectuer aucun dépôt, de quelque nature et à quelque heure que ce soit, sauf autorisation spéciale, sur aucune partie de la voie publique (rues, places, quais, ports, berges, etc...), d'y pousser les ordures ou résidus provenant du balayage des maisons, d'y battre ou secouer des tapis, draperies, étoffes quelconques, après 8 heures du matin, du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, et après 9 heures du matin, du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars.

---

(1) O. P. du 30 avril 1919

Toute projection d'eaux usées, ménagères ou autres, est interdite sur les voies publiques pourvues d'égouts, sauf pour les eaux provenant du lavage des façades des maisons, des portes cochères, vestibules et devantures de boutiques qui doivent être poussées au caniveau.

Les entrepreneurs doivent laisser la voie publique en état de propreté aux abords de leurs chantiers, la nettoyer s'ils l'ont salie, et assurer aux ruisseaux un libre écoulement.

Préalablement à toute démolition, les caves, sous-sols, rez-de-chaussée et étages, doivent être balayés et nettoyés ; les débris et détritus de toute nature, ordures, papiers, vieux chiffons, brûlés sur place. Enfin, les murs, les terres, matériaux et résidus retirés des fouilles, doivent être désinfectés et transportés aux décharges.

Le commissaire de police doit aussi veiller à l'exécution des prescriptions spéciales édictées par certaines ordonnances : l'obligation de ne transporter que dans des véhicules hermétiquement clos, les matières infectes ou insalubres : résidus d'os, sang, urines, noir animal, etc..., (O. P. 1<sup>er</sup> septembre 1853) ; l'interdiction d'employer du chlorure de chaux solide dans les lavoirs (O. P. 26 septembre 1887) ; la défense de carder des matelas sur la voie publique (O. P. 25 juillet 1862) ou sur les berges, sans autorisation (O. P. 30 avril 1895) ; l'interdiction de laisser sur le sol ou de jeter à l'eau les cadavres d'animaux morts (O. P. 22 juillet 1864) ; l'obligation de se procurer une autorisation pour élever ou détenir des animaux domestiques dans Paris, etc..., etc...

ÉPIZOOTIES. — Nous avons étudié le rôle du commissaire de police, au point de vue de l'application des prescriptions légales et réglementaires concernant les épizooties, édictées notamment par la loi du 21 juin 1898 et le décret du 6 octobre 1904. Cependant la loi de 1884, art. 97, § 6, confie au maire le soin de prévenir et de faire cesser les épizooties, et le décret du 6 octobre 1904 lui permet de prendre certaines dispositions dans ce but. Ainsi, le commissaire de police peut avoir à faire appliquer des arrêtés municipaux en la matière, soit qu'ils aient été pris provisoirement et d'urgence en attendant les prescriptions préfectorales (décret 1904, art. 1 et 2), soit qu'ils aient été pris en vertu du décret de 1904 ou de la loi de 1884.

Le décret de 1904, art. 11, stipule que l'autorité administrative peut, lorsqu'un cas de rage a été constaté dans la commune, ordonner par arrêté, que tous les chiens circulant sur la voie publique, soient muselés ou tenus en laisse, pendant deux mois au moins. La même mesure est prise pour les communes qui ont été parcourues par un chien enragé. Pendant le même temps, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir

de leurs chiens, ou de les conduire en dehors de leur résidence, si ce n'est pour les faire abattre. Toutefois, peuvent être admis à circuler librement, mais seulement pour l'usage auxquels ils sont employés, les chiens de berger et de bouvier, ainsi que les chiens de chasse. »

A Paris, une ordonnance du Préfet de police, du 6 août 1878, prescrit l'abatage des chiens errants ; elle est confirmée par celle du 31 juillet 1912, qui prévoit que tout chien errant sur la voie publique, doit être saisi par les agents et envoyé en fourrière pour y être abattu. Cette même ordonnance fait obligation, à toute personne ayant trouvé un chien errant et désirant le recueillir, de faire une déclaration au commissariat de police et de conduire l'animal à la fourrière, pour qu'il y soit examiné par le vétérinaire sanitaire et tenu en observation pendant cinq jours. Un arrêté du 15 janvier 1919 prévoyait qu'en raison des menaces de rage qui sévissaient alors, les chiens trouvés ne pourraient être remis qu'à leur propriétaire.

En vue de prévenir les épizooties, le maire peut aussi réglementer les abattoirs, les foires et marchés, les équarrissages, etc.

C'est ainsi qu'à Paris, une ordonnance du 27 juin 1914 prescrit l'enlèvement des litières une fois par semaine, et celui du fumier, deux fois par semaine, dans les abattoirs.

Une ordonnance du 21 septembre 1890 prévoit l'examen des bestiaux amenés dans les marchés, par le service de l'inspection vétérinaire.

Une ordonnance du 25 septembre 1842, sur les équarrissages, soumet à l'approbation du préfet le matériel employé ; les voitures ne doivent pas laisser échapper de liquide., etc., les animaux malades ou morts de maladies contagieuses, doivent être conduits directement dans les clos d'équarrissage, sans qu'aucun stationnement puisse être admis dans les lieux habités, etc.

## **7° Mesures provisoires relatives aux aliénés**

L'art. 97, § 7, de la loi du 5 avril 1884, confère au maire le droit de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés, dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés.

L'art. 19 de la loi du 30 juin 1838 charge les commissaires de police à Paris, et les maires dans les autres communes de prendre toutes les mesures nécessaires, en cas de danger imminent, attesté par un certificat médical ou par la notoriété publique, contre les personnes atteintes d'aliénation mentale.

Mais le maire peut faire des règlements pour obvier ou remédier aux

événements fâcheux, qui pourraient être occasionnés par les insensés laissés en liberté, par exemple pour empêcher de les laisser errer. Du reste l'art. 475, n° 7, du code pénal, prévoit le fait de laisser divaguer un aliéné ou un furieux dont on a la garde, et le punit d'une amende de 6 à 10 francs.

Le Préfet de police s'est contenté d'adresser aux commissaires de police des instructions et des recommandations, en ce qui concerne leur intervention à l'égard des aliénés. C'est ainsi que les circulaires des 16-26 décembre 1829 et 28 avril 1856 leur prescrivent, avant d'interner un aliéné, de procéder à son audition, d'entendre les personnes de son entourage, ses parents, ses voisins., etc. Une autre circulaire du 19 novembre 1830 recommande de faire fouiller les aliénés, avant toute autre opération, et de ne leur laisser aucune arme.

Une circulaire du 1<sup>er</sup> octobre 1871 prévoit l'internement des aliénés dangereux, arrêtés sur la voie publique, et prescrit leur envoi d'urgence, avant toute enquête, à l'infirmerie spéciale de la Préfecture.

Une autre circulaire du 15 octobre 1876, règle leur mode de transport, interdit l'emploi des voitures cellulaires et prescrit d'utiliser une voiture particulière, etc.

### **8° Divagation des animaux malfaisants ou féroces**

Le maire peut, en vertu de l'art. 97 § 8, de la loi de 1884, prendre des arrêtés pour rappeler, préciser ou compléter les dispositions de l'article 475 § 7, du code pénal, qui punit d'amende de 6 à 10 francs, ceux qui ont laissé divaguer des animaux malfaisants ou féroces. Ainsi peut-il prendre des mesures contre la divagation des taureaux, des étalons, des chevaux qui ruent ou qui mordent, et même contre celle des porcs ou autres animaux domestiques ; il peut aussi interdire la divagation des chiens, prescrire l'internement des chiens errants ou de ceux qui ne porteraient pas de collier, à la Fourrière pour y être abattus, s'ils ne sont pas réclamés dans le délai de 48 heures, ordonner de museler les chiens ou de les tenir en laisse, etc.

Dans le ressort de la Préfecture de police, la circulation des animaux féroces ou dangereux est interdite par l'ordonnance du 3 avril 1828, la divagation des poules sur la voie publique et celle des oiseaux domestiques, par l'ordonnance du 25 août 1880. Enfin, nous avons vu, en ce qui concerne la divagation des chiens, qu'ils ne peuvent circuler que muselés ou tenus en laisse, et munis d'un collier portant une plaque gravée, indiquant les nom et adresse de leur propriétaire.



### III. — FONCTIONS JUDICIAIRES DU COMMISSAIRE DE POLICE

---

#### **Ministère public près les tribunaux de simple police**

L'art. 144 du code d'instruction criminelle déclare : « Les fonctions du ministère public, pour les faits de police, seront remplies par le commissaire du lieu où siègera le tribunal. S'il y a plusieurs commissaires de police au lieu où siège le tribunal, le Procureur Général près la Cour d'appel, nommera celui ou ceux d'entre eux qui feront le service. En cas d'empêchement du commissaire du chef-lieu, ou s'il n'en existe point, les fonctions du ministère public seront remplies, soit par un commissaire résidant ailleurs qu'au chef-lieu, soit par un suppléant du juge de paix, soit par le maire ou l'adjoint du chef-lieu, soit par un des maires ou adjoints d'une autre commune du canton, lequel sera désigné, à cet effet, par le Procureur Général pour une année entière, et sera, en cas d'empêchement, remplacé par le maire, par l'adjoint ou par un conseiller municipal du chef-lieu de canton. Dans le cas où des infractions forestières seront poursuivies devant le tribunal de simple police, les fonctions du ministère public seront remplies, soit par un agent forestier, soit par un préposé, désigné par le conservateur des forêts ».

Avant d'examiner le rôle que joue le commissaire de police, en qualité de ministère public, près le tribunal de simple police, étudions rapidement cette juridiction.

DU TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE. — C'est à l'Assemblée constituante qu'est due l'institution des tribunaux de police. La loi des 19-22 juillet 1791 instituait, dans son titre 1<sup>er</sup>, des tribunaux de police municipale, chargés de connaître et de réprimer les contraventions ; d'abord investis du droit de prononcer des peines assez sévères, ces tribunaux, après le code de brumaire an IV, art. 450, n'eurent plus compétence que pour appliquer des peines d'emprisonnement de trois

jours au plus, et des amendes égales à la valeur de trois journées de travail au maximum.

Ces tribunaux se composaient de trois membres du corps municipal chargés de l'administration et de la surveillance des intérêts de la commune, de cinq membres dans les villes de 60.000 habitants, et de neuf, à Paris.

Mais, nous dit Boitard, on ne tarda pas à s'apercevoir que cette compétence attribuée en matière judiciaire aux officiers municipaux, par la loi de 1791, dépassait, dans la plupart des communes, la capacité des officiers, des fonctionnaires, auxquels cette charge était confiée. On ne tarda point à sentir, que la plupart étaient incapables de remplir avec une vigilance et une habileté suffisantes, les fonctions cependant assez simples de la police municipale, telle que la loi de 1791 l'avait réglée. Aussi le code du 3 brumaire an IV, changea-t-il tout à-fait la compétence en cette matière, et transféra-t-il la connaissance des contraventions, aux juges de paix institués dans chaque canton, par des lois antérieures et que leurs habitudes judiciaires rendaient certainement plus capables d'instruire régulièrement les affaires de cette nature.

Le code de 1808 essaya de combiner les deux législations de 1791 et de l'an IV : « Nous devons profiter », déclarait au Corps législatif, l'orateur du gouvernement, « de l'expérience du passé, en assurant aux juges de paix la connaissance exclusive de celles de ces affaires de police qui peuvent demander des hommes plus exercés ; pourquoi ne laisserions-nous pas aux maires, le droit de connaître des contraventions qui sont plus à leur portée, qu'ils réprimeront plus tôt et tout aussi bien que les juges de paix... »

Le code de 1808 attribua donc aux juges de paix, la connaissance exclusive de certaines contraventions qu'énumérait l'art. 139, et aux maires, en concurrence avec les juges de paix, la connaissance des contraventions non réservées.

« L'expérience, écrit Boitard, a démontré que dans l'immense majorité des communes, il était impossible de confier aux maires, avec quelque espoir de succès, la juridiction de police municipale. D'abord parce qu'il sera rare de trouver dans ces communes, surtout dans celles qui ne sont pas chef-lieu de canton, un maire qui soit en état, non seulement de bien constater les faits, non seulement d'y bien appliquer la loi, mais d'imprimer à sa décision la forme régulière et technique d'un jugement. Ensuite, c'est qu'en supposant même, ce qui sera rare mais possible, qu'on trouve des maires ayant cette capacité, on en trouvera difficilement qui, à des fonctions tout-à-fait gratuites, et déjà assez pénibles, veuillent ajouter les embarras de cette compétence en matière de

police municipale, venillent s'exposer aux petites haines, aux mécontentements, aux tracasseries locales, que l'exercice de ce pouvoir doit entraîner. C'est qu'enfin, en admettant qu'on rencontre à la fois, dans les maires de petites communes, et cette capacité, et cette bonne volonté réunies, on trouvera fort difficilement dans la commune, des citoyens qui soient en état d'exercer les fonctions de greffier, c'est-à-dire de rédiger régulièrement les jugements qui seraient rendus par le maire..... »

C'est pour toutes ces raisons que l'organisation des tribunaux des maires n'a été tentée que dans un petit nombre de communes, qu'elle a été considérée comme facultative, et qu'enfin elle a été abrogée par la loi du 27 janvier 1873, qui a modifié comme suit l'art. 138 du code d'instruction criminelle : « La connaissance des contraventions de police est attribuée exclusivement au juge de paix du canton, dans l'étendue duquel elles ont été commises ».

Dans les communes dans lesquelles il n'y a qu'un juge de paix, il connaît seul des affaires attribuées à son tribunal (art. 141).

Dans les communes divisées en deux justices de paix ou plus, le service au tribunal de police est fait successivement par chaque juge de paix, en commençant par le plus ancien (art. 142).

Il peut aussi y avoir deux sections pour la police, tenue chacune par un juge de paix (art. 143).

Le juge de paix malade, absent ou empêché, est remplacé par un suppléant (loi du 29 ventôse an IX, art. 3).

LE COMMISSAIRE DE POLICE, MINISTÈRE PUBLIC. — Aux termes de l'article 144 du code de 1808, les fonctions du ministère public devaient être remplies par le commissaire de police du siège du tribunal; en cas d'empêchement du commissaire de police, ou, s'il n'y en avait point, par le maire, qui pouvait se faire remplacer par son adjoint.

Mais toutes les raisons qui empêchaient le maire d'être un juge compétent, averti et dévoué à ses fonctions, s'opposèrent à ce qu'il fût un officier du ministère public, empressé à requérir contre ses électeurs, et la loi du 27 janvier 1873 dut compléter l'organisation du ministère public, établie en 1808.

Il résulte de l'art. 144 du code d'instruction criminelle, modifié par cette loi de 1873, que lorsqu'il n'existe qu'un seul commissaire de police dans le lieu où siège le tribunal, les fonctions du ministère public près ce tribunal lui appartiennent, en vertu de la délégation expresse de la loi et que, dans le cas où il en existe plusieurs, ils ont tous vocation égale à ces mêmes fonctions, sauf au Procureur Général du ressort, à choisir celui ou ceux qui les remplissent effectivement.

D'autre part, en cas d'empêchement du commissaire de police du chef-lieu de canton, ou s'il n'en existe point, le Procureur Général désigne, pour une année entière, pour remplir les fonctions de ministère public : soit un commissaire de police résidant ailleurs qu'au chef-lieu de canton, soit un suppléant du juge de paix, soit le maire ou l'adjoint du chef-lieu, soit un maire ou l'adjoint d'une autre commune du canton.

En cas d'empêchement, l'officier du ministère public ainsi désigné par le Procureur Général, est de plein droit remplacé par le maire, ou par l'adjoint, ou par un conseiller municipal du chef lieu de canton.

Bien que la loi n'ait pas précisé, il est bien certain que le Procureur Général ne peut désigner un commissaire de police résidant ailleurs qu'au chef-lieu de canton, que s'il réside toutefois dans l'une des communes du canton ; ainsi en a d'ailleurs jugé la Cour de cassation en 1877. C'est pour cette raison qu'en 1890, M. Guillemer déposait une proposition de loi, inspirée des mêmes motifs qui avaient guidé le législateur de 1873, et tendant à confier les fonctions du ministère public au commandant de brigade de gendarmerie, dans les cantons dépourvus de commissaire de police.

On s'est demandé si le commissaire de police, ministère public, était le délégué du Procureur Général ou du Procureur de la République.

Le commissaire de police possède, en son propre nom, l'action publique, aux termes de l'art. 184 du code d'instruction criminelle, et peut la mettre seul en mouvement. Il n'est donc le délégué ni du Procureur de la République ni du Procureur Général. Toutefois, nous l'avons vu, le commissaire de police est soumis à la surveillance du Procureur de la République et du Procureur Général ; mais le juge de paix n'a sur lui aucune action et il ne pourrait, sans excès de pouvoir, émettre dans un jugement, une critique sur la manière dont le commissaire remplit ses fonctions, ou même déclarer une poursuite vexatoire et inutile, car ces termes emportent une sorte d'admonestation censoriale. (Cassation 8 décembre 1865, 17 février 1876, 11 mars 1880, etc..., 3 mars 1894, etc., etc.).

Enfin, le tribunal de police n'est constitué qu'avec le concours du ministère public, élément essentiel de toute juridiction répressive, partie intégrante du tribunal. Le ministère public ne peut être récusé. Toutefois, les parents ou alliés jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement, ne pouvant ensemble faire partie du même tribunal, il y a lieu de veiller à ce que cette parenté n'existe pas entre le juge de paix et le commissaire de police, ministère public. (Loi du 20 avril 1810, art. 63).



*Détermination de compétence.* — Depuis la loi du 31 décembre 1906, le commissaire de police n'a plus qualité pour exercer les fonctions du ministère public, dans le cas où des infractions forestières sont poursuivies devant le tribunal de simple police. L'art. 144 du code d'instruction criminelle, modifié par la loi de 1906, prévoit que dans ce cas, ces fonctions sont remplies par un agent forestier, ou par un préposé désigné par le conservateur des forêts.

Dans tous les autres cas de contraventions, le commissaire de police, ministère public, est compétent pour saisir le tribunal de police.

Sa compétence est établie par l'art. 145 du code d'instruction criminelle, qui dit : « Les citations pour contraventions de police seront faites à la requête du ministère public ou de la partie qui réclame, et en matière forestière, à la requête des agents forestiers... » D'autre part, l'art. 137 dudit code détermine ce qu'il faut entendre par contraventions de police : « Sont considérés comme contraventions de police simple, les faits, qui, d'après les dispositions du quatrième livre du code pénal, peuvent donner lieu soit à 15 francs d'amende ou au-dessous, soit à 5 jours d'emprisonnement ou au-dessous, qu'il y ait ou non confiscation des choses saisies et quelle qu'en soit la valeur ».

Ainsi le commissaire de police, ministère public, est compétent pour saisir le tribunal de police de tout fait parvenu à sa connaissance et puni par le quatrième livre du code pénal ou par toute autre loi ou règlement obligatoire, de 15 francs d'amende au plus ou de 5 jours d'emprisonnement au maximum.

Cependant, cette règle de compétence *ratione materie* souffre quelques exceptions :

C'est ainsi que le commissaire de police, ministère public, ne peut saisir le tribunal de police d'une contravention connexe à un délit, ou d'une contravention se confondant avec un délit, par exemple, la contravention de tapage nocturne se confondant avec le délit de cris séditieux.

D'autre part, le commissaire de police, ministère public, ne peut saisir le tribunal de police que des contraventions, commises dans l'étendue de la juridiction du tribunal, sans avoir égard pour le lieu du domicile ou de la résidence des contrevenants.

Enfin, en ce qui concerne les personnes, le commissaire de police peut déférer au juge, tous les contrevenants quelle que soit leur qualité, sauf les militaires des armées de terre et de mer en activité, à moins, dans les cas de contravention où la complicité est admise, qu'ils ne puissent être poursuivis avec des personnes non militaires, comme complices ou auteurs principaux d'une contravention.

*Saisine du tribunal.* — Ainsi, le commissaire de police, ministère public, aux termes de l'art. 145 du code d'instruction criminelle que nous avons vu, partage avec le plaignant, le droit de saisir le tribunal de police, dans les différentes limites de compétence que nous venons d'examiner.

*Citations aux prévenus.* — En possession des procès-verbaux de contraventions, établis par ses soins ou par ceux de ses collègues, il est en outre saisi : des procès-verbaux dressés par les maires ou les adjoints qui, aux termes de l'article 15 du code d'instruction criminelle doivent les lui remettre, des procès-verbaux des gardes-champêtres, tenus, aux termes de l'article 20 du même code, de les lui déposer, des procès-verbaux des gendarmes que les art. 81 et 298 du décret du 20 mai 1903 obligent à lui faire parvenir.

Ainsi saisi, le commissaire, ministère public, doit faire comparaître les contrevenants à l'audience de police. Aux termes de l'article 147 du code d'instruction criminelle, il peut les inviter à le faire, par un simple avertissement. Cette manière de procéder a été, à diverses reprises, préconisée par la Chancellerie. « Ce mode économique, dit la circulaire du 26 décembre 1845, doit être mis en usage le plus fréquemment possible. Les magistrats de simple police ne devront y renoncer, que lorsqu'ils auront des motifs de penser, que l'inculpé ou les témoins n'obtempéreraient pas à leur avertissement. »

Les avertissements sont délivrés exclusivement par le ministère public, qui seul, est chargé des poursuites. Ils sont transmis par ses soins, et remis sans frais, par l'intermédiaire des commissaires de police, des maires, des gardes-champêtres..., etc.

En cas de non-comparution, le prévenu ne peut être condamné par défaut, et il devient nécessaire de le citer régulièrement, dans les formes indiquées par le code d'instruction criminelle.

L'art. 145, avons-nous dit déjà, déclare que les citations seront faites à la requête du ministère public ou de la partie qui réclame, sans parler des citations en matière forestière. « Elles seront notifiées par un huissier, ajoute cet article, il en sera laissé copie au prévenu ou à la personne civilement responsable. »

Bien que le code d'instruction criminelle n'émette aucune exigence, quant à la forme des citations, le commissaire de police, ministère public, doit s'inspirer des prescriptions de l'art. 61 du code de procédure civile, pour la rédaction des exploits d'ajournement, et veiller à ce que les citations à comparaître contiennent les mentions substantielles, dont l'omission pourrait entraîner la nullité de l'acte.

La jurisprudence en effet, a décidé la nullité de la citation dont la

date de signification était inexacte ou avait été omise; de celle portant une erreur dans le nom du prévenu ou une indication insuffisante..., etc.

Quant à la signification, il a été jugé qu'elle doit être faite, comme en matière civile, à personne ou à domicile, que si le prévenu n'a aucun domicile connu ou habite hors du territoire de la France, il doit être procédé, conformément à l'article 69, § 8 et 9, du code de procédure civile, à peine de nullité. D'autre part, bien que l'art. 145 indique que copie doit être laissée au prévenu, ou à la personne civilement responsable, la jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour estimer qu'une copie doit être laissée à l'un comme à l'autre.

Enfin, ajoutons que les significations peuvent être faites par les agents de la force publique, la jurisprudence ayant admis l'extension de l'article 72 du code d'instruction criminelle, qui prévoit la citation des témoins par leur intermédiaire. Au demeurant, le décret du 20 mai 1903 permet l'emploi de la gendarmerie dans ce but, mais en cas seulement de nécessité absolue.

Disons aussi, qu'une loi du 2 juillet 1862 oblige les huissiers à écrire lisiblement leurs copies de citations, et que le commissaire, ministère public, pourrait requérir du juge de police, contre ceux qui ne s'y conformeraient pas, l'amende de 25 francs prévue par l'article 20 de la loi de 1862.

Mais l'art. 146 du code d'instruction criminelle, fixe le délai entre la signification de la citation et l'audience : « La citation ne pourra être donnée à un délai moindre que 24 heures, outre un jour par trois myriamètres, à peine de nullité, tant de la citation que du jugement, qui serait rendu par défaut. Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, avant toute exception et défense. Dans les cas urgents, les délais pourront être abrégés, et les parties citées à comparaître, même dans le jour et à heure indiquée, en vertu d'une cédule délivrée par le juge de paix. »

*Effets de la citation.* — La citation a pour effet de saisir le tribunal des faits qui y sont énoncés, et de l'obliger à les apprécier au point de vue répressif.

Le ministère public ne peut requérir que sur ces faits, et non à l'occasion de ceux qui seraient révélés à l'audience, et qui ne seraient pas compris dans la citation, à moins que le prévenu y consente. De même le ministère public ne peut requérir contre un tiers ou un témoin qui n'accepterait pas le débat, tout en se reconnaissant auteur d'un fait qualifié contravention.

*Audience.* — Le commissaire de police, ministère public, ainsi que la partie civile, peuvent requérir le juge de paix, avant le jour de l'au-

dience, d'estimer ou de faire estimer les dommages, de dresser ou de faire dresser des procès-verbaux, de faire ou ordonner tous actes requérant célérité.

Sauf ces exceptions permises par l'art. 148, toute l'instruction se fait à l'audience.

La publicité est obligatoire à peine de nullité (art. 153), et l'audience doit être tenue dans la salle ordinaire des audiences, toutes portes ouvertes. Le commissaire de police ne peut requérir du juge le huis-clos, que si la publicité peut être dangereuse pour l'ordre et les bonnes mœurs, le juge le déclare alors formellement dans le jugement qui doit être prononcé en séance publique.

La personne citée comparaitra par elle-même ou par un fondé de procuration spéciale, dit l'article 152.

Si les parties comparaissent en personne, elles peuvent présenter elles-mêmes leur défense (art. 153), ou se faire assister par un défenseur (avocat, avoué, huissier autre que celui de service à l'audience, et même simple particulier). Si elles sont représentées par des fondés de pouvoirs, ceux-ci doivent être munis d'une procuration spéciale.

Le prévenu et les personnes responsables peuvent aussi faire défaut, soit en ne comparaisant pas et en ne se faisant pas représenter, soit même en comparant, en ne prenant aucunes conclusions et en ne présentant aucuns moyens de défense sur le fond.

L'instruction de l'affaire se fait dans l'ordre indiqué par l'art. 153 :

*Lecture des procès-verbaux.* — D'abord, les procès-verbaux, s'il y en a, sont lus par le greffier.

Certains de ces procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux, d'autres ne font foi que jusqu'à preuve contraire, d'autres enfin ne valent que comme renseignements.

Les premiers, émanent des officiers de police ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou les contraventions jusqu'à inscription de faux. Ils font preuve absolue et n'admettent aucun débat, aucune preuve contraire, et ne peuvent être attaqués que par la voie de l'inscription de faux. « Nul ne sera admis, dit l'article 154, à peine de nullité, à faire preuve par témoins, outre ou contre le contenu, aux procès-verbaux ou rapports des officiers de police, ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou les contraventions, jusqu'à inscription de faux... » Il s'ensuit pour le ministère public, tout comme pour la partie citée, l'impossibilité de produire des témoignages pour ou contre les procès-verbaux de cette nature.

Quant à ceux qui font foi jusqu'à preuve contraire, ils émanent des maires, adjoints, commissaires de police, officiers de gendarmerie, etc.,



qui n'ont pas reçu de la loi le privilège que nous venons de voir. A l'égard de ces procès-verbaux, le tribunal de police jouit d'une grande latitude qui résulte des derniers mots de l'article 154 : « .... ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre. »

*Témoignages.* — Le ministère public peut donc, dans ce cas, ainsi que dans celui où les rapports ne valent que comme renseignements, offrir de faire la preuve et demander l'audition des témoins cités à sa requête. Cependant, le juge peut s'y refuser, s'il déclare tenir les faits pour constants et l'audition des témoins, inutile et de nature à entraver le cours de la justice.

Le plaignant, s'il s'est constitué partie civile, peut demander aussi que ses témoins soient entendus, et prendre des conclusions :

« La personne citée fera ensuite entendre ses témoins si elle en a amené ou fait citer, et si, aux termes de l'article 154, elle est recevable à les produire » (art. 153), c'est-à-dire si la contravention est constatée par procès-verbal, ne faisant foi que jusqu'à preuve contraire.

Le commissaire de police, ministère public, peut s'opposer à ce que le prévenu fasse entendre, à titre de témoin, un de ses ascendants, descendants, frères, sœurs ou alliés en pareil degré, sa femme, son mari, même si le divorce a été présenté. La partie civile peut s'y refuser également. De son côté, le prévenu peut s'opposer à l'audition des témoins à charge, ayant un des liens de parenté énumérés avec son adversaire (art. 156).

Si un témoin, régulièrement cité, ne comparait pas à l'audience, le commissaire, ministère public, pourra requérir sa condamnation à une amende ne pouvant excéder 100 francs et, en cas d'un second défaut, la contrainte par corps (art. 157). Si le témoin, ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, se présente à l'audience sur la seconde citation, et produit devant le tribunal des excuses légitimes, il pourra, sur les conclusions du ministère public, être déchargé de l'amende. S'il n'a pas été cité à nouveau, il peut volontairement comparaître, par lui ou par un fondé de procuration spéciale, à l'audience suivante, et obtenir s'il y a lieu, décharge de l'amende (art. 158).

Les témoins feront, à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité. S'ils s'y refusaient, le ministère public pourrait requérir contre eux, la même peine que contre les témoins défaillants.

Le commissaire de police peut les interpellier directement, après avoir demandé la parole au juge, il peut demander au tribunal de les confronter entre eux ou avec le prévenu, etc.

*Défense du prévenu.* — Aux termes de l'art. 153, le prévenu propose sa défense. Il peut donc proposer tous les moyens, toutes les preuves, toutes les exceptions ou fins de non recevoir, toutes les nullités et toutes les questions préjudicielles, de nature à faire tomber la prévention ou à la modifier.

Sur le fond, il peut attaquer les procès-verbaux, s'inscrire en faux, ou proposer la preuve contraire, selon le cas. Il peut demander une expertise, des constatations, un supplément d'enquête et, d'autre part, attaquer la légalité du règlement de police auquel il a contrevenu. Mais il ne peut utilement arguer de sa bonne foi ou de son erreur involontaire, ou invoquer un usage local ou une tolérance habituelle de l'autorité, la contravention existant par la seule perpétration ou omission d'un fait matériel.

*Rôle du ministère public.* — La partie citée ayant présenté sa défense, les témoins ayant été entendus, la parole appartient au ministère public pour, aux termes de l'article 153, résumer l'affaire et donner ses conclusions, non seulement sur le fond de l'affaire, mais sur tous les incidents sur lesquels il y a lieu de statuer. Aucune forme ne lui est imposée, et il peut parfaitement déclarer qu'il s'en rapporte à la sagesse du tribunal. Le juge doit statuer sur toutes ses demandes, mais il n'est en rien lié par elles, de telle sorte que le désistement du ministère public par exemple, ne saurait l'empêcher de prononcer une peine qui n'est cependant pas requise.

Le prévenu est ensuite mis à même d'être à nouveau entendu ; le ministère public, tout comme la partie civile d'ailleurs, peuvent répliquer, mais le prévenu peut leur répondre, et c'est à lui qu'il appartient de parler le dernier.

Le tribunal prononce ensuite son jugement, ou déclare qu'il sera prononcé à l'audience suivante, à moins qu'il n'ordonne un complément d'instruction.

*Police de l'audience.* — Elle appartient au juge. Cependant, le ministère public peut le requérir de faire application des articles 504, 505 et 506.

Le premier de ces articles déclare que : « Lorsqu'à l'audience, ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistants donneront des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou exciteront du tumulte de quelque manière que ce soit, le président ou le juge les fera expulser ; s'ils résistent à ses ordres ou s'ils rentrent, le président ou le juge ordonnera de les arrêter et conduire dans la maison d'arrêt ; il sera fait mention de cet ordre dans le procès-verbal, et sur l'exhibition qui en sera faite au

gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant 24 heures.

D'autre part, si le tumulte a été accompagné d'injures ou de voies de fait, le juge de paix peut, séance tenante et immédiatement après constatation des faits, prononcer sans appel les peines de simple police, et à la charge d'appel, des peines correctionnelles (art. 505).

Enfin, si un crime a été commis à l'audience du tribunal de police, le juge, après avoir fait arrêter le délinquant et dressé procès verbal des faits, envoie les pièces et le prévenu devant les juges compétents (art. 506).

*Jugement.* — *Défaut* : Le jugement peut être rendu par défaut si la personne citée régulièrement ne comparait pas, ou si comparissant, elle ne présente aucuns moyens de défense sur le fond, et ne prend aucunes conclusions.

Elle peut former opposition au jugement rendu par défaut, soit au moment où il lui est signifié, par une déclaration au bas de l'acte de notification, que l'huissier est tenu de recevoir, soit dans les trois jours de la signification, outre un jour par trois myriamètres, par une notification au ministère public.

L'opposition emporte, de droit, citation à la première audience après l'expiration des délais. Elle est réputée non avenue, si l'opposant ne comparait pas (art. 151). S'il comparait et qu'il soit acquitté, les frais de minute d'expédition et de signification du jugement par défaut, et ceux d'opposition, sont laissés à sa charge.

*Acquittement.* — L'acquittement ne peut être prononcé que dans le cas où le fait ne présente ni délit, ni contravention (art. 159). Ainsi sont entachés de nullité, les jugements qui renvoient le prévenu, soit en recevant des excuses que la loi n'admet pas, soit en se fondant sur la nullité d'un procès-verbal, sans apprécier les preuves produites à l'appui, soit en s'appuyant sur des renseignements recueillis en dehors de l'audience.

Enfin le juge, dit l'article 159, « statuera, par le même jugement, sur les demandes en dommages-intérêts » ; mais il ne peut, en aucun cas, recevoir une demande contre le ministère public.

*Condamnation.* — Les jugements de condamnation font l'objet des articles 161, 162 et 163 du code d'instruction criminelle.

Si le prévenu est convaincu de contravention de police, le tribunal prononcera la peine (art. 151) ; la partie qui succombera sera condamnée aux frais, même envers la partie publique (art. 152) ; tout jugement définitif de condamnation sera motivé, et les termes de la loi

appliquée y seront insérés, à peine de nullité ; il y sera fait mention s'il est rendu en dernier ressort ou en première instance.

*Appel.* — Aux termes de l'article 172, « les jugements rendus en matière de police pourront être attaqués par la voie de l'appel, lorsqu'ils prononceront un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles, excéderont la somme de 5 francs, outre les dépens ».

Il résulte des termes de cet article, que le ministère public n'a pas le droit d'interjeter appel, ni d'un jugement d'acquiescement, ni *a fortiori* d'un jugement prononçant une peine qu'il estime insuffisante. Cependant, depuis la loi du 31 décembre 1906, l'article 172 stipule que « dans les affaires forestières poursuivies à la requête des agents de l'administration, l'appel sera toujours possible de la part de toutes les parties, quelles que soient la nature et l'importance des condamnations ».

L'appel des jugements de simple police est porté au tribunal correctionnel, aux termes de l'article 174 ; il est interjeté par déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, dans les dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé ; et si le jugement est par défaut, dans les dix jours au plus tard, de la signification de la sentence à personne ou à domicile. L'appel, d'après l'article 173, est suspensif.

*Cassation.* — Le ministère public peut se pourvoir en cassation contre un jugement de simple police, aux termes de l'article 177.

Le pourvoi peut valablement être formé, soit par le représentant du ministère public à l'audience, soit par le chef du parquet de simple police. Il ne peut être formé seulement dans l'intérêt de la loi, ou pour faire annuler un motif erroné en droit, mais uniquement en vue de la réformation d'un jugement qui a fait grief au ministère public.

Le droit de se pourvoir ne saurait appartenir au Procureur de la République, mais celui-ci peut inviter le ministère public en simple police à exercer ce droit.

Afin d'éviter l'encombrement du rôle de la Cour de cassation, une circulaire du Garde des sceaux prescrit au ministère public, de remettre son pourvoi, avec un rapport, au Procureur de la République, qui doit donner son avis motivé, par écrit.

Le ministère public qui veut se pourvoir en cassation, doit le faire dans les trois jours francs, non compris par conséquent, le jour du point de départ, ni le jour du pourvoi.

Ce délai part :

1° du jour du jugement, s'il s'agit d'un jugement d'acquiescement, par défaut, ou contradictoire.



2° du jour où le délai de l'opposition est expiré, s'il s'agit d'un jugement de condamnation rendu par défaut, c'est-à-dire cinq jours après la signification du jugement, si celui-ci n'est pas susceptible d'appel ; et dix jours après ladite signification, s'il est susceptible d'appel, le prévenu ayant la faculté d'appeler sans faire opposition ;

3° du jour du prononcé du jugement, s'il s'agit d'un jugement de condamnation contradictoire, non susceptible d'appel.

4° du onzième jour qui suit le jugement, si celui-ci a prononcé une condamnation contradictoire susceptible d'appel.

Dans le délai ainsi déterminé, le ministère public doit faire une déclaration au greffe du tribunal de police qui a rendu le jugement. Dans les trois jours du pourvoi, sauf les délais de distance, il doit en faire notification à l'intéressé. Puis il transmet au Procureur de la République, son pourvoi avec les pièces à l'appui, et un rapport.

*Exécution des jugements de condamnation.* — L'article 165 déclare que « le ministère public et la partie civile poursuivront l'exécution du jugement, chacun en ce qui le concerne ».

Pour assurer l'exécution de la condamnation devenue définitive, le ministère public se fait délivrer, par le greffier, un extrait du jugement qu'il remet aux agents de la force publique, ou au percepteur des contributions directes suivant le cas, avec ses réquisitions.

Le condamné à l'emprisonnement est conduit dans l'établissement pénitentiaire indiqué par le ministère public.

Le condamné à l'amende et aux frais au profit de l'Etat, est mis en demeure de s'acquitter, par le percepteur. Une hypothèque judiciaire sur ses biens, garantit le recouvrement de l'amende ; quant aux frais, ils sont garantis par le privilège établi par la loi du 5 septembre 1807, au profit du Trésor. De plus, il peut être soumis à la contrainte par corps, maintenue par loi du 22 juillet 1867, qui la réglemente.

---

#### IV. — FONCTIONS PUREMENT ADMINISTRATIVES DU COMMISSAIRE DE POLICE

---

ENQUÊTES DIVERSES. — Les moyens d'action du commissaire de police sont fréquemment utilisés, par les différentes administrations qui, par l'intermédiaire du préfet, s'adressent à lui pour obtenir les renseignements dont elles ont besoin, ou faire procéder aux enquêtes qui peuvent leur être nécessaire.

C'est ainsi que les commissaires de police sont chargés de faire des enquêtes sur les candidats à des emplois administratifs, ou sur les personnes proposées pour des décorations ou des récompenses honorifiques, ou sur celles qui, à des titres divers, sollicitent des secours des différentes administrations.

C'est à eux que s'adressent les rapporteurs des bureaux d'assistance judiciaire, pour connaître la situation de ceux qui les ont sollicités, la valeur des griefs qu'ils invoquent contre leurs adversaires.

C'est auprès d'eux que se renseignent les percepteurs, les receveurs de l'enregistrement et autres fonctionnaires chargés de recouvrer les sommes dues à l'Etat, pour connaître la situation pécuniaire des redevables.

Ce sont eux encore qui sont chargés des enquêtes sur les demandes en admission à domicile, en naturalisation, en réintégration dans la qualité de Français ; des enquêtes sur les demandes d'adoption, sur les demandes d'admission des enfants de victime de la guerre au nombre des pupilles de la nation, etc., etc.

Au Paris, ils sont même chargés de recevoir, pour la gendarmerie, les changements de résidence des militaires de la réserve ou de la territoriale.

CERTIFICATIONS DE SIGNATURES. — Dans le but de donner, à certains actes sous seing privé, un caractère d'authenticité certaine, l'usage s'est créé de demander à un fonctionnaire public l'attestation que les si-

gnatures, apposées au bas de ces actes, sont bien celles des parties énoncées et qualifiées. Avec l'augmentation des transactions de place à place, cet usage s'est considérablement développé, à Paris surtout, où les personnes appelées à apprécier la valeur d'un acte, ne connaissent pas le plus souvent ni celui qui le produit, ni celui qui l'a délivré. Les commissaires de police, en raison du caractère de leurs fonctions, en raison de l'organisation de leurs bureaux presque toujours ouverts au public, ont paru tout désignés pour exercer le contrôle des signatures des actes sous-seing privé, et délivrer les attestations de sincérité et d'exactitude de ces signatures.

Cependant, la compétence des commissaires de police pour décerner ces attestations, a été quelquefois discutée.

Une circulaire du Préfet de police du 27 février 1847 l'a déterminée et précisée.

« Certains doutes se sont élevés, constate ce texte, sur la légalité de l'intervention des commissaires de police : de là vient que les uns l'ont restreinte dans des limites gênantes pour le public, tandis que d'autres l'ont étendue outre mesure. Des diversités fâcheuses se sont ainsi fait remarquer dans les commissariats, et c'est pour remédier à cet état de choses, qu'il a paru indispensable au Préfet de police, de tracer quelques règles, capables de donner un caractère d'unité et de régularité à cette partie de l'action administrative.

Il importe, avant tout, de déterminer la nature de la formalité qui nous occupe et le nom qu'il convient de lui donner.

La légalisation, dans le sens propre du mot, a pour but et pour effet, de donner à l'acte qui en est revêtu, un caractère légal. Elle se réfère donc toujours à une prescription de la loi, c'est une formalité essentielle qui s'applique exclusivement aux actes authentiques dont elle est, en certains cas, le complément nécessaire. C'est dans ce sens qu'elle a été réglée par la loi d'organisation judiciaire des 6-27 mars 1791, modifiée en ce point, par la loi du 25 ventôse an XI, sur le notariat.

Dans un sens déjà un peu détourné, on appelle encore légalisation, l'attestation de la signature d'un fonctionnaire de l'ordre administratif, par son supérieur hiérarchique.

Enfin, une certaine similitude, dans les motifs et dans le mode d'émanation, a fait étendre ce nom à la certification des signatures que contiennent les écritures privées. Il est évident qu'ici cette appellation est tout-à-fait impropre. La certification de ces signatures n'étant pas ordonnée par la loi, elle n'ajoute rien aux actes, et on ne peut pas dire qu'elle légalise, c'est-à-dire qu'elle complète, ce qui a sans elle, sa pleine

existence. Sa portée est restreinte à cette garantie purement morale, qui résulte de l'intervention officieuse d'un magistrat.

Les commissaires de police doivent donc s'abstenir d'introduire ce mot, au bas des actes qui leur sont soumis aux fins d'attestation de signatures, et y substituer celui de « certification », qui paraît donner l'exacte mesure de leur action.

Une circulaire du 14 décembre 1871 prescrit l'emploi de la formule : « Vu pour certification matérielle de la signature du sieur X.... », le mot « matérielle » devant être souligné et inscrit de manière à frapper l'attention.

Cependant la loi du 5 avril 1915, tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières, dépossédés par suite de faits de guerre, exige, dans son article 2, que la déclaration faite par ces propriétaires, porte leur signature, « légalisée » par le commissaire de police. Ce texte donne donc aux commissaires, dans cette circonstance spéciale, le pouvoir de légalisation. Aussi, une circulaire du Préfet de police du 26 juin 1915 prescrit-elle l'emploi de la mention : « Vu pour légalisation... en conformité de la loi du 5 avril 1915 ».

Au point de vue de la compétence, la circulaire préfectorale du 27 février 1847, estime que le seul texte législatif qui semble pouvoir être invoqué pour la solution de cette question, est l'article 11 de la loi des 6-27 mars 1791, ainsi conçu : « Dans les chefs-lieux où sont établis, soit les tribunaux, soit les administrations de districts, les maires feront les légalisations, et donneront les certificats de vie concurremment avec les présidents des tribunaux, mais seulement sur les actes des officiers publics, ou pour les citoyens qui sont domiciliés dans l'étendue de la commune ». Cette disposition était fondée sur la présomption que l'autorité municipale est mieux à même que toute autre, de constater la vérité des signatures données par les citoyens de son ressort.

En enlevant cette attribution aux maires, en ce qui concerne les actes authentiques, pour la remettre exclusivement aux présidents des tribunaux, la loi du 25 ventôse an XI obéit à des considérations de la même nature. Il est clair que la dérogation qu'elle consacre, est motivée sur ce que l'administration de la justice, mettant les présidents des tribunaux fréquemment en contact avec les officiers ministériels, il leur était plus facile qu'aux maires, de légaliser leurs signatures en connaissance de cause. La compétence des magistrats municipaux fut maintenue pour la délivrance des certificats de vie.

Toutefois, ces lois ne se sont occupées que de la légalisation proprement dite, ayant seule une existence juridique et nécessitant une réglementation législative. Mais quant à cette autre formalité analogue,



à laquelle le Préfet a attribué le nom de certification, la loi n'avait pas à s'en occuper, puisqu'elle ne la prescrivait nulle part, et n'attache à son accomplissement, aucune conséquence légale. La simple certification d'une signature n'a d'autre valeur que celle que veulent bien lui attribuer, et la partie qui la sollicite, et celle auprès de laquelle on cherche à s'en faire un titre; nul doute dès lors, qu'elle ne puisse émaner de toute personne privée, que les intéressés consentiraient à accepter pour garant. Cependant, on doit convenir que les fonctionnaires publics et les magistrats municipaux surtout, sont mieux à même que qui que ce soit, de remplir ce ministère de confiance. Aussi, le bon sens public raisonna, en matière de signatures privées, comme les législateurs de 1791 et de l'an XI, en matière de signatures authentiques. On comprit vite l'utilité qu'il y aurait à chercher des garanties de sincérité dans la sanction d'un fonctionnaire, ayant avec la population des rapports assez intimes pour pouvoir satisfaire à toutes ses requisitions, et dont la signature offrit une importance administrative assez grande, pour être connue dans une certaine étendue du territoire. La réunion de ces conditions, indiquait assez naturellement les maires, au choix des intéressés : aussi, furent-ils assez généralement investis de cette espèce de magistrature d'institution privée, et ils l'exercent, ou par eux-mêmes, dans les communes rurales et dans les villes de peu d'importance, ou par l'intermédiaire des commissaires de police, délégués tacitement à cet effet, dans les cités dont l'étendue a amené l'adjonction d'un ou de plusieurs de ces magistrats auxiliaires.

Cette interprétation analogique de la loi de 1791, est admise comme rationnelle par le conseil d'Etat, dans un avis du 26 novembre 1819, où il pose en principe : « que, dans la plupart des communes, personne ne peut aussi bien que les maires, certifier la signature des habitants... » C'est la reconnaissance d'un fait évident. Le conseil, en n'invoquant à l'appui de sa décision aucun texte de loi, semble avoir voulu sanctionner un usage, qui se justifie par la nature même des choses.

La ville de Paris, à cause de son immense population, a été soumise à un règlement particulier, par la loi du 28 pluviôse an VIII. L'action municipale si étendue, si complexe, y est partagée entre le Préfet de la Seine, aidé du concours des vingt maires d'arrondissement et le Préfet de police, ayant les commissaires de police sous ses ordres. Mais ce fractionnement de l'autorité, ne modifie pas le caractère des fonctionnaires auxquels elle est confiée. Les deux préfets ou, ce qui revient au même, les deux maires centraux de Paris, administrent au même titre que tous les autres maires du territoire. Cette assimilation paraît clairement résulter de deux dispositions de la loi du 20 avril 1834, titre

III, qui s'occupe de « l'organisation municipale de la ville de Paris » :

Art. 11 : « Le corps municipal de Paris se compose du préfet du département de la Seine, du Préfet de police, des maires, des adjoints et des conseillers élus par la ville de Paris.

Art. 16 : « Le Préfet de la Seine et le Préfet de police, peuvent assister aux séances du conseil municipal ; ils y ont voix consultative ».

Dès lors, s'il existe quelques attributions municipales d'ordre général, qui ne soient pas comprises dans le partage opéré entre les deux préfets par la loi de pluviôse et les lois ou les règlements d'administration publique postérieurs, ils ont l'un et l'autre, un droit égal à en réclamer l'exercice.

Cette doctrine trouve son application dans la question de la certification des signatures privées et, ultérieurement, cette certification peut émaner directement de la Préfecture ou être déléguée par le Préfet à ses subordonnés, dans leurs circonscriptions respectives, comme cela a lieu dans les cours et tribunaux.

C'est au moyen de ces principes, que paraissent devoir être résolues les difficultés soulevées au sujet de l'attestation des signatures. C'est là la base de la compétence des commissaires de police en cette matière.

La circulaire de 1847, confirmée par les circulaires du 12 décembre 1871 et du 5 mars 1902, recommande aux commissaires de police, de déférer largement aux réquisitions des administrés : « car bien que leurs concours en cette circonstance ne puisse pas être exigé par les citoyens comme un droit, il est évident qu'il rentre dans l'esprit de leurs fonctions, qui s'étendent, d'une manière générale, à tout ce qui peut aider à l'exécution des lois et au maintien de l'ordre et des bonnes mœurs. Et ce serait méconnaître un devoir, que de paralyser par des refus non motivés, un usage si propre à produire la confiance et la sécurité, dans cette foule d'affaires, auxquelles ne conviennent ni les frais, ni les lenteurs des interventions ministérielles ».

« Vous vous souviendrez », ajoute le Préfet de police dans sa circulaire de 1847 : « que la formalité de la légalisation ne suppose, de la part du magistrat qui l'a remplie, aucune approbation de ce qui peut être contenu dans le corps de l'acte ; qu'il n'est même pas censé en avoir pris connaissance, et qu'il lui suffit de s'assurer que la signature, qu'il est appelé à certifier, est véritable et non supposée (Avis du conseil d'Etat du 26 novembre 1819). »

C'est ce que répète une circulaire du 12 décembre 1871 dans les termes suivants : « Vous n'avez pas à vous constituer témoins ou juges

de l'exactitude des allégations ou prétentions contenues dans les actes qui vous seront remis, en vue d'une certification de signature... ».

Toutefois la circulaire de 1847 prescrit de combiner ces principes, avec une prudente réserve, et de s'abstenir d'intervenir dans tous les cas où les pièces soumises paraîtraient susceptibles d'offenser quelque intérêt légitime, soit public, soit privé. Les commissaires de police, ajoute la circulaire, « préviendront de cette manière les inconvénients graves qui pourraient résulter de l'abus d'un usage excellent en soi, et ils assureront à leurs concours, ce caractère de sagesse et de protection, qui doit en être inséparable ».

La circulaire de 1871 confirme ces dispositions, et tout en rappelant aux commissaires de police qu'ils doivent se montrer très larges dans l'octroi des certifications de signatures, bien que leur intervention ne soit pas obligatoire, elle leur recommande de refuser la certification, aux cas où les actes présentés seraient, par leur forme ou leur but, contraires aux lois, aux bonnes mœurs et à l'ordre public, dont ils sont les gardiens, ou dans les cas pour lesquels une légalisation spéciale serait nécessaire, aux termes de la loi, des usages, ou de la jurisprudence.

De même, la circulaire du 5 mars 1902 rappelle, que tandis que la légalisation d'une signature connue ou régulièrement garantie, est obligatoire pour les municipalités, sous certaines réserves, la certification donnée par le commissaire de police ne dépend que de son appréciation ; qu'il peut donc la refuser, quand il voit un inconvénient à ce que sa signature et le cachet du commissariat figurent au bas d'un document privé. Le Préfet ajoute, qu'il attache un réel intérêt à ce que les commissaires se rendent compte de la destination que peuvent avoir les documents qui sont présentés à leur visa. Il est arrivé, par exemple, que des quêteurs, accrédités par des particuliers ou des sociétés, ont pu donner à penser, en présentant un pouvoir dont la signature était certifiée par un commissaire, que la Préfecture patronnait l'œuvre pour laquelle ils sollicitaient des souscriptions. Aussi les commissaires doivent-ils en référer au Cabinet du Préfet, avant de certifier une signature au bas d'un pouvoir destiné à des quêteurs.

Il résulte de ces différentes prescriptions, que le commissaire de police peut s'entourer de toutes les garanties qu'il juge nécessaires, avant de certifier les signatures.

Dans la pratique, les personnes habitant le quartier ou y ayant leur principal établissement (circulaires de 1902 et de 1912), et qui ont le plus fréquemment à faire certifier leur signature, en déposent un type au commissariat. Des conditions de ce dépôt, le commissaire est seul



juge ; avant de l'admettre, il exige la présentation de pièces établissant indéniablement l'identité du déposant (acte de naissance, livret de mariage, etc...) et sa qualité, (diplôme, bail, patente, etc.). La signature-type étant déposée, une simple comparaison suffit à garantir l'exactitude de la signature apposée au bas de l'acte présenté.

Quant aux personnes, habitant également dans le quartier, ou y ayant leur principal établissement, et dont la signature-type n'a pas été déposée au commissariat, elles sont tenues de signer devant le commissaire de police, et de présenter des pièces d'identité, ou mieux, de se faire accompagner de deux témoins, qui affirmeront véritable sa signature sous leur responsabilité, ainsi que le prévoient les circulaires du 5 mars 1902 et du 4 novembre 1912. Ces témoins peuvent ne pas être patentés, pourvu qu'ils offrent des garanties suffisantes de sincérité ; ils peuvent être du sexe féminin ; depuis que la loi du 7 décembre 1897 a admis les femmes à témoigner aux actes de l'état-civil.

Enfin, la circulaire du 27 février 1847 trace aux commissaires de police la marche à suivre, dans quelques circonstances où leur immixtion serait illégale ou dangereuse :

1° La loi du 28 pluviôse an VIII a confié, aux maires des arrondissements de Paris, la surveillance spéciale des actes de l'état-civil. Il y aura donc lieu de renvoyer à ces fonctionnaires toutes les fois qu'il s'agira d'actes de cette nature.

2° Les commissaires se refuseront à concourir à la confection de tout titre, qui recommanderait un individu à la bienveillance publique, « un tel titre ayant nécessairement pour but de faciliter, la commission du délit de mendicité.

3° La légalisation de la signature d'un fonctionnaire agissant en sa qualité, appartient comme on le sait, à son supérieur hiérarchique et à nul autre.

4° Il arrive fréquemment, dans les procès criminels, que les personnes en cause produisent des certificats destinés, soit à établir leur moralité et leurs antécédents, soit à contredire des faits acquis à la prévention, par des procès-verbaux ou par tout autre moyen de preuve. L'expérience, dit la circulaire de 1847, enseigne que la délivrance de ces pièces est souvent un acte de complaisance, arraché par l'importunité. Les commissaires préviendront autant qu'il sera en eux, l'extension de cet abus, en ne certifiant les signatures apposées au bas d'actes, de cette sorte, qu'avec réserve, et quand ils seront suffisamment renseignés sur la moralité du signataire et sur la qualité des motifs qui le font agir. Toutefois, ils se tiendront en garde contre un excès de



défiance et de rigueur, qui serait en opposition manifeste avec l'esprit qui ressort de l'art. 154 du code d'instruction criminelle. (1)

5° Quelques compagnies de chemins de fer ont inséré, dans leurs statuts, ou fait imprimer sur leurs actions, une disposition qui attribue aux commissaires de police la certification des signatures des endosseurs, lors du transfert de ces actions. On comprend qu'une telle stipulation ne saurait lier le commissaire, et il y aurait de graves inconvénients à ce qu'il la prit en considération.

Dans ce cas, comme aussi toutes les fois qu'il s'agira de négociations de titres de commerce, ils doivent renvoyer les requérants aux agents de change, institués spécialement pour cette fonction, ou au Tribunal de commerce, qui appréciera l'opportunité d'une intervention officieuse.

Enfin, des instructions préfectorales ont prescrit aux commissaires de police, de s'abstenir, ou au contraire d'intervenir, dans certains cas :

C'est ainsi qu'à la suite d'une circulaire du Ministre du commerce et de l'industrie du 10 décembre 1909, les commissaires ont été invités à ne plus certifier les signatures apposées sur des brevets de récompenses, délivrées par des organisateurs d'expositions privées, la certification donnant à ces diplômes l'apparence de documents officiels, et le Garde des Sceaux ayant émis l'avis « que, si les fonctionnaires chargés de procéder à la certification ne sont pas juges de la valeur des pièces qui leur sont présentées, ils peuvent, sans contestation possible, se refuser à l'accomplissement de cette formalité, toutes les fois qu'elle leur paraît manifestement destinée à couvrir une irrégularité, ou à donner un caractère officiel, à un document qui doit rester strictement privé ».

De même, la circulaire du 5 mars 1902 que nous avons vue, prescrit aux commissaires de ne pas certifier les signatures au bas des pouvoirs destinés aux quêteurs, sans en avoir référé au Cabinet du Préfet.

En sens contraire, une circulaire du 2 avril 1903 permet la certification des signatures apposées sur les pétitions, aux autorités publiques et aux corps politiques, que défendait la circulaire de 1847, etc.

**CERTIFICATS DÉLIVRÉS PAR LES COMMISSAIRES.** — Les commissaires de police, soit en vertu de la compétence générale exposée à propos de la certification des signatures, soit en vertu d'une compétence spécia-

---

(1) Art. 154 : Les contraventions seront prouvées, soit par procès-verbaux ou rapports.... Quant aux procès-verbaux et rapports faits par des agents, préposés ou officiers, auxquels la loi n'a pas accordé le droit d'en être crus jusqu'à inscription de faux, ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales...

lement attribuée par une loi, ont qualité pour délivrer à leurs administrés certains certificats :

*Certificats pour obtention de passeport.* — Le Préfet de police, dans le ressort de sa Préfecture, en vertu de l'arrêté du 12 messidor an VIII, les préfets en vertu de la loi du 24 ventôse an IV, et les sous-préfets depuis le décret du 13 avril 1861, peuvent délivrer les passeports pour l'étranger, sur une attestation des maires dans les départements, et des commissaires de police dans le ressort de la Préfecture de police.

Cette attestation n'est délivrée aux administrés qui la requièrent, que s'ils justifient de leur identité, par pièces et par l'affirmation de deux témoins, présentant de suffisantes garanties morales, connaissant bien le pétitionnaire et, de préférence, patentés (Circularité du 27 septembre 1915).

Aux termes de l'article 155 du code pénal : « Les officiers publics qui délivreront ou feront délivrer un passeport à une personne qu'ils ne connaîtront pas personnellement, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux citoyens à eux connus, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

Si l'officier public, instruit de la supposition du nom, a néanmoins délivré ou fait délivrer le passeport sous le nom supposé, il sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de quatre ans au plus. Le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42, pendant cinq ans au moins et dix au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine ».

Quant aux témoins, une circulaire du 30 avril 1831 du Préfet de police, prescrit de les avertir des dispositions de l'art. 154 du code pénal, d'après lesquelles quiconque aura concouru comme témoins, à faire délivrer un passeport sous un nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, tout comme celui qui se serait fait délivrer le passeport sous un nom supposé.

Enfin, le commissaire de police doit exiger des mineurs, le consentement de leurs parents ou tuteurs, des femmes en puissance de mari, le consentement de leur époux, des militaires, l'autorisation de leurs chefs.

*Certificats pour obtention des permis de chasse.* — Aux termes de la loi du 3 mai 1844, nul ne peut chasser, s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente, sauf exceptions prévues par l'article 2 de cette loi.

Les permis de chasse sont délivrés, sur l'avis du maire et du sous-

préfet, par le préfet du département dans lequel celui qui en a fait la demande à sa résidence ou son domicile.

A Paris, ils sont délivrés par le Préfet de police, sur production d'une demande rédigée sur papier timbré, accompagnée d'un certificat du commissaire de police ; en banlieue, d'un certificat du maire, revêtu de son avis.

Le commissaire de police doit s'assurer de l'identité du pétitionnaire et de son domicile, et lui faire connaître que quiconque, aux termes de l'art. 154 du code pénal, aura pris dans un permis de chasse un nom supposé, ou aura fait usage d'un permis de chasse délivré sous un autre nom que le sien, sera passible d'un emprisonnement de trois mois à un an.

*Certificats pour engagements militaires.* — L'autorité militaire exige des jeunes gens qui veulent contracter un engagement, soit dans l'armée de terre, soit dans l'armée de mer, un certificat de bonnes vie et mœurs.

Ce certificat était autrefois délivré par le maire, et une circulaire du Préfet de police, du 12 août 1818 prescrivait au commissaire de police, de satisfaire aux demandes de renseignement du maire, et même de consulter les archives et documents de la Préfecture de police, pour le faire avec plus de précision et d'exactitude.

Aujourd'hui, les certificats de cette nature sont délivrés par le commissaire de police qui, aux termes de la circulaire du 28 février 1885, doit, au préalable, procéder à une enquête sur la conduite, la moralité et les antécédents du pétitionnaire.

Une circulaire du 4 août 1886 prescrivait de ne délivrer ces certificats que sur papier timbré, mais elle est complètement tombée en désuétude.

*Certificats d'identité et de résidence.* — Les commissaires de police sont appelés à délivrer des certificats d'identité et de résidence, que leurs administrés ont à fournir, pour des raisons diverses, aux différentes administrations.

Ainsi que leur recommande une circulaire du Préfet de police, du 30 août 1899, ils ne doivent délivrer ces certificats, qu'après s'être entourés de garanties de sincérité et de véracité, et avoir rappelé aux témoins, qu'aux termes de l'article 154 du code pénal, ils s'exposent à des poursuites, en concourant à la délivrance d'un certificat sous un nom supposé.

*Certificats d'indigence.* — A Paris, l'exonération des frais d'inhumation est accordée par les maires, aux personnes inscrites au bureau

de bienfaisance, ou ayant reçu un secours depuis moins d'un an. Quant à celles qui ne se trouvent pas dans ce cas, elles doivent se munir d'un certificat d'indigence, délivré par le commissaire de police.

Les circulaires du 15 juillet 1903 et du 19 février 1910 prescrivent aux commissaires de ne délivrer ces certificats, qu'avec prudence et précautions après enquête minutieuse et affirmation de l'état d'indigence du pétitionnaire, par deux témoins.

Même, une circulaire du 21 février 1912 prescrit, outre l'exécution des prescriptions ci-dessus, de faire signer aux témoins, après leur en avoir donné lecture, une formule aux termes de laquelle, ils certifient « que le défunt se trouvait dans un état complet d'indigence, et que sa famille est hors d'état de payer les frais funéraires, qu'ils demandent, avec le requérant, l'inhumation gratuite et acceptent à l'avance d'être recherchés par le service municipal des pompes funèbres, s'il venait à prouver ultérieurement que leur déclaration est inexacte ».

*Certificats divers.* — Les commissaires de police sont également appelés à certifier conformes aux originaux, les copies qui leur sont représentées, à délivrer aux propriétaires des certificats constatant, aux fins d'exonération d'impôts, les déménagements furtifs de leurs locataires, à signer des certificats pour réadmission en franchise, de marchandises exportées et invendues, ainsi conçus aux termes de la circulaire du 19 mai 1900 : « certifié conforme au livre de commerce de M. X..., pour valoir à la réadmission en franchise des droits de douane des marchandises ci-dessus détaillées ».

*Carte d'identité.* — Enfin, on peut comprendre parmi les certificats d'identité et de résidence, la carte d'identité instituée récemment par M. Leullier, Préfet de police, et dont le public apprécie de plus en plus chaque jour, l'utilité et les avantages.

Par une circulaire en date du 10 septembre 1921, le Préfet de police expose aux différents commissaires de police placés sous ses ordres, que son attention ayant été spécialement arrêtée sur les inconvénients et les pertes de temps, qui résultent de la nécessité de recommencer, chaque fois, les formalités exigées en vue de la constatation de leur identité, par les personnes qui demandent des certifications ou attestations dans les commissariats de police, il a estimé indispensable de remédier à cette situation dans la mesure du possible.

Pour y parvenir, il lui a semblé qu'il convenait d'instituer une carte d'identité offrant des garanties suffisantes et permettant, par là même aux titulaires, de prouver leur identité facilement et sans démarches nouvelles.



Dans ce but, le Préfet a créé une carte d'identité, délivrée par son Cabinet, après justification, devant le commissaire de police de l'état-civil du demandeur, de sa qualité et de son domicile. Cette carte portant, d'une part, la photographie du titulaire, d'autre part, ses empreintes digitales, dont les doubles sont déposés et classés à la Préfecture de police, donne toutes garanties aux personnes ayant intérêt à s'assurer de l'identité de celles auxquelles elles ont affaire, et leur permet même, en cas de doute, une vérification possible à la Préfecture de police.

Aussi, par une circulaire du 12 septembre 1921, le Préfet a-t-il assuré, aux porteurs de cette carte d'identité, certaines facilités.

La nouvelle carte, déterminant d'une manière certaine l'identité de son détenteur, il s'ensuit, dit la circulaire, que désormais, il n'y aura plus lieu à délivrance, dans les commissariats de police, des certificats ci-après :

- 1° Certificat pour obtention de passeport ;
- 2° Certificat pour obtention de permis de chasse.

Dans ces deux cas, il suffira au titulaire de la carte d'identité, de s'adresser directement à la Préfecture de police, où ces pièces lui seront délivrées, sans qu'il y ait lieu de produire le certificat précédemment délivré par le commissaire de police.

D'autre part, dans les cas où il était d'usage d'exiger la présence de deux témoins, pour certifier matériellement au bas d'un acte, la signature d'une personne n'ayant pas préalablement déposé sa signature-type au commissariat, il pourra être accordé aux porteurs de la carte d'identité, dispense de témoins, cette carte offrant toutes garanties pour la sincérité de la signature apposée.

Enfin, sur simple production de la carte d'identité et, s'il y a lieu, vérification du domicile, doivent être délivrés :

- 1° les certificats d'identité et de résidence ;
- 2° les certificats de bonnes vie et mœurs (après vérification de l'honorabilité du demandeur) ;
- 3° les certificats de déclaration de perte de reconnaissances du crédit municipal ;
- 4° les certificats d'individualité, accompagnant les demandes d'inscription sur les registres des brocanteurs (loi du 15 février 1898) ;
- 5° les certificats de domicile ou de résidence, établis dans les conditions prévues par l'article 2 du décret du 16 février 1913, sur l'exercice des professions ambulantes ;
- 6° les certificats d'indigence aux fins d'obtention de réquisitions de transport.

Enfin, peuvent être certifiées dans les mêmes conditions, les signatures apposées au bas des certificats pour obtention des cartes d'abonnements de chemins de fer, des demandes d'immatriculation à la Préfecture, des automobiles, motocyclettes..., etc., des autorisations pour recevoir ou retirer des lettres chargées et toucher des mandats-poste, des déclarations pour immatriculation sur les registres du Tribunal de commerce, des pouvoirs divers, des certificats de travail, etc., etc...

**OBJETS TROUVÉS.** — Aucune loi n'oblige aujourd'hui la personne qui a trouvé un objet perdu à le déposer entre les mains des autorités locales. Il n'en était pas de même sous l'ancien droit où l'inventeur était tenu de faire déclaration de sa trouvaille ; des proclamations étaient faites afin que le légitime propriétaire puisse réclamer son bien, faute de quoi, après un certain délai, l'épave était adjugée au Seigneur, pour le récompenser dit Pothier, « des frais qu'il faisait pour rendre la justice » ; l'adjudication une fois faite, le propriétaire perdait tout droit à la réclamation de sa chose ; quant à l'inventeur, il n'en avait, le plus souvent, aucun sur l'objet par lui trouvé.

Cependant, en 1776, est créé à Paris le « dépôt public des choses perdues et recouvrées ». Le 19 frimaire an XIII, une circulaire prescrit aux commissaires, de diriger sur la Préfecture, avec une note descriptive, les objets perdus qui leur ont été déposés, et le 19 septembre 1808, le premier Préfet de police, Dubois, prend un arrêté aux termes duquel, les effets trouvés sur la voie publique, abandonnés ou déposés chez les commissaires de police et à la Préfecture de police, seront annoncés dans les feuilles publiques, et livrés aux réclamants justifiant de leur propriété, faute de quoi ils seront remis aux déposants, au bout d'un an.

Une circulaire du 31 mars 1875 fixe la « manière de procéder pour envoyer les épaves à la Préfecture de police ». Après avoir confirmé qu'elles doivent être placées sous scellés découverts, conformément aux instructions préfectorales du 16 décembre 1833, la circulaire de 1875 prescrit aux commissaires de police, de les transmettre à la Préfecture le plus promptement possible et, au plus tard, dans le délai de trois à cinq jours. Chaque objet doit être accompagné d'un rapport faisant connaître, avec les nom, prénoms, profession et domicile du déposant, l'endroit précis, le jour et l'heure où l'objet déposé a été trouvé ; « ces indications ayant une utilité quelquefois décisive, lorsqu'il s'agit de s'assurer de la légitimité de réclamations relatives à certains objets, tels que les billets de banque, par exemple, qui ne présentent pas, par

eux-mêmes, de caractères distinctifs suffisants pour pouvoir les reconnaître d'une manière certaine, et éviter ainsi de regrettables confusions ». La circulaire prescrit en outre, de ne jamais désigner comme étant d'or ou d'argent, les objets dont la composition ne serait pas absolument certaine, afin d'éviter des réclamations, et peut-être même des suspensions, de la part des déposants admis à entrer en possession à l'expiration du délai, des objets trouvés par eux.

Ce délai, fixé à un an par l'arrêté de 1808, a été réduit par la circulaire du 24 novembre 1877, à trois mois à partir du jour du dépôt, pour les fourrures et les lainages, et à six mois pour les autres épaves, également susceptibles de détérioration, telles que lorgnettes, livres reliés, objets garnis de drap ou de cuir...

Cette même circulaire prévoit que le déposant doit recevoir un récépissé du commissaire de police ; la circulaire du 30 avril 1880 confirme cette disposition, prescrit de remettre le récépissé au moment du dépôt en avertissant le déposant, du délai à l'expiration duquel il pourra entrer en possession de l'objet par lui trouvé, si le légitime propriétaire ne l'a pas réclamé, ce dont il serait d'ailleurs avisé. Aux termes de la circulaire du 3 septembre 1890, les récépissés doivent en outre, porter mention de l'article 2279 du code civil, qui maintient la responsabilité de l'inventeur pendant trois ans, à l'égard du légitime propriétaire.

Enfin, une circulaire du 11 février 1901 rappelle aux commissaires de police, leurs différentes obligations en matière d'objets trouvés :

Tous les objets trouvés et déposés dans un commissariat, doivent être inscrits séance tenante, et en présence de l'inventeur, sur un registre spécial, tenu sous la responsabilité du commissaire.

Mention doit y être portée, du numéro d'ordre d'arrivée de chaque objet, de sa désignation détaillée, de la date, de l'heure et du lieu de la trouvaille, ainsi que des nom, prénoms, âge, profession et domicile de l'inventeur, à qui un récépissé est immédiatement délivré.

Les objets trouvés sont envoyés à la Préfecture, au plus tard le cinquième jour qui suivra leur dépôt. Ils sont accompagnés d'un rapport reproduisant les indications portées sur le registre d'inscription.

Les objets trouvés déposés au commissariat peuvent être remis directement à leurs légitimes propriétaires, à charge par ceux-ci de fournir toutes justifications nécessaires à l'appui de leur déclaration de perte. Mention de leur nom, prénom, âge, profession et domicile, est portée au registre spécial, avec les jour et heure de la restitution, et le reçu de la partie prenante.

Les personnes rentrant ainsi dans leur bien, reçoivent connaissance des nom et adresse de celles qui l'avaient trouvé et déposé ; celles-ci

sont d'ailleurs avisées de la restitution, par les soins du commissaire de police.

Enfin, les objets d'un volume embarrassant sont envoyés à la Fourrière ; ceux qui sont essentiellement périssables sont transportés à la Fourrière des halles, pour y être vendus ; d'autres, suivant leur nature, sont déposés à la Fourrière de la halle aux vins, à la Fourrière de la halle aux cuirs, etc...

INTERVENTIONS OFFICIEUSES. — Nous avons vu, en disant quelques mot au début de ce travail, des attributions des commissaires sous l'ancien régime, que ceux-ci avaient alors, dans certains cas, un rôle de conciliation.

Dans les « Notes et Mémoires » du lieutenant général de police Lenoir, on lit : « Dans les deux heures qui suivaient les audiences du lieutenant de police, les placets étaient extraits à la marge, et renvoyés dans le jour, au commissaire de police du quartier. Là, par voie de conciliation, se terminaient des contestations qui seraient devenues des procès, des animosités sans fin, et même des causes de désordre. Sous ces rapports, les commissaires de police parvenaient à gagner la confiance des habitants de leur quartier... »

Cette pratique n'a pas disparu : les commissaires de police, aujourd'hui encore, sans empiéter sur les attributions d'autres fonctionnaires ou juridictions, interviennent auprès de leurs administrés, dans le seul but de maintenir le bon ordre, la paix publique, dont ils sont les gardiens.

Qu'un de ses administrés manifeste des intentions coupables, bien que non sanctionnées par la loi, le commissaire de police, qui n'oublie jamais qu'il vaut mieux prévenir que réprimer, intervient auprès de lui, lui donne des conseils de sagesse, de modération, lui représente les dangers qu'il va encourir, les rigueurs de la loi auxquelles il s'expose, etc., etc., et il est bien rare que cette intervention ne porte pas ses fruits !

Que des voisins lui fassent part de leurs doléances réciproques, il les convoque, les met en présence, leur procure ainsi l'occasion d'une explication calme et modérée, il cherche avec eux un terrain d'entente, fait usage de son autorité pour imposer des concessions de part et d'autre, et arrive souvent à la conciliation.

Les parents mêmes ont recours à lui, pour intervenir auprès des enfants qui paraissent s'engager dans une mauvaise voie, leur rappeler leurs devoirs, leur montrer le droit chemin.

Bien mieux, des époux eux-mêmes s'adressent à lui, lui font part de



leurs dissentiments, lui demandent des conseils. Combien de sages avis n'ont-ils pas ramené la concorde et la paix dans les ménages !

Ces interventions officieuses ne constituent pas la moins utile ni la moins intéressante des attributions des commissaires de police.

Leur usage a été consacré par les autorités supérieures, et il arrive assez fréquemment que le Parquet, renonçant, dans certains cas, à poursuivre certains faits d'un caractère délictueux plus ou moins bien établi, se borne à demander au commissaire de police d'en admonester les auteurs.

\*  
\* \*

Telles sont les principales attributions du commissaire de police. Elles sont si étendues, elles se rapportent à des domaines si différents, qu'on peut dire que ce magistrat apparaît dans toutes les circonstances, dans toutes les occasions de la vie sociale.

C'est à lui que l'enfant vient demander un certificat de domicile, à la veille d'entrer à l'école. C'est à lui qu'il vient demander, plus tard, le visa de son livret d'apprenti ou de son certificat de travail, de sa requête d'admission aux examens ou concours universitaires ou administratifs. C'est à lui encore qu'il demande le certificat nécessaire à son engagement militaire.

A peine rentré du régiment, le jeune homme a recours encore au commissaire pour son inscription sur les listes électorales, pour les formalités de son mariage, pour la demande d'un passeport, d'un permis de chasse,... etc.

Qu'il subisse un préjudice, qu'il soit victime d'une malhonnêteté, c'est au commissaire de police qu'il s'adresse. Qu'il ait besoin d'un renseignement ou même d'un conseil, c'est lui qu'il vient consulter.

On trouve le commissaire partout : au théâtre comme au cimetière, dans les réjouissances comme dans les opérations administratives après décès, dans les fêtes, comme dans les émeutes !

Qu'un accident se produise sur la voie publique : le commissaire arrive. Qu'un suicide, qu'une mort suspecte se découvre, le commissaire se présente., etc.

Comment s'étonner que le public, qui le trouve partout, qui le voit s'occuper de tout, s'adresse à lui pour le saisir des questions les plus étrangères à ses fonctions ?

A Paris surtout, quel que soit le fait qui se présente, quelle que soit la circonstance, c'est au commissariat que l'on se rend aussitôt,

et l'on ne peut pas se douter des renseignements qu'on y vient demander, des questions que l'on y vient soumettre !

Quoi qu'il en soit, au commissaire de police, tantôt à la tête des forces de police sur la voie publique, tantôt chargé de la répression des infractions aux lois, on pourrait, semble-t-il, appliquer ce que Colbert écrivait à Louis XIV, à propos du lieutenant de police :

« Il faut que notre lieutenant de police soit un homme de simarre et d'épée, et si la savante hermine de Docteur doit flotter sur ses épaules, il faut aussi qu'à son pied résonne le fort éperon de chevalier, qu'il soit impassible, comme magistrat, et comme soldat, intrépide, qu'il ne pâlisce devant les inondations du fleuve et la peste des hôpitaux, non plus que devant les rumeurs populaires et les menaces de vos courtisans... ».



*Vu le Doyen,*  
F. LARNAUDE.

*Vu, le Président de la thèse,*  
H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris,*  
APPEL.

# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

|                                                                               | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>Introduction</b> .....                                                     | 3     |
| <b>Organisation générale</b> .....                                            | 9     |
| COMMISSAIRES SPÉCIAUX, BRIGADES DE POLICE MOBILE, )                           | 9     |
| PRÉFECTURE DE POLICE, ETC....                                                 | à     |
| NOMINATION, INCOMPATIBILITÉS, PRÉSÉANCE, COSTUME, )                           | 19    |
| DISCIPLINE, PROTECTIONS SPÉCIALES.                                            |       |
| <br><b>Attributions du Commissaire de Police</b>                              | 19    |
| <br><b>I. — ATTRIBUTIONS DE POLICE JUDICIAIRE</b> ..                          | 21    |
| 1° <i>En tant que simple officier de police judiciaire</i> .....              | 21    |
| a) EN MATIÈRE DE CONTRAVENTIONS .....                                         | 21    |
| b) EN MATIÈRE DE CRIMES ET DÉLITS .....                                       | 29    |
| 2° <i>En tant qu'Auxillaire du Procureur</i> .....                            | 30    |
| a) CAS DE CRIME FLAGRANT OU DE RÉQUISITION D'UN CHEF                          |       |
| DE MAISON .....                                                               | 32    |
| 1° <i>Transport et Constatations</i> .....                                    | 34    |
| 2° <i>Audition des témoins. Enquête de police</i> .....                       | 37    |
| 3° <i>Perquisitions (Droit de perquisition. Limitation. Critiques).</i>       | 39    |
| 4° <i>Arrestations</i> .....                                                  | 47    |
| 5° <i>Interrogatoires</i> .....                                               | 49    |
| <i>Des morts violentes et suspectes</i> .....                                 | 53    |
| b) CAS DE CRIME NON FLAGRANT, DE DÉLIT FLAGRANT OU                            |       |
| NON FLAGRANT .....                                                            | 57    |
| 3° <i>Attributions spéciales et rôle particulier d'aide et d'assistance à</i> |       |
| <i>certain agents pour l'exécution de leurs fonctions</i> .....               | 62    |
| a) ASSISTANCE OBLIGATOIRE DU COMMISSAIRE. ....                                | 63    |

|                                                                                                                                                                                                          |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| (Visites domiciliaires des gardes et des officiers de police militaire. Officiers ministériels. Contrôleurs de la garantie des matières d'or et d'argent. Employés des contributions et octrois, etc...) | 63  |
| b) ASSISTANCE FACULTATIVE DU COMMISSAIRE                                                                                                                                                                 | 69  |
| (Visites des pharmacies. Opérations d'officiers ministériels, etc...).                                                                                                                                   |     |
| <b>4° Attributions exercées par le Commissaire par délégations d'autorités supérieures</b>                                                                                                               | 70  |
| 1° DÉLÉGATIONS DU PROCUREUR                                                                                                                                                                              | 71  |
| 2° COMMISSIONS ROGATOIRES                                                                                                                                                                                | 74  |
| 3° DÉLÉGATIONS DU PRÉFET ( <i>De l'art. 10 C. I. C.</i> )                                                                                                                                                | 77  |
| <b>II. — ATTRIBUTIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE.</b>                                                                                                                                                      | 90  |
| <b>A. — Police générale.</b>                                                                                                                                                                             | 92  |
| a) <i>Maintien de l'ordre public et de la sécurité générale</i>                                                                                                                                          | 93  |
| 1° PROTECTION DE LA CHOSE PUBLIQUE                                                                                                                                                                       | 93  |
| <i>Ordre public. Etrangers</i>                                                                                                                                                                           | 93  |
| <i>Protection du domaine public</i>                                                                                                                                                                      | 97  |
| Grande voirie. Circulation                                                                                                                                                                               | 99  |
| Police des voies ferrées                                                                                                                                                                                 | 102 |
| Protection du domaine fluvial (conservation, navigation, pêche)                                                                                                                                          | 105 |
| 2° PROTECTION DES CITOYENS ET DE LEURS BIENS                                                                                                                                                             | 107 |
| a) <i>Surveillance des suspects</i> (Mendiants, vagabonds, nomades, prostituées, proxénètes, souteneurs, alcooliques, aliénés, libérés)                                                                  | 108 |
| b) <i>Surveillance des établissements publics</i> (Débits, garnis, spectacles, jeux, paris)                                                                                                              | 117 |
| 3° HYGIÈNE ET SALUBRITÉ GÉNÉRALES                                                                                                                                                                        | 126 |
| (Maladies contagieuses, salubrité, établissements insalubres, opérations consécutives aux décès, falsifications de denrées, épizooties).                                                                 |     |
| b) <i>Surveillance de l'exercice des libertés publiques</i>                                                                                                                                              | 132 |
| LIBERTÉ DE CONSCIENCE                                                                                                                                                                                    | 132 |
| — RÉUNION                                                                                                                                                                                                | 134 |
| — D'ASSOCIATION                                                                                                                                                                                          | 135 |
| — LA PRESSE                                                                                                                                                                                              | 137 |
| — COMMERCE ET INDUSTRIE                                                                                                                                                                                  | 142 |
| 1° <i>Commerces et industries interdits</i> :                                                                                                                                                            | 142 |
| (Allumettes, tabacs, poudres).                                                                                                                                                                           |     |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                         |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 2° Commerces et industries concédés .....                                                                                                                                                                                                                                               | 146 |
| 3° Commerces et industries réglementés : .....                                                                                                                                                                                                                                          | 146 |
| (Brocanteurs, fabricants et marchands d'ouvrages d'or et d'argent, bureaux de placement, bureaux de nourrices, commerce des substances vénéneuses, médecine, pharmacie, explosifs, professions ambulantes, ventes à l'encan, poids et mesures).                                         |     |
| • Fixation des prix .....                                                                                                                                                                                                                                                               | 164 |
| c) Protection de l'enfance et du travail .....                                                                                                                                                                                                                                          | 167 |
| ENFANCE : Enfants du premier âge .....                                                                                                                                                                                                                                                  | 167 |
| Enfants trouvés ou abandonnés .....                                                                                                                                                                                                                                                     | 167 |
| Ecoliers .....                                                                                                                                                                                                                                                                          | 168 |
| Enfants employés dans certaines professions .....                                                                                                                                                                                                                                       | 169 |
| Prostitution des mineurs .....                                                                                                                                                                                                                                                          | 170 |
| Travail des enfants .....                                                                                                                                                                                                                                                               | 171 |
| TRAVAIL : Durée, repos hebdomadaire .....                                                                                                                                                                                                                                               | 174 |
| Hygiène et sécurité .....                                                                                                                                                                                                                                                               | 175 |
| Travail des femmes et des enfants .....                                                                                                                                                                                                                                                 | 177 |
| <b>B. — Attributions de police municipale du commissaire de police.</b> .....                                                                                                                                                                                                           | 179 |
| ORGANISATION DE LA POLICE MUNICIPALE A PARIS .....                                                                                                                                                                                                                                      | 181 |
| LE PRÉFET DE POLICE .....                                                                                                                                                                                                                                                               | 182 |
| POLICE MUNICIPALE PARISIENNE .....                                                                                                                                                                                                                                                      | 186 |
| 1° Sûreté, commodité du passage dans les rues et voies publiques ....                                                                                                                                                                                                                   | 190 |
| Nettoient, éclairage, encombrement, étalages, travaux, fouilles et tranchées, travaux en bordure de la voie publique, édifices menaçant ruine, clôture des terrains, jet ou exposition d'objets pouvant nuire par leur chute, professions s'exerçant sur la voie publique, circulation. |     |
| 2° Maintien de la tranquillité publique .....                                                                                                                                                                                                                                           | 211 |
| Rixes et disputes, attroupements, cortèges, bruits et tapages, professions s'exerçant sur la voie publique, prostituées.                                                                                                                                                                |     |
| 3° Maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements. ....                                                                                                                                                                                                 | 228 |
| Foire et marchés, bourses des valeurs, bourses de commerce, réunions publiques, fêtes foraines, spectacles, débits de boissons, bals, jeux, garnis, bains.                                                                                                                              |     |
| 4° Mode de transport des personnes décédées. Inhumations, exhumations, police des cimetières .....                                                                                                                                                                                      | 242 |
| Transports de corps, exhumations, embaumements, moulages, autopsies.                                                                                                                                                                                                                    |     |

|                                                                                                                                                                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 5° Inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids et à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vente .....                                                                            | 246 |
| <i>Mesures de police, bureaux de poids publics, intermédiaires spéciaux, salubrité des comestibles, boulangerie, boucherie, abattoirs, taxe.</i>                                                                                |     |
| 6° Mesures de précaution contre les accidents et les fléaux calamiteux. ....                                                                                                                                                    | 252 |
| <i>Incendies, mesures préventives à Paris : foyers, conduits de fumée, théâtres, cinématographes, entrepôts, dépôts, magasins, établissements ouverts au public, secours contre l'incendie, sapeurs-pompiers, réquisitions.</i> |     |
| <i>Inondations. Accidents. Épidémies (salubrité des garnis, propagation des maladies transmissibles).</i>                                                                                                                       |     |
| <i>Epizooties.</i>                                                                                                                                                                                                              |     |
| 7° Mesures provisoires relatives aux allénés .....                                                                                                                                                                              | 271 |
| 8° Divagation des animaux malfaisants ou féroces .....                                                                                                                                                                          | 272 |

### III. — FONCTIONS JUDICIAIRES DU COMMISSAIRE DE POLICE .....

273

*Ministère public près les tribunaux de simple police.*

### IV. — FONCTIONS PUREMENT ADMINISTRATIVES DU COMMISSAIRE DE POLICE .....

286

|                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|
| ENQUÊTES DIVERSES .....                                                     | 286 |
| CERTIFICATIONS DE SIGNATURES .....                                          | 286 |
| CERTIFICATS (PASSEPORT, PERMIS DE CHASSE, IDENTITÉ, RÉSIDENCE, etc..) ..... | 293 |
| CARTE D'IDENTITÉ .....                                                      | 296 |
| OBJETS TROUVÉS .....                                                        | 298 |
| INTERVENTIONS OFFICIEUSES .....                                             | 300 |

## TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

|                            |         |                           |          |                            |             |
|----------------------------|---------|---------------------------|----------|----------------------------|-------------|
| <b>A</b>                   |         | Clôture des terrains ..   | 198      | <b>E</b>                   |             |
| Abattoirs .....            | 251     | Cochers et chauffeurs ..  | 207      | Eaux .....                 | 127         |
| Accidents .....            | 201-265 | Colportage .....          | 141      | Eclairage de la voie pu-   |             |
| — du travail .....         | 178     | Commerce et Industrie ..  | 142      | blique .....               | 192-196     |
| Affichage .....            | 140     | Commissaires de Police .. |          | Ecoliers .....             | 168         |
| Alcooliques .....          | 113     | Historique .....          | 4        | Edifices menaçant ruine .. | 198         |
| Aliénés .....              | 271-114 | Commissaires de Police .. |          | Embaumements .....         | 245         |
| Allumettes .....           | 142     | Organisation .....        | 10       | Encombres .....            | 192         |
| Animaux malfaisants ..     | 272     | Commissaires de Police .. | 11       | Enfants du premier âge ..  | 167         |
| Apprentissage .....        | 171     | à Paris .....             |          | — employés dans ..         |             |
| Arrestations .....         | 47      | Commissaires de Police .. |          | les théâtres ..            | 121         |
| Arrosage des rues .....    | 191     | spéciaux .....            | 10       | trouvés .....              | 167         |
| Article 10 du C. I. C. ..  | 77      | Commission de disci-      |          | travail des .....          | 169         |
| Assistance à certains ..   |         | pline des conducteurs ..  |          | Engagements militaires ..  |             |
| agents .....               | 62      | de voitures de place ..   | 208      | certificats .....          | 295         |
| Associations .....         | 135     | Commissions rogatoi-      |          | Enquêtes de police .....   | 38          |
| Attroupements .....        | 212     | res .....                 | 74       | — diverses .....           | 286         |
| Automobiles .....          | 206     | Commissionnaires .....    | 219      | Epidémies .....            | 266-269     |
| Auxiliaire du Procureur .. | 30      | Commodité du passage ..   |          | Epizooties .....           | 131-270     |
| <b>B</b>                   |         | dans les rues .....       | 190      | Etablissements classés ..  |             |
| Bains .....                | 241     | Condamnés libérés .....   | 115      | — publics .....            | 117         |
| Balayage des rues .....    | 192     | Constatactions .....      | 34-53    | Etalages .....             | 194         |
| Bals publics .....         | 239     | Contraventions .....      | 21-273   | Etat-civil .....           | 56          |
| Billets de théâtre .....   | 123     | Contrefaçons artisti-     |          | Etrangers .....            | 95          |
| Boucherie .....            | 251     | ques et littéraires ..    | 67       | Exercice du culte .....    | 133         |
| Boulangerie .....          | 250     | Contributions .....       | 66       | Exhumations .....          | 245         |
| Bourses .....              | 230     | Contrôleurs de la garan-  |          | Explosifs .....            | 160         |
| Brigades mobiles .....     | 10      | tie des matières d'or ..  |          | Exposition d'objets sur    |             |
| Brocanteurs .....          | 146     | et d'argent .....         | 65       | la voie publique .....     | 199         |
| Bruits .....               | 218     | Cortèges .....            | 217      | <b>F</b>                   |             |
| Bureaux de nourrices ..    | 149     | Costume du commis-        |          | Falsifications .....       | 129         |
| — de placement .....       | 148     | saire .....               | 13       | Fêtes foraines .....       | 232         |
| — de poids pu-             |         | Crimes .....              | 29-32-57 | Fidélité du débit des      |             |
| blics .....                | 247     | Cultes .....              | 133      | denrées .....              | 246         |
| <b>C</b>                   |         | <b>D</b>                  |          | Fixation des prix .....    | 164         |
| Cafés-concerts .....       | 122     | Débats de boissons ..     | 117-237  | Flagrant délit .....       | 32          |
| Carte d'identité .....     | 296     | Délégations du Préfet ..  | 77       | Foires et marchés .....    | 229         |
| Certificats .....          | 293     | — du Procureur .....      | 71       | Force armée (réquisi-      |             |
| Certification de signa-    |         | Délits .....              | 29-57    | tion de la) .....          | 213         |
| ture .....                 | 296     | Discipline .....          | 14       | <b>G</b>                   |             |
| Cimetières .....           | 246     | Disputes .....            | 211      | Gardes champêtres et       |             |
| Cinématographes .....      | 259     | Divagation d'aliénés ..   | 271      | forestiers .....           | 63          |
| Circulation .....          | 99-201  | — d'animaux .....         | 272      | Garnis .....               | 119-240-267 |
| Clôture des portes .....   | 198     | Domaine fluvial .....     | 105      |                            |             |
|                            |         | — public .....            | 97       |                            |             |
|                            |         | Droit d'arrestation ..... | 49       |                            |             |
|                            |         | — de perquisition .....   | 40       |                            |             |
|                            |         | Droits d'auteurs .....    | 122      |                            |             |
|                            |         | — des pauvres .....       | 122      |                            |             |



|                                        |         |                                          |         |                                                               |         |
|----------------------------------------|---------|------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------|---------|
| <b>H</b>                               |         | Nettoiemment de la voie publique. ....   | 191     | Réunions publiques. 134-232                                   |         |
| Hôtels meublés. 119-240-267            |         | Nomades.....                             | 110     | Rixes.....                                                    | 211     |
| Hygiène générale.....                  | 126     | Nourrices.....                           | 149     | Routes.....                                                   | 97      |
| Hygiène des travailleurs.....          | 175     | <b>O</b>                                 |         | <b>S</b>                                                      |         |
| <b>I</b>                               |         | Objets trouvés.....                      | 298     | Salubrité générale....                                        | 126     |
| Identité (cartes, certificats).....    | 296     | Octrois.....                             | 66      | Salubrité des comestibles.....                                | 248     |
| Incendies.....                         | 252     | Officiers de paix.....                   | 188     | Sapeurs-pompiers....                                          | 263     |
| Incompatibilités.....                  | 12      | — de police judiciaire.....              | 21      | Sécurité des travailleurs.....                                | 175     |
| Industrie.....                         | 142     | Officiers de police militaire.....       | 64      | Sécurité générale.....                                        | 93      |
| Inhumations.....                       | 242     | Officiers ministériels..                 | 64-70   | Signatures (certification).....                               | 286     |
| Inondations.....                       | 264     | Opérations après décès                   | 128     | Souteneurs.....                                               | 113     |
| Interrogatoires.....                   | 49      | Ordre public.....                        | 93      | Spectacles.....                                               | 120-234 |
| Interventions officielles.....         | 300     | Ordures.....                             | 191     | Substances vénéneuses                                         | 150     |
| <b>J</b>                               |         | Ouvrages d'or et d'argent.....           | 147     | Sûreté du passage dans les rues.....                          | 190     |
| Jet d'objets sur la voie publique..... | 199     | <b>P</b>                                 |         | <b>T</b>                                                      |         |
| Jeux.....                              | 123-240 | Paris aux courses.....                   | 126     | Tabacs.....                                                   | 143     |
| Journaux.....                          | 138     | Passage dans les rues.....               | 190     | Tapage.....                                                   | 213     |
| <b>L</b>                               |         | Passeports.....                          | 294     | Taxe des denrées.....                                         | 251     |
| Libertés publiques....                 | 132     | Pêche.....                               | 107     | Témoins.....                                                  | 37-281  |
| Liberté d'association..                | 135     | Périodiques.....                         | 138     | Théâtres.....                                                 | 120-254 |
| — de commerce.....                     | 142     | Permis de chasse.....                    | 294     | Tramways.....                                                 | 102-209 |
| — de conscience.....                   | 132     | Perquisitions.....                       | 39      | <b>T</b>                                                      |         |
| — de la presse.....                    | 137     | Pharmacie.....                           | 69-155  | Tranquillité publique.                                        | 211     |
| — de réunion.....                      | 134     | Placement.....                           | 148     | Transports et constatations.....                              | 34      |
| Loteries.....                          | 125     | Poids et mesures.....                    | 163     | Transports de corps..                                         | 242     |
| Loueurs de voitures..                  | 207     | Police administrative et judiciaire..... | 19-90   | Transports en commun                                          | 209     |
| <b>M</b>                               |         | Police administrative générale.....      | 92      | Travail des enfants...                                        | 171     |
| Maisons de jeux.....                   | 123     | Police municipale.....                   | 479     | Travail des femmes... 177                                     |         |
| Maisons de prêts sur gages.....        | 163     | Police parisienne....                    | 11-181  | Travaux sur la voie publique.....                             | 196     |
| Maisons de tolérance..                 | 224     | Poudres.....                             | 145     | Tribunal de simple police.....                                | 273     |
| — meublées 119-240-267                 |         | Préfet de police.....                    | 182     | <b>V</b>                                                      |         |
| Maladies contagieuses.                 | 126     | Préséance.....                           | 43      | Vagabonds.....                                                | 109     |
| Marchands des quatre saisons.....      | 200     | Presse.....                              | 137     | Vente en ambulance..                                          | 200     |
| Médailles.....                         | 146     | Prix.....                                | 164     | Ventes interdites.....                                        | 162     |
| Médecine.....                          | 154     | Professions ambulantes                   | 161     | Visites domiciliaires..                                       | 39      |
| Mendians.....                          | 108     | Prostituées.....                         | 112-220 | Visites domiciliaires des gardes-champêtres et forestiers.... | 63      |
| Mineurs prostitués....                 | 170     | Prostitution des mineurs.....            | 170     | Visites domiciliaires des officiers de police militaire.....  | 64      |
| Ministère public (simple police).....  | 273     | Proxénètes.....                          | 112     | Visites des pharmacies                                        | 69      |
| Morts violentes et suspects.....       | 53      | Protection de la chose publique.....     | 93      | Voies ferrées.....                                            | 102     |
| <b>N</b>                               |         | Protection des enfants.                  | 167     | Voirie.....                                                   | 99      |
| Navigation.....                        | 106     | Protection du travail.                   | 174     | Voitures de place....                                         | 206     |
|                                        |         | <b>R</b>                                 |         |                                                               |         |
|                                        |         | Repos hebdomadaire..                     | 175     |                                                               |         |
|                                        |         | Réquisition de la force armée.....       | 213     |                                                               |         |
|                                        |         | Réquisition d'un chef de maison.....     | 32      |                                                               |         |





